

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MAI 2016

N°160

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

<p>SOMMAIRE</p> <p>RAA MAI 2016</p>

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 26 mai 2016)</i>	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS <i>(Conseil du 26 mai 2016)</i>	249
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	439
<u>PARTIE 4</u> : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME	600

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	9
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	55
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	73
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	77
CULTURE	83
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	113
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	131
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	145
FINANCES	153
LOGEMENT	156
RESSOURCES HUMAINES	182
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	192
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	210
TRANSPORTS ET MOBILITE	220
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	236

HORS COMMISSION

13811	Demande de transfert à la Métropole des compétences économiques exercées par la Région en matière de développement économique - Approbation - Autorisation de signature	10
13812	Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées Région/Métropole - Désignation	13
13813	Demande de transfert de compétences du Département à la Métropole	15
13814	Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement - Définition de l'intérêt métropolitain - Approbation	18
13815	Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations - Approbation - Autorisation de signature	21
13816	Protocole d'accord pour une Métropole durable - Convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault et les grandes surfaces du territoire - Autorisation de signature	25
13818	Appel à projets "Villes respirables en 5 ans pour la reconquête de la qualité de l'air" - Engagement de la mise en œuvre du plan d'actions par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	32
13820	Développement International - Jumelage Chengdu (Chine) - Renouvellement de l'accord de jumelage - Autorisation de signature	36
13821	Développement International - Congrès annuel "Energy Cities" Bornova (Turquie) - Autorisation de la mission	38
13827	Création de la Zone d'Aménagement Différé "Le Camp Bertrand" au bénéfice de la Commune du Crès - Avis sur la création de Zone d'Aménagement Différé	41
13850	Comédie du Livre - Prix méditerranéen du livre d'art - Convention de partenariat avec le Centre Méditerranéen de Lecture - Autorisation de signature	44
13867	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Organisation de la 2ème édition 2016 - Affectation de subventions - Conventions d'attribution - Approbation	47
13868	Organismes extérieurs - Syndicat d'adduction d'eau des communes du bas Languedoc - SBL - Élection	50
13884	Commissions du Conseil de Métropole - Modification de la composition	53

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES
JURIDIQUES**

13839	Avenant au marché n°2863MG11 - Télésurveillance des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	56
13840	Avenants n°1 et 2 au marché n°2837MG12 - Travaux d'aménagements, de mise aux normes accessibilité handicapés, de maintenance et grosses réparations dans les bâtiments métropolitains - Autorisation de signature	58
13841	Marché n°3384MG13 - lot n°1 - Avenant n°3 - Marché de nettoyage des locaux des bâtiments Administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	61
13842	Marché 4515MG16 - Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs pour les besoins des services de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancer la consultation et de signature	64
13843	Fournitures des services de télécommunications - Groupement de commandes avec la Ville de Montpellier et le CCAS - Autorisation de signer l'acte constitutif de la convention de groupement et de participer à la convention	67
13844	Convention constitutive de groupement de commandes - Marché d'impression, pose et dépose pour pavoisement - Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	70

BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

13862	Coproduction du film de planétarium "la grande tortue" - Contrats de cession des droits d'auteurs - Autorisation de signature	74
-------	---	----

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

13837	Règlement intérieur et protocole de mise à disposition de l'aire de grand passage des gens du voyage de Lattes Saporta - Approbation	78
13838	Adhésion à l'association Villes et Territoires Languedoc-Roussillon - Centre Ressource Régional Politique de la ville et cohésion sociale - Année 2016 - Approbation	80

CULTURE

13851	Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention type de mise à disposition gracieuse d'espaces pour ou par le Conservatoire à Rayonnement Régional - Autorisation de signature	84
13852	Musée Fabre - Convention de mécénat avec le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables, Région Montpellier - Autorisation de signature	86
13853	Musée Fabre - Conventions de partenariat avec Radio France et le groupe Altice Média - Autorisation de signature	89
13854	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Musée Soulages de Rodez Agglomération, la Communauté de Communes Conques-Marcillac et la Commune de Conques-en-Rouergue - Autorisation de signature	92
13855	Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Conventions dans le cadre de l'exposition d'art contemporain "Jean Denant. Plan B" - Autorisation de signature	95
13856	Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Actualisation 2016 des tarifs de la boutique du musée Henri Prades - Approbation	98
13857	Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Convention de partenariat pour le prêt d'exposition sur le port de Lattara - Autorisation de signature	100
13858	Convention d'occupation temporaire du Café des Lettres à la Médiathèque Centrale Émile Zola - Autorisation de signature	102
13859	Théâtre des 13 Vents - Convention d'occupation du domaine public avec la SARL Théâtre des 13 Vents - Autorisation de signature	104
13860	Étude de préfiguration pour la gestion mutualisée des salles de spectacles du territoire métropolitain - Convention de gestion - Autorisation de signature - Demande de subvention - Approbation	107
13861	Fonds Spécial Culture - Affectation de subventions - Approbation	110

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT

13817	Cité intelligente - Orientations et principes fondateurs pour la nouvelle feuille de route - Approbation	114
13822	Développement International - Mission Chengdu (Chine) - Participation au congrès international sur l'innovation - dates du 22 au 27 juin 2016 - Autorisation de la mission	124
13823	Schéma Directeur d'Aménagement Numérique - Marché n°3004RI12 de travaux pour la mise en œuvre du réseau Très Haut Débit de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	128

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT		
13819	ECOCITÉ - Convention de Financement Programme Investissement d'Avenir Ville de Demain Phase 2 - Avenant n°1 à la convention locale Tranche 1 - Autorisation de signature	132
13824	Instauration du Droit de Préemption Urbain sur le territoire de la Métropole relatif aux communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Montpellier, Saint-Brès, Saint Jean de Védas, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone - Modification - Approbation	136
13825	Secteur de la Mogère - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole, Schneider Electric et la SAAM - Opération située lotissement Font de la Banquière, avenue de Figuières à Lattes - Convention - Autorisation de signature	139
13826	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de LATTES - Convention avec la SASU ELLIPSE - Convention de reversement avec la Commune de Lattes - Autorisation de signature	142
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE		
13845	Energie et transition énergétique - Organismes extérieurs - Agence Locale de l'Énergie - Adhésion 2016	146
13846	Energie et transition énergétique - Avenant n°3 à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ErDF - Autorisation de signature	148
13847	Maintenance génie climatique - Avenant n°3 à la convention de mutualisation avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	151
FINANCES		
13828	Financement du Réseau Montpelliérain Chaleur Froid (RMCF) - Transfert des garanties d'emprunts accordées à la SERM - Autorisation de signature	154
LOGEMENT		
13829	Contrat de Mixité Sociale - Commune de Vendargues - Autorisation de signature	157
13830	Contrat de mixité sociale - Commune de Pérols - Autorisation de signature	160
13831	Construction de 40 logements sociaux - "Ecoquartier de Caylus", ZAC du Domaine de Caylus lot M4 à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	163
13832	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « Le Gatsby » - 116 allée des Frères Grimm à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	166
13833	Construction de 11 logements sociaux - Résidence « Opale » - Chemin du Puits à Sussargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	169
13834	Extension-réhabilitation de 34 logements sociaux - Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) "Le Foyer du Romarin", 246 rue du Romarin à Clapiers - Garantie d'emprunts à l'association "Maison de retraite - Le Foyer du Romarin" - Convention - Autorisation de signature	172
13835	Réhabilitation de 66 logements sociaux - Résidence pour personnes âgées « Aragon » - Place Jacques d'Aragon à Lattes - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Délibération n°13490 du 16 décembre 2015 - Modification	175
13836	Construction de 30 logements sociaux - Résidence « Aube Rouge » - Avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez - Abrogation de la délibération n°10892 - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	178

RESSOURCES HUMAINES

13848	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de chauffeurs du cabinet - Convention - Autorisation de signature	183
13849	Modification du tableau des emplois et des effectifs	186

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

13869	Service public de l'eau et de l'assainissement - Commune de Beaulieu - ZAC du Renard - Programme des équipements publics - Avenant n°1 à la convention avec la commune et l'aménageur - Autorisation de signature	193
13870	Service public de l'eau et de l'assainissement - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la Route de Boirargues sur la commune de Lattes - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	195
13871	Service public de l'eau et de l'assainissement - Extension du réseau d'assainissement pour la desserte de la résidence ESABORA, sise impasse des Dahlias sur la commune de Castelnau-le-Lez - Offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et Art Promotion - Autorisation de signature	198
13872	Service public de l'eau et de l'assainissement - Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de la station d'épuration de Saint Genies des Mourgues / Sussargues - Marché de travaux n°3420EA13 - Avenant N°2 - Autorisation de signature	200
13873	Service public de l'eau et de l'assainissement - Saint Jean de Védas - ZAC Roquefraise - Programme des Équipements Publics relatif à la desserte en eaux usées - Convention tripartite - Autorisation de signature	203
13874	Service public de l'eau et de l'assainissement - Médiation de l'eau - Adhésion - Abonnement et prestations - Convention - Autorisation de signature	207

SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES

13863	Piscine Olympique d'Antigone - Anniversaire des 20 ans de la piscine - Convention de partenariat avec « les Restos du Cœur » - Autorisation de signature	211
13864	Piscine Amphitrite - Fête de la Musique - Conventions de partenariat avec l'association "Stand'Art" et l'école de musique de Saint Jean de Védas - Autorisation de signature	213
13865	Attribution de subvention - Fonds spécial sport - Convention d'attribution - Autorisation de signature	215
13866	Manifestation sportive - Tournoi International de Tennis Féminin - Affectation de subvention - Convention d'attribution - Autorisation de signature	218

TRANSPORTS ET MOBILITE

13875	Tarification - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Convention de compensation tarifaire pour les navettes des plages - Saison 2016 et bilan 2015 - Autorisation de signature	221
13876	Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Autorisation de signature	224
13877	Tramway bouclage ligne 4 - Ascenseurs et locaux techniques afférents de la station Peyrou Arc de Triomphe - Convention de transfert de gestion du domaine public de l'État à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	227

TRANSPORTS ET MOBILITE

13879	Avenant n°5 au marché 3.583 des équipements en abris voyageurs, maintenance, entretien et gestion de la publicité des lignes 1 et 3 de tramway - Autorisation de signature	233
-------	--	-----

VOIRIE, ESPACE PUBLIC

13880	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la réalisation des prestations de maintenance de l'éclairage public - Autorisation de signature	237
13881	Stratégie de commande publique portant sur l'éclairage public - Autorisation de lancement des procédures et de signature des marchés n°4570AT16 contrôle électrique, n°4568AT16 détection, géo-référencement, cartographie et n°4571AT16 entretien et maintenance des installations d'éclairage public	240
13882	Convention d'enlèvement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) avec Recylum - Autorisation de signature	245
13883	Marché n°4055TV15 - Élagage, abattage et débroussaillage des arbres sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	247

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – DEMANDE DE TRANSFERT À LA MÉTROPOLE DES COMPÉTENCES ÉCONOMIQUES EXERCÉES PAR LA RÉGION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les articles L 5217-2 et L 4221-1-1 2° du Code général des Collectivités Territoriales prévoient que « le conseil régional peut transférer à une métropole les compétences exercées par la région en matière de développement économique ».

Dans ce cadre, les métropoles peuvent exercer par convention, à l'intérieur de leur périmètre et en lieu et place de la Région, ces compétences ou une partie d'entre elles.

Aujourd'hui, les métropoles concentrent une part essentielle des fonctions supérieures de gestion et de décision, les principaux centres de recherche, les infrastructures structurantes et les grands équipements. Elles jouent un rôle d'accélérateur et d'impulsion, mais aussi d'attractivité et de rayonnement, pour elles-mêmes comme au bénéfice des territoires annexes. Par le regroupement de leurs activités et leurs capacités d'innovation, elles constituent le cœur de la croissance économique d'un territoire et in fine sa richesse.

Les métropoles regroupent 39% de la population française, réalisent la moitié du PIB (51%), rassemblent 43% de l'emploi, déposent 70% des demandes de brevets et connaissent une dynamique économique forte (1,6% de croissance annuelle entre 2000 et 2010).

La contribution des métropoles à la compétitivité économique de la France est indispensable et doit être soutenue. La croissance qu'elles impulsent doit cependant bénéficier à l'ensemble du territoire. L'enjeu est donc que les métropoles exploitent pleinement leur potentiel de croissance, et que celui-ci se diffuse à l'ensemble des territoires.

De par sa situation géographique unique, au Sud de l'Europe, au centre de l'arc Méditerranéen (Barcelone – Montpellier - Marseille) et au Nord de l'Afrique, Montpellier Méditerranée Métropole est une porte d'entrée des échanges Nord/Sud. Une position d'interface dont l'Europe souhaite faire une zone d'intégration économique d'importance mondiale.

Le dynamisme démographique de la Métropole et de ses 440 000 habitants, dont 43% ont moins de 30 ans, au cœur d'un pôle métropolitain en fort développement, marque la plus forte croissance des métropoles françaises.

Le tissu entrepreneurial y est parmi les plus dynamiques des métropoles avec un taux de création d'entreprise de 18,3% en 2013. Les emplois sont concentrés principalement sur la zone d'emploi de Montpellier, qui regroupe à elle seule 32% des salariés languedociens (180 000). La zone d'emploi de Montpellier concentre 44 % des cadres du privé de l'ancienne région Languedoc-Roussillon. Entre 2006 et 2011, le nombre d'emplois a augmenté deux fois plus vite dans Montpellier Méditerranée Métropole que dans les métropoles comparables : + 1,9 % par an contre 0,8 %.

L'économie résidentielle prend une place importante et fournit les produits et services nécessaires à une population en croissance soutenue sur le territoire.

Avec 45% de diplômés du supérieur, la zone d'emploi de Montpellier dispose de plusieurs établissements regroupant plus de 70 000 étudiants, soit 70% des étudiants languedociens dont près de 20% d'étudiants étrangers. Autre atout, la 5ème concentration nationale de recherche publique, qui s'appuie sur un réseau d'universités, de grandes écoles et de laboratoires, qui favorise l'innovation technologique et le développement de filières d'excellence à travers neuf pôles de compétitivité.

Le secteur du tourisme, fort marqueur de l'attractivité et du dynamisme du territoire, est un pilier essentiel de l'économie et de l'emploi représentant près de 15% du PIB de l'ancienne Région Languedoc-Roussillon.

En matière de développement économique et d'emploi, la Métropole accompagne l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, en développant une chaîne immobilière complète dédiée à l'innovation depuis le Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale (4ème meilleur incubateur au monde selon UBI Global, 5 000m² pour 70 entreprises innovantes sur le Cap Omega et 3500m² pour 40 entreprises sur Cap Alpha), puis les hôtels d'entreprises (20 000m² pour 100 entreprises) et les zones d'activités (3000 hectares de zones métropolitaines et communales).

Au-delà de l'attention portée aux filières d'excellence et à l'emploi, la Métropole innove, année après année. Notamment, lors de la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique qui a permis en 2014 l'obtention du label French Tech illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

La reconnaissance de l'excellence des métropoles en matière de développement économique est contenue dans la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Elle prévoit en effet que les orientations du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) applicables sur le territoire de la Métropole soient élaborées et adoptées conjointement par le Conseil de la Métropole et le Conseil Régional.

Le transfert de compétences de la Région en matière de développement économique permettrait donc demain d'amplifier et de conforter la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole visant à stimuler, structurer et développer des secteurs clés de l'économie pour construire de manière cohérente un territoire attractif et économiquement dynamique.

Il permettrait aussi de développer les filières économiques et l'emploi en articulation étroite avec les sept piliers stratégiques du projet de territoire, incontournables pour la valorisation de ses atouts, de ceux de son pôle métropolitain en émergence et de la Région :

- La Santé,
- Le Numérique,
- Les Transports - la Mobilité,
- Le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie,
- L'Agroécologie – Alimentation,
- La Culture - le Patrimoine – l'Université,
- Le Commerce et l'Artisanat.

Considérant cette opportunité et au regard des éléments explicités ci-avant, il est proposé de solliciter le transfert, des compétences économiques exercées par la Région en matière de développement économique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter auprès du Conseil Régional Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées le transfert de compétences en matière de développement économique,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à engager les négociations relatives au périmètre et aux conditions du transfert avec la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme J. FRÊCHE, Mme E. LLORET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125771-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es) :

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – COMMISSION LOCALE POUR L'ÉVALUATION DES CHARGES ET DES RESSOURCES TRANSFÉRÉES RÉGION/MÉTROPOLE - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le transfert des compétences exercées par la Région, en matière de développement économique, sur son territoire.

Dans cette perspective et en application de la législation en vigueur, une Commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées Région /Métropole doit être constituée.

Elle est présidée par le Président de la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées ou son représentant et composée paritairement de 4 représentants du Conseil Régional et 4 représentants du Conseil de la Métropole.

En application de l'article L 2121-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations au scrutin secret mais par un vote à main levée.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- P. SAUREL,
- L. JAOUL,
- M. LEVITA,
- JP. GRAND.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations à bulletin secret mais au vote à main levée ;
- procéder à la désignation de Messieurs P. SAUREL, L. JAOUL, M. LEVITA, JP. GRAND comme représentants de la Métropole au sein de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées de la Région à la Métropole et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser M le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125657-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – DEMANDE DE TRANSFERT DE COMPÉTENCES DU DÉPARTEMENT À LA MÉTROPOLE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dès le début du mois de janvier 2016 des réunions ont été organisées afin de définir de manière concertée le périmètre des transferts à opérer entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole en application de loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Celle-ci prévoit en son article 90, que par convention passée avec le Département, la Métropole exerce sur son territoire par transfert ou par délégation au minimum trois des huit compétences suivantes :

- attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement,
- missions confiées au service public départemental d'action sociale,
- adoption, adaptation et mise en œuvre du programme départemental d'insertion,
- aide aux jeunes en difficultés,
- actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté,
- personnes âgées et action sociale, ou une partie de ces compétences (hors prestations légales d'aide sociale),
- tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences,
- construction, reconstruction, aménagement, entretien et fonctionnement des collèges,

Par ailleurs, la gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires, sur le territoire métropolitain est obligatoirement transférée à la Métropole ou exercée par le département, en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la Métropole.

Le mécanisme spécifique de transferts ou de délégations de compétences des départements aux métropoles, mis en œuvre par la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et renforcé par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République afin d'accroître la cohésion et le développement des territoires métropolitains, impose que la convention précisant les compétences ou groupes de compétences transférées ou déléguées ainsi que les modalités financières de ces transferts ou délégations soit adoptée par les deux institutions avant le 1^{er} janvier 2017.

A défaut de convention, à cette date, la totalité des compétences ou groupes de compétences sont transférés à la Métropole sauf celui relatif à la construction, à la reconstruction, à l'entretien et au fonctionnement des collèges.

Compte tenu des délais fixés par la loi, le Président du Département de l'Hérault et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, se sont rencontrés respectivement le 22 janvier, le 25 mars et le 29 avril 2016 afin d'aboutir à un accord de principe.

A l'issue de ces réunions et en l'état des discussions, un courrier en date du 2 mai 2016 a été adressé à Monsieur le Président du Département de l'Hérault afin de solliciter :

- le transfert de l'attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement, dont l'inscription dans la politique métropolitaine du logement apparaît évidente,

- le transfert de l'aide aux jeunes en difficulté, en lien avec les politiques métropolitaines d'insertion, la contractualisation et les actions développées par la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- le transfert de la Culture afin de renforcer la structuration et la cohérence des actions menées par Montpellier Méditerranée Métropole sur son territoire, dans ce domaine,
- le transfert de la gestion des routes classées dans le domaine public départemental, sur le territoire métropolitain, ainsi que leurs dépendances et accessoires selon un schéma à définir conventionnellement entre les deux parties,

Comme il s'y est engagé verbalement lors de la dernière réunion du 29 avril 2016 au Conseil départemental de l'Hérault, Monsieur le Président du Département de l'Hérault a fait savoir par voie de presse et sur les réseaux sociaux qu'il ne souhaitait pas se dessaisir de la compétence Culture du Département sur le territoire métropolitain et affirmé que constatant le défaut d'accord, les huit compétences ou groupes de compétences mentionnés ci-dessus seraient transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer les demandes de transferts de compétence auprès du Département, telles que définies ci-dessus ;
- prendre acte, au constat du défaut d'accord sur la proposition de transfert des compétences proposée ci-dessus (FSL, FAJE, Culture, voirie départementale), de la position formulée par Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Hérault qui conduit au transfert des huit compétences définies par la loi NOTRE
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (18 abstentions et 4 votes contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125655-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – DÉFINITION, CRÉATION ET RÉALISATION D'OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT - DÉFINITION DE L'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Lors de la séance du 18 septembre 2002, la Conseil Communautaire a défini les critères relatifs à l'intérêt communautaire puis lors de la séance du 21 avril 2011 a précisé ces critères notamment en ce qui concerne les ZAC d'intérêt communautaire.

Au titre de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement dès lors que celles-ci relèvent de l'intérêt métropolitain.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa compétence aménagement de l'espace métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener des opérations d'aménagements telles que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme.

Dans cette perspective il convient de définir les critères relatifs à l'intérêt métropolitain de ces opérations d'aménagement.

Ainsi s'agissant de la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement » est d'intérêt métropolitain tout projet de définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement remplissant les critères suivants :

Pour les opérations d'aménagement en cours de réalisation par la Métropole :

Afin de ne pas remettre en cause la réalisation de ces zones, il convient de déclarer d'intérêt métropolitain l'ensemble des opérations d'aménagement lancées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, à savoir dès lors qu'une délibération a acté de l'existence d'une opération.

La liste des opérations concernées est annexée à la présente délibération.

Pour les opérations d'aménagement à venir :

Les opérations d'aménagement remplissant les critères suivants (non cumulatifs) sont qualifiées d'intérêt métropolitain :

- les opérations d'aménagement à créer à l'intérieur des sites stratégiques définis au SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, en cours de révision ;
- les opérations d'aménagement qui, conformément aux dispositions de l'article L 5217-2 du CGCT, réalisées dans le cadre de la compétence développement et aménagement économique, social et culturel, concourent à la création, l'aménagement ou la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- les opérations d'aménagement qui concourent à la réalisation de zones mixtes à savoir activités économiques et habitat, et dans lesquelles l'activité économique est prépondérante ;
- les opérations d'aménagement qui concourent à la réalisation de zones mixtes à savoir activités économiques et habitat pour lesquelles il est difficile d'établir clairement la prépondérance de l'activité économique, dans ce cas précis les opérations d'aménagement concernées feront au préalable et au cas par cas l'objet d'une déclaration d'intérêt métropolitain à la majorité qualifiée du Conseil de Métropole ;
- les opérations d'aménagement dont le périmètre couvre plusieurs communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- les opérations d'aménagement de renouvellement urbain dont le programme fait en tout ou partie l'objet d'une contractualisation avec l'ANRU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver à la majorité qualifiée des membres du Conseil de Métropole, la définition de l'intérêt métropolitain relative à la compétence "définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain" ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1123210-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12910 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté un projet de convention cadre de partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations.

Compte tenu de la mise en œuvre du projet de territoire métropolitain et de ses axes stratégiques d'intervention, il est apparu nécessaire de préciser cette convention cadre et de proposer la signature d'un nouveau protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations pour la période 2016 – 2018. Cette nouvelle convention annule et remplace les précédentes.

Montpellier Méditerranée Métropole, forte de ses 31 communes et de plus de 430 000 habitants, a décidé de relever les grands défis du 21^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises.

La Métropole contribue avec celle de Toulouse au dynamisme de la nouvelle grande région qui repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement mutuel de ses deux dernières.

Elles sont en effet les foyers du développement économique, de la recherche, du cadre universitaire mais aussi culturel, urbain et touristique de leur nouveau grand territoire.

En ce sens, les politiques publiques développées par la Métropole, les entreprises et les établissements qui y sont installés, sont susceptibles de démultiplier leurs effets sur le territoire régional si les infrastructures nécessaires permettent d'accompagner leur développement et leurs mises en réseaux à toutes les échelles.

Cette volonté de consolider les mises en réseaux et les synergies caractérise les coopérations que Montpellier a engagé avec les villes et les EPCI des territoires voisins, notamment au sein de la Conférence des Territoires, ainsi qu'avec Toulouse Métropole ou d'autres métropoles à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur sept piliers stratégiques de développement incontournables pour la valorisation de ses atouts, de ceux de son pôle métropolitain en émergence et de sa région :

- La santé, la métropole du bien-vivre
- Le numérique, la métropole intelligente
- Les transports et la mobilité, la métropole interconnectée
- Le développement économique, tourisme et industrie, la métropole désirée
- L'agro-écologie et alimentation, la métropole durable
- La culture, patrimoine et université, la métropole radieuse
- Le commerce et artisanat, la métropole de proximité
- Et un axe transversal : Développement social, Egalité des chances et Citoyenneté.

Afin de mener à bien ce projet métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole s'entoure de tous les appuis et partenaires du développement.

A cet égard, la Caisse des Dépôts et Consignations, partenaire des collectivités territoriales, accompagne leur développement dans le cadre de ses missions d'intérêt général. Elle contribue à l'émergence et à la réalisation de projets d'équipement de dimension locale dans lesquels elle intervient en tant qu'investisseur avisé et via des prêts sur fonds d'épargne.

En fonction des domaines de partenariat développés, la Caisse des Dépôts et Consignations pourra mobiliser :

- une assistance en ingénierie amont sur les axes prioritaires ;
- un cofinancement des études à mener pour préciser leur faisabilité opérationnelle ;
- un investissement en fonds propres ou un appui à l'économie mixte ;
- des prêts de long terme, pour financer les investissements de la Métropole et de ses satellites.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations, déjà partenaires dans de nombreux projets, ont souhaité formaliser et préciser les principaux axes et principes de leur partenariat, afin d'en favoriser la cohérence et la durabilité dans une convention cadre de partenariat.

Pour certaines opérations déclinées dans le présent protocole, la Caisse des Dépôts et Consignations étudiera le financement d'opérations menées par la Ville de Montpellier, telles que les opérations visant à l'amélioration du cadre de vie ou à la réhabilitation des écoles dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), ou encore la rénovation du parc zoologique du Lunaret.

A ce titre, le présent projet de protocole sera proposé au vote d'un prochain conseil municipal de la Ville de Montpellier, afin d'intégrer la Ville au sein de ce partenariat.

Ce partenariat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la présente convention et pourra se prolonger jusqu'à l'expiration des conventions d'application.

Les axes de développement retenus s'articulent sur :

- La consolidation de l'économie métropolitaine autour de l'innovation, de la stimulation et du développement des dynamiques des écosystèmes entrepreneuriaux tels que la French Tech, Montpellier Capitale Santé, la Cité intelligente (Smart City), l'Economie Sociale et Solidaire, l'Agro-écologie et l'alimentation, etc....
- Le développement des mobilités multimodales autour du contournement routier, des infrastructures ferroviaires, du prolongement de la 1ère ligne vers la gare TGV et sur le développement de la future ligne 5 de transport en commun en site propre des Pôles d'Echanges Multimodaux, et de la maîtrise de la logistique urbaine et le développement de plateforme de distribution urbaines...
- La promotion d'une métropole d'intérêts culturels, de loisirs et touristiques autour de projets tels que l'implantation du conservatoire sur le site de l'ancienne maternité Saint-Charles, des travaux de rénovation du Zénith et du Corum, la création d'un centre Aqua Ludique sur le secteur de Baillargues ou la construction / rénovation de piscines.
- L'aménagement d'une métropole vertueuse et durable par le développement des projets d'énergies renouvelables sur le territoire, et en particulier sur celui de l'EcoCité : mobilisation de la biomasse bois énergie pour le chauffage, le rafraîchissement urbain et la cogénération, développement de la géothermie ou du solaire photovoltaïque, associé à l'enjeu de récupération de la chaleur fatale ;

Par le développement d'Eco Quartiers et d'ilots urbains démonstrateurs composant les quartiers à aménager.

Par la réhabilitation du patrimoine locatif social, la rénovation thermique des copropriétés privées constituées construites durant les trente glorieuses (1945-1975), en adaptant le cadre bâti existant, en intégrant le confort d'été comme cible majeure.

Enfin par la poursuite des actions en matière d'adaptation au changement climatique, de gestion de la ressource hydrique et de la lutte contre le risque inondation.

- Le principe d'une métropole pour tous, solidaire et soutenable socialement, en lien avec le Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015 – 2020, le Programme National de Renouvellement Urbain ou plus largement la politique de l'habitat métropolitaine avec une action volontaire sur le parc social.

Afin de conduire ce partenariat, il sera constitué un comité de pilotage composé du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant, du Maire de la Ville de Montpellier ou

de son représentant, et du Directeur Régional de la Caisse des Dépôts ou de son représentant et se réunira autant que de besoin et au moins deux fois par an afin :

- De fixer les actions et opérations à mettre en œuvre et faisant l'objet de signature de conventions d'application spécifiques ;
- D'assurer le pilotage et le suivi des résultats des actions engagées et de l'exécution du présent accord.

Des comités techniques (CT) dédiés aux conventions d'application thématiques composés des techniciens de la Métropole et de la Caisse des Dépôts, et le cas échéant de techniciens de la Ville de Montpellier suivront la réalisation des actions décidées.

Le suivi sera effectué par conventions et contrats d'application de la présente convention à travers l'identification d'actions affinées de coopération.

Ces conventions et contrats définiront les objectifs de chaque action et préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacun des signataires. Elles feront l'objet d'un accord préalable de l'assemblée délibérante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations,
- dire que le présent protocole abroge et remplace le projet de protocole adopté par délibération n°12910 du 28 avril 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le présent protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125997-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – PROTOCOLE D'ACCORD POUR UNE MÉTROPOLE DURABLE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE, LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT ET LES GRANDES SURFACES DU TERRITOIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, soucieuse d'une meilleure qualité de vie de ses habitants, également respectueuse de l'environnement, s'est engagée dans une démarche de développement durable, irriguant ainsi les sept piliers qui constituent ses fondements.

Pour accroître cette volonté, au lendemain de la réunion de près de 150 Etats et chefs de gouvernement à Paris à l'occasion de la COP21¹ afin de s'engager collectivement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre à travers le monde, et l'adoption par le Parlement, le 3 février 2016, de la loi de lutte contre le gaspillage alimentaire, Montpellier Méditerranée Métropole, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault et les grandes surfaces du territoire souhaitent s'associer pour qu'il soit un acteur local fort et exemplaire au niveau national.

Les partenaires proposent trois axes prioritaires afin de répondre à l'objectif environnemental :

- Promouvoir les circuits alimentaires de proximité (CAP) en privilégiant la commercialisation auprès des citoyens de denrées produites localement;
- Renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire en accroissant les relations avec les associations qui au quotidien sur le terrain assurent la collecte et la distribution des invendus;
- Réduire les déchets, améliorer la valorisation des déchets en favorisant le tri sélectif et diminuer les emballages.

Ces trois axes sont des enjeux majeurs notamment en termes économiques, de lutte contre la pauvreté, de préservation et de gestion des ressources et de lutte contre le changement climatique.

En matière d'approvisionnement local

Les enjeux

Une étude du cabinet Natural Marketing datée de 2014 révèle que 71 % des Français préfèrent acheter des produits locaux. Ces produits répondent en effet à une exigence de traçabilité, aux préoccupations pour la sécurité alimentaire, à l'intérêt grandissant des consommateurs à l'égard du développement durable et à la qualité de leur alimentation, etc. Autant d'arguments qui trouvent leur origine dans les crises alimentaires qui se sont succédées depuis 20 ans (vache folle, grippe aviaire...) et les récents scandales qui ont touché la grande distribution à dominante alimentaire et ses fournisseurs.

Les circuits alimentaires de proximité (CAP) stimulent l'économie des territoires en mobilisant des ressources locales variées telles que les matières premières, les savoir - faire et compétences ainsi que la main d'œuvre. Ils permettent de relocaliser et maintenir des activités agricoles. En 2010 (date du dernier RGA - Recensement Général Agricole), 21 % des exploitations françaises suivaient ce modèle. Elles sont caractérisées par une taille inférieure à la moyenne nationale et elles reposent sur une main d'œuvre importante. Les CAP concernent différents secteurs agricoles : le miel et les légumes (50% des exploitations françaises), les fruits et le vin (25%) et les produits animaux comme le lait, la volaille, etc. (10%)².

¹ 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 2015

² ADEME, Les circuits courts alimentaires de proximité, Les avis de l'ADEME, avril 2012, Page 2

Par ailleurs, les CAP entraînent le développement d'activités dans des secteurs annexes : l'artisanat, la boucherie, l'horeca (hôtellerie, restauration, cafés), l'informatique, la communication, la logistique, etc. Ils participent à une démarche de valorisation du patrimoine d'un territoire, ce qui ouvre la voie à de nouveaux débouchés à travers une collaboration entre producteurs locaux et acteurs du tourisme. Les économies réalisées dans la production des emballages, la gestion des déchets ou le conditionnement lié au transport (ces derniers étant moins importants que dans les circuits longs) peuvent être réorientées vers d'autres activités.

Enfin, les préoccupations environnementales sont plus fortes en CAP puisque 10% des exploitations qui ont choisi les filières courtes produisent du bio en 2010 (France) contre 2% en circuit long³, un facteur crucial en raison des enjeux de santé publique.

Le contexte métropolitain

Le thème de l'exposition universelle Milano 2015 « *Nourrir la Planète, Energie pour la Vie* » met en lumière l'importance cruciale de ce thème, et pour les pouvoirs publics locaux, celle de se saisir des enjeux qui lui sont liés. Signataire en octobre 2015 du Pacte urbain sur les politiques alimentaires de Milan, la Métropole s'est engagée au côté d'une centaine de villes du monde, à travailler, en coordination avec les acteurs du système alimentaire « *au développement des systèmes alimentaires durables, inclusifs, résistants, sûrs et diversifiés, qui fournissent des aliments sains et abordables à tous dans le rappel des droits fondamentaux, réduisent au maximum le gaspillage, préservent la biodiversité et atténuent les effets du changement climatique tout en s'y adaptant.* »

La Métropole élabore ainsi depuis fin 2014 une politique agroécologique et alimentaire territoriale concertée, dont le cadre de référence a été approuvé par le Conseil de Métropole le 29 juin 2015 (délibération n°13043), structurée autour de 3 axes transversaux et 6 axes opérationnels. Le premier axe concerne précisément la consolidation du tissu des fermes nourricières. Le second vise à favoriser l'approvisionnement local de la ville, notamment via la commande publique, l'appui à la structuration des filières de production et la logistique urbaine. Dans ce cadre, la Métropole conduit actuellement un projet d'optimisation de la restauration scolaire à Montpellier et dans les autres communes de la Métropole, via une politique d'achat public intégrant un critère de développement durable sur le gaspillage, l'optimisation de la gestion de la production et l'optimisation de la distribution des repas via un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines.

Enfin, outil clé du territoire, dont la Métropole est actionnaire majoritaire, le Marché d'Intérêt National (MIN) Mercadis joue un rôle central dans « *l'allègement des circuits de distribution, [dans le but de] rechercher le meilleur prix, c'est-à-dire un prix à la fois le plus bas possible pour le budget du consommateur et procurant au producteur une juste rémunération de son travail.* »⁴

En matière de lutte contre le gaspillage alimentaire

Les enjeux

Le gaspillage alimentaire se produit à toutes les étapes de la chaîne alimentaire : production, transformation, distribution, restauration, consommation, ainsi que lors du transport.

Dans le monde, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) estime qu'un tiers de la production alimentaire mondiale est perdue ou jetée soit l'équivalent de 1,3 milliard de tonnes chaque année. La FAO estime ainsi que « si le gâchis alimentaire était un pays, ce serait le 3e émetteur de gaz à effet de serre après la Chine et les États-Unis »⁵. En Europe, la quantité totale des déchets alimentaires représenterait environ 89 millions de tonnes, soit 179 kg/hab./an⁶. En France :

³ ADEME, opus cité, page 2

⁴ Objectifs des MIN (JO - 1er sept. 1953 - page 1).

⁵ Mathilde Iweins, FAO, coordinatrice d'un rapport sur le coût environnemental du gâchis alimentaire, 2010.

⁶ Enquête 2010 de la Commission Européenne sur les quantités de nourriture gaspillées dans l'Europe des 27

différentes études permettent de disposer d'ordres de grandeur quant à ces pertes/gaspillages pour certains secteurs :

- Dans les ordures ménagères et assimilées, on trouve l'équivalent de 77 kg/habitant/an de déchets alimentaires dont 20 kg liés au gaspillage alimentaire dont 7 kg de produits alimentaires encore emballés (étude MODECOM, ADEME). La perte liée au gaspillage alimentaire est estimée à 100€ par personne et par an.
- Au niveau de la restauration collective (hors cuisine centrale), il est estimé qu'un repas génère en moyenne 150g de biodéchets (50 g d'épluchures et restes de préparation et 100 g de restes de repas).

Le Parlement a définitivement adopté, mercredi 3 février 2016, une série de mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire destinées à empêcher les grandes surfaces de jeter de la nourriture et de rendre leurs invendus impropres à la consommation. La proposition de loi inscrit dans la loi la hiérarchie des actions à mettre en place pour récupérer et valoriser les denrées alimentaires et pour éviter leur gaspillage, de la prévention à l'utilisation à des fins énergétiques en passant par la récupération à des fins de consommation ou pour l'alimentation animale. Elle rend obligatoire le recours à une convention pour les dons réalisés entre un distributeur de denrées alimentaires et une association caritative. Elle prévoit aussi une sanction pour éviter la destruction volontaire de denrées alimentaires encore consommables par les commerces de détail, et modifie le régime juridique de la responsabilité des producteurs du fait de produits défectueux, afin de lever le blocage des dons de biens alimentaires sous marques de distributeur par leur fabricant. Enfin, elle intègre la lutte contre le gaspillage alimentaire au parcours scolaire ainsi que dans le champ de la responsabilité des entreprises.

A noter que les grandes surfaces s'étaient déjà engagées de façon volontaire le 27 août 2015 auprès de la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ségolène Royal en faveur de la lutte contre le gaspillage alimentaire, en s'engageant à reprendre les dispositions initiales de la loi de transition énergétique pour la croissance verte (article 103) écartées par le Conseil Constitutionnel.

Les actions de la Métropole

Le programme local de prévention des déchets 2010-2015, qui doit être relancé en 2016, comprend sept axes d'intervention et vise à réduire de 28 kg/hab/an la production de déchets. Après 4 ans de mise en œuvre, la réduction effective est de 24,2 kg/ hab/an (-6%). Le programme d'actions comprend notamment des dispositifs de sensibilisation du jeune public au gaspillage du pain et au tri des biodéchets, l'édition et la promotion d'un contenu pédagogique sur la réduction des déchets auprès des classes de CM1 et CM2, l'élaboration d'une exposition itinérante sur la réduction à la source des déchets, des opérations de sensibilisation grand public assorties à des aides financières à l'acquisition de composteurs et lombricomposteurs.

A l'échelle territoriale, la Métropole a opté pour la valorisation des bio-déchets. L'unité de méthanisation des bio-déchets Amétyst vient d'obtenir son agrément pour recevoir et valoriser des déchets organiques issus d'activité, notamment les bio-déchets conditionnés. Une campagne de collecte des particuliers et des gros producteurs redevables est en cours. Le nouvel agrément d'Amétyst crée ainsi l'opportunité d'une valorisation locale des bio-déchets triés par les GMS, y compris pour les déchets organiques non déconditionnés.

En matière de réduction et de tri des emballages

Les enjeux

Chaque année, près de cinq millions de tonnes d'emballages ménagers sont mises sur le marché français. Les déchets d'emballages entrent pour près de 30 % en poids et 50 % en volume dans la quantité totale des ordures ménagères. Une partie seulement est recyclée et les taux de recyclage

varient fortement selon les matériaux. En tout état de cause, il convient de poursuivre les efforts engagés depuis les années 90 pour améliorer les performances de tri, qu'il s'agisse des emballages en verre pour lesquels la filière de méthanisation des déchets mise en place par la métropole exige de les écarter au maximum de la poubelle grise, ou des emballages en plastique dont l'extension des consignes de tri permettra d'augmenter la recyclabilité. Il importe néanmoins de garder en tête que, selon l'expression désormais consacrée, le meilleur déchet est bien celui que l'on n'a pas produit.

Les actions de la Métropole

En 2006-2007, une opération de partenariat avec les grandes surfaces pour la suppression des sacs de caisses avait conduit à la distribution de 300 000 sacs cabas et une réduction significative des plastiques collectés.

La Métropole organise la collecte des déchets des ménages (20 036 tonnes de verre, emballages poubelles jaunes et cartons déchèteries collectés en 2014 sur tout le territoire) et des professionnels (1 511 tonnes de verre et cartons collectés en centre-ville de Montpellier).

Les campagnes de sensibilisation au tri sélectif prennent appui d'une part sur l'unité de tri et de valorisation DEMETER, pour laquelle un programme d'extension et de modernisation avec extension des consignes de tri des plastiques est en cours – livraison 2018, d'autre part sur le développement du parc de conteneurs d'apport volontaire pour la récupération du verre usagé.

La Métropole, les grandes surfaces, la chambre d'agriculture et la chambre de commerce et d'industrie s'engagent pour une métropole durable

Au regard de ces enjeux considérables, conscients de l'ensemble des bonnes pratiques déjà mises en place, à toutes les étapes de la vie d'un produit, le présent protocole d'accord propose une stratégie de prévention et de solution basée sur la concertation et la collaboration accrues entre tous les partenaires commerciaux et institutionnels.

Afin de consolider ensemble une métropole éco-responsable, éco-consommatrice, les parties souhaitent inscrire dans leurs feuilles de route respectives les actions ci-dessous.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

- à préserver et valoriser les terres à fort potentiel (espaces naturels et agricoles) sur son territoire ;
- à favoriser la distribution des productions agricoles de son territoire à partir du Marché d'Intérêt National Montpellier Méditerranée Métropole dont l'objet est d'alléger les circuits de distribution, et de rechercher le meilleur prix, c'est-à-dire un prix à la fois le plus bas possible pour le budget du consommateur et procurant au producteur une juste rémunération de son travail.
- à travailler de concert avec les autres collectivités publiques du territoire pour mettre en place des plans d'approvisionnement locaux de la restauration scolaire et de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les services de restauration ;
- à accroître l'approvisionnement alimentaire local de son service du protocole et de le faire connaître lors des événements qu'elle organise ;
- à coordonner les actions objets du présent protocole d'accord sur son territoire à partir d'un programme élaboré avec les partenaires ;
- à les accompagner par une campagne de communication et de sensibilisation du grand public ;
- à créer ou développer des événements et manifestations mettant en exergue les actions objets du présent protocole d'accord et leurs partenaires ;
- à réaliser et diffuser des guides et répertoires professionnels ou associatifs destinés aux habitants de Montpellier Méditerranée Métropole pour faciliter leur participation à l'application des axes du présent protocole d'accord ou à contribuer à leur réalisation et diffusion.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier s'engage :

- à accompagner les entreprises dans la prévention des déchets ;
- à proposer ses services aux entreprises signataires pour faciliter la mise en œuvre de systèmes de management de l'environnement par étapes avec un objectif d'amélioration continue ;
- à proposer des services de veille réglementaire personnalisée en environnement ;
- à mener des actions d'information et d'accompagnement des entreprises pour favoriser le développement de produits ou services à faible impact environnemental ;
- à accompagner les actions de promotion et communication réalisées dans le cadre de cette convention ;
- à diffuser vers ses ressortissants, au travers de ses outils de communication, les divers supports créés par les partenaires, notamment les guides et répertoires

La Chambre d'Agriculture de l'Hérault s'engage :

- à identifier les stratégies existantes des producteurs en matière de lutte contre le gaspillage à la production en fruits et légumes,
- à créer des synergies entre acteurs c'est-à-dire entre producteurs, ateliers de transformation, associations et faire un suivi des volumes concernés...
- à expertiser la création d'une filière fruits et légumes, marquée « anti-gaspi »,
- à développer un fruit pour la récréation en partenariat avec les acteurs concernés,
- à participer à la mise en œuvre de plans d'approvisionnement locaux de la restauration scolaire en partenariat avec tous les acteurs,
- à favoriser la distribution des productions agricoles sur le territoire de la Métropole à partir du MIN notamment.

Les grandes surfaces signataires s'engagent :

- à organiser, avec l'appui des autres parties et du Marché d'Intérêt National, le développement des relations avec le tissu agricole et alimentaire local en vue d'un accroissement de l'approvisionnement des rayonnages en produits locaux;
- à ne pas détruire les invendus alimentaires consommables ;
- à diriger les invendus alimentaires, y compris de marque distributeur, vers les ateliers locaux de transformation et les associations d'aide alimentaire, sans préjudice des règles relatives à la sécurité sanitaire des aliments, à travers des conventions qui intégreront des indicateurs de suivi des produits et quantités données chaque mois ;
- à privilégier, pour les restes et invendus organiques impropres à la consommation, les filières locales de valorisation ;
- à mieux faire connaître les actions de prévention du gaspillage alimentaire en responsabilisant et mobilisant les producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs et associations, notamment afin de tenir compte de la différence entre une date limite de consommation (DLC) et une date limite d'utilisation optimale (DLUO) ;
- à réduire de manière significative les emballages en négociant en amont avec leurs fournisseurs ainsi que les quantités de courriers non adressés, notamment par la réduction des formats et grammage de papier des imprimés non sollicités ;
- à expérimenter des actions permettant aux consommateurs d'agir activement dans leurs gestions d'achat de produits « durables », c'est-à-dire locaux, générant peu de déchets d'emballages (rayons anti-gaspillage, vente en vrac, rayons « sans suremballage », y compris sur les drives...)
- à favoriser, dans le cadre de conventions spécifiques avec la Métropole, la mise à disposition de leur clientèle d'équipements de tri (conteneurs d'apport volontaire, verre, papier, textile localisés sur leurs parkings) ;

- à s'assurer que les marques de distributeurs soient exemplaires dans les domaines évoqués ci-dessus ;
- à contribuer à l'information du public par leurs moyens propres ou en participant aux campagnes de communication, événements ou manifestations organisés par Montpellier Méditerranée Métropole sur un programme élaboré en collaboration ;
- à participer chaque année à un bilan des actions présenté par Montpellier Méditerranée Métropole aux habitants ;
- à faire connaître le soutien apporté par Montpellier Méditerranée Métropole aux actions communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole d'accord pour une Métropole durable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1122603-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – APPEL À PROJETS "VILLES RESPIRABLES EN 5 ANS POUR LA RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DE L'AIR" - ENGAGEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS PAR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les concentrations de certains polluants atmosphériques dans l'air restent encore trop élevées et ont des conséquences sur la santé en étant à l'origine d'effets néfastes (crise d'asthme, allergies), de pathologies respiratoires et cardio-vasculaires, et plus globalement, d'une diminution de l'espérance de vie. Soucieuse de préserver son environnement, Montpellier Méditerranée Métropole s'est très tôt investie dans la protection de la qualité de l'air, contribuant activement à la révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), outil de gestion de la qualité de l'air définissant des objectifs et des mesures destinés à ramener les concentrations en polluants atmosphériques à un niveau inférieur aux valeurs limites réglementaires.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte offre un cadre d'action renouvelé dans tous les domaines liés à la pollution de l'air, comme l'industrie, l'agriculture ou les transports. Dans ce contexte et par anticipation, le Ministère de l'Ecologie, a lancé en juin 2015, l'appel à projet « Villes respirables en 5 ans » avec pour objectif de faire émerger des « villes laboratoires » volontaires pour mettre en œuvre des mesures exemplaires destinées à obtenir des résultats concrets et contribuer ainsi au déploiement local des dispositions de la loi.

Montpellier Méditerranée Métropole, par une délibération votée le 22 juillet 2015, s'est portée candidate à l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans ». Le dossier de candidature proposé par la Métropole se situe à l'articulation entre une stratégie d'expérimentation et de démonstration, identifiant trois pistes d'actions contribuant à définir un projet emblématique à l'échelle métropolitaine :

- La préfiguration d'une Zone à Circulation Restreinte (ZCR) dans l'aire piétonne actuelle de Montpellier, pour que l'accès aux véhicules de livraison soit limité à ceux qui sont les moins polluants. Cette préfiguration d'une ZCR s'inscrit dans une organisation logistique s'appuyant sur le MIN et le développement d'espaces logistiques de proximité qui doivent permettre d'optimiser les livraisons de marchandises au sein de la métropole et minimiser les émissions polluantes.
- Un programme d'actions concerté avec la profession agricole, dans le cadre du pilier stratégique de l'Agro-écologie et de l'Alimentation, destiné à améliorer la qualité de l'air par l'augmentation des surfaces cultivées en agroécologie en zone périurbaine, la réduction de l'utilisation d'intrants (préservant les ressources sols, air et eaux), le raccourcissement des filières de distribution et le recours à des pratiques culturales agroécologiques (couverture des sols, agroforesterie ...) contribuant à faire évoluer les habitudes, en encourageant initiatives et comportements plus respectueux de la qualité de l'air (épandages agricoles, fermes « agroécologiques ressources », approvisionnement de proximité des restaurations collectives locales ...).
- Un dispositif innovant permettant un suivi de l'impact des principaux polluants sur la population et une meilleure information du public, notamment concernant les concentrations dans l'air des produits phytosanitaires, de l'ammoniac et des microparticules en zones périurbaines, rurales et en zone de reconquête agricole sur sites pilotes.

- Montpellier Méditerranée Métropole a été désignée lauréate de cet appel à projet en septembre 2015. A ce titre, pendant cinq ans, elle bénéficiera d'un appui financier et méthodologique de la part des services de l'État et de l'ADEME. Il est ainsi prévu qu'elle puisse accéder aux fonds de financement de la transition énergétique jusqu'à un million d'euros pour la totalité du projet pour soutenir, à hauteur de 30 % les investissements hors infrastructures de transport, 50 % les études liées à la mise en œuvre des actions envisagées, et les investissements innovants ; les études spécifiques à la préfiguration de la ZCR bénéficient d'un taux d'aide de 70%. 2 millions d'euros sur 5 ans (dont 1 million éligible au fond de transition énergétique) seront consacrés à la mise en œuvre opérationnelle des actions prévues :
- Action 1.1 : Préfiguration de la ZCR avec refonte du système d'accès de l'aire piétonne existante,
- Action 1.2 : Information et concertation publique dans le cadre de la ZCR,
- Action 1.3 : Etude de l'extension de la ZCR aux quartiers contigus de l'aire piétonne,
- Action 1.4 : Mise en œuvre d'un Espace Logistique Urbain (ELU),
- Action 1.5 : Etude d'un Centre de Distribution Urbain (CDU) Multimodal au Marché d'Intérêt National (MIN),
- Action 1.6 : Inciter au développement des flottes de véhicules propres (Métropole, Communes, Partenaires ...),
- Action 1.7 : Simulation « qualité de l'air » des scénarios d'extension de la ZCR sur la ville de Montpellier et sur les communes volontaires de la Métropole,
- Action 1.8 : Mise en œuvre d'un dispositif de surveillance et d'information sur la qualité de l'air destiné aux parties prenantes concernées par la ZCR au cœur de Montpellier et dans les communes se portant volontaires (2/an),
- Action 2.1 : Libérer du foncier pour l'agriculture,
- Action 2.2 : Encourager les pratiques agro-écologiques sur le territoire,
- Action 2.3 : Améliorer l'approvisionnement de proximité de la ville, notamment des restaurations collectives,
- Action 3.1 : Expérimentation de capteurs innovants (drones) pour le recueil de données à différentes altitudes,
- Action 3.2 : Suivi de l'impact des principaux polluants sur la population dans les communes de la métropole,
- Action 3.3 : Réalisation de cartes stratégiques de la qualité de l'air destinées à identifier les zones les plus polluées et permettant l'ajout d'un volet « qualité de l'air » à tous les documents de planification territoriale (SCoT, PCAET, PLUi, PDU),

- Action 3.4 : Expérimentation et campagnes de suivi des concentrations dans l'air des produits phytosanitaires, de l'ammoniac et des microparticules en zones périurbaines, rurales et en zone de reconquête agricole sur sites pilot.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affirmer l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole vis-à-vis de la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de cet appel à projets « Villes respirables en 5 ans » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124952-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - JUMELAGE CHENGDU (CHINE) - RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD DE JUMELAGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing), aux Etats-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke)... Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpellierain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XXème siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

La Métropole a signé des accords concernant le développement économique au niveau de la technologie (2010) mais aussi au travers de la promotion de la filière vin (2012).

Dans le cadre des festivités des 35 ans du jumelage avec la Ville de Chengdu et de la venue du Maire de Chengdu Monsieur TANG Liangzhi à Montpellier courant mai, il est proposé un renouvellement de l'accord général de jumelage pour la période 2016-2020 dans le cadre d'une signature tripartite : Ville de Chengdu, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

L'accord de jumelage initial porte principalement sur les thématiques Éducation, Santé, Sport, Mobilité et Culture. Il est proposé de rajouter les parties Économie, Tourisme et Innovation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'accord de jumelage,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1126183-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - CONGRÈS ANNUEL "ENERGY CITIES" BORNOVA (TURQUIE) - AUTORISATION DE LA MISSION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 5 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ».

Le numérique est bel et bien au cœur des modes de vie contemporains. Dans ce contexte, le rôle de la Métropole consistant à faire converger les données pour imaginer la ville durable de demain à travers les usages du numérique constitue l'essence même de la démarche globale de la Cité intelligente qui comprend :

- une plateforme pour la centralisation, l'optimisation et la mise à disposition des données urbaines,
- un processus d'open innovation associant les centres de recherche, les grands groupes, les PME et les start-up,
- le développement d'applications et services urbains innovants,
- l'expérimentation sur le territoire de l'EcoCité qui associe les exploitants des services urbains, les entreprises, et les usagers,
- une diffusion, valorisation locale, nationale et internationale.

Dans le cadre du Congrès annuel du Réseau « Energie Cities » qui se déroulera à Bornova (Turquie) du 1^{er} au 4 juin prochain, la Ville de Montpellier ; qui est membre de ce réseau ; participera à plusieurs conférences.

Ce congrès de trois jours sur le thème « inspirer le changement par la coopération » rassemblera plusieurs centaines de décideurs et praticiens engagés dans la transition énergétique, notamment au travers des Ecocités.

Le programme pour la délégation comportera comme faits marquants :

- Une présentation lors de la Conférence « Coopérations Internationales »,
- Une présentation lors de la Conférence « la voix des Maires »,
- Participation à l'Assemblée Générale d'Energy Cities,
- En parallèle au congrès des possibilités de discussions avec les Maires de Tlemcen et de Heidelberg sont possibles, afin d'aller plus en avant dans la redynamisation des jumelages,
- Cela sera aussi l'occasion de mieux appréhender le potentiel turc au niveau de l'innovation et de la technologie.

Monsieur le Président de la Métropole Maire de Montpellier Philippe Saurel sera représenté à cette conférence par Monsieur Vincent Haluska, Conseiller Municipal délégué aux économies d'énergie, il est proposé la participation d'un(e) technicien(ne) de la Métropole afin d'accompagner Monsieur Haluska.

Le coût prévisionnel de la mission estimé à 1 200 € TTC comprend, les frais de déplacement (internationaux et nationaux), les frais d'hébergement et de restauration ainsi que les frais de participation à la conférence.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de la Métropole à la Conférence annuelle « Energy Cities » qui se déroulera à Bornova (Turquie) du 1 au 4 juin 2016,

- approuver la participation d'un(e) technicien(ne) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 1 200 € TTC,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1126188-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CRÉATION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ "LE CAMP BERTRAND" AU BÉNÉFICE DE LA COMMUNE DU CRÈS - AVIS SUR LA CRÉATION DE ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Commune du Crès s'est développée, ces dernières années, au Nord de son territoire avec la réalisation de 3 nouveaux quartiers : Maumarin, Via Domitia et Olivette. Aujourd'hui la ville envisage de développer dans les prochaines années un nouveau projet urbain autour de l'axe de la RD613, qui traverse la partie Sud du territoire communal. A cet effet elle a lancé, par délibération du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2015, des études de définition urbaine en vue de préciser les modalités de cet aménagement de la partie sud du territoire communal.

Les objectifs de ce projet d'aménagement, déjà définis par le Conseil municipal lors de la séance du 19 novembre 2015, sont les suivants :

- requalifier le secteur autour de la RD613 et l'entrée de ville ;
- donner une identité, une lisibilité urbaine, à cette entrée de ville en permettant le développement d'une nouvelle mixité urbaine et en optimisant la densité bâtie ;
- réaliser une opération d'aménagement en réinvestissement urbain et en extension urbaine permettant une mixité urbaine alliant développement économique et production de logements avec une dominante « habitat », une mixité sociale ainsi que la préservation et la mise en valeur de la qualité paysagère du site. Cette opération intégrera aussi les projets d'infrastructures routières, ferroviaires et de transports en commun en site propre ;
- permettre la réparation d'importants dysfonctionnements hydrauliques sur l'ensemble de ce secteur.

Dans la perspective de la réalisation de cette opération d'aménagement, la Commune du Crès a délibéré le 25 mai 2016 pour demander à :

- M. le Préfet de l'Hérault de créer une Zone d'Aménagement Différé (ZAD), sur le secteur «Le Camp Bertrand », au bénéfice de la Commune en tant que titulaire du droit de préemption. D'une superficie d'environ 101 hectares, cette ZAD permettra de constituer des réserves foncières en vue de la réalisation de cette opération d'aménagement communale ;
- Montpellier Méditerranée Métropole de formuler un avis concernant la présente demande de création de ZAD.

Les objectifs de l'opération d'aménagement projetée par la Commune s'inscrivent totalement dans la politique de développement et d'aménagement durable du territoire métropolitain. En effet, le projet communal permet de :

- mettre en œuvre un projet urbain de qualité prenant en compte les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et du Plan de Déplacements Urbains (PDU) ;
- mettre en œuvre une politique locale d'habitat à long terme favorisant la mixité sociale ;
- maintenir ou accueillir des activités économiques qui s'intègrent dans la mixité de la programmation urbaine ;
- résoudre une problématique hydraulique sur un secteur déjà urbanisé.

Le projet de création cette ZAD au bénéfice de la Commune du Crès répond totalement aux objectifs stratégiques de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement et d'aménagement durable du territoire et de politique foncière. Il est en cohérence avec la délibération, présentée à ce même Conseil, définissant l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- formuler un avis favorable en ce qui concerne la création de la Zone d'Aménagement Différé "Le Camp Bertrand" au bénéfice de la Commune du Crès en tant que titulaire du droit de préemption.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13827

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125836-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – COMÉDIE DU LIVRE - PRIX MÉDITERRANÉEN DU LIVRE D'ART - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE MÉDITERRANÉEN DE LECTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole organise la Comédie du Livre, une manifestation littéraire majeure en France, rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa région. Cette manifestation participe au rayonnement culturel de Montpellier au niveau national et international. Capitale culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole met en place une politique audacieuse et novatrice dans le domaine des arts et de l'art contemporain, symbolisée par la prochaine ouverture d'un centre d'art contemporain. La Comédie du Livre souhaite accompagner cet élan en renforçant encore la présence du livre d'art dans sa programmation.

Depuis trois décennies, le Centre Méditerranéen de Littérature, avec l'appui de partenaires institutionnels et privés, a fait rayonner la littérature et l'envie de lire, a couronné des écrivains de renom, des auteurs engagés ou en devenir en organisant de nombreuses activités littéraires.

Dans le cadre de la Comédie du Livre, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Méditerranéen de Littérature (CML) souhaitent s'associer pour organiser durant l'événement 2017 la remise du Prix Méditerranéen du Livre d'Art.

Dans cette perspective, il est proposé de conclure avec le CML une convention de partenariat ayant pour objet de fixer les modalités du partenariat conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CML, selon lequel la Comédie du Livre accueillera, lors de l'édition 2017, la remise du « Prix Méditerranée du livre d'art ». Ce prix est accompagné de deux mentions spéciales : Prix du catalogue d'art et Prix spécial du Jury. Seul le « Prix Méditerranée du livre d'art » est doté, à hauteur de 2000 euros.

La convention à intervenir sera conclue à compter de la date de signature des partenaires, et jusqu'au 31 décembre 2017. Elle définit les obligations de chacune des parties. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage notamment à :

- accueillir la cérémonie officielle de la remise du prix littéraire 2017 au sein de sa programmation dans l'un de ses lieux de rencontres,
- proposer au(x) lauréat(s) de rencontrer les lecteurs de la Comédie du Livre à l'occasion d'un moment de rencontre privilégié,
- permettre aux lauréats de dédicacer leurs ouvrages,
- prendre en charge la venue et le séjour des lauréats du prix,
- doter le prix attribué au livre d'art lauréat 2017 à hauteur de 2000 euros,
- valoriser la tenue de la cérémonie de remise du prix et la présence des lauréats sur des différents supports de communication imprimés et numériques,
- valoriser le partenariat avec le CML, en faisant apparaître son logotype au sein du programme papier et sur le site internet de la Comédie du Livre.

De son côté, le CML s'engage à :

- assurer, en liaison avec le groupe Art du Syndicat National de l'Edition, la programmation des réunions du jury à Paris,
- coordonner l'envoi par les éditeurs des ouvrages présélectionnés aux membres du jury.
- animer la remise officielle du prix littéraire,
- accueillir, au sein de son jury, quatre membres désignés par Montpellier Méditerranée Métropole,
- fournir aux organisateurs de la Comédie du Livre les éléments devant apparaître sur les supports de communication de la Comédie du Livre au minimum 60 jours avant l'événement,
- faire valider à la Direction de la Communication de Montpellier Méditerranée Métropole tous les supports de communication imprimés et numériques édités dans le cadre de ce partenariat,

- faire figurer les logos de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole sur tous les documents et supports de communication édités dans le cadre de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Centre Méditerranéen de Lecture,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1126236-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE - ORGANISATION DE LA 2ÈME ÉDITION 2016 - AFFECTATION DE
SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient les sports traditionnels tels que le tambourin, les joutes ou encore la course camarguaise.

A ce titre, depuis 6 ans, Montpellier Méditerranée Métropole soutient la Fête du Taureau, organisée en juin à Baillargues.

Afin de continuer à développer la course camarguaise sur le territoire de la Métropole faire que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible aux habitants de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération française de course camarguaise et les clubs taurins cités ci-dessous un « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Ce Trophée se compose de 9 courses qui se déroulent à travers 9 communes de la Métropole.

L'édition 2015 a rencontré un franc succès auprès des publics, aussi il est proposé de renouveler la manifestation cette année.

La compétition aura lieu dans les arènes de 9 villages de tradition et de culture taurine de la Métropole : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, le Crès, Lattes, Saint Georges d'Orques et Vendargues.

Les courses s'inscrivent dans le calendrier annuel des championnats de l'Avenir et des As de la Fédération française de courses camarguaises.

Par délibération n°13701 en date du 14 avril 2016 le Conseil de Métropole a voté l'attribution des subventions aux associations sportives dans le cadre du budget primitif 2016.

Compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux clubs taurins suivants une subvention de fonctionnement de 5 000 € par course :

- « Le Sanglier » à Baillargues,
- « La Muleta » à Vendargues,
- « Lou Razet » à Pérols,
- « Le Trident » à Saint Geniès des Mourgues,
- « Le Trident » à Castries,
- « Le Trident » à Saint Georges d'Orques,
- Section Taurine « Paul Ricard » à Villeneuve-lès-Maguelone,
- « Lou Tau » à Lattes,
- « Joujou » à Le Crès.

Les aides financières attribuées par la Métropole permettront aux clubs taurins d'organiser les courses dans les arènes du village (cercles, penas taurines, rituels du capelado avec arlésiennes), de financer

les points de bonifications, de prévoir l'attribution des prix aux vainqueurs conformément au cahier des charges fourni par la Métropole.

Ces aides seront formalisées par des conventions financières conclues entre Montpellier Méditerranée Métropole et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'organisation de l'édition 2016 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver l'affectation des subventions aux clubs taurins susvisés pour l'organisation des courses du Trophée,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1126251-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SYNDICAT D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC - SBL - ELÉCTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) a pour compétence dans le domaine de l'eau potable la production (pompage), l'adduction (transport) et la distribution (apport de l'eau au robinet).

Créé par arrêté préfectoral en date du 20 mars 1946 et suivants, ce Syndicat Mixte, est constitué, en application des dispositions de l'article L 5711-1 et des articles L 5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, entre les communes et groupements suivants : AGDE, BOUZIGUES, GIGEAN, LOUPIAN, MARSEILLAN, MEZE, MIREVAL, MONTAGNAC, MONTBAZIN, PINET, POUSSAN, SETE, VIC LA GARDIOLE, VILLEVEYRAC, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour les communes suivantes : COURNONSEC, COURNONTERRAL, FABREGUES, LAVERUNE, MURVIEL LES MONTPELLIER, PIGNAN, SAINT GEORGES , D'ORQUES, SAINT JEAN DE VEDAS, SAUSSAN et le Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de FRONTIGNAN, BALARUC.

Chaque membre du Syndicat (commune et EPCI) est représenté au sein du Comité Syndical par deux délégués. Chaque membre désigne par ailleurs 2 délégués suppléants appelés à siéger au sein du Comité syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Conformément à l'article L.5711-1 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales peuvent être désignés au Comité syndical, les conseillers métropolitains et les conseillers municipaux des communes membres.

Les représentants de la Métropole (18 titulaires et 18 suppléants) élus en séance du 19 mai 2014, par délibération n°12238 modifié par délibération n°13054 sont les suivants :

Représentants titulaires :

J.MARTINIER
JM.ALAUZET
R.ILLAIRE
G.NURIT
R.MARTY
T.BREYSSE
F.PETIT
R.CAIZERGUES
I.TOUZARD
R.REVOL
M.CASSAR
S.CINCON
J.VERA
R.CELIE
H.FONTVIEILLE
I.GUIRAUD
JF.AUDRIN
J.HARDEMAN

Représentants suppléants :

T.VIDAL
JO.JOB
M.IMZOURH
N.BOUZEREAU
T.AUGUST
M.ALBERT
JP.WEBER
P.LENOIR
A.VALLETTE-VIALLARD
M.BATITI
J.BIEGEL
D.DELAUZE
A.ROUX
N.SOLBES
P. De BOISGELIN
D.SCIALOM
A. COEURVEILLE
C.CHOMEL.

Monsieur Jean-Paul WEBER de la commune de Laverune ne souhaitant plus être délégué suppléant au sein du Comité Syndical, il est proposé de procéder à l'élection d'un délégué suppléant.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur José JOLY.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer l'élection de Monsieur José Joly en qualité de représentant suppléant au sein du Syndicat d'adduction d'eau des communes du bas Languedoc - SBL ;
- autoriser M. José JOLY à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer les autres représentants titulaires et suppléants ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125240-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE -
MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de nouveaux membres et le retrait d'autres membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

Par ailleurs, le Président propose d'acter la modification de l'intitulé de la commission présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN, anciennement commission « Valorisation, Protections animales et Biodiversité » en commission « Biodiversité, culture scientifique et technique ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125583-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
AVENANT AU MARCHÉ N°2863MG11 - TÉLÉSURVEILLANCE DES BÂTIMENTS DE
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n° 10580 du 20 décembre 2011, la communauté d'Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole le 01/01/2015, a approuvé la signature du marché à prix mixtes n°2863MG11 avec l'entreprise GPS Sécurité, ayant pour objet la télésurveillance des bâtiments communautaires et PC sécurité de Montpellier Méditerranée Métropole,

Ce marché a été notifié le 21 juin 2012 pour une première période d'un an et a été reconduit 3 fois pour une période de 1 an. Il prendra fin le 20 juin 2016.

Par délibération n°13175 du 22 juillet 2015, le Conseil de Métropole a autorisé le lancement d'une nouvelle procédure de mise en concurrence pour le renouvellement de ce marché. Cette procédure de consultation est en cours. Toutefois, compte tenu de l'incertitude sur la date de fin de procédure et au vu de la nécessité d'assurer la continuité de la télésurveillance des bâtiments métropolitains, un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché de 3 mois, est nécessaire.

Le marché repose d'une part sur un prix global et forfaitaire et d'autre part sur des prestations ponctuelles rémunérées par l'émission de bons de commandes sans minimum ni maximum.

Le montant initial annuel du marché, pour le prix global et forfaitaire, était de 545 592,69 € HT. Le montant de l'avenant n°1 pour la partie globale et forfaitaire est de 136 398,17€ HT.

Ainsi, le montant global et forfaitaire annuel du marché après avenant n°1 s'élève à 681 990,86 € HT. À titre indicatif, le montant estimatif initial des prestations ponctuelles commandées sur bons de commandes sans minimum ni maximum était de 45 715€ HT. Les prestations ponctuelles sont estimées à 11 428 € HT sur la période supplémentaire.

L'impact financier s'élève à 136 398,17€ HT (163 677,81€ TTC), soit 6,25 % du prix global et forfaitaire.

Cet avenant a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 10 mai 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 de prolongation d'une durée de 3 mois du marché 2863MG11 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 de prolongation d'une durée de 3 mois du marché 2863MG11 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125390-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAI à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
AVENANTS N°1 ET 2 AU MARCHÉ N°2837MG12 - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS, DE
MISE AUX NORMES ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS, DE MAINTENANCE ET GROSSES
RÉPARATIONS DANS LES BÂTIMENTS MÉTROPOLITAINS - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n° 10504 du 29 novembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, a approuvé la signature du marché à bons de commande sans minimum ni maximum n°2837MG12 ayant pour objet les travaux d'aménagements, de mises aux normes accessibilité handicapés, de maintenance et de grosses réparations dans les bâtiments communautaires, devenus métropolitains.

La présente délibération porte sur les lots ci-dessous :

- Lot n° 1 : Gros œuvre - VRD - Charpente – Couverture, attribué à l'entreprise BALBOA,
- Lot n° 2 : Menuiseries extérieures – Fermetures, attribué à l'entreprise ALVAREZ,
- Lot n° 3 : Menuiseries intérieures – Agencements, attribué à l'entreprise CARDONNET,
- Lot n° 4 : Cloisons - Isolation – Plafonds, attribué à l'entreprise CORTINA,
- Lot n° 5 : Peinture - revêtements muraux, attribué à l'entreprise JLC
- Lot n° 6 : Serrurerie – Métallerie, attribué à l'entreprise TECHNICFER,
- Lot n° 11 : Régulation travaux neufs et modernisation, attribué à l'entreprise KIEBACK&PETER.

Ces marchés ont été notifiés le 3 octobre 2012 pour les lots 1, 2, 3, 4, 6, le 8 octobre 2012 pour le lot 11, et le 12 octobre 2012 pour le lot 5, pour une première période d'un an ; ils sont reconductibles 3 fois.

Un avenant n°1 portant sur les lots 3, 4 et 5 du marché n°2837MG12 a été approuvé par le Conseil le 27 novembre 2014 afin de compléter le Bordereau des Prix Unitaires des montants des prestations nouvelles.

Ces marchés prennent fin le 2 octobre 2016 pour les lots 1, 2, 3, 4, 6, le 7 octobre 2016 pour le lot 11, et le 11 octobre 2016 pour le lot 5. Au vu des transferts de compétences et de la survenance de nouveaux besoins, il apparaît nécessaire d'adapter le cahier des charges pour le lancement d'une nouvelle consultation, dont les délais de procédure sont conséquents. De plus, la maintenance des bâtiments doit être assurée.

Il apparaît donc nécessaire de prolonger l'ensemble des lots mentionnés ci-dessus pour une durée de 3 mois. Cette prolongation fait l'objet d'un avenant n°1 pour les lots 1, 2, 6 et 11 et d'un avenant n°2 pour les lots 3, 4 et 5.

L'impact financier estimatif est le suivant :

- Lot n° 1 : Gros œuvre - VRD - Charpente – Couverture : 6 859.28 € H.T. soit 3.75% du montant annuel estimatif de ce lot.
- Lot n° 2 : Menuiseries extérieures – Fermetures : 2 195.25 € H.T. soit 3.75% du montant annuel estimatif de ce lot.
- Lot n° 3 : Menuiseries intérieures – Agencements : 6 845.06 € H.T. soit 3.75% du montant annuel estimatif de ce lot.
- Lot n° 4 : Cloisons - Isolation – Plafonds : 3 704.55 € H.T. soit 3.75% du montant annuel estimatif de ce lot.
- Lot n° 5 : Peinture - revêtements muraux : 3 307,88 € H.T. soit 3.75% du montant annuel estimatif de ce lot.
- Lot n° 6 : Serrurerie – Métallerie : 5 607 € H.T. soit 3.75% du montant annuel estimatif de ce lot.
- Lot n° 11 : Régulation travaux neufs et modernisation : 7 398 € H.T. soit 3.85% du montant annuel estimatif de ce lot.

Le montant prévisionnel tous lots confondus est de 35 917.01 € H.T. (43 100.42 € TTC) soit 3.77% du montant estimatif annuel.

Ces avenants ont reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres le 3 mai 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 de prolongation d'une durée de 3 mois du marché 2837MG12 pour les lots 1, 2, 6 et 11 ;
- approuver l'avenant n°2 de prolongation d'une durée de 3 mois du marché 2837MG12 pour les lots 3, 4 et 5 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants et tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125103-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
MARCHÉ N°3384MG13 - LOT N°1 - AVENANT N°3 - MARCHÉ DE NETTOYAGE DES
LOCAUX DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°11650 du 26 juin 2013, le Conseil a autorisé le lancement d'un Appel d'Offres Ouvert pour le marché de nettoyage et d'entretien des locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015. Le lot 1 porte sur les bâtiments administratifs et bâtiments annexes.

Après analyse des offres, ce marché n°3384MG13 a été octroyé à la Société Sud et notifié le 14 avril 2014 pour un an, renouvelable trois fois, pour un prix global et forfaitaire annuel de 221 833,46 € H.T et des prestations ponctuelles rémunérées par l'émission de bons de commandes pour un maximum annuel de 15 000€ par an.

Par délibération n°12580 du 30 octobre 2014, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 portant le marché à 224 047,34 € H.T pour le prix global et forfaitaire.

Par délibération n°13093 du 29 juin 2015, le Conseil a approuvé l'avenant n°2 portant le marché à 244 848,14 € H.T pour le prix global et forfaitaire.

Ces deux premiers avenants correspondaient à des augmentations de surfaces.

Dans le cadre du transfert de la compétence voirie, Montpellier Méditerranée Métropole occupe des locaux à Juvignac et Lattes pour les besoins des pôles territoriaux, qu'il convient de nettoyer hebdomadairement.

Il est donc nécessaire, afin de prévoir l'entretien et le nettoyage de nouveaux locaux et d'adapter ceux du siège, de revoir et modifier les heures de passage ainsi que leur fréquence, par un avenant n°3 au lot 1 du marché n°3384MG13.

Afin de rationaliser les dépenses de fonctionnement, il est proposé de réduire les coûts du nettoyage du siège de la Métropole, de 5% en modifiant les périodicités de certains travaux de nettoyage.

Par ailleurs, il est proposé de compléter l'article 11 du CCAP et 2.5 du CCTP portant sur les pénalités de retard, pour prendre en compte des travaux de nettoyage des circulations non réalisés et pour non transmission des tableaux des prestations et des effectifs.

Ainsi, concernant l'adaptation de l'entretien et nettoyage des locaux du siège, cet avenant représente une moins-value annuelle de 14 092.33 € HT soit -5,76 % du montant annuel du marché.

Concernant l'entretien et le nettoyage des nouveaux locaux, cet avenant présente un impact financier annuel de 2 355.76 € HT

En conclusion, cet avenant n°3 au lot 1 représente une moins-value de 11 736.57 € HT annuelle, soit -4,79 % du montant annuel du marché.

Le montant annuel total du marché est ainsi porté à 233 111.57 € HT (279 733.89 €T.T.C) pour le prix global et forfaitaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°3 au marché n°3384MG13,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125636-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNE

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
MARCHÉ 4515MG16 - ACQUISITION, LIVRAISON ET MAINTENANCE DE
PHOTOCOPIEURS POUR LES BESOINS DES SERVICES DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION
ET DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Dans le cadre de l'acquisition, la livraison et la maintenance des photocopieurs neufs pour les services de Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît utile de lancer un appel d'offres en vue de conclure un accord-cadre mono-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande. La durée du marché concernant l'acquisition sera d'un an, à compter de sa notification, reconductible 3 fois.

La durée du marché concernant le volet maintenance sera de 7 ans, à compter de la livraison du photocopieur, tenant compte à la fois de la durée d'amortissement des matériels ainsi que de l'optimisation des machines livrées. Cette dérogation à l'article 78.III du décret 2016-360 du 25 mars 2016 se justifie de par l'objet du marché qui nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure à quatre ans, en vertu de la délibération n° 12839 du 31 mars 2015 fixant la durée d'amortissement des photocopieurs à 7 ans. La maintenance comprendra l'ensemble des pièces et la main d'œuvre.

Cet accord-cadre devra permettre de rationaliser le type de machines, d'optimiser le nombre de solutions multifonctions, de mutualiser les machines grâce à la mise en réseau, d'adapter les outils d'impression aux besoins réels des utilisateurs.

La dévolution des prestations fera l'objet d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles 66 à 68 du décret 2016-360 du 25 mars 2016. L'accord-cadre sera passé en application des articles 78 et 80 du décret 2016-360 relatif aux accords-cadres à bons de commande sans minimum ni maximum.

Cette consultation comporte un lot unique :

- acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs multifonctions neufs noir et blanc et couleur.

Le marché comprendra différents types de machines noir et blanc et couleur dimensionnés en fonction de l'utilisation et des besoins des services.

La dépense annuelle est estimée à 60 000 € H.T., soit 72 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer l'accord-cadre à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de l'accord-cadre, y compris, le cas échéant, sa résiliation,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125114-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNE

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
FOURNITURES DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE CCAS - AUTORISATION
DE SIGNER L'ACTE CONSTITUTIF DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT ET DE
PARTICIPER À LA CONVENTION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Dans le cadre du renouvellement des marchés de services de télécommunication, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier ont identifié des besoins communs.

Afin de rationaliser les coûts de fonctionnement et réaliser des économies, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier souhaitent constituer un groupement de commandes et lancer un marché de services de télécommunications, conformément à la convention annexée et à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et lancer une procédure de mise en concurrence.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque entité sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant de ce membre. La Ville de Montpellier, en tant que coordonnateur du groupement, sera chargée d'en informer les autres membres du groupement.

La consultation est constituée de 4 lots :

- 1 - Lot 1 - Téléphonie fixe voix T2, appels entrants/sortants, numéro à coûts partagés
- 2 - Lot 2 - Téléphonie fixe voix T0 et lignes analogiques, appels entrants/sortants
- 3 - Lot 3 - Téléphonie mobile voix et données
- 4 - Lot 4 - Accès Internet

En application du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 25, 67 à 68 relatifs à l'appel d'offres ouvert et 78 et 80 relatifs aux accords-cadres mono-attributaires à bons de commande sans minimum ni maximum.

L'estimation globale pour la durée totale des accords-cadres est de 3 160 000 € HT détaillée comme suit par an et par membre du groupement :

Ville de Montpellier :

Lot 1 - 300 000 € HT / Lot 2 - 60 000 € HT / Lot 3 - 120 000 € HT / Lot 4 - 65 000€ HT

Montpellier Méditerranée Métropole :

Lot 1 - 32 000 € HT / Lot 2 - 60 000 € HT / Lot 3 - 90 000€ HT

Centre Communal d'Action Sociale :

Lot 1 - 34 000 € HT / Lot 2 - 2 000 € HT / Lot 3 - 22 000€ HT / Lot 4 - 5 000€ HT.

Les accords-cadres seront signés et notifiés par la Ville de Montpellier, au nom des membres du groupement, pour une durée de deux ans, à compter du 1^{er} janvier 2017, ou de leur notification si celle-ci est postérieure à cette date et seront reconductibles tacitement une fois deux ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, pour la passation d'un marché de services de télécommunications ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole ;

- autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1122293-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ
D'IMPRESSION, POSE ET DÉPOSE POUR PAVOISEMENT - VILLE DE MONTPELLIER
- MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier ont créé une direction de la communication mutualisée.

Préalablement à cette mutualisation, chaque direction avait ses propres marchés pour l'impression, la pose et la dépose pour le pavoisement des kakémonos, tentures de rues ou banderoles des sites équipés (rond-point du zénith, avenue Pierre Mendès France, place Jean Jaurès, place de la comédie, rues de l'écusson, ...).

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que cette direction n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir sur les pavoisements à venir destinés à promouvoir les événements organisés par l'un et/ou l'autre membre du groupement.

Il est donc envisagé de créer, au regard de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23.07.2015 relative aux marchés publics, un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un accord-cadre n°4498CO16 mono attributaire exécuté par l'émission de bons de commande pour une durée d'un an, à compter de sa notification, renouvelable trois fois.

Cet accord-cadre à bons de commande estimé à 75 000 € HT par an fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément à l'article 67 du Décret n° 2016-360 du 25.03.2016 relatif aux marchés publics.

Il sera conclu avec un montant minimum annuel de 50 000 € HT et avec un montant maximum annuel de 200 000 € HT.

La ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La ville et la Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution technique et financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'impression, de pose et dépose pour pavoisement ;
- approuver la convention de groupement de commandes afférente ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole chapitres 930, 933, 936 et 937;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant, sa résiliation.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125005-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – COPRODUCTION DU FILM DE PLANÉTIARIUM "LA GRANDE TORTUE" - CONTRATS DE CESSIION DES DROITS D'AUTEURS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

Par délibération n°13775 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention de coproduction avec la ville de Vaulx-en-Velin pour la réalisation d'un film de planétarium pour les enfants de 3 à 6 ans intitulé "La grande tortue".

« La grande tortue » est un livre pour la jeunesse qui a été réalisé par les artistes Sophie Pouille et Amandine Kedzierski. Il a été présenté lors d'évènements destinés à la petite enfance au Planétarium de Vaulx-en-Velin où il a reçu un accueil extrêmement favorable du public. C'est une aventure inspirée d'une légende iroquoise dans laquelle la petite Lumila et de nombreux animaux créent un monde nouveau sur le dos d'une grande tortue. L'histoire se déroule dans plusieurs lieux successifs, depuis l'intérieur d'un arbre jusqu'à l'espace. Son univers onirique et sa très grande qualité graphique illustrent parfaitement l'imaginaire enfantin, le questionnement des enfants sur le monde, son environnement et sa formation.

Ainsi que le prévoit l'article 5.3 du contrat de coproduction, il convient de mettre en œuvre la première phase de production, à commencer par la conclusion des contrats avec les différents auteurs en charge de l'écriture du scénario, de la création du design graphique des personnages et des décors, de l'écriture du scénario, de la musique et de l'illustration sonore et de la réalisation.

Les différents contrats d'auteurs garantissent une rémunération forfaitaire ainsi qu'une rémunération proportionnelle ainsi que le prévoit l'article L 132-25 du Code de la propriété intellectuelle. Ces rémunérations proportionnelles sont exclusives de toute autre rémunération proportionnelle, en particulier sur les entrées des planétariums des Producteurs.

Dans la mesure où le film sera une adaptation audiovisuelle du livre, utilisant les décors, les personnages, l'ambiance et donc le design graphique, la convention prévoit que les Producteurs s'assurent des droits auprès de Sophie Pouille qui en est l'auteur pour une rémunération forfaitaire fixée à mille sept cent cinquante euros (1750 €) et à une rémunération proportionnelle fixée à dix pour cent (10 %) du montant des cessions des droits d'exploitation hors taxes pour diffusion dans d'autres planétariums.

Pour l'écriture du scénario il est prévu de passer commande à Sophie Pouille et Amandine Kedzierski pour une rémunération forfaitaire fixée au total à six mille cinq cents euros (6500 €) et à des rémunérations proportionnelles fixées à dix pour cent (10 %) du montant des cessions des droits d'exploitation hors taxes pour diffusion dans d'autres planétariums.

La musique et l'illustration sonore seront confiées à Anatole Buttin pour une rémunération forfaitaire fixée à trois mille euros (3000 €) et à une rémunération proportionnelle de quatre pour cent (4%) des cessions des droits d'exploitation pour diffusion dans d'autres planétariums.

Enfin, la réalisation sera confiée à Amandine Kedzierski pour une rémunération forfaitaire fixée à mille sept cent cinquante euros (1750,00 €) et à une rémunération proportionnelle de dix pour cent (10%) des cessions des droits d'exploitation pour diffusion dans un autre planétarium.

En contrepartie, les auteurs cèdent aux Producteurs pour une durée de trente ans le droit de reproduction et le droit de représenter ou de faire représenter le film dans tout planétarium, musée, centre de vulgarisation scientifique ou tout autre centre culturel ou de loisirs, tout établissement d'enseignement et d'éducation en France et à l'étranger.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les contrats de cession des droits d'auteur des scénaristes, de l'illustratrice, de la réalisatrice et du musicien du film de planétarium "La grande tortue",
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les différents contrats de cession susmentionnés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125014-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

COHÉSION SOCIALE – RÈGLEMENT INTÉRIEUR ET PROTOCOLE DE MISE À DISPOSITION DE L'AIRE DE GRAND PASSAGE DES GENS DU VOYAGE DE LATTES SAPORTA - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2011-2017 sur son territoire.

Entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2015, la Commune de Lattes a géré l'aire de grands passages de Saporta, située sur la commune, au nom et pour le compte de la Métropole. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole gère directement cette aire.

Pour la bonne gestion de cet équipement, notamment lors de la période estivale qui connaît une augmentation des demandes de stationnement sur les aires de grands passages, il est nécessaire de définir la tarification applicable et d'instaurer un règlement intérieur métropolitain, basé sur le règlement intérieur communal utilisé précédemment par la Commune de Lattes. Ce règlement définit les obligations et interdictions qu'engendre l'utilisation de l'aire.

Dans un objectif d'harmonisation à l'échelle de la Métropole, la rédaction du règlement intérieur proposé est transposable à l'ensemble des aires de grands passages qui seront réalisées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour répondre aux obligations définies par le schéma départemental.

La tarification applicable sur l'aire de Saporta de Montpellier Méditerranée Métropole repose sur une redevance journalière forfaitaire de 3€ par jour et par caravane (occupation des lieux, collecte des ordures ménagères, eau), ainsi que sur une caution de 300 € pour l'ensemble du groupe, quel que soit le nombre de caravanes composant ce dernier et qui ne sera rendue en fin de séjour qu'après un état des lieux contradictoire et si le groupe s'est effectivement acquitté de l'intégralité des droits de séjours.

L'acceptation du règlement intérieur est formalisée par la signature d'un protocole de mise à disposition de l'aire de grands passages de Saporta.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement Intérieur des Aires de Grands Passages (AGP) et le protocole de mise à disposition de l'aire de grands passages de Saporta située à Lattes ;
- approuver la tarification applicable sur l'aire de grands passages de Saporta ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de mise à disposition de l'aire de grands passages de Saporta ainsi que tout document s'y rapportant.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125097-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

COHÉSION SOCIALE – ADHÉSION À L'ASSOCIATION VILLES ET TERRITOIRES LANGUEDOC-ROUSSILLON - CENTRE RESSOURCE RÉGIONAL POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION SOCIALE - ANNÉE 2016 - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 dite loi « Lamy » a réformé en profondeur la politique de cohésion sociale urbaine et de solidarité nationale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise notamment à l'élaboration d'un contrat de ville unique et global, conclu à l'échelle intercommunale. Montpellier Méditerranée Métropole a pris la pleine et entière compétence en matière de politique de la ville, et est le pilote coordinateur de ce nouveau contrat de ville, dont le contrat cadre a été approuvé par le Conseil de Métropole du 29 juin 2015.

Le Centre de Ressources Régional Politique de la Ville Languedoc-Roussillon a été mis en place en janvier 2012 à l'initiative des services de l'Etat en région et des professionnels concernés après une phase de préfiguration de 6 mois. Il existe en France 19 centres de ressources similaires qui interviennent à l'échelon régional. Les premiers centres ont été créés au début des années 1990. Ils couvrent actuellement près de 80% des territoires ayant un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Dénommé « Villes et territoires LR », le centre de ressources Languedoc-Roussillon mène plusieurs missions :

- information : site internet, lettre d'information, relais documentaire ;
- formation des acteurs de la politique de la ville, notamment des collectivités : cycle de formation, journées thématiques ;
- mise en réseau de ces mêmes acteurs à travers des journées d'échanges, visites de sites et rencontres partenariales ;
- production d'une connaissance territorialisée dans un rôle d'observatoire.

Le Centre de Ressources LR est constitué sous forme associative avec un conseil d'administration dans lequel les financeurs, notamment la Métropole, ont une place particulière.

En 2015, vingt conférences et groupes de travail, ont été organisés par « Villes et territoires LR », et ont contribué à une meilleure appréhension de la réforme de la politique de la ville par les collectivités et leurs groupements. Ils ont porté sur diverses thématiques comme les conseils citoyens en lien avec la politique de la ville ou l'observation des territoires prioritaires.

Pour l'année 2016, 14 conférences et groupes de travail sont programmés avec pour thématiques notamment le développement économique et l'emploi dans les quartiers prioritaires, la santé, l'éducation, les conseils citoyens, l'observation des territoires prioritaires.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion à cette structure dont de nombreuses autres collectivités et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) en région sont déjà membres.

Le montant de la participation des communes et/ou des EPCI est fixé au prorata de la population, soit pour Montpellier Méditerranée Métropole une cotisation de 8 000 € au titre de l'année 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Villes et Territoires Languedoc-Roussillon pour l'année 2016 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

Délibération n° 13838

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125109-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. RÉVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION
TYPE DE MISE À DISPOSITION GRACIEUSE D'ESPACES POUR OU PAR LE
CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin permettre aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (C.R.R.) des pratiques pédagogiques et artistiques de hautes qualités témoignant du haut niveau d'exigence d'enseignement requis au sein de l'établissement et de favoriser leur apprentissage sur scène, le CRR organise tout au long de l'année scolaire de nombreux et divers événements. Il s'agit généralement de partenariats avec les communes de la Métropole, des écoles de musique ou des partenaires à vocation artistique, (Festival, association...). Le CRR, les communes ainsi que les écoles de musique, de danse, ou les partenaires à vocation artistique, s'accueillent mutuellement lors de ces événements et le font généralement à titre gracieux.

Par souci de simplification administrative, il est proposé à l'approbation du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole une convention type qui cadre la mise à disposition gracieuse du CRR, d'espaces ou de salles par ses partenaires, ou la mise à disposition gracieuse de ses partenaires, d'espaces ou de salles par le CRR.

Cette convention-type décline toutes les obligations, les droits, les engagements des partenaires concernés par les manifestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention type relative aux mises à dispositions gracieuses d'espaces ou de salles, pour ou par le CRR, dans le cadre des différents partenariats avec les communes ainsi que les écoles de musique ou les associations à vocation artistique,
- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de mises à disposition d'espaces en découlant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124979-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LE CONSEIL RÉGIONAL DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES, RÉGION MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Souhaitant optimiser ses ressources et renforcer ses liens entre le milieu de la culture et le secteur entrepreneurial, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole développe un programme de prospection de mécènes en direction des chefs d'entreprise du territoire local et régional.

Le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables, Région Montpellier, aussi appelé Ordre des Experts-Comptables de Montpellier, rassemble les 970 cabinets d'expertise comptable dans les départements de l'Hérault, du Gard, de la Lozère, de l'Aude, des Pyrénées Orientales et de l'Aveyron. Désireux de soutenir la valorisation du patrimoine culturel, l'Ordre a créé en 2011 le fonds de dotation « Experts-Comptables, Cultures et Patrimoine » pour contribuer financièrement au développement des grandes opérations des acteurs culturels régionaux. A travers ce fonds de dotation, l'Ordre s'engage sur un grand projet chaque année.

Pour l'année 2015-2016, l'Ordre a choisi d'aider le musée Fabre pour l'acquisition de l'étude *La Guérison du démoniaque de Sébastien Bourdon* (1616 Montpellier – 1671 Paris), années 1650, huile sur toile, 51 x 70 cm.

L'œuvre définitive, « La guérison du démoniaque » (huile sur toile réalisée vers 1653 - 1657) fait déjà partie des chefs d'œuvre présentés au grand public dans les collections permanentes.

L'Ordre des Experts-Comptables de Montpellier souhaite apporter son soutien, sous forme d'un mécénat financier, pour permettre au musée Fabre de faire l'acquisition de l'étude préparatoire, ou modello. Ce sont quarante-neuf cabinets de la région qui, entre septembre 2015 et avril 2016, ont souscrit à l'initiative, rassemblant au final douze mille euros.

Présentés ensemble au musée, le modello et l'œuvre définitive de « La guérison du démoniaque » permettront d'admirer le travail du grand peintre montpelliérain, et de s'intéresser au processus d'élaboration d'une œuvre majeure de la peinture française classique.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat financier de 12 000 euros H.T, l'Ordre des Experts-Comptables de Montpellier bénéficiera de contreparties sous forme de prestations au musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également à laisser l'Ordre des Experts-Comptables de Montpellier communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes, en dehors de toute opération commerciale et publicitaire. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'Ordre des Experts-Comptables de Montpellier à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole » dans le respect de la charte graphique correspondante. Enfin, le nom du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables, Région Montpellier, et sa qualité de Mécène, seront clairement indiqués sur le cartel de l'œuvre, dans la salle où l'œuvre sera exposée au public, au sein des collections permanentes du musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables Région Montpellier,

Délibération n° 13852

- dire que les crédits sont inscrits en recettes au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124993-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC RADIO FRANCE ET LE GROUPE ALTICE MÉDIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Du 25 juin au 16 octobre 2016, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présente l'exposition « *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme.* » Cette exposition réunit les plus grands tableaux de Bazille et de ses amis impressionnistes : Renoir, Monet, Manet, Sisley...

Organisée par le musée Fabre à Montpellier, le musée d'Orsay à Paris et la National Gallery of Art à Washington, elle a lieu grâce à la contribution précieuse d'institutions françaises et étrangères (Art Institute de Chicago, Musée du Petit Palais de Genève, Städel Museum de Francfort, J. Paul Getty Museum de Los Angeles, le Metropolitan Museum of Art de New York, National Museum of Western art de Tokyo...).

Cette exposition, exceptionnelle au regard des institutions coorganisatrices et de la qualité des œuvres, se doit de faire l'objet d'une communication particulièrement dynamique et ambitieuse. Il s'agit dès lors de nouer des partenariats prestigieux avec des médias nationaux afin d'avoir, à moindre coût, le plus large retentissement possible.

Un premier partenariat avec le groupe Le Figaro a été mis en place lors du Conseil de Métropole du 14 avril dernier. Dans le cadre de cette exposition-événement, deux nouveaux partenaires presse, France Info et le Groupe Altice Media (l'Express et Côté Sud), souhaitent s'associer au musée Fabre pour la promotion de l'exposition.

France Info, chaîne de Radio France, est historiquement la première radio d'information en France. Elle est également la première radio européenne à posséder un site web, inauguré en 1996.

Producteur de contenus auprès des catégories les plus influentes en France (cadres, CSP+, leaders d'opinion), le Groupe Altice Media, 5^e groupe de presse magazine en France, édite quant à lui 20 magazines, 7 sites Internet, des applis Mobile/ Tablette et plus de 170 salons, événements et conférences par an.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Celles-ci précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition. De même, le musée Fabre s'engage à offrir à France Info 300 entrées valables pour 1 personne, dans le cadre de son jeu concours.

En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'Évènement :

- **L'Express** : Annonce dans la rubrique « l'Indiscret » de l'Express et rédactionnel au moment de l'ouverture de l'exposition
- **Côté Sud** : Rédactionnel au moment de l'ouverture de l'exposition dans le daté juin

Le Groupe Alice Media s'engage aussi à appliquer :

- une remise "partenariat" de 84,6 % sur 2 demies pages dans l'Express édition nationale (brut valorisé : 52 000 € H.T. facturé partenariat : 8 000 € H.T.)
- une remise partenariat de 81 % sur une insertion d'une page de publicité en édition nationale dans le daté Août de Côté Sud (brut valorisé : 13 400 € H.T. facturé partenariat : 2 584 € H.T.)

- **France Info** relayera sa participation à l'Evènement avec la diffusion d'un plan de messages d'autopromotion comme suit :

- campagne de 18 spots (les dates de programmation seront définies conjointement)
- annonce de l'évènement sur le site internet de France Info, www.franceinfo.fr au travers d'une page spécifique
- lancement d'un jeu à destination des internautes pour gagner des invitations (300 billets d'entrée à l'exposition).
- un post Facebook pour relayer le jeu sur le site / Facebook France Info / + 590 000 fans.

Le montant des apports échangés avec France Info est évalué à 20 000 € HT et fera l'objet de facturation de part et d'autre.

Cette opportunité exceptionnelle assurera un rayonnement médiatique sur le territoire national. Les différentes composantes de ces deux partenaires s'inscrivent précisément dans les publics cibles de l'exposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des conventions de partenariat avec Radio France et le groupe Altice Média,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat susmentionnées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125272-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE SOULAGES DE RODEZ AGGLOMÉRATION, LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CONQUES-MARCILLAC ET LA COMMUNE DE CONQUES-EN-ROUERGUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Figure majeure de l'abstraction, Pierre Soulages est le peintre contemporain français le plus connu au monde. Représenté dans près de 90 musées, il a réalisé plus de 1500 œuvres et d'innombrables expositions à travers le globe.

En 2005, il consent à Rodez, sa ville natale, une donation de près de 500 œuvres témoignant de l'ensemble de sa production, des huiles de l'après-guerre jusqu'à l'Outrenoir, les travaux préparatoires des vitraux de Conques, etc... Pour accueillir cette collection, la Communauté d'Agglomération de Rodez ouvre le musée Soulages le 30 mai 2014.

À moins de 2 heures de route du musée Soulages, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole abrite un écrin pour les œuvres de cet artiste. La donation, en 2005, d'un ensemble d'envergure au musée Fabre constitue un jalon essentiel dans la reconnaissance institutionnelle de la carrière de l'artiste.

Inaugurées en 2007, avec la réouverture du musée Fabre après un vaste chantier de rénovation, les salles Soulages, au cœur du parcours consacré à l'art moderne et contemporain du musée, abritent sur près de 600 m², un ensemble unique de 32 œuvres constitué grâce aux dons et legs de l'artiste, et aux acquisitions réalisées par la Métropole et la fondation d'entreprises du musée Fabre.

Le musée Fabre et le musée Soulages à Rodez proposent tous deux des expositions qui attirent un large public régional, national et international, public composé d'amateurs d'art, d'habitants de la région et de vacanciers. L'ouverture du musée Pierre Soulages dans sa ville natale, Rodez, a constitué une opportunité formidable de découvrir ou redécouvrir l'espace Soulages du musée Fabre.

C'est la raison pour laquelle, par délibération n°12284 du Conseil du 19 mai 2014, un partenariat proposant un accès à tarif réduit a été mis en place par le musée Fabre et le musée Soulages afin d'inciter leurs publics respectifs à se rendre dans l'autre établissement. La convention étant aujourd'hui arrivée à son terme, il convient de la renouveler et d'élargir le partenariat à la Commune de Conques en Rouergue et à la Communauté de Communes de Conques-Marcillac pour créer un véritable « itinéraire Soulages ».

En effet, en 1986, Pierre Soulages accepte la proposition du ministère de la Culture de réaliser, dans le cadre d'une commande publique, cent-quatre nouveaux vitraux pour l'abbatiale Sainte-Foy de Conques située à 38 km de Rodez. C'est la découverte de cette église, chef-d'œuvre de l'art roman, qui a déterminé son choix de se consacrer à la peinture : « Lorsque j'ai eu quatorze ans, c'est devant l'abbatiale de Conques que j'ai décidé que, seul l'art m'intéressait dans la vie (...). Conques est le lieu de mes premières émotions artistiques ». Inaugurés en 1994, ces vitraux respectent, tout en la magnifiant, l'architecture romane et invitent la lumière extérieure à pénétrer dans l'église pour la « donner à voir ».

Si les vitraux constituent une référence en matière d'art contemporain, les salles du Trésor ouvertes à la visite constituent une référence en matière d'orfèvrerie médiévale. Elles regroupent de nombreux reliquaires, recouverts d'or et d'argent, d'émaux, de camées et d'intailles, que les hommes ont su

rassembler et conserver à travers les siècles et qui constituent le plus riche ensemble d'orfèvrerie de France.

La présente convention définit les modalités du partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, le musée Soulages de Rodez Agglomération, la commune de Conques en Rouergue et la Communauté de Communes de Conques-Marcillac, afin de promouvoir un « itinéraire Soulages »

Les parties conviennent de :

- Réaliser un dépliant spécifique « itinéraire Soulages » Montpellier, Rodez, Conques. qui sera cofinancé par la Communauté de Communes de Conques-Marcillac à hauteur de 12,5% du coût total dans la limite de 800 € par an, Rodez Agglomération et la Métropole de Montpellier se partageront le montant restant à parts égales. Montpellier Méditerranée Métropole avancera la totalité des frais, et produira des titres de recettes auprès de ses partenaires pour le recouvrement des sommes dues.
- Mettre à disposition des visiteurs de chaque site ce dépliant d'information et d'en faire la promotion sur leur site Internet, réseaux sociaux, programmes...,
- Faire bénéficier chaque visiteur du tarif réduit de chaque établissement sur présentation du billet d'entrée des autres sites.

Le tarif réduit de la salle du Trésor à Conques est de 4,20 € (Tarif plein 6,50 €), le tarif réduit au musée Soulages est de 5 € (Tarif plein 9 €). Le tarif réduit au musée Fabre est applicable à l'ensemble des prestations billetterie du musée Fabre : expositions temporaires, collections permanentes, hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran selon la grille tarifaire en vigueur.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans du 1^{er} juin 2016 au 30 mai 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Musée Soulages de Rodez Agglomération, la Communauté de Communes Conques-Marcillac et la Commune de Conques-en-Rouergue,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125027-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es) :

Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTIONS DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN "JEAN
DENANT. PLAN B" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis 2007, le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole soutient et expose la création contemporaine dans une volonté d'ouverture et de transversalité culturelle.

Dans le cadre de la mise en place d'une exposition temporaire intitulée « Jean Denant – Plan B », programmée au musée du 28 mai au 24 octobre 2016, l'artiste invité, Jean Denant, investira l'espace muséal de la collection permanente afin de susciter une approche singulière des vestiges archéologiques. Cette exposition s'accompagnera d'un catalogue co-édité par Analogues, maison d'édition pour l'art contemporain, et le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades. Cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique régional auprès d'un large public.

Dans cette optique, trois conventions permettent de définir les modalités de partenariat avec l'artiste, avec la maison d'édition et avec l'auteur/critique d'art du catalogue :

- Une convention de prêt d'œuvres d'art de l'artiste établit et précise les modalités techniques, juridiques et financières du prêt entre Montpellier Méditerranée Métropole et Jean Denant, ainsi que le remboursement de ses frais engagés pour la durée de l'exposition, dont la somme ne pourra excéder 3 150 €.
- Une convention de coédition avec Analogues définit les modalités de ce partenariat dans le cadre de la publication du catalogue : Analogues s'engage à éditer le catalogue monographique consacré à Jean Denant, dans lequel l'exposition au Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades fait l'objet d'un chapitre, et à mettre à disposition du musée Henri Prades 165 exemplaires ; le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades contribue à l'édition du catalogue à hauteur de 3 000 € et prend à sa charge les frais liés à l'écriture du texte sur l'exposition auprès d'un spécialiste, Philippe Saulle.
- Un contrat d'intervenant occasionnel fixe le cadre d'intervention de Philippe Saulle faisant un article sur l'exposition *Jean Denant, Plan B* dans ce catalogue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de prêt d'œuvres avec l'artiste Jean Denant,
- approuver la conclusion de la convention de coédition du catalogue monographique avec les éditions Analogues,
- approuver la conclusion du contrat d'intervenant occasionnel avec le spécialiste Philippe Saulle,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions et contrat susmentionnés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13855

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124935-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
ACTUALISATION 2016 DES TARIFS DE LA BOUTIQUE DU MUSÉE HENRI PRADES -
APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibérations successives dont la dernière en date, la délibération n°13401 du 12 novembre 2015, le Conseil a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades de Lattes.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée et dans la perspective de la nouvelle exposition d'archéologie « À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne », il convient d'ajouter de nouvelles références :

- 46 ouvrages (prix de vente de 5,20 € à 49 €),
- 10 nouvelles reproductions de bijoux antiques (5 à 19 €),
- 38 produits dérivés (de 1,50 € à 22 €),
- ainsi que 3 cartes postales (prix de vente de 0,50 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'actualisation des tarifs de la boutique du musée ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124941-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE PRÊT D'EXPOSITION SUR LE PORT DE
LATTARA - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Commune de Mauguio-Carnon a sollicité le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole afin de donner une dimension historique à « La Fête de la mer », organisée à Carnon le 17 juillet prochain. Le musée Henri Prades peut mettre à disposition une exposition autour de la cité portuaire de *Lattara*. Cette présentation se compose de panneaux didactiques, de films sur les fouilles et d'un jeu vidéo permettant de découvrir la vie à *Lattara* et pourrait être présentée pendant une semaine en juillet à la Capitainerie du port puis à l'Office de tourisme de Carnon, durant le reste de la période estivale.

La présence de cette exposition, lors de la « Fête de la mer » et à l'office de Tourisme de Carnon, donnerait une belle visibilité du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du public estival (entre 7 et 10 000 personnes attendues pour « La Fête de la mer » ; 40 000 touristes à Carnon).

Dans cette optique, il convient d'établir une convention définissant les modalités de ce partenariat qui sont les suivantes :

- Mise à disposition à titre gratuit de :
 - 1) six panneaux didactiques dont trois de 0,6 x 0,8 m et trois de 1 x 3 m,
 - 2) deux films sur les fouilles du site de Saint-Sauveur : *Lattara, 2 600 ans d'histoire*, 14'48, réalisation Fabrice Belmessieri, UPV-DSI, Service des Usages Numériques
Les campagnes de fouilles archéologiques sur le site de Lattes de 2011 à 2014, 16'48, (c) mai 2015, Région Languedoc-Roussillon / Passé Simple
 - 3) un jeu vidéo sur la vie à *Lattara*, produit par les étudiants de l'IEFM (école privée de production de jeux vidéo basée à Pérols) ;
- Mention de Montpellier Méditerranée Métropole sur les supports de communication et invitation des élus de Montpellier Méditerranée Métropole de lors de la Fête de la mer ;
- Diffusion du programme du musée pendant cette période pour une meilleure visibilité de l'équipement Montpellier Méditerranée Métropole auprès du public estival de la côte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de prêt d'exposition sur le port de Lattara avec la Commune de Mauguio-Carnon,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124947-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

CULTURE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU CAFÉ DES LETTRES À LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°8721 du 23 mars 2009, le Conseil a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire avec la société ADBS, devenue DALLMAYR, visant à l'exploitation de l'espace « Café des Lettres » situé au rez-de-chaussée de la médiathèque Centrale Émile Zola à Montpellier, constitué d'un espace de type cafétéria et de distributeurs automatiques. Cette convention prévoyait le versement par la société occupante d'une redevance fixe de 9 000 € H.T., ainsi que d'une redevance variable fixée à 2% du chiffre d'affaires H.T. Consentie pour une durée initiale de 5 ans, cette autorisation a été prolongée jusqu'au 30 juin 2016 par 3 avenants successifs.

Compte tenu de cette échéance, une consultation a été lancée le 23 mars 2016, visant à la conclusion d'une nouvelle convention d'occupation temporaire du domaine public, dont les principales évolutions par rapport à la convention précédente sont les suivantes : gestion de 3 distributeurs automatiques supplémentaires destinés au personnel de la médiathèque, et actualisation de la redevance fixe à 9 500 € H.T.

Au terme de la procédure de mise en concurrence, au vu du rapport d'analyse des offres établi sur la base des critères de choix définis dans l'avis de publicité, il a été proposé de retenir l'offre de la société Cafés Bibal Vending, classée comme la mieux disante avec un projet pertinent et bien explicité, une offre de produits large et diversifiée, un projet d'aménagement intéressant, des dispositions organisationnelles cohérentes, et un taux de redevance variable élevé, fixé entre 10% et 22% du chiffre d'affaires en fonction de son niveau.

Il convient en conséquence d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société Cafés Bibal Vending. Cette convention prendra effet au 1^{er} juillet 2016, pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'occupation temporaire du Café des Lettres avec la société Cafés Bibal Vending sise à Saint-Aunès,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125449-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

CULTURE – THÉÂTRE DES 13 VENTS - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SARL THÉÂTRE DES 13 VENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°5559 du 23 décembre 2003, le Conseil a approuvé la signature d'une convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont, au bénéfice de la SARL Théâtre des 13 Vents. Prolongée par avenants successifs, cette convention arrive à terme au 30 juin 2016.

Cette occupation, consentie à titre gracieux, permet à cette structure de concevoir une programmation de spectacles vivants et des périodes de création visant l'intérêt d'un large public et une diffusion tant nationale qu'internationale.

Compte tenu de l'échéance susmentionnée et au regard de l'expérience passée, il convient d'actualiser et de préciser les conditions de cette mise à disposition, et sans remettre en cause l'objet cité ci-dessus, de conclure avec la SARL Théâtre des 13 Vents une nouvelle convention d'occupation temporaire. Cette nouvelle convention doit permettre une plus grande ouverture du lieu sur la cité et aux publics.

Elle introduit notamment les clauses suivantes :

- Valorisation de la mise à disposition à hauteur de 42 000€/an correspondant aux investissements 2006-2016 de la Métropole, amortis sur 25 ans. Compte tenu d'un contexte budgétaire particulièrement contraint, et afin de permettre à la SARL Théâtre des 13 Vents d'intégrer progressivement ces charges supplémentaires, vu en outre le caractère d'intérêt général des activités de la structure, il est proposé que la mise à disposition des espaces soit consentie à titre gracieux, et relève d'une contribution volontaire de la Métropole au bénéfice de la SARL Théâtre des 13 Vents, valorisée à hauteur du montant susmentionné. En application des dispositions de la jurisprudence, cette contribution est assimilable à une subvention. Elle sera donc intégrée, conformément à l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la liste des concours attribués par la Métropole sous forme de prestations en nature ou de subventions, figurant en annexe des documents budgétaires.
- Identification de 10 journées réservées à la Métropole.

La convention précise par ailleurs les obligations de l'occupant en matière de maintenance des locaux, d'assurance et de responsabilités. Elle maintient en outre le principe d'une refacturation des charges (électricité, eau, téléphonie, gaz, chauffage, maintenance) par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occupant.

La convention à intervenir prendra effet du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2017. Elle sera tacitement reconductible par période de 1 an, dans la limite de 3 reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'occupation du domaine public pour le Théâtre de Grammont avec la SARL Théâtre des 13 Vents,
- approuver les montants des contributions volontaires consenties par Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition des lieux,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13859

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125574-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

CULTURE – ÉTUDE DE PRÉFIGURATION POUR LA GESTION MUTUALISÉE DES SALLES DE SPECTACLES DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN - CONVENTION DE GESTION - AUTORISATION DE SIGNATURE - DEMANDE DE SUBVENTION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Pacte de confiance Métropolitain 2014-2020 conclu entre la Métropole et ses 31 communes membres dispose que « l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation d'un projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal ». Il indique également que : « la Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine ».

En application de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et l'article L5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son projet de schéma de mutualisation par délibération n°13448 du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2015.

L'ambition de ce schéma est de repositionner l'intercommunalité comme une coopérative d'action publique au service des communes. A cet effet ; un projet de gestion mutualisée des salles de spectacles de l'ensemble des communes dotées ou se dotant d'un équipement dédié au spectacle vivant, a ainsi été intégré au sein de la partie prospective de ce schéma de mutualisation (fiche prospective n°11).

L'objectif visé par ce projet est de répondre aux besoins d'expertise de plusieurs communes du territoire en créant un service ressource qui leur permette de bénéficier d'une offre culturelle de proximité en rationalisant les dépenses publiques par une mutualisation des personnels et les moyens dédiés à ces salles tout en réaffirmant la dynamique métropolitaine au cœur du projet.

Ce projet conforte l'intérêt du transfert de la compétence Culture du Département à la Métropole dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 90 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe).

C'est dans cette perspective et dans ce cadre qu'un projet métropolitain global autour du spectacle vivant, mettant en réseau de manière optimisée et coordonnée les principaux équipements du territoire métropolitain, pourra être développé dès 2017, en intégrant, entre autre, deux nouveaux équipements structurants : L'Agora au Crès, et le Kiasma à Castelnau-le-Lez.

A cette fin , il est proposé de conduire une étude qui s'étendra à l'ensemble des problématiques des salles de spectacle vivant afin de constituer une offre globale visant à poursuivre l'accès de tous aux œuvres comme aux pratiques, de permettre une présence territoriale forte nécessaire tant à la vitalité artistique qu'à l'entretien d'un débat collectif et d'une vie sociale mais également de garantir une liberté de choix de ses pratiques culturelles à chaque habitant de la Métropole, et d'obtenir à terme un rayonnement régional.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes partenaires envisagent le recrutement d'un chargé de mission, sur une durée de six mois, qui aura pour double mission, , d'une part d'assurer la programmation artistique à vocation métropolitaine pour la saison d'ouverture des deux nouvelles salles de Castelnau-le-Lez et du Crès en coordination avec les équipements métropolitains et les autres principaux acteurs culturels sur le territoire métropolitain, et d'autre part de mener une étude

de préfiguration sur la gestion concertée et mutualisée des salles de spectacles sur l'aire géographique métropolitaine. Cette étude sera suivie par un comité de pilotage auquel participeront les représentants de toutes les communes volontaires, notamment : Castelnau-le-Lez, Le Crès, Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle conduira à terme à l'évaluation de la mise en place d'un service commun.

Afin de lancer la première phase de cette démarche, il convient dans un premier temps de conclure entre la Métropole et les communes de Castelnau-le-Lez et du Crès une convention de gestion régissant les modalités de mise en œuvre, par la Métropole et au bénéfice des communes du Crès et de Castelnau-le-Lez, des missions susmentionnées, à savoir :

- Elaboration de la programmation artistique de la première saison des salles de Castelnau-le-Lez et du Crès ;
- Définition des scénarios de gestion des salles de spectacle des communes.

La convention à intervenir sera conclue pour une durée initiale de six mois à compter de la date de sa signature, renouvelable expressément une fois pour la même durée ; d'autres conventions de gestion pourront intervenir au terme de cette première phase. Elle précise que la Métropole sera l'employeur du personnel affecté à la réalisation des présentes missions. Elle dispose en conséquence que les dépenses liées à l'exercice des missions, évaluées à ce stade à 30 000€, feront l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Métropole, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers, et appeler auprès des communes partenaires au remboursement de la partie des missions réalisée pour leur compte.

Le Comité Technique de la Métropole dans sa séance du 7 avril 2016, s'est prononcé favorablement sur la conclusion de cette convention de gestion.

La Métropole sollicitera des subventions auprès de ses partenaires institutionnels afin qu'ils contribuent à la structuration du développement du spectacle vivant sur l'aire géographique métropolitaine, et au-delà au niveau régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de gestion visée en objet,
- autoriser les demandes de subventions au taux le plus large possible auprès de l'État et de la Région,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de gestion susmentionnées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1116186-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

CULTURE – FONDS SPÉCIAL CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les orientations de sa politique culturelle font de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire. A ce titre, un fonds spécial culture a été créé pour soutenir sur des montants limités des actions culturelles ponctuelles organisées sur le territoire métropolitain, dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations modestes de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association des « Écrivains méditerranéens » : La revue Souffles est une publication semestrielle de l'Association des « Écrivains Méditerranéens », basée à Montpellier. C'est l'une des plus anciennes revues françaises de poésie et la plus ancienne du Languedoc. Pour le soutien à la publication et à la diffusion de cette revue remarquable, il est proposé d'affecter à l'association des « Écrivains Méditerranéens » une subvention de 1 000 € au titre de l'année 2016.

2/ Affectation d'une subvention de 1 500 € à l'association « Osadoc » : Osadoc est une association développant un projet d'éducation à la pratique musicale en orchestre symphonique amateur. Dans ce cadre, elle permet aux musiciens amateurs, jeunes et adultes, de jouer au sein d'un orchestre symphonique de qualité encadré par des professionnels et de développer leurs compétences en mettant en avant des compositeurs régionaux contemporains. Compte tenu de son rayonnement et de la qualité de ses actions, il est proposé de soutenir cette association à hauteur de 1 500 € pour l'année 2016.

3/ Affectation d'une subvention de 2 500 € à l'association « Collectif Koa » : Cette association développe des actions diversifiées autour du Jazz et des musiques improvisées (créations, diffusion, politique de la ville, festival de jazz). Son action s'inscrit dans une logique d'irrigation métropolitaine et de rayonnement. Dans cette perspective, il est proposé de soutenir ces projets par une subvention de Montpellier Méditerranée Métropole de 2 500 €.

4/ Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association « Le Jamais Lu France » : L'association « Le Jamais Lu France » est une association dont l'activité se développe autour des écritures théâtrales émergentes. En écho à l'association québécoise qui organise le Festival Jamais Lu au Québec, elle organise depuis 2013 un festival du même nom, rebaptisé en 2015 « Texte en cours ». Il est proposé de lui affecter une subvention de 1 000 € au titre de l'année 2016.

5/ Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association « Couleurs cubaines » : Cette association développe un projet autour de la promotion de la musique cubaine, la rumba, la timba, la salsa, ... Elle organise dans ce cadre, depuis 8 années, une manifestation intitulée « Cuba fait sa fête », qui attire de nombreux danseurs de danses cubaines du territoire métropolitain et même au-delà. En soutien à la 8ème édition de cette manifestation qui se déroulera le 13 juillet 2016 à Saint-Brès, il est proposé d'affecter une subvention de 1 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de subventions aux associations susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat découlant de ces affectations ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125819-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - ORIENTATIONS ET PRINCIPES FONDATEURS POUR LA NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 5 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». La Cité intelligente, composante clef du projet French Tech montpellierain, touche tous les piliers de la Métropole : le numérique, la mobilité, le développement économique, le tourisme, la culture, le commerce, le développement durable, la citoyenneté, le commerce et l'artisanat C'est résolument une approche transverse.

Montpellier n'a pas attendu le XXIème siècle pour être intelligente ; toute son histoire démontre cette capacité à se renouveler, à s'organiser, à attirer les talents. Elle s'est développée sur l'économie de la connaissance tout d'abord avec la faculté de médecine.

Avec l'émergence du numérique comme pratique quotidienne des habitants dans l'usage de l'espace, une évolution significative se fait dans la manière de penser la ville et sa complexité. Cette montée en puissance du numérique correspond à l'entrée massive des acteurs mondiaux vis-à-vis desquels il convient d'affirmer fortement les intérêts des territoires, des citoyens et des usagers.

La démarche Cité intelligente est un moyen au service du projet de territoire dont les finalités sont économiques, environnementales, sociales, et citoyennes par la mise au point de nouvelles technologies, de nouveaux services mais aussi grâce à des changements de comportements et de nouveaux modèles économiques. Elle vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation tout en comprenant les dimensions suivantes :

- La dimension économique à travers la mise à disposition des données urbaines : Il s'agit de fixer des entreprises sur le territoire par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois et de favoriser le développement de start-up à travers la mise à disposition des données urbaines, temps réel et prédictives.
- La dimension citoyenne : il s'agit ici de développer de nouveaux usages et de nouveaux services aux citoyens en impliquant les citoyens dans la définition des nouveaux services. On composera des panels nécessaires à des expérimentations d'innovations urbaines, permettant l'émergence ou le renforcement de processus participatifs en imaginant des dispositifs numériques contribuant à améliorer la participation citoyenne et en identifiant des solutions innovantes d'animations en direction des citoyens, visant à renforcer le lien social.
- La dimension environnementale : l'atteinte des objectifs du développement durable (objectifs réglementaires et au-delà). L'adaptation au changement climatique, la mise en œuvre d'une véritable transition énergétique, la gestion économe des ressources naturelles, la diminution structurelle des capacités financières des collectivités sont autant d'éléments au travers desquels le numérique peut ainsi être utilisé à son optimum comme ressource essentielle de la Ville.

Entre 2010 et 2015, la métropole a abordé la Cité intelligente, comme processus d'apprentissage, à travers des contrats de Recherche et Développement qui ont été élaborés dans le but de développer, d'expérimenter et d'acquérir les outils, savoirs et techniques nécessaires à la mise en place de la « Cité Intelligente ».

Afin de stimuler l'innovation et l'économie locale, Montpellier Méditerranée Métropole avait réuni sous sa coordination des partenaires scientifiques, technologiques et industriels (Université de Montpellier, IDATE, IBM, Cityway, Mecatran, Synox, Veolia Eau, Egis Eau, Predict Services, Eseco Systemes) pour porter le projet de Cité intelligente. Le projet avait pour socle une plate-forme

collaborative destinée à collecter, agréger et stocker des données qui étaient jusqu'alors gérées en silos, sans connexion entre elles, avec 3 champs d'application identifiés (la mobilité et les transports, l'eau et l'hydraulique, les risques et la gestion des alertes).

- Le premier projet « Transport et mobilité multimodale » portait sur un calculateur multimodal, capable de définir l'itinéraire le plus adapté dans une situation donnée, quel que soit le moyen de transport utilisé. Pour cela, il a exploité des informations prédictives et en temps réel, permettant d'anticiper le trafic routier, les horaires de desserte des transports publics ou encore l'impact d'événements climatiques, publics, sportifs ou culturels. Ainsi, il visait à optimiser les déplacements quotidiens, en réduisant les embouteillages et en faisant passer la circulation en voiture personnelle de plus de 60% en 2000 à moins de 50% à l'horizon 2020. Se présentant sous la forme d'une application mobile baptisée « SmartMoov », il a été testé auprès d'un panel d'environ 500 usagers sur les 2 500 qui avaient répondu à la campagne lancée par la Métropole en juillet 2015.

Les fonctionnalités de la phase de Recherche et Développement se retrouvent aujourd'hui dans l'outil EMMA (voir le descriptif supra dans Quels services en 2016). L'application Moovit vient également de se déployer à Montpellier.

- Le second projet « Télérelevé EcoCité » avait pour but d'optimiser le rendement des réseaux d'eau potable avec un objectif supérieur à celui du Grenelle de l'Environnement, mais aussi la collecte et le traitement des eaux usées. Il permettait également d'informer les usagers et d'intervenir sous 72h maximum en cas de fuite qu'ils ne pourraient déceler eux-mêmes, de gêne occasionnée par un dysfonctionnement ou d'écoulements anormaux sur le réseau d'assainissement. Ainsi, 300 capteurs ont été installés sur les réseaux hydrauliques dans les quartiers de l'Ecusson à Montpellier et de Port Ariane à Lattes. Cet outil de pilotage, relayé par une application mobile et un portail en ligne, a été expérimenté en situation réelle, afin de l'affiner et d'améliorer encore ses bénéfices pour les usagers.

Les fonctionnalités de Télérelève et d'outils de pilotage hydraulique sont désormais inscrites dans le contrat d'objectifs fixés à la Régie de l'Eau de Montpellier Méditerranée Métropole.

- Enfin, le projet « Gestion transversale des risques » :
Un logiciel a également été développé pour gérer les risques, notamment liés aux inondations ou aux pollutions accidentelles, ainsi que les alertes diffusées auprès des usagers. Afin de faciliter la prise de décision, ce projet a expérimenté la transversalité, en coordonnant l'intervention des acteurs impliqués. De plus, la visualisation en 3D des aléas et enjeux sur le territoire ont aidé à mieux évaluer ces risques et leurs conséquences, tandis que des mesures de qualité des milieux aquatiques pouvaient être effectuées en temps réel. Dans ce cadre, les épisodes pluvieux de l'automne 2014 sont venus « enrichir » les données servant de socle à ce service, dont l'objectif est de réduire de 20% le montant des dommages causés par les inondations, en renforçant la sécurité des personnes et des biens.

Les fonctionnalités de la phase de Recherche et Développement se retrouvent aujourd'hui dans l'outil « Ville en alerte » ayant fait l'objet d'une consultation fin 2015/début 2016 (voir le descriptif supra dans Quels services en 2016).

Résultent de cette phase de Recherche et Développement :

- un programme multi partenarial : grands comptes, universités et laboratoires de recherche, IDATE et start-ups ;
- des champs d'investigation multiples et décloisonnés : hydraulique et risques, mobilité, eau, gestion des risques...
- une plateforme unique regroupant l'ensemble des données collectées multi domaines,

- des outils d'innovation partenariale au service du développement économique du territoire : contrats de R&D, appel à idées, Challenge Big Data, convention de recherche...

En outre, elle a permis d'affiner les besoins et conférer une expertise sur les solutions innovantes dans divers champs :

- Une gouvernance collaborative interservices et ouverte aux partenaires extérieurs, transversale aux différents projets et directions techniques,
- Une réflexion sur les modèles économiques soutenables pour faire la ville durable et intelligente à un coût acceptable pour tous,
- Un choix des leviers juridiques adaptés et des modes de gestion de la propriété intellectuelle,
- Une évaluation et mise en avant des conditions de déploiement et de duplication des solutions en faveur des citoyens et des entreprises,
- Une connaissance approfondie de la chaîne de valeur : fournisseur de capteurs, spécialistes des réseaux de communication, développement d'application et gestionnaires de services urbains.

La Métropole a en effet développé une approche singulière de la Ville intelligente ; elle a d'abord réfléchi à l'armature de la Cité intelligente avant de décliner par thématique ou au croisement de plusieurs thématiques, le développement de nouveaux services ou de nouveaux modes d'agir. Autrement dit la particularité de la démarche initiée par Montpellier Méditerranée Métropole réside dans la prise en considération de l'ensemble des champs techniques de gestion de la Ville.

Elle apparaît alors comme un acteur majeur légitime sur ces sujets en termes de gouvernance, de tiers de confiance, de gestionnaire ou d'ensemblier dans un contexte complexe (gouvernance, technologies, modèles économiques, marchés et acteurs internationaux) qui évolue rapidement.

Dans l'intérêt général de son territoire, la Métropole structure ainsi sa stratégie en matière de Cité intelligente pour imaginer de nouveaux services urbains et stimuler l'économie par l'innovation, autour des principes fondateurs suivants :

- La ville intelligente s'appuie sur une politique publique structurée de la donnée urbaine, véritable projet d'administration,
- La ville intelligente se construit de manière partenariale et collaborative et s'appuie sur de nouvelles formes de gouvernance publique/privée,
- La ville intelligente se fera sans dépendance technologique avec une plateforme urbaine TIC non propriétaire, ouverte et interopérable comme le préconise la Commission Européenne,
- La plateforme urbaine sera facilement accessible d'un point de vue technique pour les acteurs économiques,
- un mode participatif citoyen encouragé : remontée potentielle d'événements, co-élaboration de services ou identification des modes digitaux horizontaux,
- L'architecture de la ville intelligente, système non propriétaire, collaboratif et interopérable, qui acceptera toutes formes de développement, repose sur quatre strates et domaines d'activité qui s'inscrivent résolument dans la dynamique French Tech :
 - la capture des données pour développer des capacités de monitoring urbain,
 - la remontée de données, par une gestion publique des réseaux,
 - la strate numérique avec l'entrepôt et le traitement de données, avec un pilotage assuré par la Métropole et enfin, la mise à disposition de données pour générer de nouveaux services urbains, en faveur du développement économique, de l'inclusion sociale et de l'attractivité du territoire (cf. annexe) et,

- Un process organisationnel, transverse et agile, permettant l'appropriation et l'élaboration par et pour les directions métiers (eau, mobilité, gestion du risque, SIG, aménagement, systèmes informatiques, développement économique, etc.).

Ainsi, la Métropole bâtit une nouvelle feuille de route de la Cité intelligente, en prenant en compte l'ensemble de la chaîne de valeur, de la captation de la donnée jusqu'au développement de services urbains innovants. La Métropole veille aussi à ce que ce projet multisectoriel s'ouvre au plus d'acteurs possibles avec une organisation collaborative et ouverte dédiée intégrant des différents métiers urbains.

Cette feuille de route sera déclinée de manière opérationnelle, que ce soit pour le dispositif global ou pour chacun des dispositifs "métiers" ou "ensemble de services". Elle démontrera l'intérêt d'un modèle itératif avec l'intégration des technologies évolutives, ouvertes permettant d'écouter les besoins des citoyens et des acteurs de la French tech.

Dans ce contexte, le rôle de la Métropole se tourne vers la gestion de la donnée urbaine, pour s'assurer de sa qualité, de sa pérennité et de sa diffusion. La collectivité joue un rôle de tiers de confiance pour des raisons de sécurité : la puissance publique est garante du respect de la vie privée, d'indépendance et d'ouverture des données. Elle se doit de structurer une politique publique de la donnée urbaine selon le mode opératoire suivant :

- développer des interfaces, base unique centralisée de gestion de données et base métiers,
- fédérer et organiser les producteurs de données, en interne et en externe,
- prévoir des conventions et contrats notamment dans le cadre de DSP et avec les opérateurs privés pour la récupération des données,
- intégrer des clauses open data dans les marchés publics,
- renforcer la politique SIG de la Métropole,
- créer des référentiels de données de qualité (théoriques, temps réel, géographiques)
- animer l'écosystème des ré-utilisateurs pour favoriser l'innovation,
- lancer des appels à projet pour favoriser les expérimentations et,
- enrichir l'offre de la coopérative de services numériques avec les communes.

Les services :

La Cité intelligente, ce sont des services urbains innovants soit directement maîtrisés par la collectivité (régie, prestations, DSP...), soit initiés ou accompagnés par elle ou bien développés grâce à la mise à disposition des données. Ces derniers répondent aux enjeux des transports et de la mobilité dans la droite ligne du Schéma Directeur des Mobilités adopté par le conseil métropolitain du 16 décembre 2015, de la gestion de l'espace public, des risques et de la sécurité, du développement touristique, des smart grids, de la participation citoyenne et de la culture et des loisirs....

Quels services en 2016 ?

1. Quartier Eureka : Services Santé du portail My Eureka orientés Bien vieillir

Le nouveau quartier Eurêka, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez et sur le périmètre de l'EcoCité « De Montpellier à la mer », dessine une nouvelle cité, intergénérationnelle et solidaire, où le « bien vieillir » est une réalité. Il sera équipé de solutions innovantes dans le domaine de la gestion hydraulique, de la maîtrise de la consommation énergétique ou encore de la gestion de la mobilité. Véritable quartier urbain doté d'une mixité fonctionnelle de logements, de bureaux, de commerces et d'activités, Eurêka offrira des services nouveaux dédiés à la population senior et à la problématique du « bien-vieillir ».

Des réflexions ont été menées sur la question du vieillissement pour concevoir le nouveau quartier comme un lieu de vie offrant l'ensemble des aménités nécessaires au « bien-vieillir ».

Trois grands objectifs ont été fixés et des mesures proposées pour chacun d'eux :

- favoriser le maintien des seniors à domicile en mettant en place une offre de services dédiés (équipements, transports publics, services connectés, logements adaptés ou adaptables),

- encourager leur participation à la vie sociale en offrant un cadre de vie adapté et en favorisant les échanges intergénérationnels à l'échelle de l'immeuble (animation résidentielle) ou du quartier (réseau social de proximité, activités...),
- agir pour leur santé en favorisant l'implantation dans le quartier des acteurs économiques investis dans cette filière du vieillissement (hôtel d'entreprise « Silver Economy »).

La société ENGIE a été retenue à l'issue de ce dialogue compétitif pour mettre en place une plateforme de services connectés « MyEureka ».

Afin de préparer le déploiement de ces services, Montpellier Méditerranée Métropole, ENGIE à travers INEO Digital, la SERM, le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Castelnau-le-Lez, Héléris (promoteur immobilier) et les entreprises Solem, la Valériane, Aviitam et Umanlife réalisent une phase d'expérimentation au regard de leur activité respective. Cette expérimentation est formalisée à travers un Accord de Consortium. L'expérimentation qui durera 12 mois porte exclusivement sur les services santé du portail « MyEureka » à compter d'avril 2016.

2. La Mantilla

Cet îlot démonstrateur de l'Ecocité a été retenu en 2011 par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et soutenu par le programme "Ville de demain" du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA). Le programme est porteur d'innovations énergétiques et numériques en s'inscrivant pleinement dans la démarche Cité Intelligente et intègre différentes composantes :

- un Système de production d'énergie (Tri Génération)
- de l'Intelligence répartie (Instrumentation - analyse des données - plateforme multi-usage à destination des habitants : plateforme E.mantilla)

Un système d'échange de données numériques, Smart network, a été développé à l'échelle de l'îlot. Il récolte et gère les données de plus de 1000 capteurs (eau chaude, eau froide, électricité,...) installés dans chaque logement et les contrôles d'accès de l'ensemble des immeubles. Il permet également d'intégrer des données extérieures : station météo, horaires tramway, parking enterré, etc.

La restitution de ces informations vers les résidents, utilisateurs et/ou usagers se fait de manière synthétique et automatique sur l'ensemble des visiophones des logements et en détail sur un site dédié : plateforme E.mantilla accessible via www.metenergie.fr. Cette interface est un véritable outil de pilotage et de gestion des consommations à disposition des résidents, des gestionnaires d'immeubles et des concessionnaires, elle permet également le déploiement de nouveaux services numériques.

- Enfin, la démarche GD6D proposée par la start up E3D :

Cette innovation d'usage accompagne les habitants dans leurs pratiques quotidiennes et leur permet d'optimiser ainsi l'usage des innovations technologiques installées à La Mantilla. Après une rencontre des habitants par les messagers de la Métropole en porte-à-porte, une plate-forme numérique intelligente offre un accompagnement personnalisé à chaque habitant et leur propose d'agir à travers des actions simples pour préserver leur environnement et leur santé, réduire leurs factures d'eau et d'électricité... 98% des habitants rencontrés ont décidé de participer. 4 messagers sont allés à la rencontre de 250 habitants pour leur proposer des actions éco-responsables à essayer.

3. EMMA, un espace multimodal avec billettique combinée à destination des usagers piloté par la Métropole et cofinancé par la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre de l'EcoCité, l'Europe, la Ville de Montpellier, TAM et Transdev.

La carte de mobilité EMMA, un « passe-partout » permet d'utiliser le tramway, les bus, les sept parkings du centre-ville, les dix parkings tramways, les Vélomagg' et l'autopartage, à l'aide d'un seul abonnement.

EMMA en production, évolue en 2016 en intégrant un calculateur multimodal et n'a aucun équivalent en France.

La phase 1 mise en place le 14 avril 2014 a généré les outils suivants :

- les espaces mobilités qui regroupent tous les services mobilité (transports, vélos, autopartage et stationnement) dans un même lieu,
- Un site internet multimodal où le client peut obtenir tous les renseignements sur tous les services mobilité et préparer ses trajets en combinant plusieurs modes,
- Un abonnement multimodal : le contrat mobilité qui permet aux clients d'avoir avec un seul titre accès à tous les services (transports, vélos, autopartage et stationnement),
- Un espace virtuel de paiement des infractions.

Cette phase a été primée par la profession en 2014 de deux trophées nationaux, le trophée de l'innovation du transport public 2014 et le trophée de l'intermodalité Ville Rails et Transports 2014. La phase 2 lancée le 23 mai 2016 génère les outils suivants :

- Un espace mobilité virtuel qui permettra aux clients de faire toutes les démarches en ligne, acheter et recharger ses titres de transport, s'abonner à des alertes sur le trafic et ses consommations, déclarer la perte ou le vol de sa carte, d'accéder à son compte personnel...
 - Une application mobile IOS et Android qui permettra de faire ses recherches d'itinéraire, trouver les services mobilité autour de soi, connaître en temps réel les prochains passages de bus et tramway, la disponibilité des vélos, la disponibilité des places de parking, de faire une réservation pour un transport à la demande, de prendre un rendez-vous en espace mobilité, de payer une amende, d'émettre une réclamation, d'accéder à son compte personnel, de renouveler un achat...
- Cette application aura par ailleurs la spécificité d'être vocalisée pour répondre à la problématique de l'illettrisme ce qui est une première en France.
- Le déploiement de borne interactive dans les mairies de proximité des quartiers sensibles, ainsi qu'à l'Hôtel de Ville, l'Hôtel de la Métropole et le CROUS.

4. L'outil « Ville en alerte » pour la gestion du risque

Dans le cadre de l'aménagement du territoire de l'EcoCité, comprenant les communes de Montpellier, Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole se dote d'un système de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique pour réduire les conséquences des inondations sur les biens et les personnes.

La particularité du contexte vient du fait d'une concentration conjuguée des risques hydrologiques et des enjeux de protection. En effet, les risques hydrologiques présents sur le territoire de l'EcoCité sont de nature diverse : débordement des cours d'eau (Lez, Lironde, Nègue Cats), débordement du réseau pluvial, ruissellement urbain, submersion marine.

La population et les équipements à protéger sont d'importance avec les zones résidentielles drainant une population locale mais aussi touristique, le réseau de transport, incluant la ligne 3 du Tramway, ainsi que les voiries, le Parc des expositions, les zones d'activités, nombreuses, et donc particulièrement vulnérables de par la forte vie économique qui y est liée.

A partir de ce constat, Montpellier Méditerranée Métropole met en place un système innovant permettant d'anticiper tous les risques hydrologiques, pour des événements pluvieux fréquents à extrêmes, et de gérer au mieux la période de crise à l'échelle intercommunale, de manière collaborative et en temps réel avec l'ensemble des acteurs locaux. Le développement informatique de cet outil opérationnel comprend la création d'une bibliothèque de cartes de risques à partir de modèles hydrologiques et hydrauliques, l'installation de capteurs sur les cours d'eau permettant de mesurer les niveaux d'eau en temps réel ainsi que des moyens de transmission et de stockage des données et l'élaboration des protocoles de gestion de crise.

La mise en œuvre d'un système de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique dont la chaîne opérationnelle intègre :

- L'information de prévision météorologique (notamment en termes de quantité de pluies) ;
- Le suivi des phénomènes de crues en temps réel via l'acquisition et l'installation de capteurs sur le terrain, notamment dans les étangs, en complément des capteurs existants ;
- La transmission, le stockage et le traitement des données en temps réel (télécommunications redondées et concentrateur-superviseur) ;
- La gestion de crise grâce à un outil de supervision consultable et actionnable à distance, avec l'anticipation de l'évènement et de ses conséquences sur la base de cartes de risques préétablies (aléas et enjeux), interactives, sous format SIG ;
- La transmission de l'information et de l'alerte aux acteurs locaux ;
- La communication (multi participant) entre les acteurs locaux ;
- La gestion à distance, efficace et optimisée en temps réel des bassins de régulation en eaux ;
- Le déclenchement de protocoles d'alerte et de mesures de sûreté pertinents, adaptés et coordonnés entre les acteurs du territoire.

5. Les services des « Challenge Big Data », développés par les start up du BIC de Montpellier.

La Métropole avait en effet répondu à un appel à manifestation d'intérêt du Ministère de l'Economie pour capter des fonds BPI France pour l'animation du Challenge et pour les entreprises lauréates des Challenges pour l'expérimentation de services urbains innovants.

La société Tweetping est née à partir du constat qu'avec les masses d'informations à notre portée, il n'y avait pas d'outil permettant une visualisation en temps réel simple et attrayante pour les interpréter. En fonction des données, Tweetping a différentes utilités. Tweetping permet ici une approche qui se concentre sur un événement ou sujet donné, plus simple et ludique. Cela permet aux marques, sociétés, ONG, organisateurs d'événements, villes... de voir en temps réel ce qui se dit sur eux. La valeur ajoutée de Tweetping pour la Cité Intelligente porte sur la visualisation des données géolocalisées. Grâce à son interface simple et visuellement attirante, elle permet d'interpréter rapidement de grandes masses de données en un clin d'œil.

Faciligo est une plateforme collaborative et solidaire qui permet la mise en relation de populations à mobilité réduite avec les populations autonomes lors de déplacements de proximité ou des voyages. L'intérêt de cette mise en relation est double :

- Faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite pour avoir le même droit aux déplacements et voyages que les personnes autonomes.
- Favoriser la mobilité des personnes autonomes dans un contexte d'augmentation des coûts des déplacements et de baisse du pouvoir d'achat.

C'est une solution basée sur des valeurs de solidarité et de citoyenneté, créant du lien social et intergénérationnel tout en favorisant l'économie pour tous. Il s'agit d'une innovation d'usage favorisant la mobilité pour tous, l'économie, l'écologie par un acte citoyen solidaire. Ce dernier peut être ponctuel, fréquent, en train ou autres transports en commun (métro, tramway, bus) ou encore en voiture.

SENIOR@HOME, spécialiste de l'accompagnement à domicile des personnes âgées à l'aide du numérique, a développé une plateforme technologique de services qui analyse automatiquement le comportement des personnes âgées à domicile à l'aide de capteurs non portés. Ces services supplémentaires visent des publics différents :

- Un service de sécurité, et de détection du changement de comportement grâce à la consommation d'eau pour les réfractaires au numérique
- Un service de lien social et de mieux vivre à domicile avec les informations sur le transport et générales en fonction du profil de la personne âgée pour ceux utilisant les nouvelles technologies
- Un service renforcé dans le logement pour un meilleur accompagnement au quotidien pour les plus dépendants.

Hurry up !!! permet en un clin d'œil de savoir quand aller prendre son bus ou son tramway, si l'on doit se dépêcher ou si l'on est libre de disposer de son temps. Cette application redonne de la liberté aux usagers des transports qui vivent les longs moments d'attente aux arrêts comme une contrainte, informe les usagers des perturbations présentes sur le réseau de transport. Elle cible principalement les jeunes utilisateurs des transports (collégiens, lycéens, jeunes actifs) qui n'ont pas de véhicule et utilisent majoritairement les transports en commun.

Smart flow for the city est un service web et mobile de préconisation de planification de déplacement urbain pour optimiser les temps dans la ville. Ce service s'adresse à deux types d'utilisateurs avec des usages différents :

- les citoyens : préconisation des heures de départ pour un trajet en voiture
- les professionnels de la logistique urbaine : planification intelligente des tournées

Avec un impact sur le comportement des citoyens : choix de leurs heures de départ et organisation de leurs habitudes de vie (horaire de travail, horaire des courses, déplacement familiaux, ...) et des professionnels de la logistique (planning des livraisons, horaires de démarrage des équipes, ...).

NOAM© (Nouvelle Offre pour Acheter-louer Malin) développe un Système d'Informations Géographiques Web dédié à la vente, la location et à l'achat de biens immobiliers destiné à la fois aux particuliers et aux professionnels de l'immobilier. Le projet répond ainsi aux attentes des utilisateurs d'avoir des informations sur un bien recherché (caractéristiques, localisation par rapport à des commerces, informations démographiques, ...).

De nouveaux services innovants imaginés par les start up notamment à partir de la mise à disposition de données urbaines seront développés en 2016 sous l'impulsion d'un appel à idées lancé par la Métropole, d'un challenge numérique avec le Pole Aerospace Valley avec une utilisation combinée de données spatiales ou encore du Booster NOVA.

6. L'Avenue Connectée, un living lab au cœur de l'EcoCité :

L'objectif de Montpellier Méditerranée Métropole dans son volet Expérimentation est de mettre à disposition d'entreprises industrielles ou des start up développant des services innovants une infrastructure pour tester leurs produits innovants en situation réelle avant commercialisation (produits en phase de recherche et développement) avec pour objectifs de mettre en place des démonstrateurs technologiques, vitrine de nouvelles solutions technologiques pour les villes, fournir des installations permettant de tester et développer de nouveaux produits ou services ainsi que de procéder à des essais en temps réel, et créer un lieu d'échanges entre les entreprises et les usagers afin de mieux identifier les usages potentiels, favoriser les remontées d'informations, mettre en avant les actions mises en œuvres. Il s'agit de proposer un terrain d'expérimentation aux entreprises et laboratoires et compléter les jeux de données en intégrant toutes les technologies d'instrumentation (Machine to machine (M2M), réseau de capteurs, internet des objets) et de développer de nouveaux services faisant suite à des POC (preuve de concept) sur des technologies émergentes (sans contact, radio basse fréquence, capteurs basse consommation...)

Plus particulièrement, la Cité intelligente offre un banc d'essai pour des prototypes technologiques dans l'internet des objets, les services géolocalisés dans les domaines des transports, des boucles de comptage, du trafic / optimisation, des parkings, de l'énergie, des compteurs d'eau, des compteurs électriques, de l'éclairage Public, de l'environnement, du niveau sonore, de la qualité de l'air, des ressources en eau, des PMR, du tourisme, de parcours visite, de la sécurité, de la vidéo surveillance, de la détection de zone, des risques, des niveaux d'eau, de la détection de fumée pouvant faire l'objet d'appel à projets.

7. Dans une optique de mise à disposition des données publiques et de certains référentiels comme celui de la voirie, Montpellier Méditerranée Métropole a affirmé sa volonté de travailler de manière ouverte et collaborative avec la communauté locale des contributeurs à OpenStreetMap, projet mondial de cartographie collaborative. Cette collaboration prend la forme d'un partage des bonnes pratiques en termes de contribution sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

8. Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole a expérimenté une solution de gestion de tags NFC en 2015 et va désormais déployer le dispositif à l'échelle de son territoire. Ces technologies associées à un objet public comme un arrêt de transport permettent à un usager d'accéder facilement à des informations utiles grâce à son smartphone, c'est-à-dire des services contextualisées d'informations multimodales transport en temps réel (horaires, perturbations, itinéraires), sur la vie locale sous forme d'agenda, d'alerte, et les activités culturelles et sportives (...).

A titre d'exemple, une balise scannée via le NFC à un arrêt de tram renverra en premier lieu l'information sur l'heure de passage du prochain tram et permettra également de se renseigner sur la disponibilité en temps réel de la station de vélo en libre-service située à proximité de l'arrêt et /ou des points d'intérêt culturels et touristiques à proximité.

Montpellier Méditerranée Métropole proposera ainsi aux habitants et aux touristes une sorte de portail web mobile contextualisé et universel accessible depuis le mobilier urbain du domaine public en un seul geste.

A l'avenir :

Dans un contexte d'évolution très rapide des technologies et des offres numériques, la Métropole s'inscrit dans une vision prospective pour déployer à partir de l'architecture globale de la Cité intelligente des nouvelles solutions urbaines innovantes dans les domaines de l'énergie, de la mobilité, la mise à disposition du territoire comme living lab, du tourisme, etc.

Pour porter le développement de cette démarche Cité intelligente éminemment transverse, Montpellier Méditerranée Métropole qui prévoit une organisation structurée pour favoriser la transversalité, investira et mobilisera toutes les sources de financement (CDC, CPER, fonds européens, Ville de demain...). A ce jour, la démarche Cité intelligente fait partie des actions sélectionnées par l'Etat dans le cadre de la phase 2 de l'EcoCité pour bénéficier du soutien du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA). La démarche a fait l'objet d'une demande de soutien financier dans le cadre du CPER.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider les principes fondateurs de la Cité intelligente,
- approuver la mise en œuvre de la feuille de route,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la Cité intelligente,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125135-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION CHENGDU (CHINE) - PARTICIPATION AU CONGRÈS INTERNATIONAL SUR L'INNOVATION - DATES DU 22 AU 27 JUIN 2016 - AUTORISATION DE LA MISSION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre à nos partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

En Chine depuis 2004 des liens forts ont été tissés, notamment avec la Ville de Chengdu. 2016 est une année particulière pour notre jumelage, en effet nous fêtons cette année les 35 ans du jumelage. Cela a été l'occasion de recevoir début mai le Maire de Chengdu à la Métropole, cette visite devant être suivie en octobre par la visite retour du Président / Maire de Montpellier.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu est la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu et l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

Ce partenariat a permis l'organisation par la Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le Vice-Ministre de la recherche.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise initialement représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Sichuan) vient d'obtenir en janvier 2015 la labellisation européenne EEN afin d'être aussi acteur auprès des 6 Provinces du nord et nord-est (Pékin, Shandong, Liaoning, Jilin, Hebei et l'Heilongjiang). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Cela fait 7 ans que la Métropole a signé des accords de développement économique avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, la Métropole conduit des délégations d'acteurs économiques (entreprises : technologie et viticulture, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de leur permettre de développer des partenariats ou des volants d'affaires. Dernièrement en novembre 2015 un accord particulier promouvant la French Tech a été signé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu.

La Chine souhaite renforcer sa croissance en misant sur l'innovation.

La Ville de Chengdu a été choisie par le gouvernement chinois pour accueillir le premier Congrès International sur l'innovation et l'entrepreneuriat.

Une pré-configuration de ce congrès ayant eu lieu en novembre l'an dernier lors du Congrès EUPIC auquel la Métropole a participé.

A cette occasion la Métropole a reçu une invitation pour participer au congrès sur l'innovation et l'entrepreneuriat à la demande de la Ville de Chengdu.

Dans le cadre de nos accords bilatéraux, Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'effectuer une mission d'affaires en Chine, à Chengdu du 22 au 27 juin 2016. Cette mission sera un excellent vecteur de promotion de l'attractivité du territoire métropolitain en Chine.

Plusieurs événements sont proposés auxquels la Métropole participera pendant le Congrès :

- Le forum sur l'innovation des Maires des villes jumelles de Chengdu (Palerme sera représentée et présence du Maire de Chengdu),
- Le forum général sur l'innovation,
- Le forum Europe / Chine sur l'innovation (devant aboutir à la mise en place d'un groupe de villes innovantes chinoises et européennes),
- La tenue d'un stand de présentation de la Métropole (BIC, French Tech...).

En marge de ce congrès des rendez-vous sont pris avec :

- Les Relations Internationales de la Ville de Chengdu afin de préparer la mission d'octobre,
- L'association des tour-opérateurs de Chengdu.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 10 800 € TTC. Ce coût comprend les frais de transports internationaux et nationaux, l'hébergement et les repas, les frais de conception et de réalisation du stand.

Cette mission, sera composée au maximum de deux élu (s) (es) et d'un(e) technicien(ne).

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

Compte tenu de l'importance de l'événement, plus de 600 participants sont attendus, EUPIC a mis en place des réservations de chambres d'hôtel et de vols intérieurs à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement et des vols intérieurs de la mission pourront être facturés directement par EUPIC à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission « Congrès Innovation » à Chengdu du 22 au 27 juin 2016,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 10 800 €,
- approuver la participation à la mission au maximum de deux élu(s)(es) et d'un(e) technicien(ne),
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125810-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE - MARCHÉ N°3004RI12 DE TRAVAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a choisi, au travers de son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique de mener une politique volontariste d'investissement, permettant d'avoir un effet levier sur l'aménagement numérique et l'attractivité économique de son territoire.

Le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique est un document de planification territoriale, en conformité avec la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique. Il constitue un nouvel outil pour le déploiement d'une infrastructure Très Haut Débit sur les 31 communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et a été voté à l'unanimité le 29 novembre 2012.

La priorité d'investissement est focalisée sur l'apport du Très Haut Débit sur les parcs d'activités et entreprises du territoire et aux sites publics de Montpellier Méditerranée Métropole permettant un accès aux services très haut débit à des prix raisonnables.

Le fibrage des zones d'activités et le raccordement aux réseaux d'opérateurs représentent trois enjeux majeurs :

- la maîtrise patrimoniale (fourreaux en attente et pré-équipements actifs très haut débit mis en œuvre) et des biens publics ;
- la démocratisation de l'accès au Très Haut Débit pour les entreprises ;
- l'accélération et la pérennité de l'arrivée du Très Haut Débit sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (indépendamment des préoccupations de rentabilité des opérateurs privés au regard des zones denses, moyennement denses, peu denses...).

Un marché n°3004RI12 de travaux n°3004RI12 pour la mise en œuvre du réseau Très Haut Débit de Montpellier Méditerranée Métropole a été conclu avec la société SOGETREL, parc de la Méditerranée, 34470 PEROLS.

Le projet d'avenant n°1 à intervenir entre le titulaire de ce marché et Montpellier Méditerranée Métropole concerne l'intégration dans le marché d'une nouvelles prestation de type IBLO (Infrastructure de la Boucle Locale Optique). Celle-ci permet à la société SOGETREL, agissant en tant qu'opérateur de réseau, d'accéder aux installations de génie civil souterraines et aériennes constitutives de la boucle locale filaire d'ORANGE.

La Métropole va rapidement demander le statut d'opérateur afin de pouvoir se substituer à l'entreprise au terme du présent marché et de pouvoir prétendre à l'offre IBLO qui comprend :

- l'occupation des fourreaux par des câbles optiques,
- l'hébergement des équipements passifs dans les chambres de tirage,
- un processus de désaturation des fourreaux et des chambres,
- un processus de désaturation des supports aériens.

Cette offre IBLO, basée sur la réutilisation d'infrastructures existantes, présente les avantages suivants liés principalement à la diminution importante des travaux de génie civil et donc des coûts et des nuisances associés :

- respect de l'intégrité de la voirie,
- limitation du risque d'accidents liés à l'ouverture de tranchées,
- économie financière,
- limitation de la gêne à la circulation.

Etant donné les coûts engendrés par les travaux de génie civil pour créer une infrastructure nécessaire à l'établissement d'un réseau de fibre optique, cette offre est génératrice d'économie.

L'application de l'avenant permettra soit de faire diminuer le montant des travaux, soit de réaliser plus de liaisons à périmètre financier équivalent.

Ces prestations faisant l'objet de nouveaux prix unitaires au titre de l'avenant n°1 seront limitées à 320 000 € HT soit 384 000 € TTC par an sur la durée restante du contrat, soit jusqu'au 5 mars 2017 et représentent une modification non substantielle du marché sans minimum ni maximum conclu avec la société SOGETREL et estimé à 6, 5 millions d'euros sur 4 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 au marché n°3004RI12 de travaux pour la mise en œuvre du réseau Très Haut Débit de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société SOGETREL;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124626-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ
- CONVENTION DE FINANCEMENT PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR
VILLE DE DEMAIN PHASE 2 - AVENANT N°1 À LA CONVENTION LOCALE TRANCHE
1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le label national Ecocité pour son projet urbain « De Montpellier à la mer », sur les communes de Castelnau-le-Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, parmi 19 lauréats sélectionnés et aujourd'hui 35 au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer.

Ce projet d'urbanisme est ainsi reconnu comme une opération emblématique du nouvel urbanisme durable, novateur et duplicable. Il bénéficie des investissements d'avenir liés au grand emprunt national au titre du fonds Ville de Demain.

Ce site stratégique réunit plusieurs quartiers, lieux d'innovation privilégiés pour inventer la Ville demain dans des domaines aussi essentiels et différenciés que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales, la mixité des fonctions et les relations intergénérationnelles

Dans la perspective d'une ville autorégulée intégrant les innovations technologiques et d'usages des vies urbaines contemporaines, la Métropole impulse des projets d'expérimentation de solutions durables aussi bien dans le domaine de la gestion de l'eau et la culture du risque que dans celui de l'énergie par un système d'échange d'information numérique, ou celui des déplacements avec les acteurs économiques fédérant un écosystème d'industriels, de chercheurs et des pôles de compétitivité.

Le Fonds « *Ville de demain* » : « *EcoCité* »

L'aménagement des villes est un des chantiers prioritaires du programme d'investissements d'avenir. Il s'appuie sur la démonstration de nouvelles technologies pour créer des vitrines technologiques valorisant ces produits à l'export.

Ce programme a pour objet de soutenir l'investissement dans les villes afin de faire émerger un nouveau modèle urbain. Il vise à favoriser l'évolution des usages et des pratiques en ville et se développe autour de 4 axes de financement : « réseaux, connexions, énergie », « mobilité durable », « bâti démonstrateur », « espace public et environnement ».

Il s'adresse aux villes et groupements s'inscrivant dans la démarche Ecocité du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer dont Montpellier Méditerranée Métropole fait partie.

S'inscrivant dans un processus très sélectif, les actions financées par le fonds « *Ville de demain* » les opérations éligibles doivent répondre à un haut niveau de performance environnementale et d'innovation et avoir un fort caractère démonstrateur. Ce programme vise à compléter les outils de la politique publique en faveur du logement, de la rénovation urbaine des quartiers sensibles et du développement urbain durable.

Les actions de l'EcoCité de Montpellier à la Mer PHASE 1 (2011-2015)

Le programme d'action EcoCité engagé sur la période 2011-2015, fait suite au dialogue itératif initié en mars 2010 entre l'Etat et la Métropole. Un programme d'actions candidates aux investissements d'avenir – Plan « *Ville de demain* » a été présenté dans le dossier « *EcoCité De Montpellier à la Mer* » remis le 15 mars 2011 aux instances nationales. Ce programme d'action a été élaboré conjointement

entre la Métropole, les communes de Castelnau-le-Lez, Montpellier, Lattes et Pérols en dialogue étroit avec l'équipe nationale *EcoCité*. Il porte sur deux types d'interventions :

- ✓ **Les actions transversales servent la stratégie globale du territoire de la Métropole.**
- ✓ **Les actions territoriales déclinent cette stratégie à l'échelle d'îlots démonstrateurs.**

Actions sélectionnées en subventions :

Au regard des actions présentées par la Métropole, l'Etat a accordé, **au titre du Fonds Ville de Demain 14 175 000 € de subventions**, par décision du 1^{er} Ministre :

- le 9 mars 2011 pour le **projet de 4ème ligne de tramway : une subvention de 5 660 000 €** ;
- les 3 octobre 2011 et 5 septembre 2012 : pour le **projet de « Montpellier à la Mer » une subvention de 8 515 000 € pour la période 2011-2014** (pour un montant total d'investissement de 42.046.900 €) :

Afin de mettre en œuvre les actions sélectionnées et de mobiliser les fonds obtenus, les partenaires composés de la Caisse des Dépôts et Consignations, de l'Etat, de la Métropole ont signé le 28 février 2012 deux conventions l'une pour le Projet Ligne 4 de tramway, l'autre pour le projet de Montpellier à la Mer ayant pour objet de préciser la stratégie globale du projet EcoCité et d'autre part de préciser les modalités d'interventions des fonds relatives aux actions sélectionnées en permettant aux différents maître d'ouvrages concernés (notamment la Ville de Montpellier, la SERM, la SAAM et la SA Transdev) de bénéficier des subventions d'ingénierie et d'investissement.

Sur la base de cette contractualisation les actions ont été engagées dans les 4 années. A ce jour, plus de la moitié des actions ont été livrées, les autres sont en cours d'achèvement. L'Ecocité de Montpellier fait partie des territoires les plus avancés dans la mise en œuvre de son programme.

Afin d'actualiser la convention locale de la tranche 1 un avenant n°1 est proposé à l'assemblée.

En outre, de nouveaux programmes d'actions ont été retenus ces derniers mois au titre de l'EcoCité :

Rénovation thermique des copropriétés – PHASE 1

A la suite de l'appel à projet initié en Mars 2014 par le PIA, le comité de Pilotage Ecocité du 1er avril 2015 a rendu un avis favorable au dossier de candidature déposé par la Métropole en décembre 2014 dans le cadre de l'appel à projet « rénovation thermique des bâtiments » en accordant une subvention de travaux, sur les fonds d'Investissement d'Avenir, de 35%, soit jusqu'à 10 500 € par logement, permettant de rénover près de 600 logements sur 5 copropriétés et 1 résidence SNI au niveau Bâtiment Basse Consommation Rénovation (BBC Rénov.). **La décision du Premier Ministre du 27 juillet 2015 représente 17,8 M€ d'études et de travaux, et 6 M€ de subventions exceptionnelles Ecocité PIA VDD.** Seules 3 candidatures ont été déposées auprès d'Ecocité sur toute la France : Montpellier, Rennes et Nantes.

Ce programme fera l'objet d'une signature de la convention locale concomitamment à la phase 2.

Les actions de l'EcoCité de Montpellier à la Mer PHASE 2 (2015-2017)

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu au 2ème appel à Projet Phase 2 du Fonds Ville de Demain pour la période 2015 -2017.

Le dossier de candidature remis le 25 septembre met l'accent sur la capitalisation des retours d'expérience des actions mises en œuvre au titre de la première tranche. Une attention particulière

est ainsi portée à l'intégration des bonnes pratiques, méthodologies, services et procédés innovants déjà développés.

Comme pour la Phase 1, les actions présentées par Montpellier Méditerranée Métropole pour la phase 2 se répartissent en actions transversales qui servent la stratégie globale de la Métropole et, en actions territoriales qui illustrent cette stratégie appliquée sur des sites démonstrateurs.

Par une décision du 21 décembre 2015, le Commissariat Général aux Investissements a sélectionné 13 actions avec un montant total de subvention de 7 553 000 € pour un coût opération de 23 931 481 €HT d'assiette éligible.

Les actions sélectionnées concernent principalement la Cité intelligente, l'énergie, la gestion de la mobilité et l'autonomie des personnes âgées.

Il est proposé d'autoriser la signature de la convention locale Ecocité Phase 2 pour la mise en œuvre de ce programme d'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la décision du Premier Ministre en date du 22 décembre 2015 ;
- approuver le programme des projets ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention Ecocité Phase 2 ainsi que l'avenant n° 1 à la convention phase 1 et tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1126230-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE
DE LA MÉTROPOLE RELATIF AUX COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ,
GRABELS, MONTPELLIER, SAINT-BRÈS, SAINT JEAN DE VÉDAS, SUSSARGUES ET
VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - MODIFICATION - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, publiée au Journal Officiel le 5 juin 2016, a modifié le régime des Zones d'Aménagement Différé (ZAD) sur tout le territoire national. Ainsi les ZAD créées avant l'entrée en vigueur de la présente loi prennent fin 6 ans après cette entrée en vigueur.

En conséquence, les ZAD suivantes « SABLAS-SABLIASSOU et MAS DE CAYLUS à Castelnau-Le-Lez, GIMEL à Grabels, PONT TRINQUAT MEJANELLE, LES BOUISSSES, AVENUE DE LA MER, VALLEE DU RIEUCOULON, PROFESSEUR BLAYAC, et VINCENT AURIOL à Montpellier, CANTAUSSEL à Saint-Brès, ROQUEFRAISSE à Saint-Jean-de-Védas, LE BOIS à Sussargues et ESTAGNOL à Villeneuve-lès-Maguelone deviennent caduques le 5 juin 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place des communes, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment l'élaboration des plans locaux d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu.

L'un des instruments juridiques permettant la mise en œuvre de la politique urbaine définie par le Plan Local d'Urbanisme est le droit de préemption urbain régi par les articles L 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Le recours à ce droit permet à la collectivité bénéficiaire, lors de la mise en vente d'un bien, d'acquérir la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation d'actions et d'opérations d'aménagement ou de constituer les réserves foncières préalables à cette réalisation.

Conformément aux dispositions des articles L 210-1 et 300-1 du Code de l'urbanisme, l'exercice du droit de préemption urbain doit répondre aux objectifs suivants :

- mettre en œuvre un projet urbain ;
- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur ;
- lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- de permettre le renouvellement urbain ;
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou les espaces naturels.

Aussi, la caducité des ZAD intervenant le 5 juin 2016, rend nécessaire l'instauration du Droit de Préemption Urbain sur les zones U et AU des PLU sur le territoire des communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Montpellier, Saint-Brès, Saint-Jean de Védas, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone correspondant aux périmètres des ZAD devenues caduques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les zones U et AU des PLU sur le territoire des communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Montpellier, Saint-Brès, Saint-Jean de Védas, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, tels que figurés sur les plans annexés ;
- modifier en conséquence le droit de préemption urbain initialement instauré par les communes avant la création de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125668B-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, SCHNEIDER ELECTRIC ET LA SAAM - OPÉRATION SITUÉE LOTISSEMENT FONT DE LA BANQUIÈRE, AVENUE DE FIGUIÈRES À LATTES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement de ses activités, la société SCHNEIDER ELECTRIC souhaite réaliser un réaménagement et une extension de son parking et créer un nouvel accès aux bâtiments de son site localisé sur la commune de Lattes, lotissement Font de la Banquière, avenue de Figuière sur les parcelles cadastrées CB14, CB77 et CB 78.

Ce projet est situé sur le secteur de la Mogère, à proximité de la future gare TGV Montpellier Sud de France, dans le périmètre du site stratégique dénommé « Méjanelle – Pont Trinquat » au Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier approuvé en 2006. Une opération d'ensemble pour l'aménagement de ce secteur a été approuvée par délibération du conseil communautaire du 24/09/2013, sa réalisation en a été confiée dans le cadre d'une concession d'aménagement à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), Société Publique Locale d'Aménagement.

Le projet de la société SCHNEIDER ELECTRIC s'inscrit notamment dans le cadre :

- de la réalisation du nouveau tracé de la route de Vauguières rétablie au titre de la réalisation des projets d'infrastructure (déplacement de l'autoroute A9 et Contournement Nîmes Montpellier),
- de la réalisation, par la SAAM, en sa qualité d'aménageur, d'une voie de desserte routière et de renforcement de réseaux divers, équipements publics préalables à la réalisation d'un projet de construction d'un immeuble de bureau à proximité (groupe Septeo) et aux futurs usages de la société SCHNEIDER ELECTRIC en lien avec son projet de réaménagement de parking et des accès à son site.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société SCHNEIDER ELECTRIC, les articles L332-11-3 et suivants et R332-25-1 et suivants du code de l'urbanisme permettent la conclusion d'un contrat de projet urbain partenarial (PUP), dont le projet de convention est joint en annexe entre Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de PLU, le constructeur et la SAAM en sa qualité d'aménageur.,

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par la société SCHNEIDER ELECTRIC d'une partie des aménagements assurant la desserte de l'opération. Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Le coût de leur mise en œuvre a été chiffré à la somme de 500 000 € HT (coût global de l'opération).

La convention de projet urbain partenarial propose de mettre à la charge de la société SCHNEIDER ELECTRIC 10% du coût des aménagements prévus correspondant à la fraction du coût des équipements publics nécessaires aux futurs usagers du projet. Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la société SCHNEIDER ELECTRIC s'élève ainsi à 50 000 €.

Compte tenu du fait que ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SAAM au titre de la concession d'aménagement sus-visée, cette participation sera versée directement par le constructeur à la SAAM.

La convention de projet urbain partenarial sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société SCHNEIDER ELECTRIC et la SAAM. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat, et notamment le principe de répartition financière et les modalités de versement.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par la société SCHNEIDER ELECTRIC. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part intercommunale) pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole, Schneider Electric et la SAAM en sa qualité d'aménageur et notamment le montant de la participation de Schneider Electric, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de la dite convention pour une durée de cinq ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125060-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE LATTES - CONVENTION AVEC LA SASU ELLIPSE - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La Société SASU ELLIPSE est propriétaire sur le territoire de la Commune de Lattes avenue de Maguelone, de la parcelle cadastrée AX 0029 pour une superficie de 2 176 m² sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction. L'opération consiste en la création de 26 logements avec une surface de plancher de 1 523 m². 8 logements sont destinés à du logement locatif social.

Cette opération est enregistrée sous le permis de construire n°034 129 15M 0064 déposé en Mairie en date du 23 novembre 2015.

Il apparaît que l'opération, objet du permis de construire, rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent d'une part en la réalisation d'aménagement de voirie et réseaux et d'autre part en la réalisation des équipements collectifs.

- Voiries et réseaux :

- réalisation d'un plateau surélevé avenue de Maguelone,
- renforcement du réseau ERDF.

- Equipements Collectifs de superstructure :

- participation à la création d'une nouvelle crèche communale,
- participation à la création de nouvelles salles d'activités.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP :

- Voiries et réseaux :

- 12 000 € estimés par ERDF pour le renforcement du réseau électrique ;
 - 48 000 € pour la réalisation d'un plateau surélevé,
- Total : 60 000 €.

- Equipements Collectifs de superstructures :

La population amenée par l'opération projetée est évaluée à 57 habitants dont environ 8 enfants. L'apport de population représente 0.36% de la population de Lattes (16 000 habitants). Aussi il est mis à la charge de la société :

- 2 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant des travaux est évalué à 3 200 000 € pour 76 places soit environ 42 000 € la place : soit 84 000 €,
 - 0.36 % de la création des nouvelles salles d'activités acquises au montant de 1 680 000 € soit 6 048 €,
- Total : 90 048 €.

En conséquence, la participation financière totale mise à la charge de la Société pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de 150 048 €.

À travers la convention de PUP, la SASU ELLIPSE, s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 150 048 €.

Les Equipements Collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, soit 2 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont la participation est évaluée à 84 000 €, ainsi que la part de financement affectée à création des nouvelles salles pour 6 048 € représentent un total de 90 048 €

Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP avec la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Lattes, la somme de 90 048 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial (PUP) telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre la société SASU ELLIPSE et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de la participation de la société SASU ELLIPSE, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part intercommunale au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du PUP établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125572-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – ORGANISMES EXTÉRIEURS - AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE - ADHÉSION 2016

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

La Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la Ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME. Elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie et en a approuvé ses statuts par délibération n°7913 du 2 octobre 2007.

L'Agence Locale pour l'Energie (ALE) a pour mission de mettre en place un réseau d'échanges entre tous les partenaires intervenant dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables en positionnant ses actions de manière complémentaire aux opérations de sensibilisation déjà menées,

- auprès du grand public : sensibilisation par des expositions itinérantes, devenir un « Espace Info Energie »,
- auprès des collectivités locales et de leurs groupements : rôle de conseil et d'accompagnement dans la maîtrise des consommations d'énergie.

L'Agence Locale de l'Energie est, par ailleurs, devenue un partenaire privilégié dans l'élaboration du Plan Climat Energie Territorial adopté en février 2014 et assiste Montpellier Méditerranée Métropole dans sa mise en œuvre, en particulier pour l'action « Rénovation thermique des copropriétés ».

Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole, la cotisation d'adhésion pour l'année 2016 s'élevant à 1 735 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Approuver l'adhésion de Métropole à l'Agence Locale de l'Énergie ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget métropolitain au chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125249-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – AVENANT N°3 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET ERDF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

EDF et la Ville de MONTPELLIER ont signé, le 27/06/2006 une convention de concession et un cahier des charges pour la distribution publique d'énergie électrique sur le territoire de la commune de MONTPELLIER.

Cette convention de concession est accompagnée d'une convention de partenariat qui apporte un soutien financier à des opérations intéressant la Ville. Cette convention de partenariat a fait l'objet de deux avenants.

L'avenant n°1, approuvé par le Conseil Municipal de Montpellier le 27 juillet 2009, prolongeant l'engagement financier de la convention de partenariat jusqu'en 2012 afin d'accompagner la réalisation de la ligne 3 du tramway ; ERDF assurant la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux basse tension aériens.

L'avenant n°2, approuvé par le Conseil Municipal de Montpellier le 8 novembre 2010, définissant les modalités du partenariat pour la période 2011-2015.

En vertu de l'article 23 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire ont été repris par ErDF.

La Métropole, au titre de sa compétence concession de la distribution d'électricité et de gaz , reprend les droits et obligations historique de la Ville de Montpellier, sur son territoire.

Dans le cadre de son développement et au regard des projets environnementaux et sociaux de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de renforcer son partenariat avec ErDF.

De son côté, ErDF, entreprise citoyenne, concessionnaire du service public de la distribution d'énergie électrique, souhaite s'engager plus avant auprès de la Métropole au service des clients et de l'intérêt collectif.

La ville et ErDF ont signé, le 27 juin 2006, une convention de partenariat couvrant les années 2006 à 2020 et ciblant les thématiques suivantes :

- l'amélioration esthétique des réseaux et des postes de transformation,
- le renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles,
- la politique de la ville et solidarité.

Conformément à cette convention de partenariat, le présent avenant n°3 a pour objet de définir, dans cette continuité, ses modalités de mise en œuvre pour les années 2016 et 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'avenant à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ErDF ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°3 à la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125593-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – MAINTENANCE GÉNIE CLIMATIQUE
- AVENANT N°3 À LA CONVENTION DE MUTUALISATION AVEC LA VILLE DE
MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1^{er} janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°9904 du 15 décembre 2010, la Ville et la Métropole ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

Par délibération, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016.

Compte-tenu, d'une part, que le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses trente et une communes, a été adopté par délibération n°13448 avec un processus de concertation en cours pour la mise en œuvre de celui-ci et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2016-2017, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an renouvelable une fois, à compter du 1^{er} juillet 2016.

Il convient par ailleurs de mettre à jour la liste des bâtiments, objet de la convention, afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements. Ainsi le siège de la Métropole s'est étendu avec l'acquisition de 2 étages supplémentaires dans le bâtiment Coupole Sud. A noter que les piscines Alex Jany à Jacou et Alfred Nakache à Montpellier sont entretenues par l'atelier chauffage depuis le mois de décembre 2015. Le coût de maintenance est à présent intégré de façon annuelle. Par ailleurs, le site du planétarium ne sera plus entretenu par la Ville de Montpellier à compter de mi-décembre 2016. Les modifications apportées à la liste des bâtiments, entraîne une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement du service Energie par Montpellier Méditerranée Métropole, le montant annuel est porté de 212 394 € à 246 470 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°3 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et la Métropole ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125381-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

FINANCES – FINANCEMENT DU RÉSEAU MONTPELLIÉRAIN CHALEUR FROID (RMCF) - TRANSFERT DES GARANTIES D'EMPRUNTS ACCORDÉES À LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, la compétence énergie est transférée.

Dès lors, il est proposé à l'Assemblée d'approuver le transfert à la Métropole des garanties d'emprunts, accordées par la commune de Montpellier à la SERM, au titre du financement du Réseau Montpelliérain Chaleur Froid (RMCF). Le capital restant dû est de 24 347 772,73 € au 31/12/2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le transfert à la Métropole, des garanties d'emprunts accordées par la commune de Montpellier à la SERM au titre du financement du Réseau Montpelliérain Chaleur Froid (RMCF) pour un capital restant dû au 31/12/2015 de 24 347 772,73 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125983-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITÉ SOCIALE - COMMUNE DE VENDARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La loi du 18 janvier 2013, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement, a renforcé les dispositions fixées par l'article 55 de la loi SRU en fixant à 25 % le taux de logements locatifs sociaux à atteindre d'ici 2025. Dans ce cadre, l'instruction du Gouvernement en date du 30 juin 2015 a rappelé l'intérêt du Contrat de Mixité Sociale (CMS) introduit par la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006, en particulier pour les cinq communes de la Métropole ayant fait l'objet d'un constat de carence au titre de la période triennale 2011-2013.

Le Contrat de Mixité Sociale est l'aboutissement d'une démarche partenariale entre la Commune, l'Etat et la Métropole. Il constitue un cadre de référence dont l'objectif est de définir les modalités de réalisation des objectifs de construction de logements locatifs sociaux pour permettre à la Commune d'atteindre progressivement le taux de 25 % en 2025.

Le CMS s'attache à anticiper et à lever les obstacles à la réalisation des projets. Il définit de manière précise les engagements de la Commune, de l'Etat et de la Métropole en identifiant l'ensemble des opérations de développement de logements locatifs sociaux et en s'assurant du caractère opérationnel des projets. Les engagements pris peuvent ainsi porter sur l'intervention foncière (convention EPF), l'urbanisme réglementaire (servitude de mixité sociale, emplacement réservé), l'urbanisme opérationnel (ZAC, PUP), la programmation et les principes de financement...

Au 1^{er} janvier 2014, la Commune de Vendargues disposait de 214 logements locatifs sociaux soit un taux de 8,26 % du nombre de résidences principales (2 592).

L'objectif qui lui avait été fixé sur la période triennale 2011-2013 était de 43 logements sociaux. La Commune n'ayant pas réalisé son objectif, la carence a été prononcée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2014 entraînant, de droit, le transfert du Droit de Préemption Urbain à l'Etat.

Le projet de Contrat de Mixité Sociale proposé à validation couvre plus particulièrement les périodes triennales 2014-2016 et 2017-2019. Pour chacune d'entre elles, l'objectif de production de la Commune de Vendargues est fixé en référence au Programme Local de l'Habitat 2013-2018 à 90 logements locatifs sociaux.

Les engagements pris dans le Contrat de Mixité Sociale visent à permettre la mise en œuvre effective des opérations de logement locatif social pour l'atteinte de ces objectifs : Pour la période 2014-2016 :

- 2014 : 21 LLS (Permis de construire « AFC Promotion ,
 - 2016 : 60LLS (Permis d'aménager « Domaine Le Petit Paradis » - 1^{ère} tranche),
 - 2016 : 10 LLS (Permis de construire « Allée des Acacias »
- soit un total de 91 LLS (sur 90 requis).

Pour la période 2017-2019 :

- 2017 : 30 LLS (Permis d'aménager « Domaine Le Petit Paradis » - 2^{ème} tranche,
 - 2018 : 30 à 80 LLS (Permis d'aménager « Quai de la Gare »,
 - 2018 : 40 à 60 LLS (Permis d'aménager « zone IIAU2 Meyrargues du PLU » ,
- soit un total de 100 à 170 LLS (sur 90 requis).

A l'horizon 2019, sur la base des opérations prévisionnelles, l'objectif consiste à passer d'un taux de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales de la Commune de 8% à 13 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat de Mixité Sociale entre la Commune de Vendargues, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Contrat de Mixité Sociale susvisé ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124967-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITÉ SOCIALE - COMMUNE DE PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La loi du 18 janvier 2013, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement, a renforcé les dispositions fixées par l'article 55 de la loi SRU en fixant à 25 % le taux de logements locatifs sociaux à atteindre d'ici 2025. Dans ce cadre, l'instruction du Gouvernement en date du 30 juin 2015 a rappelé l'intérêt du Contrat de Mixité Sociale (CMS) introduit par la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006, en particulier pour les cinq communes de la Métropole ayant fait l'objet d'un constat de carence au titre de la période triennale 2011-2013.

Le Contrat de Mixité Sociale est l'aboutissement d'une démarche partenariale entre la Commune, l'Etat et la Métropole. Il constitue un cadre de référence dont l'objectif est de définir les modalités de réalisation des objectifs de construction de logements locatifs sociaux pour permettre à la Commune d'atteindre progressivement le taux de 25 % en 2025.

Le CMS s'attache à anticiper et à lever les obstacles à la réalisation des projets. Il définit de manière précise les engagements de la Commune, de l'Etat et de la Métropole en identifiant l'ensemble des opérations de développement de logements locatifs sociaux et en s'assurant du caractère opérationnel des projets. Les engagements pris peuvent ainsi porter sur l'intervention foncière, l'urbanisme réglementaire, l'urbanisme opérationnel, la programmation et les principes de financement...

Au 1^{er} janvier 2014, la Commune de Pérols disposait de 65 logements locatifs sociaux soit un taux de 1,68 % du nombre de résidences principales (3 874).

L'objectif qui lui avait été fixé sur la période triennale 2011-2013 était de 101 logements sociaux. La Commune n'ayant pas réalisé son objectif la carence a été prononcée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2014 entraînant, de droit, le transfert du Droit de Préemption Urbain à l'Etat.

Le projet de Contrat de Mixité Sociale proposé à validation couvre plus particulièrement les périodes 2014-2016 et 2017-2019. Pour chacune d'entre elles, l'objectif de production de la Commune de Pérols est fixé en référence au Programme Local de l'Habitat 2013-2018 à 180 logements locatifs sociaux.

Les engagements pris dans le Contrat de Mixité Sociale visent à permettre la mise en œuvre effective des opérations de logement locatif social (LLS), permettant l'atteinte de ces objectifs cumulés :

Pour la période 2014-2016 :

- 2015 : 71 LLS ZAC Saint Vincent. Permis de construire « Premalis/Erilia »,
- 2016 : 110 LLS Résidence sociale Jeunes actifs Fenouillet ACM/Habitat jeunes,
- 2016 : 351 LLS Résidence étudiante Fenouillet Carrière,

Pour la période 2017-2019 :

- 2017 : 80 LLS Résidence seniors Bir Hakeim
- 2017 : 11 LLS Rue Bonadona Permis de construire « Néxity »,
- 2017 : 11 LLS EPF Marcel Pagnol Permis de construire « Un toit pour tous »,
- 2017 : 16 LLS Avenue des Levades. Permis de construire « Toit d'azur),
- 2018 : 8 LLS Projet 1222, Avenue Marcel Pagnol

- Soit un total de 658 LLS (sur 360 requis sur les deux périodes).

A l'horizon 2019, sur la base des opérations prévisionnelles, l'objectif consiste à passer d'un taux de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales de la Commune devrait ainsi passer de 1,68 % à 13 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat de Mixité Sociale entre la Commune de Pérols, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Contrat de Mixité Sociale susvisé ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125186-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - "ECOQUARTIER DE CAYLUS", ZAC DU DOMAINE DE CAYLUS LOT M4 À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 40 logements sociaux situés « Ecoquartier de Caylus », ZAC du domaine de Caylus lot M4 à Castelnau-le-Lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 28 logements financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 12 logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz.

La SA d'HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 825 569 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 036 864 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 394 677 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 827 455 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 566 573 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 036 864 €	1 394 677 €	827 455 €	566 573 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			

Modalité de révision	double révisabilité limitée
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 619 176,75 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 4 825 569 € sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 40 logements sociaux situés «Écoquartier de Caylus», ZAC du Domaine de Caylus lot M4 à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1124677-
DE-l-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE GATSBY » - 116 ALLÉE DES FRÈRES GRIMM À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence « Le Gatsby », 116 allée des Frères Grimm à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur M&A, comprend 6 logements financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 2 logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Mary & Nègre Architectes.

La SA d'HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 882 693 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 344 007 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 328 907 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 107 243 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 102 536 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	344 007 €	328 907 €	107 243 €	102 536 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,41%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,41%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
--	---

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 662 019,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 882 693 € sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements sociaux, résidence « Le Gatsby », 116 allée des Frères Grimm à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124665-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « OPALE » - CHEMIN DU PUITS À SUSSARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 6 logements financés en prêt locatif à usage social (PLUS), 3 logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 2 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Conçu par le cabinet d'architecture Patrice GENET, architecte à Montpellier, le programme développe une surface habitable totale de 748,71 m² selon la typologie suivante : 1 T2, 6 T3 et 4 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS / PLAИ en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 460 668 €
- Subvention Etat déléguée : 21 000 €
- Prêt Action Logement : 20 000 €
- Prêt CDC : 1 165 667 €
- Fonds propres : 209 001 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 45 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA D'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Opale », Chemin du Puits à Sussargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13833

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124968-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – EXTENSION-RÉHABILITATION DE 34 LOGEMENTS SOCIAUX - ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) "LE FOYER DU ROMARIN", 246 RUE DU ROMARIN À CLAPIERS - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'ASSOCIATION "MAISON DE RETRAITE - LE FOYER DU ROMARIN" - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Association "Maison de retraite - Le Foyer du Romarin » a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'extension-réhabilitation de 34 logements sociaux de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « Le Foyer du Romarin », situé 246 rue du Romarin à Clapiers.

L'opération de réhabilitation et d'extension de cet établissement créé en 1975, a pour objectifs de pérenniser l'attractivité de la résidence, améliorer le confort et réaménager les espaces communs. La capacité initiale de l'établissement n'est pas modifiée (95 lits). Les 34 lits créés correspondent au transfert de lits de la partie existante dans les locaux neufs. L'espace ainsi libéré permet de créer diverses fonctions de jour (administration, animation, pôle médical). La maîtrise d'œuvre est confiée au cabinet d'architectes Rio-Chrétien à Clapiers.

L'Association "Maison de retraite - Le Foyer du Romarin » demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 25 % les trois emprunts d'un montant total de 4 139 819 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 1 921 900 € ;
- un Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE) d'un montant de 924 139 € ;
- un Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE) d'un montant de 1 293 780 € ;

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PHARE	PHARE
Montant du prêt	1 921 900 €	924 139 €	1 293 780 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +1,11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %		
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,5% maximum		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %		
Modalité de révision	simple révisabilité		
Périodicité des échéances	trimestrielle		

Profil d'amortissement	amortissement déduit (avec échéance déduite)
Durée	25 ans
Durée du différé d'amortissement	de 3 à 24 mois

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 25 ans pour les deux prêts PHARE et le prêt PLS. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Association "Maison de retraite - Le Foyer du Romarin », dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'Association "Maison de retraite - Le Foyer du Romarin » pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 034 954,75 €, représentant 25 % des trois prêts d'un montant total de 4 139 819 €, sollicités par l'Association "Maison de retraite - Le Foyer du Romarin" auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer l'extension et la réhabilitation de 34 logements sociaux de l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) « Le Foyer du Romarin », situé 246 rue du Romarin à Clapiers ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Association "Maison de retraite - Le Foyer du Romarin", et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125085-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 66 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE POUR PERSONNES ÂGÉES « ARAGON » - PLACE JACQUES D'ARAGON À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - DÉLIBÉRATION N°13490 DU 16 DÉCEMBRE 2015 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°13490 du 16 décembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer la réhabilitation de 66 logements sociaux, résidence pour personnes âgées « Aragon », située place d'Aragon à Lattes. Celle-ci est gérée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité.

Le règlement d'intervention du Département de l'Hérault délimitant le champ des bénéficiaires aux organismes à la fois maîtres d'ouvrage et gestionnaires de leurs opérations de logements sociaux, celui-ci ne permet pas pour cette opération l'octroi d'une garantie complémentaire à celle de la Métropole.

Afin de permettre la réalisation de l'opération sans recours à un tiers organisme qui se porterait partiellement garant aux frais du bailleur, le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de porter sa garantie à hauteur de 100 % des deux prêts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Par ailleurs, l'opérateur ayant revu à la hausse le montant des travaux de réhabilitation après appel d'offres des entreprises, il est également proposé de modifier le montant du Prêt à la réhabilitation (PAM) consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations comme suit :

- Montant des prêts (délibération du 16 décembre 2015) :

Désignation	Prêt à la réhabilitation Eco-prêt (PAM)	Prêt à la réhabilitation (PAM)
Montant du prêt	858 000 €	2 067 082 €

- Montant des prêt à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignation	Prêt à la réhabilitation Eco-prêt (PAM)	Prêt à la réhabilitation (PAM)
Montant du prêt	858 000 €	2 332 775 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°13490 du 16 décembre 2015 ;
- porter la somme garantie par Montpellier Méditerranée Métropole à 3 190 775 €, contre 2 193 811,50 € prévus initialement, représentant 100% des deux prêts sollicités par Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 66 logements sociaux, résidence pour personnes âgées « Aragon », située place d'Aragon à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n° 13835

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124959-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « AUBE ROUGE » - AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU-LE-LEZ - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°10892 - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°10892 du 24 mai 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a accordé à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional la garantie des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 30 logements sociaux, résidence « Aube Rouge », 488 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez.

Toutefois, d'importants retards dans la réalisation de l'opération entraînant la révision complète du plan de financement (perte de subventions, réévaluation des montants et des caractéristiques des prêts) par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, nécessitent l'abrogation de cette délibération n°10892.

La présente délibération abroge donc la délibération n°10892 du Conseil du 24 mai 2012. Il y a lieu de re-délibérer.

Pour rappel, Montpellier Méditerranée Métropole mène, au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional souhaite obtenir de Montpellier Méditerranée Métropole la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une VEFA, des 30 logements locatifs sociaux de la résidence « Aube Rouge », à Castelnau-le-Lez.

Cette opération est réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis et comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier A+ Architecture domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 719 100 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 514 259 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 147 739 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 662 053 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 395 049 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 514 259 €	1 147 739 €	662 053 €	395 049 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,40 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,40 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10892 du Conseil du 24 mai 2012 ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 2 789 325 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 719 100 €, sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour financer la réalisation de 30 logements locatifs sociaux, résidence « Aube Rouge », 488 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1112919-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE CHAUFFEURS DU CABINET - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leurs services de chauffeurs au sein de la direction du cabinet du Maire, dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette création de service commun permet de rationaliser les fonctions de chauffeurs des deux collectivités et de simplifier l'organisation matérielle des déplacements.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le service commun de chauffeurs est géré par la Ville de Montpellier et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Ville de Montpellier ou sous celle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Métropole à la Ville de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités (37,5% Métropole / 62,5% Ville).

Le Comité Technique a été saisi le 17 mai 2016 pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

La Commission Administrative Paritaire sera saisie le 27 juin 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de chauffeurs du cabinet,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13848

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125790-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

I - Créations de postes CAP 2016 :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, dans la perspective des promotions internes de l'année 2016, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 17 mai 2016.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 17 mai 2016.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 17 mai 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125649-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNE

M. Philippe SAUREL.

Nombre de postes	Réf. tableau des effectifs	Catégorie (A, B ou C)	Cadre d'emplois
2	2016-484 2016-485	C	Agent de maîtrise
5	2016-486 2016-487 2016-488 2016-489 2016-490	B	Technicien territorial
1	2016-491	B	Rédacteur territorial
1	2016-492	B	Assistant de conservation territorial
1	2016-493	A	Attaché territorial
1	2016-494	A	Ingénieur

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)					Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste						
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2015-037	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Attaché Ou Ingénieur	Chargé d'études PLU	2015-037	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Attaché Ou Ingénieur Ou Rédacteur	Chargé d'études PLU
2016-085	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Animateur Territorial	Conseillère sociale de l'Aire de Bionne	2016-085	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Animateur Territorial Ou Assistant socio-éducatif	Conseillère sociale de l'Aire de Bionne
2016-202	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	Temps complet	Rédacteur	Chargée de gestion administrative et comptable au sein du Pôle territorial de Montpellier	2016-202	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	Temps complet	Rédacteur Ou Adjoint administratif	Chargée de gestion administrative et comptable au sein du Pôle territorial de Montpellier
2016-287	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des déchets	Temps complet	Agent de maîtrise	Adjoint au responsable de l'unité de contrôle des prestations propreté	2016-287	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des déchets	Temps complet	Technicien Ou Agent de maîtrise	Adjoint au responsable de l'unité de contrôle des prestations propreté

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2016-463	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien	Chargé du suivi des équipements de défense extérieure contre l'incendie	2016-463	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien Ou Agent de maîtrise	Chargé du suivi des équipements de défense extérieure contre l'incendie
2007-073	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des déchets	Temps complet	Ingénieur	Chargé des projets structurants de maîtrise d'ouvrage	2007-073	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des déchets	Temps complet	Ingénieur Ou Technicien	Chargé des projets structurants de maîtrise d'ouvrage à la DPVD

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2016-276	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique	Agent de proximité	2016-276	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique Ou Adjoint administratif	Messageur propreté et tri
2016-199	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	Temps complet	Adjoint administratif	Assistante administrative et comptable au sein du Bureau technique	2016-199	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	Temps complet	Adjoint administratif	Assistante administrative et comptable au sein du service Pluvial
2016-281	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique	Agent de proximité	2016-281	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Contrôleur territorialisé des prestations propreté

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE BEAULIEU
- ZAC DU RENARD - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - AVENANT N°1
À LA CONVENTION AVEC LA COMMUNE ET L'AMÉNAGEUR - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°10698 du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a autorisé la signature d'une convention de financement des équipements publics d'assainissement des eaux usées et d'eau brute de la ZAC du Renard sur Beaulieu, conclue avec l'aménageur et la Commune.

En 2015, les travaux de viabilisation de la ZAC du Renard ont débuté. Lors des réunions techniques, il a été constaté que certains travaux d'eaux pluviales structurants de la ZAC cheminaient sur le tracé d'un des réseaux d'eaux usées à créer pour desservir à moyen terme des quartiers mitoyens situés aujourd'hui en zone d'assainissement non collectif.

Compte tenu des emprises réduites disponibles et de la concomitance des interventions, la Métropole a confié, à titre exceptionnel, à l'aménageur de la ZAC, la réalisation d'un tronçon de canalisation d'assainissement des eaux usées.

Le linéaire de travaux d'environ 155 mètres de canalisation diamètre 200 mm en fonte et PVC a permis de sortir des emprises aménagées et ne pas grever l'avenir de la desserte des quartiers mitoyens. Le coût des travaux a été estimé à 72 500 € H.T. y compris les contrôles, essais de réception réglementaires et rémunération du maître d'œuvre de l'opération.

Ce montant est à déduire de la participation aux travaux d'assainissement des eaux usées due par l'aménageur et qui s'élève à 254 795 € H.T. Le montant de la participation doit donc être ramené à 182 295 € H.T.

Par ailleurs, compte tenu de la création de la Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2016, les travaux d'eau brute doivent donc être supprimés de la convention conclue en 2012 et fera l'objet d'une nouvelle convention passée entre la Régie, la Commune et l'aménageur.

Afin d'intégrer l'ensemble de ces évolutions, il est proposé de conclure un avenant n°1 à la convention initiale avec l'aménageur et la Commune de Beaulieu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de financement des équipements publics d'assainissement de la ZAC du Renard sur la commune de Beaulieu ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1122578-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es) :

Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUELEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA ROUTE DE BOIRARGUES SUR LA COMMUNE DE LATTES - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette création a eu pour effet la prise en charge par la Régie de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute détenue.

A la suite de travaux d'urgence réalisés courant 2015 sur une conduite corrodée et fuyarde d'eau potable et la mise en évidence d'une conduite d'assainissement vétuste, il est apparu nécessaire, sur la portion côté Port Ariane de la Route de Boirargues à Lattes de :

- renouveler le réseau eaux usées actuellement en différents matériaux (fonte, PVC, amiantement) sur 670 m,
- renouveler le réseau d'adduction en eau potable en fonte DN400 sur 400m,
- renouveler le réseau d'adduction en eau potable en fonte DN250 sur 200m,
- reprendre l'ensemble des branchements d'adduction en eau potable et d'assainissement des eaux usées existants sur cette portion.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 701 550 € H.T. soit 841 860 € T.T.C. pour la part eau potable à la charge la Régie des eaux,
- 410 550 € H.T. soit 492 660 € T.T.C. pour la part assainissement à la charge de la Métropole.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Il est proposé à l'Assemblée d'autoriser la signature d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage, la Régie déléguant à la Métropole la maîtrise d'ouvrage de l'étude et des travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et la Métropole pour le renouvellement du réseau d'eaux usées et d'eau potable de la Route de Boirargues à Lattes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1122811-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EXTENSION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT POUR LA DESSERTE DE LA RÉSIDENCE ESABORA, SISE IMPASSE DES DAHLIAS SUR LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - OFFRE DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET ART PROMOTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La construction de la Résidence ESABORA sur la commune de Castelnau-le-Lez par le promoteur Art Promotion nécessite une extension du réseau public d'assainissement. Le projet n'a pas fait l'objet d'un programme d'équipements publics. Au cours des études de maîtrise d'œuvre, il s'est avéré qu'une solution gravitaire n'était pas envisageable compte tenu de l'altimétrie du réseau privé d'eaux usées. Un poste de refoulement dédié à l'opération est donc à construire.

Compte-tenu des contraintes foncières, le futur poste de refoulement sera sous domaine public, et la future canalisation de refoulement sise allée des Condamines.

Le coût des travaux s'élève à 64 210€ HT soit 77 052€ TTC.

Dans ces conditions, il a été proposé à Art Promotion de financer une partie des travaux correspondant à la création du poste de refoulement dans le cadre d'une offre de concours.

Il a été convenu que les travaux, réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole et financés par elle, feront l'objet d'un remboursement par Art Promotion, à hauteur de 49 230€ HT soit 59 076€ TTC.

Pour cela, il est proposé l'établissement d'une convention d'offre de concours qui fixe les conditions financières ainsi que les modalités d'exploitation des ouvrages. Elle précise notamment que le montant des travaux sera révisé ou actualisé et que le poste de refoulement sera intégré au patrimoine de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'une offre de concours entre le promoteur ART PROMOTION et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation d'un poste de refoulement desservant la résidence ESABORA sur la commune de Castelnau-le-Lez,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'offre de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125268-DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES / SUSSARGUES - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3420EA13 - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement approuvé par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004 prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les Communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues. C'est le dernier système de collecte et d'épuration des eaux usées prévu par le schéma directeur et restant à construire.

Cette opération permet la suppression des stations d'épuration des communes précitées aujourd'hui arrivées à saturation et ne répondant plus aux exigences réglementaires en termes de qualité de rejet. Les effluents sont regroupés et acheminés via un collecteur intercommunal vers une nouvelle station d'épuration située sur la commune de Saint Geniès des Mourgues et permettant le traitement de l'azote et du phosphore. Ces nouveaux équipements répondront ainsi aux exigences réglementaires et aux besoins générés par les projets d'urbanisation des communes dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale. Ils permettront de satisfaire les objectifs visés en termes de protection de la qualité des milieux récepteurs.

Par délibération n°12353 du 19 juin 2014, le marché de travaux n°3420EA13 de construction de cette nouvelle station d'épuration intercommunale, devenue métropolitaine a été attribué à l'entreprise SAUR domiciliée à Nîmes (30), pour un montant de 2 108 097,00 € H.T.

Par délibération n°13321 du 30 septembre 2015, un premier avenant a permis de faire face à des aléas de chantier liés à des conditions hydrogéologiques particulières et des optimisations et modifications du projet apparues nécessaires. Cet avenant d'un montant de 83 874,33 € H.T (en valeur mois M0 mars 2014) a porté le montant du marché à 2 191 971,33 € H.T, soit une augmentation de 3,98% par rapport au montant initial. Le délai global d'exécution a été prolongé de 2,5 mois pour atteindre 15,5 mois.

Depuis, les conditions hydrogéologiques du site se sont fortement dégradées, puisque l'étendue de la zone impactée par les venues d'eaux et surtout le niveau altimétrique ont évolué. En outre l'événement pluvieux d'août 2015 a inondé une partie des ouvrages.

Il convient donc de modifier plusieurs points du projet.

La filière boue :

Une des modifications majeures porte sur les bassins des lits plantés de roseaux prévus pour gérer les boues produites par les installations. En effet lors de la conclusion de l'avenant n°1, les conditions du site permettaient d'envisager l'imperméabilisation des bassins n°4, 5 et 6 par les argiles du site comme prévu au marché de travaux.

Toutefois les niveaux d'eau ayant augmenté et les zones touchées s'étant étendues, ces ouvrages doivent être totalement étanchés par des géomembranes pour éviter les infiltrations dans le sol, comme pour les lits n° 1, 2 et 3. Les hauteurs d'eau de nappe nécessitent par ailleurs la mise en place d'un cloutage de tous les lits (apports de matériaux pour remonter le fond des lits).

Par ailleurs, la filière eau étant en service depuis le mois d'octobre 2015, il a fallu adapter la gestion des boues produites depuis janvier 2016. Une déshydratation mobile a été mise en place provisoirement et l'évacuation des boues déshydratées traitée par un organisme extérieur agréé.

La gestion des inondations :

La seconde modification majeure concerne l'aménagement des digues des Zones de Rejet Végétalisées pour les protéger des futures inondations par débordement du fossé des Fonts Rouge. Une étude hydraulique a déterminé les conditions de rehaussement des digues et de confortement par une technique de génie végétal.

Ces travaux permettront de pérenniser les ouvrages.

Autres modifications :

- adaptation d'un coffret S20 à la demande d'ERDF,
- prolongement d'une canalisation d'eau brute,
- drainage des venues d'eau de l'ancienne canalisation d'amenée des eaux usées.

Ces sujétions imprévues imposent une modification de la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial, la création de prix supplémentaires et une modification de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Un avenant n°2 au marché de travaux n°3420EA13 est proposé pour cela.

Cet avenant génère une plus-value de 239 127,43 € H.T. (en valeur mois M0 mars 2014) soit 286 952,91 € T.T.C.

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 2 431 098,76 € H.T., soit une augmentation de 15,32% par rapport au montant initial.

Dans le cadre de cet avenant n° 2, il est proposé de prolonger de 5 mois la durée du marché afin de tenir compte des délais de réalisation des travaux supplémentaires. Le délai global d'exécution du marché passe ainsi de 15,5 mois à 20,5 mois.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

La Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à cet avenant dans sa séance du 3 mai 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 au marché n°3420EA13 des travaux de la station d'épuration de Saint Génies des Mourgues / Sussargues ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125250-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es) :

Mme F. JAMET

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SAINT JEAN DE VÉDAS
- ZAC ROQUEFRAISSE - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF À
LA DESSERTE EN EAUX USÉES - CONVENTION TRIPARTITE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Saint Jean de Vedas a demandé à Montpellier Méditerranée Métropole son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du programme de la Z.A.C. de Roquefraise,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de Z.A.C. s'inscrit dans le cadre du développement de la commune de Saint Jean de Vedas dans sa partie Est.

La ZAC porte sur un terrain de 39 hectares encadré par l'avenue du Librilla à l'Ouest, la deuxième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole au Sud et la zone urbanisée du village au Nord.

Il est prévu la réalisation de 1700 logements, environ 8.000 m² de commerces et bureaux et 15 000 m² d'équipements publics.

En termes d'assainissement des eaux usées, ces aménagements devraient représenter environ 5000 équivalents-habitants.

Par délibération n°10912 en date du 24 mai 2012, la Métropole a approuvé le Programme des Equipements Publics de cette ZAC ainsi qu'un projet de convention arrêtant les modalités de réalisation et de financement des travaux de renforcement des réseaux d'assainissement extérieurs à l'opération.

A la demande de la commune et de l'aménageur, et afin de tenir compte des réalités de construction et de planification, il est proposé de revoir les termes de la convention initiale.

La collecte interne des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau gravitaire séparatif. Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Les réseaux d'assainissement des eaux usées seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Métropole et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement

Aucune participation spécifique au financement de ces équipements publics n'est demandée à la Métropole ; l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration métropolitaine Maera.

Les ouvrages actuels de collecte et de transfert des effluents sur la commune de Saint Jean de Vedas ne sont pas adaptés pour accueillir la future ZAC.

Les renforcements d'une canalisation gravitaire et de deux postes de relèvement des eaux usées sont nécessaires.

Ce programme de travaux étant rendu nécessaire par l'opération, il convient de demander à l'aménageur une participation pour financer les travaux qui seront réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour desservir correctement la future ZAC, les opérations nécessaires sont les suivantes :

1. Renforcement d'une conduite gravitaire sous l'avenue Librilla ;
2. Renforcement du poste de refoulement de Condamine et sa conduite de refoulement;
3. Renforcement du poste de refoulement du Mas d'Artis ;

1. Renforcement d'une conduite gravitaire sous l'avenue Librilla jusqu'au poste de refoulement de Condamine.:

La canalisation de diamètre 200 mm qui transite actuellement sous l'avenue Librilla et qui collectera les effluents de l'opération est à renforcer pour satisfaire les nouveaux besoins. Il convient de poser une canalisation diamètre 300 mm sur environ 1100 mètres.

Cet ouvrage d'un coût estimatif de 780.000 € HT (y compris 15 % d'aléas et frais de MOE) sera nécessaire aux besoins de la ZAC évalués, au prorata des équivalents-habitants collectés, à hauteur de 70 % soit 546 000 € HT.

2. Renforcement du poste de refoulement de Condamine et sa conduite de refoulement:

Le poste de refoulement de Condamine situé dans la zone commerciale de Condamine, collecte actuellement environ 5400 Eq/Hab. La conduite de refoulement actuelle est en diamètre 160 PVC sur environ 300 mètres.

Les apports de la ZAC vont conduire à doubler la capacité du poste et renforcer la conduite de refoulement en diamètre 200 ou 250 mm.

Ces ouvrages d'un coût estimatif de 325.000 € HT (y compris 25 % d'aléas et frais de MOE) pour le poste et 173 000 € H.T (y compris 15 % d'aléas et frais de MOE) pour la conduite de refoulement, seront nécessaires aux besoins de la ZAC à hauteur de 41 % soit 204 180 € HT.

3. Renforcement du Poste de Refoulement du Mas d'Artis

Le PR du Mas d'Artis doit faire l'objet d'un renforcement compte tenu de sa conception technique et des nouvelles populations à raccorder.

Cet ouvrage d'une capacité de 30.000 Eq/Hab actuelle doit passer à 40.000 Eq/Hab, avec un débit de pointe de temps sec d'environ 700 m3/h.

Les travaux d'un coût estimatif de 2 000 000 € HT (y compris 25 % d'aléas et frais de MOE) sont nécessaires aux besoins de la ZAC à hauteur de 10.5 % soit 210.000 € HT.

Au total, le montant des travaux à réaliser sur les ouvrages primaires de collecte et de transfert des eaux usées, pour desservir la ZAC est estimé à 960.180 € H.T. Ce montant est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux.

Une convention à intervenir entre la Métropole, l'aménageur et la commune précisera les conditions de reversement à la Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières pour les réseaux primaires ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées prévus pour la ZAC de Roquefraisie sur la Commune de Saint Jean de Védas et intégralement financés par l'opération,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Métropole des réseaux réalisés,
- approuver le projet de convention avec la Commune et l'aménageur arrêtant les modalités de réalisation et de financement des travaux de desserte assainissement de la ZAC et mettant à la charge de l'aménageur une participation à hauteur de 960180 € H.T., qui abroge et remplace le projet de convention approuvée par délibération n°10912 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur et la Commune.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1108877-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MÉDIATION DE L'EAU - ADHÉSION - ABONNEMENT ET PRESTATIONS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le décret n°2015-1382 du 30 octobre 2015 relatif à la médiation des litiges de la consommation pris en application du Code de la consommation transposant la directive européenne 2013/11/UE impose à tous les professionnels liés à un consommateur par un contrat écrit:

- de garantir la possibilité d'un recours gratuit à un dispositif de médiation conforme aux exigences fixées par le Code de la consommation en cas de litige lié à un contrat de consommation.
- d'informer de façon systématique les consommateurs de cette possibilité de recours et des modalités de saisine de la médiation (en particulier via un site Internet, le règlement de service ou « tout autre support adapté ») ;
- d'informer également chaque consommateur, au cas par cas, de la même possibilité de médiation lorsqu'un litige n'a pas pu être réglé directement au niveau du service local.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, il appartient donc aux opérateurs publics et privés de services d'eau et d'assainissement de prendre toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire les nouvelles règles en matière de médiation, soit en rejoignant un dispositif sectoriel déjà existant, ou en mettant en place un dispositif interne respectant les obligations du Code de la consommation notamment en matière d'indépendance et de transparence. Tout manquement peut être sanctionné par une amende pouvant aller jusqu'à 15.000 €.

A compter du 1^{er} janvier 2016, la convention d'objectifs précisant les relations entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole fixe les missions de chacune des parties et organise le contrôle de l'activité de la Régie par la Métropole. Elle définit également les enjeux et fixe les objectifs et les performances à atteindre par le service, définit les indicateurs nécessaires à l'évaluation de la qualité du service et de l'atteinte des objectifs et enfin spécifie les modalités d'évolution des tarifs. Dans ce cadre, la gestion de la médiation est confiée à Montpellier Méditerranée Métropole.

Une « Médiation de l'eau » créée, sous une forme associative, à l'initiative la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E), de l'AMF et de l'AdCF pour traiter des litiges entre les seules entreprises délégataires et leurs abonnés existaient depuis 2009. La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), à laquelle adhèrent Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie, va s'impliquer dans sa gouvernance (participation au CA), ouvrant ainsi la voie à un dispositif sectoriel de médiation conforme à la législation et mutualisée à l'échelle du plus grand nombre d'opérateurs publics et privés des services publics d'eau et d'assainissement. Dans ces conditions, la FNCCR préconise d'adhérer à la Médiation de l'eau.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à la Médiation de l'eau, seul organisme agréé dans ce domaine, pour le périmètre en régie afin de se mettre en conformité avec la réglementation. Le périmètre en délégation de service est déjà couvert par l'adhésion des délégataires à la Médiation de l'eau au travers de leur Fédération professionnelle la FP2E.

Le coût de l'adhésion pour le seul secteur en régie se situerait autour de 7 500 € par an sur la base des tarifs fixés comme suit par l'association: 500 € HT d'abonnement + 0,012 € HT par abonné eau ou assainissement au-delà de 25 000 abonnés. Il convient d'ajouter des frais de traitements compris

entre 60 et 384 € TTC par dossier en fonction de la complexité de ces derniers. Ce dispositif étant pour l'instant peu connu des usagers, il est difficile d'en estimer le degré de sollicitation. Une première estimation de 10 dossiers par an peut être envisagée, l'enveloppe totale du dispositif se situerait ainsi à 10 000 par an environ.

Pour formaliser cette adhésion, il est proposé la conclusion d'une convention de partenariat et de prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Métropole à l'association "Médiation de l'eau",
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe 2016 de l'eau potable, au chapitre 011,
- autoriser la signature de la Convention précisant les conditions de recours et les coûts de traitement des dossiers,
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124470-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - ANNIVERSAIRE DES 20 ANS DE LA PISCINE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC « LES RESTOS DU CŒUR » - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les compétitions d'envergure nationale et internationale, dont l'audience auprès du public et l'impact médiatique contribuent à promouvoir son image et sa notoriété.

Forte de son réseau d'équipements structurants qui maille l'ensemble du territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole accueille régulièrement des manifestations sportives d'envergure locale, nationale et internationale. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a contribué à l'organisation du 29 mars au 3 avril 2016 à la piscine Olympique d'Antigone, des derniers Championnats de France de natation 2016.

Inaugurée en 1996, la piscine Olympique d'Antigone est un établissement phare du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole qui est très apprécié par les nageurs et les clubs utilisateurs.

Pour célébrer le vingtième anniversaire de la piscine et réactiver le lien avec les Jeux Olympiques, après le succès sportif et populaire des récents Championnats de France, il est proposé d'organiser, à partir du vendredi 3 juin 2016 à 16h00 jusqu'au samedi 4 juin 2016 à 16h00, une action originale : les 24 heures de natation de la piscine Olympique d'Antigone.

L'objectif de ce défi sportif, médiatique et solidaire, est de mobiliser le plus grand nombre de nageurs pour tenter de parcourir durant ces 24 heures, la distance comprise entre Montpellier et Rio de Janeiro soit 8 817 kilomètres. Avec une moyenne de 3 kilomètres par nageurs, cela représenterait environ 2 880 nageurs, soit 120 nageurs par heure, répartis dans les 10 lignes du bassin de la piscine.

Pour participer à ce défi, un tarif unique d'entrée de 2 € sera proposé aux usagers pendant toute l'opération, ce qui leur donnera accès par ailleurs à de multiples animations conviviales sur le bassin ludique de la piscine.

Toutes les recettes engendrées par les produits d'entrées publiques, hors frais cartes bancaires, les dons et parrainages récoltés seront intégralement reversés aux « Restos du Cœur » de Montpellier.

Il est proposé de conclure une convention avec l'association des « Restos du Cœur » de Montpellier, pour définir les modalités de partenariat et les conditions de reversement total de la recette de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat avec l'association des "Restos du Cœur" de Montpellier, à l'occasion de l'anniversaire de la piscine olympique d'Antigone et plus spécialement des 24 heures de natation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124964-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PISCINE AMPHITRITE - FÊTE DE LA MUSIQUE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION "STAND'ART" ET L'ÉCOLE DE MUSIQUE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Fort de son réseau de piscines composé de treize établissements, Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement à l'animation des publics par l'organisation de projets et d'événements innovants très appréciés.

Dans cet esprit, la Métropole organise chaque année de nombreuses animations sportives (aquagym, aquabiking, sauvetage, jardins aquatiques...) et compétitions autour de la natation.

Pour répondre aux exigences croissantes des publics en matière de spectacle et d'animation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite offrir au public des piscines des événements originaux qui allient le sport et la culture, comme par exemple l'organisation de concerts ou de séances de cinéma dans les piscines. Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir autoriser la mise en œuvre d'un partenariat avec Stand'Art, association exploitante de la salle de musique actuelle « Victoire 2 » et avec la Commune de Saint Jean de Védas afin d'organiser une soirée « Fête de la Musique » à la piscine Amphitrite.

Cette manifestation gratuite, où près de 500 personnes sont attendues le mardi 21 juin de 18h00 à minuit, offrira au public une programmation éclectique reflétant la richesse des talents musicaux du territoire de la Métropole (classique, gospel, rock, électro, pop) interprétés successivement par des élèves de l'école de musique de Saint Jean de Védas, le Gospel Soul Mass Choir et des groupes proposés par la salle « Victoire 2 ».

A ce titre, il est nécessaire de formaliser ce partenariat par la conclusion d'une convention avec l'association Stand'Art pour la partie matériel musical et régie de son, et une convention avec la Ville de Saint Jean de Védas pour la mise à disposition d'équipements scéniques permettant d'accueillir les concerts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion la convention de partenariat avec l'association "Stand'Art",
- approuver la conclusion la convention de partenariat avec la Ville de Saint Jean de Védas,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les convention susmentionnées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124951-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es) :

Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - FONDS SPÉCIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole de Montpellier est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention complémentaire au Montpellier Métropole Hockey Club (MMHC).

Le MMHC, club phare de la Métropole, a terminé champion de France de 3^{ème} Division à l'issue du carré final qui s'est déroulé du 1^{er} au 3 avril dernier à la patinoire Végapolis de Montpellier. Cette première place leur permet d'accéder à la 2^{ème} division dès la saison prochaine.

Compte tenu des bons résultats sportifs de ce club cette saison qui entre dans le top 30 des meilleurs clubs français de Hockey sur glace, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter un soutien financier exceptionnel complémentaire d'un montant de 2 200 €.

2/ Organisation du 17^{ème} tournoi Cédric Calas par le Baillargues Saint-Brès Valergues (BSBV).

Les 15 et 16 mai prochains, le BSBV organisera son 17^{ème} tournoi Cédric Calas au complexe Roger Bambuck à Baillargues. Ce tournoi de football, qui se déroule sur un terrain synthétique dernière génération et un terrain pelousé, réunit chaque année plus de 50 équipes venues de la France entière soit plus de 700 joueurs et génère plus de 2000 personnes par jour sur site.

A cette occasion, Montpellier Méditerranée Métropole propose d'apporter son soutien financier à hauteur de 1500 € au BSBV.

3/ Soutien financier à l'association « Les amis du Foot et du Golf » (AFG)

L'association « les amis du foot et golf » (AFG) est née d'une volonté d'échanger entre professionnels et amateurs du golf et du football, autour de rencontres festives et sportives.

Afin d'aider l'association « Les amis du foot et du golf » dans l'organisation de la compétition «Cup 2016 » qui réunira d'anciens sportifs de haut niveau de Montpellier et plusieurs invités de renom Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien financier à cette association à hauteur de 1000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

Délibération n° 13865

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125247-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAËZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MANIFESTATION SPORTIVE - TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FÉMININ - AFFECTATION DE SUBVENTION - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur incontournable en matière de soutien aux manifestations sportives dont l'audience et les retombées médiatiques présentent un intérêt national ou international ou participent à la promotion et à la cohésion de son territoire.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est un partenaire fort du développement du Tennis sur son territoire et contribue activement à la mise en place chaque année du troisième plus grand événement tennistique de France après Roland Garros et le Masters 1000 de Paris, l'Open Sud de France, open de tennis de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole, classée parmi les métropoles les plus sportives de France au niveau des sports féminins, est aussi le partenaire principal de l'Open Montpellier Méditerranée Métropole – Hérault, Tournoi International de Tennis Féminin organisé depuis maintenant plus de 10 ans par le Comité Départemental de Tennis de l'Hérault sur le territoire métropolitain.

A travers son soutien à l'organisation de cette 11^{ème} édition, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire découvrir aux habitants de la Métropole, joueurs ou non pratiquants, les championnes de tennis de demain.

En effet, ce tournoi fait partie du circuit ITF qui réunit toutes les épreuves officielles du tennis professionnel mondial et qui permet à de nombreuses joueuses françaises et étrangères, qui évoluent aujourd'hui dans les 100 premières mondiales, de s'affronter et d'améliorer leur classement professionnel.

Cette année le tournoi se déroule du 11 au 19 juin 2016 sur les courts de l'ASH tennis de Grabels.

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil l'attribution d'une subvention pour le Comité départemental de Tennis de l'Hérault d'un montant de 50 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de cette subvention, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125399-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TARIFICATION - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE POUR LES NAVETTES DES PLAGES - SAISON 2016 ET BILAN 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral montpelliérain.

Les plages sont à quelques kilomètres du terminus de la ligne 3 Pérols Etang de l'Or. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis les plages vers le terminus du tramway (pour rappel en 2015 : plage des Roquilles à Palavas et Grand Travers Route de Carnon).

Pour la saison 2016, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes du 18 juin jusqu'au 28 août inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Transport proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif mis en place pour 2015 et qu'il est proposé de reconduire en 2016 est le suivant :

- les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport (HT) pourront emprunter les navettes,
- les voyageurs provenant de la ligne 3 et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût,
- enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport et accès au réseau TaM sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe son tarif à 1,50 € (montant identique à 2015).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le syndicat mixte Hérault Transport et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée contractuellement à 0,9422 H.T. € par la convention (soit 1.0364 € TTC), en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Ainsi, le bilan de fréquentation de juin à septembre 2015 s'établit de la manière suivante :

- Nombre de validations titres TaM : 166 911 ;
 - Nombre de validations titres HT (pour information) : 22 943.
- Dont nombre de validations « titre spécifique » vendu à bord : 18 971.

En conséquence, le montant de la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport au titre de 2015 s'élève à 153 325,02 € TTC ((166 911 – 18 971) x 1,0364)).

A l'issue de la saison estivale 2016, un bilan sera établi pour la poursuite du dispositif en 2017 dans le cadre d'une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de compensation tarifaire pour le fonctionnement des navettes de plages de la saison 2016 et valider le bilan 2015 de la fréquentation de ces navettes;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses de la saison 2016 sont inscrits au chapitre 65 du budget annexe des transports de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125075-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. RÉVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA TARIFICATION INTERMODALE AVEC LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Avec les mises en services des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du nord, du sud-ouest et du nord est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échange Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre Dame de Sablassou. Depuis avril 2012, avec les lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'ouest, de l'est et du sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échange Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière à Montpellier.

Les connections systématiques des lignes départementales sur le réseau tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009. En 2016, le SMTCH prévoyait le développement de ses outils de billettique afin de baser cette compensation non plus forfaitairement mais au réel. Ce projet ayant pris du retard, la convention en vigueur qui arrive à échéance le 30 juin 2016 doit être prolongée jusqu'à la mise en place de ce dispositif au réel.

Le projet de convention proposé définit les titres et leur condition d'utilisation, pour une nouvelle période couvrant le deuxième semestre 2016 et l'année 2017, et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée d'une part sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs départementaux et comptabilisés sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention précise donc les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

Les montants de compensation forfaitaire sont ainsi fixés à 330 000 € pour le 2^{ème} semestre 2016 et à 660 000 € pour l'année 2017, correspondant respectivement au paiement de 320 000 et 640 000 déplacements comptabilisés au prix unitaire de 1,0364 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de compensation de la tarification intermodale à conclure avec le SMTCH,
- dire que les recettes sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938,

Délibération n° 13876

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125059-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - ASCENSEURS ET LOCAUX TECHNIQUES AFFÉRENTS DE LA STATION PEYROU ARC DE TRIOMPHE - CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'ÉTAT À MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Dans le cadre de la réalisation du bouclage de la Ligne 4 de tramway, afin d'assurer l'accessibilité du service des transports en commun, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de construire, sur la terrasse attenante au Palais de Justice, deux ascenseurs qui relieront la station Peyrou-Arc de Triomphe, située au niveau du boulevard du Professeur Louis Vialleton, à la rue Foch.

La définition et les conditions de mise en œuvre du projet de construction de cet ouvrage public ont fait l'objet d'une convention d'autorisation de travaux et d'occupation temporaire du domaine public préalable.

La convention proposée à l'Assemblée porte sur les modalités de gestion de ces équipements à l'issue de leur réception et de leur mise en service (ascenseurs et locaux techniques afférents).

La terrasse sur laquelle ils seront implantés est propriété de l'Etat et sa gestion était jusqu'alors confiée au Ministère de la Justice. L'Etat consent un transfert de gestion sur les surfaces et volumes nécessaires à l'implantation, à l'exploitation et à l'entretien de ces équipements à Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce transfert de gestion est consenti à titre gratuit, pour la durée d'exploitation du service public de transport ; la Métropole accomplit dès lors en tant que gestionnaire tous les actes de gestion, à l'exception des actes de disposition.

La Métropole s'engage à interdire l'accès au public aux emprises et volumes transférés en dehors des heures d'exploitation du service public de transport.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de transfert de gestion du domaine public de l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole portant sur les ascenseurs et les locaux techniques afférents de la station Peyrou Arc de Triomphe de la ligne 4 de tramway,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1124611-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°5 AU MARCHÉ 2.583 DE MISE À DISPOSITION, D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES ABRIS VOYAGEURS DE LA LIGNE 2 DE TRAMWAY - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°6700 du 19 septembre 2005, le Conseil a autorisé la signature avec la Société Clear Channel France du marché n°2.583 de mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la deuxième ligne de tramway en tranche ferme et de 100 abris sur les arrêts bus des communes de l'agglomération en tranche conditionnelle.

En contrepartie, le prestataire a eu la possibilité de mettre en place de la publicité sur ses abris et sur certains emplacements mis à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015. Une redevance forfaitaire est versée à la Métropole d'un montant de 220 000 € par an (valeur mai 2005) sur 15 ans.

Par délibération n°8497 du 29 septembre 2008, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°1 pour la mise à disposition de 50 abris voyageurs supplémentaires et pour préciser le nombre et la nature des mobiliers mis à disposition, sans incidence financière sur le marché initial.

Par délibération n°10439 du 29 septembre 2011, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°2 pour l'achat d'un abri spécifique. La Société Clear Channel France assure l'exploitation, la maintenance et l'exploitation publicitaire de cet abri dans les conditions du marché initial, y compris concernant la durée.

Par délibération n°11018 du 19 juillet 2012, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°3 dont l'objet était de valider l'évolution du design de 34 mobiliers voyageurs initialement affectés à la ligne 2 pour les transformer aux couleurs et à la charte graphique de la ligne 4.

Par délibération n°13204 du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°4 pour permettre à la société Clear Channel France de proposer la fourniture de 5 mobiliers publicitaires à affichage numérique, venant compléter les 37 panneaux publicitaires fixes déjà implantés.

Le projet d'avenant n°5 a pour objet d'autoriser la société Clear Channel France à réaliser des campagnes promotionnelles et institutionnelles sur les équipements et les mobiliers des arrêts et stations des Lignes 2 et 4 de Tramway, notamment par la réalisation d'opérations d'adhésivage totale ou partielle sur les abris voyageurs (dites « Covering »).

Chaque campagne fera l'objet d'un accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole.

En contrepartie, la société Clear Channel France reverse à la Métropole une redevance spécifique égale à 30 % du chiffre d'affaire réalisé au titre de ces opérations.

La Métropole pourra faire réaliser des opérations d'adhésivage institutionnel pour la promotion de sa communication. Ne seront à la charge de la Métropole que les coûts liés à la fabrication de l'adhésif. La pose, la dépose et le nettoyage du support seront à la charge de la société Clear Channel France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°5 au marché 2.583 de mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la ligne 2 de tramway conclu avec la société CLEAR CHANNEL FRANCE,

- dire que les crédits nécessaires à ce marché sont inscrits en recettes et en dépenses au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 847,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125264-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°5 AU MARCHÉ 3.583 DES ÉQUIPEMENTS EN ABRIS VOYAGEURS, MAINTENANCE, ENTRETIEN ET GESTION DE LA PUBLICITÉ DES LIGNES 1 ET 3 DE TRAMWAY - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9672 du 20 juillet 2010, le Conseil a autorisé la signature avec la société JC Decaux France du marché n°3.583 des équipements en abris voyageurs, maintenance, entretien et gestion de la publicité de la troisième ligne et de l'extension ouest de la première ligne de tramway.

Ce marché prévoit, pour la troisième ligne, la mise en place de 83 abris tramway présents au catalogue, 12 abris tramway spécifiques et 13 abris pour le réseau bus. Il prévoit également le remplacement de 80 abris tramway pour la Ligne 1 ainsi que 393 abris du catalogue sur le réseau de bus associé.

Par délibération n°10774 du 29 mars 2012, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°1 intégrant notamment la modification des stations desservies par la Ligne 3 de tramway suite à son nouveau tracé plus direct en centre-ville. Il comprend également la mise au design Ligne 4 des stations Ligne 1 desservies par la Ligne 4. L'exécution de cet avenant n°1 étant sans incidence financière.

Par délibération n°11684 du 26 juin 2013, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°2 intégrant des créations et modifications d'équipements (platines, blocs techniques,...) et d'abris spécifiques (stations Mosson, Observatoire, Saint-Denis,...) pour un montant de 93 369,08 € HT, représentant une augmentation de 5,6% du coût total du marché.

Par délibération n°12887 du 31 mars 2015, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°3 portant sur la création de prix nouveaux afin de respecter les contraintes techniques de mise en accessibilité des abris voyageurs. L'exécution de cet avenant n°3 étant sans incidence financière.

Par délibération n°13203 du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°4 concernant les modifications induites par le bouclage de la Ligne 4 sur les nouvelles stations « Albert 1^{er} - Cathédrale », « Peyrou- Arc de Triomphe » et « Saint Guilhem - Courreau » et sur la station « Place Albert 1^{er} - Saint Charles ».

Cet avenant n° 4 modifie la réponse économique du marché en augmentant de 2 161,47 € HT (+ 0,12%) le coût de l'investissement et en portant à 89 484,75 € HT (+ 0,40%) le coût de fonctionnement.

Le projet d'avenant n°5 a pour objet d'autoriser la société JC Decaux France à réaliser des campagnes promotionnelles et institutionnelles sur les équipements et les mobiliers des arrêts et stations des Lignes 1, 3 et 4 de Tramway, notamment par la réalisation d'opérations d'adhésivage (dites « Covering ») totale ou partielle sur les abris voyageurs.

Chaque campagne fera l'objet d'un accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole.

En contrepartie, la société JC Decaux France reverse à la Métropole une somme forfaitaire de 1 000 € HT par campagne au titre de ces opérations.

La Métropole pourra faire réaliser des opérations d'adhésivage institutionnelles pour la promotion de sa communication. La société JC Decaux France réalisera la fabrication, la pose et la dépose des adhésifs pour un montant de 1 800 € HT par campagne à la charge de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°5 au marché 3.583 des équipements en abris voyageurs, maintenance, entretien et gestion de la publicité des lignes 1 et 3 de tramway conclu avec la société JC Decaux Mobilier Urbain,
- dire que les crédits nécessaires à ce marché sont inscrits en dépenses et en recettes au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 847,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1125269-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LA RÉALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

La compétence éclairage public est exercée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016. Le réseau concerné est composé de candélabres, d'armoires électriques de distribution et de câbles d'alimentation aériens ou souterrains.

Conçus par les communes depuis leur origine, les réseaux peuvent comporter des tronçons ou équipements situés à l'intérieur de périmètres non transférés à la Métropole (parc et jardins, parkings d'équipements municipaux, ...). C'est le cas notamment à Montpellier où les équipements restés communaux sont exploités par les agents du service transféré en totalité à la Métropole, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de service approuvée par délibération n° 13517 du 16 décembre 2015.

Les marchés de maintenance conclus par la ville de Montpellier et transférés à la Métropole, qui prennent en compte l'ensemble du réseau d'éclairage public, arrivent à échéance au 31 décembre 2016.

Il convient donc de lancer une procédure de consultation d'entreprises pour attribuer de nouveaux marchés. Pour ce faire, il est nécessaire d'établir une convention de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier, pour la passation et l'exécution du marché de maintenance des installations et petits travaux d'éclairage public. De cette manière, les prestations seront réalisées sur tout le réseau, sans discontinuité, pour assurer un service efficace et une gestion financière et technique rationnelle.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de passation et d'exécution des marchés. La Métropole désignée coordonnateur du groupement assurera toute la procédure de passation et d'exécution des prestations au nom et pour le compte des membres du groupement.

Le marché s'intègre dans une stratégie de commande publique bâtie à l'échelle de la Métropole, objet d'une autre délibération à l'ordre du jour du présent conseil, qui prévoit l'attribution d'un marché d'entretien et de maintenance de l'éclairage public couvrant l'ensemble du territoire métropolitain.

Il s'agit d'un accord-cadre de travaux exécuté par bons de commande, sans montant maximum, d'une durée d'un an à compter de la notification prévue en décembre 2016, et renouvelable trois fois.

Ce marché comportera neuf lots géographiques, soit un par pôle, sauf pour le pôle de Montpellier divisé en quatre lots (définis par quartiers). Ces quatre lots, estimés à 6 millions d'euros, sont l'objet de la convention de groupement de commande et ne comprennent que les prestations de maintenance (entretien assuré par la régie de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public).

Les lots concernés par la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier et leurs montants annuels minimums seront les suivants :

- Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 8 : Montpellier – Quartiers Croix d'argent et Cévennes

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 9 : Montpellier – Quartiers hôpitaux Facultés et Mosson

Montant minimum : 180 000 € HT / an

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la réalisation des prestations de maintenance de l'éclairage public ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole chapitres 905 et 935 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes et à signer tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/06/2016

Déposé En Préfecture

Le : 07/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1126064-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – STRATÉGIE DE COMMANDE PUBLIQUE PORTANT SUR L'ÉCLAIRAGE PUBLIC - AUTORISATION DE LANCEMENT DES PROCÉDURES ET DE SIGNATURE DES MARCHÉS N°4570AT16 CONTRÔLE ÉLECTRIQUE, N°4568AT16 DÉTECTION, GÉO-RÉFÉRENCEMENT, CARTOGRAPHIE ET N°4571AT16 ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie, espace public transférée par les communes à Montpellier Méditerranée Métropole, il convient d'organiser et de gérer les missions d'éclairage public.

Une stratégie de commande publique afférente est proposée compte tenu des impératifs d'ordre public ayant trait à la mission, notamment en terme de sécurité et de mise aux normes du réseau.

La stratégie consiste en la passation de trois procédures concomitantes, permettant d'assurer :

1. la vérification des installations ;
2. la connaissance du patrimoine d'éclairage public ;
3. les interventions régulières et les grosses interventions.

Les prestations et leurs modes de dévolution sont décrits ci-après :

1. Contrôle électrique des installations d'éclairage public : Marché n°4570AT16

Cette procédure devra être lancée en priorité afin d'établir un diagnostic précis de la conformité des réseaux existants et ainsi prioriser les travaux pour assurer la sécurité des personnes et veiller à la sûreté des équipements, compte tenu de la réglementation et des obligations légales susceptibles d'engager la responsabilité civile et pénale du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agira d'accords-cadres de services, exécutés par l'émission de bons de commande, sans minimum ni maximum, en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ils seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévue en novembre 2016 et renouvelables trois fois, avec un allotissement limité à deux lots géographiques Est / Ouest par volonté de ne pas multiplier les prestataires pour homogénéiser le rendu et garantir l'impartialité :

- Lot 1 : Est : Pôles Vallée du Lez et Cadoule et Bérange (16 communes)

Estimé à 190 000 € HT sur la durée totale

- Lot 2 : Ouest : Pôles Plaine Ouest – Piémonts et Garrigues et Littoral (14 communes)

Estimé à 270 000 € HT sur la durée totale

Le territoire du pôle de Montpellier étant déjà couvert par un marché de contrôle électrique, il n'est pas concerné par la consultation.

La dévolution de ces accords-cadres fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert conforme aux articles 25, 67 et 68 du Décret n°2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le montant des prestations pour les 2 lots est estimé à 460 000 € HT pour quatre ans.

2. Détection, géo référencement et cartographie du réseau d'éclairage public : Marché n° 4568AT16

Cette procédure a pour objectif, en vertu de l'Arrêté ministériel du 15 février 2012 pris en application du code de l'environnement (réglementation DT-DICT), de géo-référencer, avec une précision en

classe A (incertitude de localisation inférieure à 50 cm), l'ensemble des réseaux d'éclairage public de la Métropole, mais aussi de mettre à disposition du contrôleur électrique une cartographie précise.

Il s'agira d'accords-cadres de services, exécutés par l'émission de bons de commande sans minimum ni maximum, en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ils seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévue en novembre 2016 et renouvelables trois fois, avec un allotissement géographique par pôle, soit cinq lots, le territoire du pôle de Montpellier étant déjà couvert par un marché :

- Lot 1 : Pôle Plaine Ouest ;
Estimé à 253 000 € HT sur la durée totale
- Lot 2 : Pôle Piémonts et Garrigues ;
Estimé à 84 000 € HT sur la durée totale
- Lot 3 : Pôle Vallée du Lez ;
Estimé à 186 000 € HT sur la durée totale
- Lot 4 : Pôle Cadoule et Bérange ;
Estimé à 218 000 € HT sur la durée totale
- Lot 5 : Pôle Littoral.
Estimé à 259 000 € HT sur la durée totale

La dévolution de ces accords-cadres fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert conforme aux articles 25, 67 et 68 du Décret n°2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le montant des prestations pour les 5 lots est estimé à 1 000 000 € HT pour quatre ans.

3. Entretien et maintenance des installations d'éclairage public : Marché n°4571AT16

Ces prestations ont pour objectif d'assurer l'entretien (prestations régulières de vérification, nettoyage et remplacement de matériel) et la maintenance (opérations de travaux et de mise en conformité) du patrimoine d'éclairage public. Le besoin correspond aux prestations à assurer sur les territoires non couverts par un marché transféré par une commune. Lorsqu'il existe, le marché transféré par une commune est utilisé par la Métropole jusqu'à son extinction ; date à laquelle les accords-cadres proposés prendront le relais.

Il s'agira d'accords-cadres de travaux, exécutés par l'émission de bons de commande avec minimum, sans maximum, en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ils seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévue en décembre 2016 et renouvelables trois fois, avec un allotissement géographique.

Compte tenu de l'existence de régies (Saint Jean de Védas, Jacou, Le Crès, Fabrègues et Montpellier) cette procédure ne prévoit pas l'entretien du patrimoine pour ces communes, une extension des prestations pouvant être prévue ultérieurement en application de la clause de réexamen.

De plus, dans le cadre de la convention de mise à disposition du service éclairage public de la Direction de l'Aménagement et la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) au bénéfice de la Ville de Montpellier, les lots concernant Montpellier font l'objet d'une convention de groupement de commandes pour la passation et la réalisation des marchés portant sur la maintenance et petits travaux sur l'éclairage public pour l'ensemble du territoire de la commune.

La dévolution de ces accords-cadres fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert conforme aux articles 25, 67 et 68 du Décret n°2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'estimation pour l'ensemble des neuf lots s'élevant à 11 000 000 € HT pour quatre ans.

Pour chaque lot, défini géographiquement, il n'est pas prévu de montant maximum, les montants minimums annuels sont les suivants :

- Lot 1 : Pôle Plaine Ouest
Montant mini : 65 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 1 153 880 €
- Lot 2 : Pôle Piémonts et Garrigues
Montant mini : 36 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 631 150 €
- Lot 3 : Pôle Vallée du Lez
Montant mini : 23 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 478 530 €
- Lot 4 : Pôle Cadoule et Bérange
Montant mini : 60 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 1 402 180 €
- Lot 5 : Pôle Littoral
Montant mini : 61 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 1 318 135 €
- Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes
Montant mini : 180 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 1 500 000 €
- Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre
Montant mini : 180 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 1 500 000 €
- Lot 8 : Montpellier – Quartiers Croix d'argent et Cévennes
Montant mini : 180 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 1 500 000 €
- Lot 9 : Montpellier – Quartiers hôpitaux Facultés et Mosson
Montant mini : 180 000 € HT
Estimation HT pour les quatre ans : 1 500 000 €

Il est envisagé d'intégrer une clause de réexamen dans les pièces contractuelles pour anticiper de futurs transferts de compétences, notamment celui des routes départementales.

Les communes ayant souscrit un partenariat public privé pour la gestion de l'éclairage public (Castelnau-le-Lez et Juvignac) ne sont pas concernées par l'ensemble de ces accords-cadres.

Par ailleurs, les fournitures d'éclairage public pour l'alimentation des régies feront l'objet de procédures adaptées et pour ce qui concerne la fourniture de lampes, le besoin sera couvert par un marché spécifique lancé ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement des différentes procédures d'appel d'offres ouverts dans le cadre de la stratégie de commande publique proposée pour la gestion de l'éclairage public, pour la dévolution des prestations de géo-référencement, de contrôle électrique et d'entretien et maintenance de l'éclairage public ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article

L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 905 et 935 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1126259-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASYLVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION D'ENLÈVEMENT DE DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES (DEEE) AVEC RECYLUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa nouvelle compétence en matière d'éclairage public, Montpellier Méditerranée Métropole, au travers de ses différentes régies en éclairage public et régulation trafic, produit des déchets électriques et électroniques. A ce titre, la Métropole se doit de recycler ses déchets.

RECYLUM, éco-organisme agréé par arrêté ministériel (art. R.543-172 et suivants du code de l'environnement) à but non lucratif, financé par les producteurs d'équipements électriques et électroniques, est chargé d'organiser en France le recyclage des lampes et des DEEE professionnels.

Ce dernier assure gratuitement l'enlèvement et le recyclage des équipements et déchets électriques produits par les services de la Métropole. Ces déchets deviennent alors la propriété exclusive de Recylum. La Métropole se retrouve ainsi dégagée de toute responsabilité juridique quant au traitement des déchets issus de ses équipements (art. R541-45 du code de l'environnement).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et Recylum pour l'enlèvement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/06/2016
Déposé En Préfecture
Le : 07/06/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160526-lmc1125773-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-six mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOSSI, Mme P. DANAN à M. A. LARUE, Mme T. DASILVA à M. J. MALEK, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER.

Absent(es):

Mme F. JAMET

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°4055TV15 - ÉLAGAGE, ABATTAGE ET DÉBROUSSAILLEMENT DES ARBRES SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Pour assurer ses missions dans le cadre de sa nouvelle compétence en matière de Voirie et Espaces Verts et afin de satisfaire les besoins d'entretien et d'aménagement des espaces verts, la Métropole a décidé de lancer une consultation pour attribuer un marché portant sur les prestations d'élagage, de taille, d'abattage, d'essouchage des arbres et de débroussaillage des terrains du territoire métropolitain.

La procédure retenue pour cette consultation est une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles 30 et 77 du Code des Marchés Publics 2006.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande, multi-attributaires, sans minimum ni maximum.

A l'issue de la procédure, les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses ont été retenus par la Commission d'Appel d'Offres du 9 février 2016. En application des dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, les bons de commande seront émis selon la règle du "tour de rôle" en fonction de l'ordre de classement des offres.

Les candidats retenus pour l'exécution des prestations sont :

Philip Frères sise à 34270 Saint Mathieu de Tréviers ; G. Gorce sise à 34750 Villeneuve-lès-Maguelone ; Serpe sise à 34130 Mauguio.

Ce marché à bons de commandes prendra effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être expressément reconduit par période de un an, sans toutefois dépasser 2 années de reconduction.

Le montant annuel est estimé à 206 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4055TV15 pour les prestations d'élagage, abattage et débroussaillage des arbres passé avec les entreprises Philip Frères, G. Gorce et Serpe,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal, au chapitre 935,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

M. D. BOUMAAZ ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 10/06/16

Déposé En Préfecture

Le : 10/06/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160526-lmc1124512-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2
DECISIONS

Conseil du 26 mai 2016
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

	<i>Pages</i>
N°D2016-101 - 18/04/16 - Direction des Finances	263
Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : La création de Montpellier Méditerranée Métropole entraîne le transfert à cette dernière de nombreuses compétences. Les modalités d'évaluation des transferts de charges, définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges et la neutralité du transfert de charges, conduisent au transfert de cinq contrats d'emprunts conclus par la ville de Montpellier.	
N°D2016-106 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	265
Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AW n°757 - 758 - 2673 - Lieu-dit Garrigue Basse - commune de Sussargues	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame CHAZE, demeurant 21 Grand Rue Louis Bouis à Sussargues, les parcelles cadastrées section AW n°757, 758 et 2673, lieu-dit Garrigue Basse - commune de Sussargues. Ces parcelles s'intègrent à la création de réserves foncières pour la réalisation de l'extension du complexe Jules RIMET. La vente est consentie moyennant la somme de 21 000 €.	
N°D2016-119 - 05/04/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	267
Décision relative à la signature du marché 4388AT16 - Entretien des espaces verts communaux de la ville de Cournonterral - LOTS 1, 2, 3 et 4	
Objet : La commune de Cournonterral ayant lancé une consultation pour un marché annuel concernant l'entretien des espaces verts pour le compte de la Métropole et la procédure ayant été menée jusqu'au choix des titulaires ; il convient à présent de notifier les marchés aux entreprises retenues à savoir :	
- UPEE7, sise à Saint Aunes, pour les lots n°1 (Tonte) et n°4 (Débroussaillage). Montants maxi annuels estimatifs : 11 400 € HT et 2300 € H.T.	
- TEISSIER, sise à Cournonterral, pour le lot n°2 (Taille haies et arbres). Montant maxi annuel estimatif : 6 411 € HT,	
- VIAGREEN, sise à Narbonne, pour le lot n°3 (Désherbage). Montant maxi annuel estimatif : 8 100 € HT.	
Le montant maxi annuel pour les 4 lots ne pourra excéder 40 000 € HT.	
N°D2016-130 - 22/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	269
Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maintenance des installations d'éclairage public par la commune de Saint Geniès des Mourgues et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans la mesure où le marché comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans le marché de maintenance des installations d'éclairage public sera partielle. L'avenant a pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe et de préciser les effets de celle-ci, pour ce marché conclu jusqu'au 31/12/17, pour un montant estimé à 29 413, 00 € HT/an.	
N°D2016-144 - 24/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	271
Décision relative à un marché n°3913EA15 de prestations de géo-détection par géoradar ou induction	
Objet : Un marché n°3913EA15 de prestations à bons de commande de géo-détection par géo-radar ou par induction pour la réalisation des opérations sur les ouvrages d'assainissement du territoire de la Métropole est passé avec la société VRDTECT, sise à Arles. Il est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa notification et pourra être reconduit par période successive d'un an et pour deux reconductions. Le montant maximum annuel est de 78 000 euros TTC.	
N°D2016-145 - 24/03/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	273
Décision relative au marché 4114EA15 de travaux de création d'un poste et d'une canalisation en refoulement des eaux usées pour le raccordement de la résidence ESABORA - impasse des Dahlias à Castelnau-le-Lez	
Objet : Un marché n°4114EA15 de travaux de construction d'un poste et d'une canalisation en refoulement des eaux usées pour le raccordement de la résidence ESABORA, impasse des Dahlias à Castelnau-le-Lez est passé avec le groupement BRAULT MTP-BRAULT TP (BRAULT MTP, mandataire sis à Vendargues, pour un montant de 64 210,00 € HT et pour une durée de travaux de 12 semaines dont 4 semaines de préparation.	

- N°D2016-150 - 22/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel 275
Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour définir les conditions d'intégration de la prolongation de la ligne 1 de tramway et de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur de la Mogère
Objet : Un marché de prestation intellectuelle d'assistance à maîtrise d'ouvrage est conclu avec la SAAM. Il concerne l'assistance à la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour définir les conditions d'intégration de la prolongation de la ligne 1 de tramway et de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur de la Mogère, en vue de la finalisation des études de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée au droit de la gare et la finalisation de la consultation engagée pour désigner le futur mandataire de la réalisation des travaux de prolongation de la ligne 1 de tramway. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 11 mois et pour un montant de 45 000 € HT.
- N°D2016-153 - 24/03/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement 277
Décision relative à un marché n°4005EA15 de maîtrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration des eaux usées de Murviel-lès-Montpellier
Objet : Un marché n°4005EA15 de maîtrise d'œuvre, en vue de la construction de la station d'épuration des eaux usées de Murviel-lès-Montpellier, est conclu avec le groupement CEREG (mandataire)/LAUNE Architecte pour un montant de 57 000 € HT soit 68 400 € TTC. Les prestations sont AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR ainsi que les missions complémentaires de coordination avec les autres intervenants. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de la mission AVP pour une durée de 48 mois.
- N°D2016-156 - 18/03/16 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat 279
Mandat d'étude à la SAAM en vue d'assurer la transition entre l'ancienne OPAH CD Cévennes 1 et la nouvelle OPAH CD Cévennes 1 prévue dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.
Objet : Il s'agit d'un mandat d'étude à confier à la SAAM, visant à assurer une mission de suivi-animation pour continuer à assister le syndicat de copropriétaires de la copropriété des Cévennes 1 dans l'attente de la définition du nouveau cadre d'intervention négocié avec l'Etat, l'ANRU et l'ANAH dans le cadre du protocole de préfiguration PNRU.
- N°D2016-166 - 11/04/16 - Direction de la Culture 281
Décision relative à une convention de mise à disposition du CRR, par la commune de Jacou, de la salle de spectacle "La Passerelle"
Objet : Dans le cadre d'un partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou, les représentations du spectacle "NOUR" ont lieu à la salle de spectacle "La Passerelle" courant mai. La commune met cette salle gracieusement à disposition du CRR en vertu d'une convention qui définit les engagements de chacune des parties.
- N°D2016-167 - 30/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique 283
Décision relative au marché n°4015bisDS15 - Achat de matériel de filtration, d'équipement bassin piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 3 : achat de matériel de plomberie
Objet : Un marché n°4015bisDS16 de fournitures est passé avec la société Chaveroche SAS sise à Lattes. Il concerne le lot n°3 d'achat de matériel de plomberie. Il prend effet à compter de sa notification, pour une période initiale d'un an et peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans et pour des montants annuels de 5 000 € HT minimum et de 10 000 € HT maximum.
- N°D2016-169 - 17/03/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments 285
Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules, annexes de la convention de mise à disposition du 22 décembre 2015 dans le cadre du transfert de compétences, conformément à la délibération n°13517 du Conseil de Métropole du 16 décembre 2015 et à la délibération n°2015DAD146 du 17 décembre 2015 de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.
- N°D2016-174 - 17/03/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments 287
Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au bail conclu entre Hérault-Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé Résidence les Oliviers, 88 allée Georges de Cuevas à Montpellier - Conseil Citoyen
Objet : Hérault Habitat, Office Public de l'Habitat du département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole signent un avenant n° 1 au bail en date du 2 février 2016. Ce bail concerne la location par la Métropole d'un local situé Résidence Les Oliviers, 88 allée Georges de Cuevas à

Montpellier afin d'y accueillir un Conseil Citoyen. L'avenant n°1 concerné l'article 2 "Durée et résiliation" la modification de l'indice ILAT de révision du loyer de l'article 16 du bail initial, l'indice de référence devenant celui du 3ième trimestre 2015, à savoir 107,98. Les autres clauses et conditions de la convention initiale demeurent inchangées.

N°D2016-175 - 18/04/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

289

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association FRENCHSOUTH DIGITAL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Par délibération n°13156 en date du 22 juillet 2015, le Conseil de Métropole a passé une convention de partenariat avec l'association FRENCHSOUTH DIGITAL qui œuvre dans le domaine du développement des entreprises du numérique sur le territoire de la Métropole. Cette convention prévoyant l'hébergement de l'association au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga et cet hébergement étant arrivé à échéance, il convient de proroger l'occupation des locaux pour une nouvelle période de 12 mois à compter de sa notification. La valorisation de la redevance pour les 89,90 m² occupés s'élève à 1 137,23 € HT mensuels soit 15,64 le m² par mois conformément au tarif applicable.

N°D2016-178 - 05/04/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

291

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4228TV15 - Avenue du Pont Trinquat - Réalisation d'ouvrages et d'équipements

Objet : Le marché 4228TV15 est conclu avec l'entreprise RAZEL-BEC sise à Saint Georges d'Orques pour un montant initial de 588 633,45 € HT. Dans le cadre du recalibrage et de la requalification de l'Avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et la Rue des Acconiers, certaines parcelles riveraines ont été frappées d'alignement afin de libérer les emprises nécessaires. Ces mesures s'accompagnent de travaux de reconstitution des clôtures, accès et divers équipements de ces riverains. En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux de sujétions techniques ne pouvaient être prévus à l'origine du projet. Le récapitulatif de l'avenant présente une augmentation de la masse financière initiale du marché de 117 074,73 € HT.

N°D2016-181 - 13/04/16 - Direction des Sports

293

Décision relative à la passation d'un marché n°4282DS16 de fournitures de produits et de matériels de peinture

Objet : Un marché à bons de commande n°4282DS16 est passé avec l'entreprise THEODORE MAISON DE PEINTURE sise à Noyelle-lès-Seclin. Il concerne la fourniture de produits et matériels de peinture. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an reconductible tacitement 2 fois par période d'un an, et pour un montant annuel de 5 000 € HT minimum et de 29 999 € HT maximum.

N°D2016-182 - 31/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

295

Décision relative à un marché n°4071GD15 de location et d'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte des déchets ménagers

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est conclu avec la société MAJ ELIS PROVENCE sise à NIMES. Il concerne la location et l'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte des déchets ménagers. Il est conclu pour une période de 3 ans à compter de sa notification et pour un montant maximum de 234 000 euros TTC.

N°D2016-183 - 18/04/16 - Direction des Finances

297

Décision modificative de la décision n°2015-748 relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit de constater la modification des termes de la décision de transfert n°2015-748, notamment le prêteur qui est la Compagnie de Financement Foncier, le Crédit Foncier étant le gestionnaire.

N°D2016-187 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

299

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain

Objet : Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2016-188 - 17/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

301

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle cadastrée DO n°137 - commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par voie de préemption auprès de l'Indivision CARRIE - BONIFACE - DUSSOL- MUNOZ CAUSSE, de la parcelle cadastrée DO137, située lieudit 240 Avenue Docteur Jacques Fourcade à Montpellier, d'une superficie totale de 1 660 m², à usage de

terrain industriel supportant une base de vie et des places de stationnement. Cette parcelle est occupée, 1 bail commercial, par COLAS Midi Méditerranée (travaux publics). Le prix d'acquisition est fixé en valeur occupé à 15 000 € au vu de l'avis de France Domaine.

N°D2016-189 - 07/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°3928DC15 de remplacement et déplacement des CTA des quarantaines chaudes et froides de l'Aquarium Mare Nostrum - Avenants n°1 aux lots 1, 2 et 4

Objet : Des avenants n°1 sont passés avec les sociétés :

- Hervé Thermique, sise à Saint Aunes, pour le lot n°1 (chauffage, rafraîchissement, ventilation) pour un montant de 5 163, 31 € HT, (soit 6 195, 97 € TTC). Portant le nouveau montant du marché pour ce lot à 171 639, 96 € HT, (soit 205 967, 95 € TTC),

- Souchon constructions, sise à Baillargues, pour le lot n°2 (gros œuvre) pour un montant de 3 773, 22 € HT, (soit 4 527, 86 € TTC) portant le nouveau montant du marché pour ce lot à 35 773,22 € HT, (soit 42 927, 86 € TTC),

- Abise, sise à Aniane, pour le lot n°4 (aquariologie) pour un montant de 6 812, 79 € HT, (soit 8 175, 35 € TTC) portant le nouveau montant du marché pour ce lot à 58 622, 79 € H.T. (soit 70 347, 35 € TTC).

N°D2016-190 - 05/04/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de Monsieur Félix MONTEILS dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez

Objet : La candidature de Monsieur Félix MONTEILS est agréée en vue de la location d'une parcelle dans le quartier Eurêka pour l'aménagement et l'exploitation d'un verger. Elle est candidate à la location d'une surface de 43 385 m² pour une période de 18 ans.

N°D2016-196 - 11/04/16 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour un concert avec les élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole à l'abbaye de Saint-Guilhem-le-Désert

Objet : A l'initiative de l'association 'Les Amis de l'orgue' et dans le cadre de la politique de soutien à la vie culturelle de la commune de Saint-Guilhem-le-Désert, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, organise, avec ses élèves des classes d'orgue, de violon et de direction de Chœur, un concert, intitulé : "l'Orgue et les cordes en France au 18ème siècle". Pour cette représentation la commune met gracieusement à leur disposition l'abbaye. Une convention est établie afin que ce projet soit mené à son terme en définissant les obligations de chacune des parties.

N°D2016-198 - 22/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du contrat de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations festives par la commune de Restinclières et Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la ville de Restinclières entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le contrat de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations festives comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. Le marché est à prix unitaires, pour un montant global estimé à 88 608, 00 € HT pour trois ans, soit jusqu'au 31/12/2017.

N°D2016-199 - 22/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la parcelle EL n°81 d'une ligne électrique souterraine de 400Volts - commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de la constitution d'une servitude de passage, au profit d' ERDF, pour une ligne électrique souterraine de 400 Volts en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section EL n°81. Cette servitude est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 50 €.

N°D2016-200 - 18/04/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à la convention de dépotage de sous-produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise SERVIMO MEDITERRANEE

Objet : Décision relative à la convention de dépotage de sous-produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise SERVIMO MEDITERRANEE.

N°D2016-201 - 18/04/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maintenance, exploitation et entretien sur les installations d'éclairage public et les illuminations par la commune de Beaulieu et Montpellier Méditerranée Métropole

303

305

307

309

311

313

315

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la ville de Beaulieu entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché de maintenance, exploitation et entretien sur les installations d'éclairage public et les illuminations comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. Le marché est à prix mixte, dont le montant annuel maximum de la part unitaire s'élève à 18 300, 00 € HT et le montant forfaitaire s'élève à 10 395, 00 € HT. Il est conclu jusqu'au 31/12/2017.

N°D2016-202 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

317

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Grabels dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Grabels dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2016-203 - 22/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

319

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien des espaces verts de la ville, par la commune de Saint Jean de Védas et Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la ville de Saint Jean de Védas entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché d'entretien des espaces verts de la ville comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. Le marché est conclu jusqu'au 09/03/2018, pour un montant de 45 227, 00 € HT par an.

N°D2016-204 - 24/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

321

Décision relative à la signature de l'avenant n°2 au marché 4304RI16 - Acquisition d'un logiciel S.I.G. de gestion des équipements de voirie

Objet : Un avenant n°2 au marché n°4304RI16 d'acquisition d'un logiciel S.I.G. de gestion des équipements de voirie est passé avec l'entreprise GISMAWARE sise à Champagne au Mont d'Or (69410). Il concerne l'intégration des ouvrages d'engouffrement dans le logiciel et le paramétrage de la gestion de leur entretien dans une interface dédiée. Le montant du présent avenant est de 3 920 € HT portant le nouveau montant du marché à 66 120 € HT.

N°D2016-206 - 22/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

323

Décision relative à la convention n°34130010 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles AK n°28 et 39 - commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Une convention de mise à disposition de la SAFER LR des terrains situés sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrés section AK n°28 et 39, est consentie pour une durée de 3 campagnes jusqu'au 31/10/18 moyennant le versement d'une redevance de 190 €/an.

N°D2016-208 - 22/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

325

Décision relative à la convention n°34150010 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles SM n°6P et 7 - commune de Montpellier

Objet : Une convention de mise à disposition de la SAFER LR des terrains situés sur la commune de Montpellier, cadastrés section SM n°6P et 7 est consentie pour une durée d'une campagne jusqu'au 31/12/16 moyennant le versement d'une redevance de 800€/an.

N°D2016-209 - 22/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

327

Décision relative à la convention n°34160008 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles BM n°82 et 83 - commune de Baillargues

Objet : Une convention de mise à disposition de la SAFER LR des terrains situés sur la commune de Baillargues, cadastrés section BM n°82 et 83 est consentie pour une durée de trois campagnes jusqu'au 31/10/18 moyennant le versement d'une redevance de 143€/an.

N°D2016-211 - 22/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

329

Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes

Objet : Une convention de mise à disposition de la SAFER LR d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Lattes et Montpellier pour une contenance totale de 78 ha 41 a 46 ca, pour une campagne jusqu'au 31/10/2016, est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 12 654 €.

N°D2016-212 - 24/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	332
Décision relative à un avenant de transfert du marché n°3317TV13 - Travaux d'éclairage, intervention sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport	
Objet : Il s'agit d'un contrat de cession de fonds de commerce en vertu duquel la Société Cegelec Languedoc a cédé son fonds de commerce à la Société TRAVESSET. Il convient de matérialiser ce changement par la signature d'un avenant de transfert relatif au marché n°3317TV13.	
N°D2016-214 - 18/04/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	334
Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la ville de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la ville de Villeneuve-lès-Maguelone entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où des marchés comportent des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ces marchés sera partielle.	
Les avenants ont pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe des marchés suivants et de préciser les effets de celle-ci :	
- Vérification périodiques réglementaires - Lot 8 équipements de travail, appareils et accessoires de levage, d'un montant de 445 € HT/an, conclu jusqu'au 13/02/2016.	
- Gestion autonome de l'aire de camping et horodateurs de la plage, d'un montant de 4 800 € HT/an, conclu jusqu'au 16/06/2017.	
- Entretien du réseau d'assainissement eaux pluviales et eaux usées, d'un montant global estimé à 5 920 € HT/an, conclu jusqu'au 30/01/2017.	
- Exploitation de l'éclairage public, événementiels et illuminations, d'un montant de 66 132, 00 € HT, conclu jusqu'au 24/01/2020.	
N°D2016-215 - 18/04/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	336
Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la ville de Lavérune et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la ville de Lavérune entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. L'avenant a pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe du marché et de préciser les effets de celle-ci. Ce marché est conclu jusqu'au 31/12/2016 pour un montant global estimé à 84 669 € HT.	
N°D2016-218 - 18/04/16 - Direction de la Culture	338
Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle " Phèdre "	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat de deux représentations du spectacle « Phèdre » pour un montant ferme et définitif de 5 600 € dans le cadre de son Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale.	
N°D2016-221 - 11/04/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	340
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public du 30 mars 2007, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois et pour une redevance mensuelle de 4 814,39 € HT et HC pour la surface de 388,07 m² conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.	
N°D2016-222 - 07/04/16 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	342
Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché 3832GD15 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'un suivi informatique de flottes avec géolocalisation des véhicules de collecte et de nettoyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un avenant n°1 au marché n°3832GD15 est conclu pour le transfert à la société SYSOCO terra Nova Ingénierie sise à DECINES CHARPIEU (69152) des prestations exercées jusqu'alors par la société TERRA NOVA en charge de la fourniture, mise en œuvre et maintenance d'un suivi informatique de flottes avec géolocalisation des véhicules de collecte et de nettoyage sur le territoire de la Métropole. A la suite de la cession de fonds de commerce de la société Terra Nova, les autres clauses du contrat sont inchangées.	

N°D2016-223 - 31/03/16 - Direction des Finances	344
Création de la régie de recettes & d'avances des Terrains Familiaux de Pignan	
Objet : A la suite des transferts de compétences, la Métropole est désormais en charge de la gestion des aires de vie des gens du voyage. Les Terrains Familiaux de Pignan doivent se doter d'une régie de recettes & d'avances afin d'assurer leur bonne gestion. Ce projet est validé par la Trésorerie.	
N°D2016-224 - 30/03/16 - Direction des Mobilités	347
Décision relative à l'attribution du marché complémentaire n°8.522 portant sur les travaux de bâtiments du bouclage de la 4ème ligne de tramway	
Objet : Un marché complémentaire n°8.522 des travaux de bâtiments est attribué à l'entreprise AI CONSTRUCTION, sise à Montpellier. Il concerne les travaux de rénovation rue des Balances, les travaux complémentaires sous-station et déplacement d'équipements techniques local Foch Arc de Triomphe, pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway. Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 98 480,54 € HT et d'une durée de 3 mois.	
N°D2016-225 - 22/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	349
Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la commune de Saint Génies des Mourgues - Terrain section AM n°74	
Objet : Afin de permettre la mise en œuvre des travaux de recalibrage et d'aménagement paysagé du fossé dans lequel se déverseront les effluents traités de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues, une convention d'occupation temporaire, pour travaux sur la parcelle cadastrée section AM n°74 située sur la commune, est consentie et acceptée pour une durée de 7 mois moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 300 €.	
N°D2016-226 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	351
Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Juvignac dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Juvignac dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2016-227 - 17/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	353
Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RB n°16 - 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation et de ses annexes, situées sur la commune de Montpellier au 3024 Avenue Albert Einstein, sur la parcelle cadastrée section RB n°16. Afin d'éviter tout risque d'occupation illicite, il convient de procéder à la démolition de ce bâtiment.	
N°D2016-229 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	355
Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2016-231 - 22/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	357
Décision d'ester en justice "Chenal de la Lironde, commune de Lattes- Occupation illicite"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'occupation illicite par des gens du voyage des parcelles cadastrées CW25, CW53 et CW63 sises sur le territoire de la commune de Lattes, propriété de la Métropole.	
N°D2016-232 - 08/04/16 - Direction des Ressources Informatiques	358
Décision relative à un avenant n°2016/01 au contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance du système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre	
Objet : Un avenant n°2016/01 au contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance du système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre est conclu avec la société IREC sise à JAUNAY-CLAN. Il concerne trois terminaux de paiement ICT 220 intégrés au système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre, suite à de nouvelles normes bancaires.	

Il prend effet à sa date de notification. Le montant annuel du présent avenant s'élève à 242,50 € TTC. Le nouveau montant annuel du contrat initial s'élève à 16 888,90 € TTC.

N°D2016-234 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

360

Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée BX n°5 - commune de Clapiers

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'intercepteur Est de collecte des eaux usées sur la commune de Clapiers, projet déclaré d'utilité publique en 2007, et prorogé jusqu'en 2017, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une partie de la parcelle cadastrée BY n° 5 appartenant à la ville de Montpellier, située au lieudit Avenue du Martinet à Clapiers, pour une emprise de 1 903 m². Le prix d'acquisition est de 7992, 60 € toutes indemnités comprises (dont 380,60 € d'indemnité de remploi).

362

N°D2016-235 - 18/04/16 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°4352DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une structure légère d'accueil dans le parc multi-glisse Gérard Bruyère de Baillargues

Objet : Dans le cadre de la réalisation du parc multi-glisse G. Bruyère de Baillargues, un marché de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation d'une structure légère d'accueil des publics souhaitant pratiquer le wakeboard et la pêche est conclu avec la SCP CHAMARD-FRAUDET sise à Pérols. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée prévisionnelle de 30 mois et pour un montant de 28 700 € HT.

N°D2016-236 - 31/03/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

364

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste immatriculé 470 AGY 34 à l'hôtel des ventes Centre 113

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un Renault Master aménagé réception immatriculé 470 AGY 34 au Centre 113 situé 390 rue les Portes Domitienne, 34740 Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°D2016-237 - 07/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

366

Décision relative au marché n° 4215DS16 de "Renforcement de l'éclairage du terrain honneur du complexe Yves du Manoir à Montpellier"

Objet : Un marché n°4215DS16 de travaux est passé avec la société REEL MEDITERRANEE sise à Cournonsec. Le délai global d'exécution des travaux est de 17 semaines à compter de la date fixée par ordre de service. Le montant du marché s'élève à 1 650 298, 63 € HT soit 1 980 358, 36 € TTC.

N°D2016-238 - 14/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

368

Décision relative à l'avenant n°5 mandat d'études préalables - Site stratégique Plaine du Colombier - commune de Baillargues

Objet : Il s'agit d'un avenant au mandat d'études préalables passé avec la SAAM afin de faire réaliser le dossier de Déclaration d'Utilité Publique et de Dossier d'Intérêt Général de l'allée alluviale. Il porte sur 26 000 € supplémentaires pour la rémunération de la SAAM qui passe ainsi de 90 000 € à 116 000 € HT.

N°D2016-239 - 22/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

370

Décision d'ester en justice " Pourvoi en cassation - PLU commune de Lattes"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confié à la SCP Garreau, Bauer, Violas, Feschotte, Desbois près le Conseil d'Etat contre les arrêts de la Cour Administrative d'Appel n°14MA03253, n°14MA03254 et n°14MA03255 en date du 29 janvier 2016 :

- annulant les décisions implicites par lesquelles le Maire de la commune de Lattes a rejeté les demandes tendant à la convocation du Conseil Municipal en vue de prescrire la modification du plan local d'urbanisme de Lattes en tant qu'elle concerne le classement du secteur compris entre l'actuelle autoroute A9 et le futur doublement de l'autoroute et de la ligne ferroviaire s'étendant du lieu-dit la Castelle jusqu'au Mas de Saporta,

- réformant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 22 mai 2014,

- enjoignant au Maire de la commune de convoquer le Conseil Municipal de Lattes en inscrivant à l'ordre du jour une modification du classement du secteur compris entre l'actuelle autoroute A9 et le futur doublement de l'autoroute et de la ligne ferroviaire, conforme aux motifs exposés au point 6 du présent arrêt, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêt.

N°D2016-240 - 11/04/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

372

Décision relative à l'agrément de candidature de la société LE ZEPHYR dans la ZAC DESCARTES à Lavérune

Objet : La candidature de la société LE ZEPHYR est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Descartes. Elle est candidate à l'acquisition du lot 15 de 2 710 m². L'utilisateur final sera la société TRANSPORTS MAZON FRERES. La société emploie actuellement 9 personnes et prévoit un effectif de 11 emplois à 3 ans.

N°D2016-242 - 28/04/16 - Direction de la Culture

374

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans.

Objet : La Métropole achète à la Companie Minibus une prestation d'animation théâtre « Offre culturelle pour les 11-17 ans » pour le montant de 1 296 € TTC. (association non assujettie à la TVA).

N°D2016-245 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	376
Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZC 48 sur la commune de Montaud appartenant à Madame Martine MILESI	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Martine MILESI domiciliée 40 rue des Chênes verts à Teyran la parcelle sise commune de Montaud, cadastrée ZC 48, d'une contenance de 200 m². L'emprise de la voirie sera intégrée au domaine public métropolitain. Le prix de cette acquisition à l'amiable est de 4000 € toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.	
N°D2016-246 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	378
Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - commune de Saint Génies des Mourgues - Terrains section AM n°87-88 et 289	
Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles situées sur la commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrée section AM n°87 – 88 et 289, d'une contenance totale de 9 524m², afin de stocker temporairement des matériaux nécessaires à la réhabilitation des extérieurs de la station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 200 €.	
N°D2016-247 - 31/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	380
Décision d'ester en justice "Hôtel Sabatier d'Espeyran TA"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à obtenir réparation consécutivement à des dommages résultant de défaut d'étanchéité à l'air et à l'eau affectant les menuiseries de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran.	
N°D2016-248 - 05/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	381
Décision d'ester en justice "Requête n°16MA00915 CAA de Marseille - HAMMAD"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°16MA00915 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Monsieur Hachemi HAMMAD demandant l'annulation du jugement d'annulation partielle n°1306027 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 30 décembre 2015 et ce, dans le cadre du dossier du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.	
N°D2016-249 - 25/04/16 - Direction de la Culture	383
Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle « La maladie de Sachs »	
Objet : La Métropole participe à l'achat du spectacle « La maladie de Sachs » diffusé au théâtre du Chai du Terral à Saint Jean de Védas pour un montant ferme et définitif de 2 300 €.	
N°D2016-250 - 05/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	385
Décision d'ester en justice "Requête n°16MA00584 - PAULHAN Gilles"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°16MA00584 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 16 février 2016 par Monsieur Gilles PAULHAN contre le jugement n°1303571, 1303572 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 17 décembre 2015 rejetant sa demande tendant à l'annulation de la délibération en date du 29 mars 2013 par laquelle le conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le plan local d'urbanisme ensemble la décision de rejet de son recours gracieux.	
N°D2016-251 - 05/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	387
Décision d'ester en justice "PAULHAN Philippe - Requête n°16MA00583"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°16MA00583 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 16 février 2016 par Monsieur Philippe PAULHAN contre le jugement n°1303571, 1303572 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 17 décembre 2015 rejetant sa demande tendant à l'annulation de la délibération en date du 29 mars 2013 par laquelle le conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le plan local d'urbanisme ensemble la décision de rejet de son recours gracieux.	
N°D2016-252 - 05/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	389
Décision d'ester en justice " MARMOYET Simone - Requête n°16MA00586"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°16MA00586 près la CAA de Marseille le 16 février 2016 par Madame Simone MARMOYET contre le jugement n°1303573 du Tribunal Administratif de Montpellier du 17 décembre 2015 rejetant sa demande d'annulation de la délibération en date du 29 mars 2013 par laquelle le conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le plan local d'urbanisme.	

N°D2016-255 - 30/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	391
Décision relative à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre avec étude préliminaire pour la requalification de l'avenue Georges Clemenceau et des espaces publics attenants à Saint Jean de Védas	
Objet : Décision relative à la résiliation du marché de maîtrise d'oeuvre avec étude préliminaire pour la requalification de l'avenue Georges Clemenceau et des espaces publics attenants à Saint Jean de Védas, en application des articles 29 et 32 du CCAG PI	
N°D2016-256 - 05/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	393
Décision d'ester en justice "DBS Fermetures - TGI"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'assignation déposée par la société DBS Fermetures, reçue à la Métropole le 18 mars 2016, tendant à la résiliation du bail commercial entre parties aux torts exclusifs du bailleur, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole, et tendant à obtenir réparation des dommages subis toutes causes de préjudice confondus.	
N°D2016-259 - 05/04/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	395
Décision relative à la délégation du droit de priorité - Parcelle KW n°143 - commune de Montpellier	
Objet : L'État a le projet de céder l'emprise foncière cadastrée KW n°143 située 123 Bis Avenue de Lodève à Montpellier correspondant à l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve et la Ville de Montpellier à un projet d'intérêt communal sur cette emprise. La commune souhaite exercer le droit de priorité à l'occasion de cette vente. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le droit de priorité à la commune de Montpellier.	
N°D2016-260 - 18/04/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	396
Décision relative à la réforme et au recyclage pour cause de vétusté d'un photocopieur de marque Toshiba e-studio 2820C - Décision portant abrogation de la D2016-207	
Objet : La présente décision abroge la décision n°D2016-207 du 15/03/2016. Le photocopieur de marque Toshiba e-studio 2820C, n°CWF 020328 est cédé à titre gratuit, compte tenu de la vétusté de l'appareil, pour recyclage à la société Canon Fac-Similé Grand Sud, sise le Millénaire 550 rue Alfred Nobel BP 69, 34935 Montpellier cedex 9.	
N°D2016-261 - 14/04/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	398
Décision modificative de la décision n°2015-664 - marché n°3952MG15 d'assistance technique pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Le marché multi attributaires, à bons de commande n°3952MG15 d'assistance technique pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec trois entreprises. Les commandes seront attribuées selon un système dit "en cascade".	
- L'entreprise n°1 retenue est LM INGIENERIE, sise à Clapiers,	
- L'entreprise n°2 retenue est TECHNOMAN INGENIERIE, sise à Lyon,	
- L'entreprise n°3 retenue est BIS CONSULTING, sise à Courbevoie.	
N°D2016-263 - 25/04/16 - Direction des Ressources Informatiques	400
Décision relative à un contrat n°47542 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé	
Objet : Un contrat n°47542 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE, sise à PARIS. Il concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités suivantes : suivi de la dette, connexion Marchés et Index, système de veille et d'alerte, module Simulations et Expertises, presse financière, bibliothèque financière, observatoire, accès sécurisé via Internet à l'ensemble du contenu de la plate-forme, accompagnement permanent d'un consultant dédié. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 9 mois et pour le montant annuel de 8 001,37 € TTC.	
N°D2016-264 - 25/04/16 - Direction des Ressources Informatiques	402
Décision relative à un contrat n°47541 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé	
Objet : Un contrat n°47541 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE, complémentaire au contrat n°47542 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé, est conclu avec la société FINANCE ACTIVE, sise à Paris. Il concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à une assistance personnalisée avec des rapports écrits lors de chaque analyse. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 7 mois et pour un montant annuel de 1 917,05 € TTC.	
N°D2016-265 - 30/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	404
Décision d'ester en justice "Impasse du Buffet d'Eau - Domaine Bonnier de la Mosson - Squat"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande instance de Montpellier suite à l'occupation illicite de la voirie, impasse du buffet d'Eau sise à Montpellier, par un groupe d'individus.	

- N°D2016-266 - 19/04/16** - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public 405
Décision relative à la signature du marché N°4241AT15 relatif aux travaux de réaménagement du Chemin des Saliniers à Saussan
Objet : Un marché n°4241AT16 de travaux de réaménagement du Chemin des Saliniers à Saussan est passé avec l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE S.N.C. sise à Saint Jean de Vedas. Il prend effet à compter de l'émission de l'ordre de service, pour une durée de 3 mois et pour le montant 26 993,00 € HT.
- N°D2016-267 - 30/03/16** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique 407
Décision d'ester en justice "Association la Vie du voyage" - Requête TA 1601285-5"
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "PARME Avocats" suite au dépôt de la requête n°1601285-5 près le TA de Montpellier le 10 mars 2016 par l'Association "La Vie du Voyage" contre la décision en date du 18 février 2016 par laquelle la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole", à la suite de la demande de la requérante du 6 janvier 2016, a refusé de mettre à disposition des gens du voyage l'ensemble des aires prescrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage de l'Hérault du 12 décembre 2011.
- N°D2016-269 - 18/04/16** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel 408
Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelle AW n°118 commune de Vendargues
Objet : Il s'agit de la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation d'eaux usées en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section AW n°118. Cette servitude, consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 1 200 €, est nécessaire à la mise en œuvre du Schéma directeur d'assainissement de la Métropole.
- N°D2016-270 - 25/04/16** - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public 410
Décision relative à la signature du contrat de prestations de services Parkfolio "bancaire" "communication" n°4508AT16 pour l'horodateur de la Plage du Prévost à Villeneuve-lès-Maguelone
Objet : Un contrat n°4508AT16 de prestations de services Parkfolio « bancaire » « communication » pour l'horodateur situé sur la plage du Prévost à Villeneuve-lès-Maguelone, est passé avec la Société PARKEON sise à Paris, pour une durée initiale d'un an. Il est reconductible par périodes successives d'un an sans toutefois pouvoir dépasser 3 années de reconduction. Le montant annuel estimatif du contrat s'élève à 14 000 HT.
- N°D2016-272 - 11/04/16** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique 412
Décision d'ester en justice "SCI LES HAMEAUX DEL REY - Requête TA n°1601441-1"
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1601441-1, le 18 mars 2016, par la SCI LES HAMEAUX DEL REY contre la décision implicite de rejet en date du 13 mars 2016 refusant de convoquer le Conseil de Métropole aux fins d'abroger le plan local d'urbanisme de la commune de Le Crès en tant qu'elle classe en zone "N1" la parcelle cadastrée section "BS n°486" et de procéder au classement de cette parcelle en zone "UC1".
- N°D2016-273 - 11/04/16** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel 413
Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle AX n°23 - commune de Saint Jean de Védas
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par voie de préemption auprès de Monsieur Christian DEVISE, de la parcelle cadastrée AX n°23, située lieudit Lous Coutaux à Saint Jean de Védas, d'une superficie totale de 5 940 m², à usage de terre, libre d'occupation. Le prix d'acquisition est fixé en valeur libre à 130 700 € au vu de l'avis de France Domaine.
- N°D2016-274 - 11/04/16** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel 415
Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Parcelle AX n°71 - commune de Saint Jean de Védas
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par voie de préemption auprès de l'Indivision DEVISE, de la parcelle cadastrée AX n°71, située lieudit Lous Coutaux à Saint Jean de Védas, d'une superficie totale de 7295 m², à usage de terre. Cette parcelle est libre d'occupation et se situe dans la ZAD de Roquefrais. Le prix d'acquisition est fixé en valeur libre à 160 490 € au vu de l'avis de France Domaine.
- N°D2016-275 - 11/04/16** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi 417
Décision relative à l'agrément de candidature de la société TOHERO dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier
Objet : La candidature de la société TOHERO est agréée en vue de la location dans le VEAS PARC 2000. Son activité est la création et l'exploitation d'applications informatiques (web). Elle est candidate à la location du lot B07 de 60.93 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

N°D2016-282 - 25/04/16 - Direction des Ressources Informatiques	419
Décision relative à un contrat n°2016/20295 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST	
Objet : Un contrat n°2016/20295 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société DOCAPOST FAST sise à Paris. Il concerne la transmission par voie électronique des marchés notifiés à la Préfecture. Il prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an et pour un montant de 540,00 € TTC.	
N°D2016-285 - 18/04/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	421
Décision relative à la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'installation d'équipements d'émission de radiotéléphonie par la société SFR au stade de la Mosson	
Objet : Convention pour l'installation, sur un nouvel emplacement au stade de la Mosson, d'équipements d'émission de radiotéléphonie par la société SFR. Les anciens équipements visés par la convention signée en 2007 et renouvelée en 2013, ont été détruits lors des inondations à l'automne 2014.	
N°D2016-286 - 18/04/16 - Direction des Finances	423
Décision relative à la transformation de la régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas en régie de recettes et d'avances	
Objet : L'Ecolothèque a la possibilité de rembourser des inscriptions annulées. Néanmoins il convient d'ajouter cette mention dans la décision de la régie de recettes et d'avances. Cette procédure a été validée par la trésorerie et permettra un remboursement plus rapide.	
N°D2016-287 - 11/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	426
Décision de constitution de partie civile	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°15161000098 devant le Tribunal pour enfants de Montpellier. Le préjudice financier s'élève à 44 € TTC. La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.	
N°D2016-288 - 18/04/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	427
Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public pour le maintien d'équipements d'émission de radiotéléphonie sur une parcelle, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, lieu-dit Rastouble	
Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public pour le maintien des équipements installés par SFR sur une parcelle acquise par Montpellier Méditerranée Métropole et qui faisait l'objet d'un contrat privé avec l'ancien propriétaire.	
N°D2016-293 - 25/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	429
Décision d'ester en justice "KLHETHI Alain - ARFA PARC MONTCALM – Requête n°16MA01245 CAA Marseille"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°16MA01245, le 1er avril 2016, par l'Association des Riverains de la rue de Fontcouverte et des rues Adjacentes et pour la préservation du Parc Montcalm (ARFA), Monsieur Alain KLETHI, Monsieur Roland LABOYE, Monsieur Arnaud LAJARRIGE et Monsieur Georges MICHALOUD contre le jugement n°1305092-5 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 2 février 2016 rejetant leur requête tendant à l'annulation de l'arrête du Préfet de l'Hérault n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création du tronçon Laverune-Clapiers de la ligne n°5 du tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Clapiers, Laverune, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Saint Jean de Védas.	
N°D2016-294 - 18/04/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	431
Décision relative à l'agrément de candidature de la société KYOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	
Objet : La candidature de la société KYOMED est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP GAMMA. Son activité est la recherche de solutions de santé en matière de diagnostic et de télé médecine. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot C.G.2.4 de 170.44 m² pour une période de 9 ans. KYOMED emploie actuellement 10 personnes et projette d'atteindre 15 personnes à 3 ans.	
N°D2016-301 - 29/04/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	433
Décision relative à un avenant de transfert - Cession de fonds de commerce de l'entreprise Cegelec Languedoc à l'entreprise Travasset pour tous les marchés conclus avec Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un avenant de transfert est conclu pour prendre acte de la cession de fonds de commerce de l'entreprise Cegelec Languedoc, sise à Saint Jean de Védas, à l'entreprise Travasset sise à Teyran et ce pour tous les marchés conclus avec Montpellier Méditerranée Métropole.	

N°D2016-305 - 20/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

435

Décision relative à une convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement"

Objet : La délibération n°13552 du 16 décembre 2015 donne délégation à M. le Président pour adopter des conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par la délibération n°13517 du 16 décembre 2015. Il est proposé de mettre en œuvre ce dispositif dans le cadre d'une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion de la plage de cette commune et de ses moyens d'accès.

N°D2016-315 - 25/04/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

437

Décision d'ester en justice "Référé Préventif - PAE St Lazare"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier en référé préventif afin de faire constater l'état des propriétés, jouxtant le chantier des travaux de réhabilitation et la construction du réseau d'adduction d'eau potable et d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) St Lazare. La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau- Paliès, Noy, Gauer et Associés.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **VU** les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n°13242 du 30 septembre 2015 relative à la fixation des attributions de compensation définitives,
- **CONSIDERANT** que la neutralité des transferts de charges de la Commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2015-746 du 24 décembre 2015 est abrogée.

ARTICLE 2 : Le contrat d'emprunt 7780924K / ligne 000/enveloppe 2 réalisé par la Commune de Montpellier sera transféré partiellement à la Métropole à hauteur de 89.3255%. Ce transfert partiel à la Métropole se matérialisera par la mise en place d'un nouveau contrat de refinancement de ladite ligne par le Crédit Foncier de France aux mêmes caractéristiques.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes qui seraient éventuellement dues au titre du contrat d'emprunt 7780924K / ligne 000/enveloppe 2.

ARTICLE 4 : Le contrat concerné est le suivant :

Prêteur	Compagnie de Financement Foncier
Gestionnaire	Crédit Foncier de France
N° de contrat refinancé à hauteur 89.3255%	7780924K / ligne 000/enveloppe 2
Capital restant dû au 1 ^{er} janvier 2016	8 160 000€

Capital restant dû à transférer à Montpellier Méditerranée Métropole au 1 ^{er} janvier 2016	7 288 960,80€ (= Montant du contrat de refinancement à mettre en place)
Capital restant dû restant à charge de la Commune de Montpellier au 1 ^{er} janvier 2016	871 039,20€ (= Montant du CRD du prêt conservé par la commune de Montpellier)

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes:

- Taux d'intérêt : Taux fixe 4.845%
- Durée résiduelle : 17 ans

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 6 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les documents relatifs au contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.'

Décision n°	D2016-101
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418-lmc1111025-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AW n°757 - 758 - 2673 - Lieu-dit Garrigue Basse - Commune de Sussargues

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions SPORTIVES,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** le projet de compromis concernant la cession par Madame CHAZE, née REBOUL Marie demeurant 21 Grand Rue Louis Bouis, 34160 – Sussargues, à Montpellier Méditerranée Métropole, d'un ensemble de parcelles cadastrées section AW n°757, 758 et 2673 pour une superficie totale de 7 506 m², sises lieu-dit « Garrigue Basse », Commune de Sussargues, au prix de 21 000 €.
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause s'acquièrent dans le cadre de réserves foncières pour la réalisation de l'extension du complexe Jules RIMET

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable auprès de Madame CHAZE les parcelles cadastrées section AW n°757, 758 et 2673 situées sur la commune de Sussargues pour une superficie de 7 506 m².

ARTICLE 2 : La présente acquisition est consentie et acceptée pour un montant de vingt et un mille euros (21 000 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer la promesse de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-106
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1111098-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché 4388AT16 - Entretien des espaces verts communaux de la Ville de Cournonterral - LOTS 1, 2, 3 et 4

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015, portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace public »,

CONSIDÉRANT qu'une consultation portant sur l'entretien des espaces verts de la Commune de Cournonterral a été lancée le 2 décembre 2015, selon une procédure adaptée ouverte en application des articles 28.I et 77 du Code des Marchés Publics,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la convention de gestion conclue avec la commune de Cournonterral, en application du Code Général des Collectivités Territoriales et suite au transfert effectif de la compétence création, aménagement, entretien de la voirie et des espaces publics dédiés, Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à la commune de Cournonterral pour la mise en œuvre de la procédure susvisée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°4388 AT 16 d'entretien des espaces verts de la voirie et des espaces publics dédiés de la Commune de Cournonterral est composé de 4 lots, conclus avec les entreprises suivantes :

- . LOT 1 : entretien et tonte de pelouse - UPEE7 – 109 rue de la Balaurie – 34130 SAINT AUNES
- . LOT 2 : taille d'entretien des haies et des arbres – Sas TEISSIER Espaces Verts – Avenue de la Gare – Lieudit « le Clos » - 34660 COUNONTERRAL
- . LOT 3 : désherbage chimique et protection phytosanitaire des espaces verts et des voiries, accotements, cheminements et espaces publics – VIAGREEN – 30 rue Henri Rouzaud – 11100 NARBONNE
- . LOT 4 : débroussaillage et éparage des talus, espaces communaux et chemins ruraux – UPEE7 - 109 rue de la Balaurie – 34130 SAINT AUNES

ARTICLE 2 : Les marchés prennent effet à compter de leur notification, pour une durée d'un an.

ARTICLE 3 : Le montant maximum annuel pour les 4 lots ne pourra excéder 40 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 4 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-119
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405-lmc1111237-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maintenance des installations d'éclairage public par la Commune de Saint Geniès des Mourgues et Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Saint Geniès des Mourgues en date du 31 décembre 2015
- **VU** la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Saint Geniès des Mourgues, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :
ALLEZ ET CIE à LUNEL, pour le marché n°4097TV15 relatif à la « Maintenance des installations d'éclairage public », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée d'un an reconductible deux fois et pour un montant annuel estimé à 29 413,00 € HT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-130
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321- lmc1111399-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3913EA15 de
prestations de géo-détection par géoradar ou induction**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché à bons de commande de prestations de géo-détection par géoradar ou induction,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3913EA15 de prestations de services est passé avec la société VRD'TECT.

ARTICLE 2 : Ce marché, à bons de commande, concerne des prestations de géo-détection par géoradar ou induction.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa notification. Il pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de deux reconductions.

ARTICLE 4 : Le montant maximum annuel du marché s'élève à 65 000 € HT soit un montant maximum de 195 000€ HT sur la durée totale du marché. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-144
Reçue en Préfecture le	24/03/16
Affichée le	25/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1112129-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/03/16

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 4114EA15 de travaux de création d'un poste et d'une canalisation en refoulement des eaux usées pour le raccordement de la résidence ESABORA - impasse des Dahlias à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de raccorder au réseau d'assainissement collectif la résidence ESABORA, impasse des Dahlias à Castelnau le Lez,

CONSIDÉRANT la procédure de mise en concurrence conduite à la suite de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 27 novembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4114EA15 de construction d'un poste et d'une canalisation en refoulement des eaux usées pour le raccordement de la résidence ESABORA est passé avec le groupement BRAULT MPT (mandataire) – BRAULT TP, dont le mandataire est sis 720 avenue des Bigos 34740 VENDRAGUES.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la construction d'un poste et d'une canalisation en refoulement des eaux usées.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux. Sa durée est de 12 semaines dont 4 semaines de préparation et 8 semaines de travaux.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 64 210,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-145
Reçue en Préfecture le	24/03/16
Affichée le	24/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1112150-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/03/16

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour définir les conditions d'intégration de la prolongation de la ligne 1 de tramway et de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur de la Mogère

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinea 1^{er},
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1^{er} alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat »,

CONSIDÉRANT la désignation de la SAAM par délibération en date du 24 Septembre 2013 comme concessionnaire pour l'aménagement de l'opération d'ensemble sur le secteur de la Mogère qui comprend le site d'implantation de la future gare TGV, située dans la zone jumelée du CNM avec l'autoroute A9 déplacée et qui intègre le projet de prolongation de la ligne 1 de tramway depuis son terminus d'Odysseum jusqu'à la future gare TGV,

CONSIDÉRANT la nécessité de finaliser les études en vue de la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée au droit de la gare pour en assurer la livraison en lien avec celle de l'autoroute A9 déplacée, du CNM et de la gare, échéance à laquelle l'ouvrage n'accueillera pas l'extension de la première ligne de tramway mais à laquelle en revanche toutes les mesures conservatoires devront être assurées pour permettre cette extension et son intégration dans l'opération d'aménagement,

CONSIDÉRANT la nécessité de finaliser la consultation engagée en vue de la désignation du titulaire du mandat de réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway,

CONSIDÉRANT la nécessité de définir les conditions d'intégration de la prolongation de la ligne 1 de tramway et de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur de la Mogère,

D E C I D E

Page 1 sur 2

ARTICLE 1 : Un marché de prestation intellectuelle d'assistance à maîtrise d'ouvrage est conclu avec la SAAM.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'assistance à la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour définir les conditions d'intégration de la prolongation de la ligne 1 de tramway et de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur de la Mogère, en vue de :

- la finalisation des études de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée au droit de la gare,
- la finalisation de la consultation engagée pour désigner le futur mandataire de la réalisation des travaux de prolongation de la ligne 1 de tramway.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 11 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 45 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et à l'Habitat est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-150
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/3/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321-lmc1112778-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4005EA15 de Maîtrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration des eaux usées de Murviel-lès-Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans le domaine « Service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de désigner un maître d'œuvre pour la construction de la station d'épuration des eaux usées de la Commune de Murviel-lès-Montpellier,

CONSIDÉRANT la procédure de mise en concurrence accomplie suite à la publication d'un avis d'appel à la concurrence en date du 31 août 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4005EA15 de maîtrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration des eaux usées de Murviel-lès-Montpellier est passé avec le groupement CEREG (mandataire) / LAUNE Architecte – dont le mandataire est sis 7 avenue de la fontanisse – Pôle actif - 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre; dont les prestations sont AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR ainsi que les missions complémentaires de coordination avec les autres intervenants.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de la mission AVP. Sa durée est de 48 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 57 000,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-153
Reçue en Préfecture le	24/03/16
Affichée le	24/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1112807-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/03/16

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Mandat d'étude à la SAAM en vue d'assurer la transition entre l'ancienne
OPAH CD Cévennes 1 et la nouvelle OPAH CD Cévennes 1 prévue dans
le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël Ségura en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A2015-16 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Noël Ségura dans le domaine « logement »,
- **CONSIDERANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) se voit confier un mandat afin de préparer une nouvelle intervention, restant à définir, sur la copropriété des Cévennes 1 en juillet 2016 dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un mandat est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

ARTICLE 2 : Le mandat vise à préparer une nouvelle intervention, restant à définir, sur la Copropriété Cévennes 1 à Montpellier dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et jusqu'au 30 juin 2016.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 45 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 9.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-16 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-156
Reçue en Préfecture le	18/03/16
Affichée le	18/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160318-lmc1112838-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/03/2016

M. N. SEGURA

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué au
logement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition du CRR,
par la commune de Jacou, de la salle de spectacle "La Passerelle"**

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER, en qualité de Vice-Président,

- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,

- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

- **CONSIDERANT** la nécessité de permettre aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional, (CRR), de Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'espaces de qualité dans le cadre de leurs pratiques artistiques et pédagogiques et de favoriser leur apprentissage de la scène,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Dans le cadre du spectacle de théâtre musical, « Nour », accompagné du chœur d'enfants spécialisé du CRR, une convention de mise à disposition est établie entre la commune de Jacou et le CRR. Cette convention a pour but d'établir les conditions de mise à disposition du CRR, par la commune de Jacou, de sa salle de spectacle, « La Passerelle ».

ARTICLE 2 : Deux représentations auront lieu, dans la salle précitée, le jeudi 19 mai 2016. L'une à 14h30 pour les scolaires, l'autre à 19h00, pour tout public.

ARTICLE 3 : La mise à disposition des lieux, par la commune de Jacou, est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-166
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411- lmc1113024-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4015bisDS15 - Achat de matériel de filtration, d'équipement bassin piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 3 : achat de matériel de plomberie

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et traditions sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour l'« Achat de matériel de filtration, d'équipement de bassin piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot 3 : achat de matériel de plomberie »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4015bisDS16, lot 3 de fournitures (achat de matériel de plomberie) est passé avec la société Chaveroche sas, rue du Puech Radier, 34 970 Lattes.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une période initiale d'un an et peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

ARTICLE 3 : Le montant minimum annuel du marché s'élève à 5 000 € HT et le montant maximum annuel du marché s'élève à 10 000 € HT.
Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-167
Reçue en Préfecture le	30/03/16
Affichée le	30/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160330- lmc1113053-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services – autorisation de signature,
- **VU** la délibération n°2015DAD146 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 22 décembre 2015,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 22 décembre 2015.

ARTICLE 2 : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-169
Reçue en Préfecture le	17/03/16
Affichée le	18/03/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160315- lmc1113049-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au bail conclu entre Hérault-Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé Résidence les Oliviers, 88 allée Georges de Cuevas à Montpellier - Conseil Citoyen

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion du louages de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** qu'Hérault Habitat, Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé un bail de location le 2 février 2016 concernant un local situé Résidence Les Oliviers, 88 allée Georges de Cuevas à Montpellier afin d'y accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** que dans le bail initial, la prise d'effet était prévue au 1^{er} janvier 2016,
- **CONSIDERANT** que la prise d'effet a été retardée par commun accord,
- **CONSIDERANT** que cette modification a pour conséquence la prise en compte d'un nouvel indice pour la révision du loyer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Hérault Habitat, Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole signent un avenant n°1 au bail de location concernant le local situé Résidence Les Oliviers, 88 allée Georges de Cuevas à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 2 « Durée et Résiliation » du bail en remplaçant la prise d'effet initiale du bail.

ARTICLE 3 : L'avenant n°1 modifie l'article 16 « Révision du prix du loyer » du bail en remplaçant l'indice initial ILAT du 2^{ème} trimestre 2015 par celui du 3^{ème} trimestre 2015 qui est établi à 107,98.

ARTICLE 4 : Les autres clauses et conditions de la convention initiale restent inchangées.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/ 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-174
Reçue en Préfecture le	17/03/16
Affichée le	18/03/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160315- lmc1113101-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association
FRENCHSOUTH DIGITAL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 6 août 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de cinq mois,
- **CONSIDERANT** que l'association FRENCHSOUTH DIGITAL continue à œuvrer au sein des locaux qu'elle occupe à Cap Oméga pour le développement du secteur du numérique sur le territoire de la Métropole dans l'attente d'un hébergement dans le futur bâtiment totem de la French Tech porté par Montpellier Méditerranée Métropole, et qu'il convient par conséquent de proroger la convention d'occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour une période de douze mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : L'occupation est consentie à titre gratuit compte tenu des services que l'occupant apporte aux entreprises hébergées dans Cap Oméga. Cependant le montant de la redevance et charges qui devrait être payé sera valorisé en complément de la subvention que Montpellier Méditerranée Métropole pourrait verser à l'association dans le cadre de ses actions en faveur des entreprises du numérique. Dans ce cas, la valorisation de la redevance s'effectuera sur la base du tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015 (la

Décision n° D2016-175
redevance mensuelle hors taxes et hors charges pour les 89,90 m² occupés au rez-de-chaussée de la pépinière d'entreprises Cap Oméga équivaut à 1 137,23 €).

ARTICLE 3: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-175
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1113128-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4228TV15 - Avenue du Pont Trinquat - Réalisation d'ouvrages et d'équipements

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics et accords cadres qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et espace public »,

CONSIDÉRANT le marché 4228TV15, relatif aux travaux de réalisation d'ouvrages et d'équipements sur l'avenue du Pont Trinquat, attribué le 2 septembre 2014, à l'issue d'une procédure adaptée ouverte, à l'entreprise RAZEL-BEC, pour un montant de 588 633,45 € HT,

CONSIDÉRANT la décision d'attribution du marché de la Mairie de Montpellier N°2014/0284 du 22/08/2014,

CONSIDÉRANT le transfert de compétences dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4228TV15 de réalisation d'ouvrages et d'équipements sur l'avenue du Pont Trinquat est passé avec la Société RAZEL-BEC – 111 avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques (34680).

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne une plus-value financière liée aux sujétions techniques imprévues.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 117 074,73 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 705 708,18 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-178
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1113173-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la passation d'un marché n°4282DS16
de fournitures de produits et de matériels de peinture**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir des produits et matériels de peinture pour l'entretien des bâtiments sportifs de la Métropole,

CONSIDÉRANT qu'au regard du rapport d'analyse des offres du 24 février 2016, l'entreprise THEODORE MAISON DE PEINTURE répond aux exigences souhaitées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché à bons de commande n°4282DS16 de fourniture de produits et matériels de peinture est passé avec l'entreprise THEODORE MAISON DE PEINTURE sise à NOYELLE LES SECLIN (59139) - ZIA – 5 rue René Cauche.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture de produits et matériels de peinture.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il pourra être reconduit tacitement 2 fois par période d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du marché s'élève à 5 000 € H.T minimum et à 29 999 € HT maximum. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-181
Reçue en Préfecture le	13/04/16
Affichée le	14/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160413- lmc1113380-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4071GD15 de location et d'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte des déchets ménagers

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-14 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril Meunier dans le domaine « prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'un marché de location et d'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte des déchets ménagers et la procédure de mise en concurrence suivie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4071GD15 de fournitures courantes et services est passé avec l'entreprise MAJ ELIS PROVENCE sise à NIMES (30971).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la location et l'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte des déchets ménagers.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une période de 3 ans à compter de la notification du marché.

ARTICLE 4 : Le montant maximum des commandes sur la durée du marché s'élève à 195 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril Meunier Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-182
Reçue en Préfecture le	31/03/16
Affichée le	01/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160331- lmc1113412-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision modificative de la décision n°2015-748 relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires, Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR). Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n°13242 du 30 septembre 2015 relative à la fixation des attributions de compensation définitives,

- **VU** la décision n°2015-748 relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- **CONSIDERANT** que la neutralité des transferts de charges de la Commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'article 1 de la décision 2015-748 est modifié comme suit : « Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Montpellier sera transféré partiellement (Ligne 002) à la Métropole au 1^{er} janvier 2016, par la mise en place d'un prêt de refinancement de la dite ligne. ».

ARTICLE 2 : L'article 2 est modifié comme suit : « Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016, au titre du contrat n°00778013992A - Ligne 002 ».

ARTICLE 3 : L'article 3 est modifié comme suit : « Le contrat concerné est le suivant :

Prêteur	Compagnie de Financement Foncier
Gestionnaire	Crédit Foncier de France
N° de contrat	00778013992A-Ligne 002
CRD à transférer	6 249 999.97€

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes:

- Taux d'intérêt : Taux fixe 4.42%
- Durée résiduelle : 23,75 ans

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées ».

ARTICLE 4 : L'article 4 reste inchangé. « Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611 ».

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1^{ère} Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature ».

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-183
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418-lmc1114565-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle autorisant le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castelnau-le-Lez n° 2016/02-07 en date du 25 Février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Castelnau-le-Lez au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-187
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1114707-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain
- Parcelle cadastrée DO n° 137 - Commune de Montpellier**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-10 et L.5217-2,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur/Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 2 mars 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de signature fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 9 février 2016, envoyée par Maître DAUDET Laurent, Notaire à Montpellier (34000), mandataire de l'Indivision CARRIE-BONIFACE-DUSSOL-MUNOZ CAUSSE, reçue en Mairie de Montpellier le 11 février 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 19 février 2016, concernant la parcelle cadastrée DO n°137, d'une superficie totale de 1 660 m², située sur la Commune de Montpellier, au lieudit 240 Avenue Docteur Jacques Fourcade, au prix de 15 000 euros en valeur occupé,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 9 février 2016,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence de développement et d'aménagement économique,
- **CONSIDERANT**, la nécessité d'acquérir cette parcelle afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain et de réorganiser la façade urbaine le long de l'Autoroute A9 sur la Commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée DO n°137, d'une superficie totale de 1 660 m², située sur la Commune de Montpellier, au lieudit 240 Avenue Docteur Jacques Fourcade auprès de l'Indivision CARRIE-BONIFACE-DUSSOL-MUNOZ CAUSSE :

- Madame Marie CARRIE domiciliée 888 Rue Françoise Dezeuze 34070 MONTPELLIER
- Madame Maguelone DUSSOL domiciliée 43 Rue Jean Gremillon « Les Collines d'Estanove » Bât B de Valencia 34070 MONTPELLIER
- Monsieur Yves BONIFACE domicilié 480 Chemin de Manne-Virade 30250 SOMMIERES
- Monsieur André BONIFACE domicilié 192 Route d'Aubais 30250 SOMMIERES
- Monsieur Jean BONIFACE domicilié 40 Bis Avenue Saint-Lazare 34000 MONTPELLIER
- Madame Danièle CARRIE épouse PEREA domiciliée La Lauzière 34270 SAUTEYRARGUES
- Madame Brigitte DUSSOL épouse BADEWITZ domiciliée Fichtenstrasse 67 FÜRTH 90763 Allemagne
- Monsieur Olivier MUNOZ CAUSSE domicilié Carretera dels Cortals s/n Xalet Roma, AD 200 ENCAMP Andorre

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 15 000 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-188
Reçue en Préfecture le	17/03/16
Affichée le	18/03/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160315- lmc1114712-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3928DC15 de Remplacement et déplacement des CTA des quarantaines chaudes et froides de l'Aquarium Mare Nostrum - Avenants n°1 aux lots 1, lot 2 et lot 4

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2016-125 du 25/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur AUDRIN dans le domaine de « la Biodiversité et de la Culture Scientifique et technique notamment aquarium Mare Nostrum, Planétarium Galilée, complexe animalier Noé »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants n° 1, au marché 3928DC15 de «remplacement et déplacement des CTA des quarantaines chaudes et froides de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier – lot 1 : chauffage, rafraîchissement, ventilation, GTC, SSI, électricité et travaux induits, lot 2 : gros œuvre et lot 4 : aquariologie».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1, au marché n°3928DC15 de travaux est passé :

Pour le lot n° 1 avec la société Hervé Thermique, 25, rue de la Gariguette, CS 20110, 34130 Saint Aunès.

Pour le lot 2 avec la société Souchon Constructions, Green Park, 149, Avenue du Golf, 34670 Baillargues.

Pour le lot 4 avec la société Abise, 14, rue de l'Aiguillerie Basse, 34150 Aniane.

ARTICLE 2 : Le présent avenant s'élève :

Pour le lot n°1 à 5 163, 31 € H.T. soit 6 195, 97 € T.T.C.

Pour le lot n°2 à 3 773, 22 € H.T. soit 4 527, 86 € T.T.C.

Pour le lot n°4 à 6 812, 79 € H.T. soit 8 175, 35 € T.T.C.

ARTICLE 3 : Le nouveau montant du marché s'élève :

Pour le lot n°1 à 171 639, 96 € H.T. soit 205 967, 95 € T.T.C.

Pour le lot n°2 à 35 773,22 € H.T. soit 42 927, 86 € T.T.C.

Pour le lot n°4, à 58 622, 79 € H.T. soit 70 347, 35 € T.T.C.

Ces dépenses sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur AUDRIN Vice-Président est autorisé à signer les contrats visé à l'article 1 conformément à l'arrêté 2016-125 du 25/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-189
Reçue en Préfecture le	07/04/16
Affichée le	07/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160407- lmc1114744-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2016

M. J.-F. AUDRIN

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Biodiversité et la Culture Scientifique et
Technique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de Monsieur
Félix MONTEILS dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de Monsieur MONTEILS ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location d'une parcelle dans le quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez : Monsieur Félix MONTEILS, est candidat à la location d'une parcelle de 43 385 m² pour l'aménagement et l'exploitation d'un Verger pour une période de 18 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de Monsieur Félix MONTEILS ci-dessus mentionnée est agréée pour la location d'une parcelle de 43 385 m² pour l'aménagement et l'exploitation d'un Verger pour une période de 18 ans.

Le titulaire devra respecter les contraintes et obligations suivantes :

- Interdiction de réalisation de tunnels pour le maraîchage,
- Interdiction d'utiliser des engrais chimiques et produits phytosanitaires,
- Entretien régulier des abords intérieurs de la clôture pour garantir la qualité paysagère du Verger,
- Limiter au strict minimum le stockage de matériels divers dans le Verger,
- Exploitation du verger en agriculture raisonnée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-190
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1114740-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour un concert avec les élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole à l'abbaye de Saint-Guilhem-le-Désert

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la vocation de l'association, « les Amis de l'Orgue », de mettre en valeur cet instrument et dans
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de sa politique municipale de soutien à la vie culturelle, la commune de Saint-Guilhem-le-Désert, souhaite organiser un concert avec les élèves des classes d'orgue, de violon et de direction de Chœur, du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Dans le cadre du considérant ci-avant, la commune de Saint-Guilhem-le-Désert autorise, par convention, l'occupation de l'Abbaye, lieu d'accueil du concert, sise sur cette même commune, par le Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 2 : Le concert aura lieu le vendredi 1^{er} avril à 20h30 en l'Abbaye de Saint-Guilhem-le-Désert.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra fin à l'issue de la représentation le même jour.

ARTICLE 4 : La mise à disposition des lieux est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-196
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411- Imc1114817-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du contrat de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations festives par la commune de Restinclières et Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Restinclières en date du 31 décembre 2015
- **VU** la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Restinclières, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Marché n°4246TV15 (2015-01) relatif à la « Maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations festives », d'un montant estimé à 88 608, 00 € HT pour la durée totale du marché et conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise ALLEZ et CIE à Lunel.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-198
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321- lmc1114880-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la parcelle
EL n°81 d'une ligne électrique souterraine de 400Volts - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention de servitude de tréfonds au profit de Electricité Réseau Distribution France (ERDF) dont le siège social est situé Tour ERDF34 – Place des Corolles 92079 Paris la Défense Cedex, autorisant le passage d'une ligne souterraine de 400 Volts en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section EL n°81, sur une longueur totale d'environ 15 mètres, ainsi que les accessoires,
- **CONSIDERANT** que cette servitude est nécessaire pour permettre l'alimentation d'un lot situé lieu-dit Montels à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de tréfonds est acceptée au profit de ERDF, autorisant le passage d'une ligne électrique souterraine de 400 Volts, en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section EL n°81, sur une longueur totale d'environ 15 mètres, ainsi que les accessoires,

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 50 €, les frais d'actes en sus à la charge de ERDF.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-199
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321- lmc1114879-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise SERVIMO MEDITERRANEE

- **Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 30,
- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** les délégations permanentes du Conseil au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en vue d'autoriser la signature de convention de dépotage des sous-produits de l'assainissement,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction accordée à Monsieur René REVOL dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (ANC), pour le dépotage des matières de vidange aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, pour le dépotage des déchets gras aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges de matières mélangées (matières de vidange ANC et déchets gras ou autres) et le curage de réseaux prenant en charge le transport et l'élimination des matières mélangées extraites des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, de l'ANC et des équipements de transport et de traitement des effluents, pour le dépotage des matières mélangées aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de dépotage des matières mélangées des sous-produits de l'assainissement, est passée avec la société :

- **Pour la station d'épuration de Maera à Lattes :**

SERVIMO MEDITERRANEE, dont le siège social est situé au 24 Rue sergent Fernand Tourrière à Saint Jean de Vedas 34 430,

- **Pour la station d'épuration de Baillargues :**

SERVIMO MEDITERRANEE, dont le siège social est situé au 24 Rue sergent Fernand Tourrière à Saint Jean de Vedas 34 430,

- Pour la station d'épuration de Fabrègues :

SERVIMO MEDITERRANEE, dont le siège social est situé au 24 Rue sergent Fernand Tourrière à Saint Jean de Vedas 34 430.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à compter de la date fixée par la notification de la convention à l'entreprise. Sa validité est de 2 ans à compter de la date de notification de la dite convention.

ARTICLE 3 : Les tarifs sont les suivants : (valeurs au 1^{er} janvier 2015)

- Station d'épuration de Maera à Lattes :
 - Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 30 € hors taxes par tonne,
 - Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne.
- Station d'épuration de Baillargues et Fabrègues :
 - Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 40 € hors taxes par tonne,
 - Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne.

La TVA est à 10%.

La facturation s'effectue semestriellement (1er Juillet, 1er Janvier) par l'Exploitant. Les sommes dues sont exigibles sous un délai de 45 jours.

A défaut de règlement dans ce délai, l'Exploitant est en droit de demander des intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté A 2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-200
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418-lmc1114887-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maintenance, exploitation et entretien sur les installations d'éclairage public et les illuminations par la commune de Beaulieu et Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Beaulieu en date du 31 décembre 2015
- **VU** la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Beaulieu, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Marché n°4104TV15 (2014.04) relatif à la « Maintenance, exploitation et entretien sur les installations d'éclairage public et les illuminations de la commune de Beaulieu pour les années 2015-2016-2017 », conclu jusqu'au 31/12/2017, à prix mixte, dont le montant prévisionnel, pour la part unitaire, s'élève 18 300, 00 € HT par an, et le montant forfaitaire s'élève à 10 395, 00 € HT par an, avec l'entreprise ALLEZ et CIE à Lunel.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-201
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1114892-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Grabels dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Grabels n° 0008/15-02-2016 en date du 15 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil de Métropole, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Grabels au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-202
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1114895-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien des espaces verts de la ville, par la commune de Saint Jean de Védas et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Saint Jean de Védas en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Saint Jean de Védas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Marché n°4339AT16 (2015-02) relatif à « l'Entretien des espaces verts de la ville », d'un montant de 45 227, 00 € HT par an et conclu jusqu'au 09/03/2018, pour une durée d'un an reconductible deux fois, avec l'entreprise Adaptée ADAGES de SAPORTA à Lattes.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-203
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321- lmc1114898-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°2 au marché 4304RI16
- Acquisition d'un logiciel S.I.G. de gestion des équipements de voirie**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis eux même à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Rabii YOUSSEUS, dans le domaine « voirie et espace public »,

CONSIDÉRANT le marché N°4304 RI 16 relatif à l'acquisition d'un logiciel S.I.G. de gestion des équipements de voirie, notifié à l'entreprise GISMAWARE en date du 25/11/2014 pour un montant de 56 380 € HT, porté à 62 200 € HT par avenant N°1,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°4304 RI 16 d'acquisition d'un logiciel S.I.G. de gestion des équipements de voirie est passé avec l'entreprise GISMAWARE sise 11 Chemin des Anciennes Vignes – 69410 Champagne au Mont d'Or.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration des ouvrages d'engouffrement dans le logiciel et le paramétrage de la gestion de leur entretien dans une interface dédiée.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 3 920 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 66 120 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-204
Reçue en Préfecture le	24/03/16
Affichée le	24/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1114914-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/03/16

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention n°34130010 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles AK n°28 et 39 - Commune de Castelnau-le-Lez

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° 2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Agro-écologie et alimentation »,
- **VU** le projet de convention, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrées section AK n° 28 et 39, lieu-dit « Le Grès », pour une contenance cadastrale totale de 1 ha 41 a 67 ca, pour une durée de 3 campagnes,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent, d'une part conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur et, d'autre part, grâce à la mise en culture, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrées section AK n° 28 et 39, lieu-dit « Le Grès », pour une contenance cadastrale totale de 1 ha 41 a 67 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 3 campagnes, jusqu'au 31 octobre 2018.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant le versement d'une redevance annuelle de cent quatre-vingt dix euros (190 €).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-206
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321-lmc1114916-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention n°34150010 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles SM n°6P et 7 - Commune de Montpellier

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Agro-écologie et alimentation »,
- **VU** le projet de convention, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n° 6P et 7, lieu-dit « Mas des Brousses », pour une contenance cadastrale totale de 2 ha 21 a 37 ca, pour une durée d'une campagne,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent, d'une part conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur et, d'autre part, grâce à la mise en culture, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n°6P et 7, lieu-dit « Mas des Brousses », pour une contenance cadastrale totale de 2 ha 21 a 77 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant le versement d'une redevance annuelle de huit cents euros (800 €).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-208
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321-lmc1114929-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention n°34160008 de mise à disposition avec la SAFER
Languedoc Roussillon des parcelles BM n°82 et 83 - Commune de Baillargues**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Agro-écologie et alimentation »,
- VU le projet de convention, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section BM n° 82 et 83, lieu-dit « Las Cavas », pour une contenance cadastrale totale de 79 a 42 ca, pour une durée de trois campagnes,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent, d'une part conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur et, d'autre part, grâce à la mise en culture, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section BM n°82 et 83, lieu-dit « Las Cavas », pour une contenance cadastrale totale de 79 a 42 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois campagnes, jusqu'au 31 octobre 2018.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant le versement d'une redevance annuelle de cent quarante-trois euros (143 €).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-209
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1114935-AU-I-I

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Agro-écologie et alimentation »,
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Commune de LATTES Surface sur la commune : 30 ha 02 a 18 ca

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature
FIGUIERE	CA	0001	2 ha 24 a 18 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0003	1 ha 97 a 21 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0006	1 ha 02 a 11 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0011	2 ha 41 a 75 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0022	1 ha 38 a 36 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0080	5 ha 11 a 07 ca	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0004	9 a 30 ca	Sols
MAS DE PORTAL	CC	0062	7 ha 17 a 78 ca	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0064	8 ha 60 a 42 ca	Terres

Commune de MONTPELLIER Surface sur la commune : 48 ha 39 a 28 ca

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature
DU MAS DE BROUSSE	SM	0006	5 ha 18 a 30 ca	Terres
LA CAVALADE	SN	0039	4 ha 16 a 00 ca	Terres
LA CAVALADE	SN	0040	12 a 31 ca	Terres
LA CAVALADE	SN	0041	1 ha 14 a 12 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0045	1 ha 30 a 73 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0006	56 a 31 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0007	2 ha 77 a 25 ca	Terres

LE TILLEUL	SR	0014	40 a 43 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0014	30 a 00 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0015	87 a 68 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0016	56 a 69 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	8 a 85 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	34 a 75 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0020	54 a 60 ca	Terres
LE TILLEUL	SO	0055	1 ha 31 a 19 ca	Terres
LE TILLEUL	SP	0076	34 a 24 ca	Terres
LE TILLEUL	SP	0077	29 a 10 ca	Terres
LE TILLEUL	SP	0079	59 a 61 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0009	55 a 29 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0010	21 a 07 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	1 ha 93 a 52 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	60 a 51 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0032	1 ha 21 a 58 ca	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0058	3 ha 69 a 61 ca	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0060	1 ha 60 a 46 ca	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0076	22 a 68 ca	Terres
LA MOGERE	SV	0002	6 a 48 ca	Sols
LA MOGERE	SV	0003	79 a 67 ca	Terres
LA MOGERE	SV	0009	10 a 58 ca	Terres
LA MOGERE	SV	0043	1 a 65 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0030	1 ha 86 a 52 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0025	15 a 89 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0027	64 a 90 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0030	72 a 81 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0045	22 a 48 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0045	1 ha 98 a 33 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0048	23 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0048	1 ha 74 a 87 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0051	54 a 86 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0081	4 a 25 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0081	48 a 50 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0083	47 a 56 ca	Terres
LA MOGERE	SV	0044	1 ha 89 a 70 ca	Terres
LA MOGERE	SV	0045	12 a 38 ca	Terres
LA MOGERE	SV	0046	1 ha 14 a 78 ca	Terres
LE TILLEUL	SP	0087	4 ha 35 a 96 ca	Terres

TOTAL SURFACE : 78 ha 41 a 46 ca

- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est Domaine de Maurin, à Lattes, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Montpellier et Lattes pour une surface totale de 78 ha 41 a 46 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31 octobre 2016.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de douze mille six cent cinquante-quatre euros (12 654€).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-211
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321-lmc1114947-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert du marché n°3317TV13 -
Travaux d'éclairage, intervention sur les mâts de jalonnement lumineux
et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics, notamment son article 20,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie – espace public »,
- VU le marché n°3317 TV 13 concernant les travaux d'éclairage, intervention sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport, notifié le 28/11/2013 au groupement conjoint SOTEM / CEGELEC,
- VU la cession du fonds de commerce intervenu entre la société TRAVESSET immatriculée sous le n° RCS Montpellier 950 015 446 90B 1380 et la société CEGELEC LANGUEDOC,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n° 3317TV13 doit être passé en vue du transfert à la société TRAVESSET des prestations exercées dans le cadre du marché 3317 TV 13 jusqu'alors par la Société CEGELEC LANGUEDOC.

ARTICLE 2 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction et signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-212
Reçue en Préfecture le	24/03/16
Affichée le	24/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1114956-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/03/16

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la ville de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises ci-dessous pour les marchés suivants :

1° marché n°4391AT16 (19/2011) relatif à la « Vérifications périodiques réglementaires obligatoires sur les bâtiments et équipements communaux – Lot 8 Vérification des équipements de travail, des appareils et accessoires de levage », d'un montant de 445, 00 € HT/an et conclu jusqu'au 13/03/2016 avec le Bureau VERITAS à Montpellier.

2° marché n°4399AT16 (09/2013) relatif à la « Gestion autonome de l'aire de camping-car et horodateurs de la plage (contrat d'assistance et maintenance) », d'un montant de 4 800, 00 € HT/an et conclu jusqu'au 16/06/2017 avec l'entreprise DOUDELEC Sécurité et Réseaux à Sète.

3° marché n°4390AT16 (16/2012) relatif à « l'Entretien du réseau d'assainissement eaux pluviales et eaux usées », d'un montant estimé à 5 920, 00 € HT/an et conclu jusqu'au 30/01/2017 avec l'entreprise LYONNAISE DES EAUX à Béziers.

4° marché n°4384AT16 (23/2013) relatif à « l'Exploitation de l'éclairage public, événementiels et illuminations », d'un montant de 66 132, 00 € HT et conclu jusqu'au 24/01/2020 avec l'entreprise BONDON Electricité Générale à Lattes.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-214
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1114975-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la ville de Lavérune et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Lavérune en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Lavérune, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :
la société BOUYGUES Energies et Services à Saint Gely du Fesc, concernant le marché n°4325AT16 (CG2013-001) relatif à « l'Entretien et la maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations », à prix unitaires et pour un montant estimé à 84 669, 00 € HT pour la durée du marché, conclu jusqu'au 31/12/2016.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-215
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1114996-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle " Phèdre "

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil , notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat de deux représentations du spectacle « Phèdre » diffusé au théâtre Pierre Tabard à Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Théâtrale Francophone et le théâtre Pierre Tabard, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 5 600 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-218
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1116164-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,

- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 29 mai 2007, 30 août 2007, 19 février 2008, 17 novembre 2008, 20 mars 2009, 07 mai 2010, 19 mai 2011, 16 septembre 2011, 02 mai 2012, 17 octobre 2012, 19 avril 2013, 20 juillet 2013, 20 septembre 2013, 23 septembre 2013, 28 novembre 2013, 06 octobre 2014, 15 septembre 2015 et 29 septembre 2015,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 mars 2016 et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2016.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 388,07 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 4 814,39 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-221
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411-lmc1116884-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché 3832GD15 - Fourniture, mise en œuvre et maintenance d'un suivi informatique de flottes avec géolocalisation des véhicules de collecte et de nettoyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public »,
- **CONSIDERANT** le marché n°3832GD15 relatif aux prestations de fourniture, mise en œuvre et maintenance d'un suivi informatique de flottes avec géolocalisation des véhicules de collecte et de nettoyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la cession du fonds de commerce de la société TERRA NOVA à la société SYSOKO Terra Nova Ingénierie,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3832GD15 doit être conclu en vue du transfert à la société SYSOCO Terra Nova Ingénierie, immatriculée sous le n RCS 443 866 769, des prestations exercées jusqu'alors par TERRA NOVA.

ARTICLE 2 : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-222
Reçue en Préfecture le	07/04/16
Affichée le	07/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1116891-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Création de la régie de recettes & d'avances des Terrains Familiaux de Pignan

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes au Président par le Cosniel de Métropole, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'avis conforme du 9 mars 2016, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, la nécessaire gestion des terrains familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie de recettes & d'avances pour la gestion des terrains familiaux des gens du voyage, auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les recettes suivantes :

- loyers,
- charges locatives : eau, électricité, entretien des parties communes et des espaces extérieurs,
- dépôt de garantie (caution de 150 €).

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires et assimilés,
- par virement,
- par prélèvement automatique sur compte bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager : d'une facture valant quittance, d'une quittance établie par l'ordonnateur pour le recouvrement des droits au constaté.

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

ARTICLE 7 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 8 : Le montant maximum des avances consenties est fixé à 600 €.

ARTICLE 9 : Les dépenses autorisées sont les suivantes :

- remboursement des cautions.

ARTICLE 10 : Les dépenses désignées à l'article 9 sont payées selon les modes de paiement suivants :

- en numéraire,
- par chèques bancaires.

ARTICLE 11 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 12 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 13 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 14 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 16 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité

ARTICLE 17 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-223
Reçue en Préfecture le	31/03/16
Affichée le	31/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160331-lmc1122116-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché complémentaire n°8.522 portant sur les travaux de bâtiments du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 24 février 2015 selon une procédure négociée sans mise en concurrence préalable en application des articles 146 et 144.II.7 du code des marchés publics pour le marché complémentaire n°8.522, portant sur les travaux de bâtiments dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,
- **CONSIDERANT** que les résultats de cette consultation ont fait l'objet d'une information sur le choix du titulaire aux membres de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole, réunie le 1^{er} mars 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché complémentaire n°8.522 des travaux de bâtiments est passé avec l'entreprise AI CONSTRUCTION de Montpellier (34).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur la réalisation de travaux de rénovation du bâti du local situé rue des Balances, des travaux complémentaires dans le local de la sous-station et des prestations de déplacement d'équipements techniques dans le local Foch Arc de Triomphe dans le cadre du projet de bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway.

ARTICLE 3 : Le marché complémentaire est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de 3 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le marché complémentaire n°8.522 est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 98 480,54 € HT. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-224
Reçue en Préfecture le	30/03/16
Affichée le	30/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160330-lmc1122133-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée aux
Transports et Mobilité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux
sur la Commune de Saint Génies des Mourgues - Terrain section AM n°74**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par Madame Guiraud Claire, domiciliée 301 Grand'Rue François Mitterrand à Mauguio,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 1 000m² sur la parcelle cadastrée section AM n° 74, d'une contenance totale de 3 880m², sise commune de Saint Génies des Mourgues, afin de permettre la mise en œuvre des travaux de requalibrage et d'aménagement paysagé du fossé dans lequel se déverseront les effluents traités de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de sept mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et Madame Guiraud Claire, propriétaire de la parcelle située commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrée section AM n° 74, pour une emprise partielle de 1 000m².

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de trois cents Euros (300 €).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-225
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321-lmc1122176-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Juvignac dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Juvignac n° 16.02.01.04 en date du 1^{er} février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil de Métropole, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Juvignac au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-226
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122181-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle
RB n°16 - 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONDIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée section RB n°16, située 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier, que cette assiette foncière supporte un bâti à usage de maison d'habitation ainsi que des annexes, que les locataires bénéficient de mesures de relogement et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment et ses annexes situés sur la parcelle cadastrée section RB n° 16, d'une contenance de 2 391m² située 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-227
Reçue en Préfecture le	17/03/16
Affichée le	18/03/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160315- lmc1122191-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lavérune n° 2016-11 en date du 2 Mars 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil de Métropole, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Lavérune au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-229
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122273-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Chenal de la Lironde, commune de Lattes- Occupation illicite"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'occupation illicite par des gens du voyage des parcelles cadastrées CW25, CW53 et CW63 sises sur le territoire de la commune de Lattes, propriété de la Métropole.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-231
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321- Imcl122400-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°2016/01 au contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance du système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006 et notamment son article 20,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** la décision n°D2015-773 approuvant le contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance du système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre, d'un montant annuel s'élevant à 16 646,40 € TTC., conclu avec la société IREC,
- **VU** l'acquisition de trois terminaux de paiement ICT 220 intégrés au système de billetterie et de contrôle d'accès, suite à de nouvelles normes bancaires, auprès de la société IREC,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ces terminaux,
- **CONSIDÉRANT** que seule la société IREC peut réaliser cette prestation au regard des brevets qu'elle détient concernant ce système de billetterie et de contrôle d'accès,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2016/01 au contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance du système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre est conclu avec la société IREC, Site de Chalembert, rue Evariste Galois, 86130 JAUNAY-CLAN.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne trois terminaux de paiement ICT 220 intégrés au système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre, suite à de nouvelles normes bancaires.

ARTICLE 3 : Cet avenant prend effet à sa date de notification.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du présent avenant s'élève à deux cent quarante-deux euros et cinquante cents TTC (242,50 € TTC).

ARTICLE 5 : Le nouveau montant annuel du contrat initial s'élève donc à seize mille huit cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt-dix cents TTC (16 888,90 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-232
Reçue en Préfecture le	08/04/16
Affichée le	08/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160408-lmc1122568-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/04/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une partie de la
parcelle cadastrée BX n°5 - Commune de Clapiers**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines « Service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2007-I-2008 en date du 9 octobre 2007 déclarant d'utilité publique au profit de Montpellier Méditerranée Métropole les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de l'intercepteur Est, collecteur de transport des eaux usées dans la vallée du Lez,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-303 en date du 11 février 2013 prorogeant la validité de la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de l'intercepteur Est, collecteur de transport des eaux usées dans la vallée du Lez au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'au 7 octobre 2017,
- **VU** la délibération n°2016/50 en date du 25 février 2016 du Conseil Municipal de la ville de Montpellier autorisant la cession d'une partie de la parcelle cadastrée BX n° 5, située lieudit Avenue du Martinet à Clapiers, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à usage de terre, pour une emprise de 1 903 m²,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 15 février 2016,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de cette partie de parcelle est nécessaire pour la réalisation de l'intercepteur Est sur la commune de Clapiers,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur d'une partie de la parcelle cadastrée BX n° 5, pour une emprise de 1 903 m², à usage de terre, située lieudit Avenue du Martinet à Clapiers auprès de la ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de sept mille neuf cent quatre-vingt douze euros et soixante centimes d'euros (7 992,60 €) toutes indemnités comprises, dont trois cent quatre-vingt euros et soixante centimes d'euros (380,60 euros) d'indemnité de emploi, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-234
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122441-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la passation d'un marché n°4352DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une structure légère d'accueil dans le parc multi-glisse Gérard Bruyère de Baillargues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une structure légère d'accueil dans le Parc G. Bruyère à Baillargues,

CONSIDÉRANT l'analyse des offres établie après la procédure de mise en concurrence,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4352DS16 de prestations intellectuelles de maîtrise d'œuvre est passé avec la SCP CHAMARD-FRAUDET sise à PEROLS (34470) 62 avenue Louis Pasteur.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation d'une structure légère d'accueil dans le Parc Gérard Bruyère à Baillargues.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de 30 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 28 700,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-235
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1122447-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste
immatriculé 470 AGY 34 à l'hôtel des ventes Centre 113**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule Renault Master aménagé réception immatriculé 470 AGY 34 du fait de sa vétusté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule immatriculé 470 AGY 34 à réformer est cédé à l'hôtel des ventes Centre 113 situé 390 rue les Portes Domitienne pour être vendu aux enchères.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-236
Reçue en Préfecture le	31/03/16
Affichée le	31/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160331- lmc1122456-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n° 4215DS16 de "Renforcement de l'éclairage
du terrain honneur du complexe Yves du Manoir à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de travaux pour le renforcement de l'éclairage du terrain honneur du complexe Yves du Manoir à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4215DS16 de travaux est passé avec la société REEL MEDITERRANEE, Veas Hannibal, 165 rue de la Billière, 34 660 Cournonsec.

ARTICLE 2 : Le délai global d'exécution des travaux est de 17 semaines à compter de la date fixée par ordre de service.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1 650 298, 63 € H.T. soit 1 980 358, 36 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-237
Reçue en Préfecture le	07/04/16
Affichée le	07/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160407- lmc1122453-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°5 mandat d'études préalables -
Site stratégique Plaine du Colombier - Commune de Baillargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été eux même soumis à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat »,
- VU la délibération n°9501 du 27 mai 2010 confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier (SAAM) un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de la Mourade (Plaine du Colombier) à Baillargues, pour un montant prévisionnel de 250 000 € et une rémunération de 50 000 €,
- VU la décision n°2012-90 approuvant la conclusion d'un avenant n°1 au mandat signé le 8 mars 2012,
- VU la décision n°2013-462 approuvant la conclusion d'un avenant n°2 au mandat signé le 2 octobre 2013 augmentant la durée du mandat jusqu'au 3 août 2015,
- VU la décision n°2014-857 approuvant la conclusion d'un avenant n°3 signé le 11 mars 2015, concernant la mobilisation d'une avance supplémentaire au 1^{er} trimestre 2015,
- VU l'avenant n°4 signé le 9 décembre 2015 augmentant la durée du mandat jusqu'à la fin 2016,

CONSIDÉRANT que la stratégie opérationnelle globale a été adaptée courant 2012 et courant 2013, et que les choix de procédures liées à la réalisation de l'allée alluviale ont été revus, en particulier les procédures d'acquisitions foncières,

CONSIDERANT que l'avancée des études préalables nécessite maintenant de compléter le Dossier Loi Eau (DLE) et de constituer le dossier de Déclaration d'Utilité Publique ainsi que le Dossier d'Intérêt Général pour la réalisation de l'allée alluviale et que ces dossiers doivent faire l'objet d'un dépôt simultané en Préfecture (procédure IOTA intégrateur),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°5 est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la réalisation du dossier de DUP et de DIG du projet d'allée alluviale sur le site de la Plaine du Colombier à Baillargues.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 26 000 € HT de montant de rémunération supplémentaire.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 116 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-238
Reçue en Préfecture le	14/04/16
Affichée le	14/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160414-lmc1122458-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 14/04/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'estimer en justice " Pourvoi en cassation - PLU commune de Lattes"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil d'Etat contre les arrêts de la Cour Administrative d'Appel n°14MA03253, n°14MA03254 et n°14MA03255 en date du 29 janvier 2016 :

- annulant les décisions implicites par lesquelles le Maire de la Commune de Lattes a rejeté les demandes de M Laurent Deguara, Mme Nicole Marie-Noëlle Roseau et Mme Hélène Romero, M Pierre-Luc Roseau et Mme Hélène Romero en date du 31 août 2012 tendant à la convocation du Conseil Municipal en vue de prescrire la modification du plan local d'urbanisme de Lattes en tant qu'elle concerne le classement du secteur compris entre l'actuelle autoroute A9 et le futur doublement de l'autoroute et de la ligne ferroviaire s'étendant du lieu-dit la Castelle jusqu'au Mas de Saporta,
- réformant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 22 mai 2014,
- enjoignant au Maire de la Commune de Lattes de convoquer le Conseil Municipal de Lattes en inscrivant à l'ordre du jour une modification du classement du secteur compris entre l'actuelle autoroute A9 et le futur doublement de l'autoroute et de la ligne ferroviaire dans un délai de deux mois à compter de la notification des présents arrêts.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Garreau, Bauer, Violas Feschotte-Desbois.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-239
Reçue en Préfecture le	22/03/16
Affichée le	22/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160321- lmc1122476-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/03/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
LE ZEPHYR dans la ZAC DESCARTES à Lavérune**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société LE ZEPHYR représentée par Monsieur David MAZON est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 15 de 2 710 m² pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 997 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1355 m². L'utilisateur final sera la société TRANSPORTS MAZON FRERES pour une activité de transport de marchandises, TP et VRD. La société emploie actuellement 9 personnes et prévoit un effectif de 11 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI LE ZEPHYR ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-240
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411- lmc1122482-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation
d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

CONSIDERANT la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtre à la Compagnie Minibus.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 1 296 €. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-242
Reçue en Préfecture le	28/04/16
Affichée le	28/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160428- lmc1122575-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/04/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZC 48 sur la
Commune de Montaud appartenant à Madame Martine MILESI**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- **VU** le courrier de Madame MILESI en date du 14 mars 2016 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle ZC 48 d'une superficie de 200 m², située chemin du Romarin à Montaud.
- **CONSIDERANT** que ce terrain est en partie impacté par l'assiette du chemin des Romarins et qu'il est nécessaire de régulariser cette situation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Martine MILESI domiciliée 40 rue des Chênes verts à Teyran qui a accepté de céder à l'amiable la parcelle sise commune de Montaud, cadastrée ZC 48, d'une contenance de 200 m². L'emprise de la voirie sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de QUATRE MILLE EUROS (4000 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-245
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122683-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux -
Commune de Saint Génies des Mourgues - Terrains section AM n° 87-88 et 289**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par Madame Guiraud Claire, domiciliée 301 Grand'Rue François Mitterrand à Mauguio,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'occuper temporairement la totalité de l'emprise des parcelles situées sur la commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrées section AM n° 87 – 88 et 289, d'une contenance totale de 9 524m², afin de stocker temporairement des matériaux nécessaires à la réhabilitation des extérieurs de la station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de huit mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et Madame Guiraud Claire, propriétaire des parcelles situées sur la commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrées section AM n° 87 – 88 et 289, d'une contenance totale de 9 524m².

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant deux cents Euros (200€).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-246
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122695-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Hôtel Sabatier d'Espeyran TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à obtenir réparation consécutivement à des dommages résultant de défaut d'étanchéité à l'air et à l'eau affectant les menuiseries de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran contre la SAS PISTRE et Fils, la SARL l'Atelier d'architecture Emmanuel Nebout, la SA SOCOTEC et la SARL Agencement Sud Cévennes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-247
Reçue en Préfecture le	31/03/16
Affichée le	31/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160331- lmc1122701-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Requête n°16MA00915 CAA de Marseille - HAMMAD"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA00915 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 7 mars 2016 par Monsieur Hachemi HAMMAD demandant l'annulation du jugement d'annulation partielle n°1306027 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 30 décembre 2015 et ce, dans le cadre du dossier du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-248
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- Imc1122739-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle « La maladie de Sachs »

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés Publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *La maladie de Sachs* » diffusé au théâtre du Chai du Terral à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie *Le Théâtre de la Remise* et, le théâtre du Chai du Terral, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 2 300 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-249
Reçue en Préfecture le	25/04/16
Affichée le	25/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160425- lmc1122741-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Requête n°16MA00584 - PAULHAN Gilles"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA00584 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 16 février 2016 par Monsieur Gilles PAULHAN contre le jugement n°1303571, 1303572 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 17 décembre 2015 rejetant sa demande tendant à l'annulation de la délibération en date du 29 mars 2013 par laquelle le conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le plan local d'urbanisme ensemble la décision de rejet de son recours gracieux.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-250
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122748-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "PAULHAN Philippe - Requête n°16MA00583"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA00583 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 16 février 2016 par Monsieur Philippe PAULHAN contre le jugement n°1303571, 1303572 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 17 décembre 2015 rejetant sa demande tendant à l'annulation de la délibération en date du 29 mars 2013 par laquelle le conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le plan local d'urbanisme ensemble la décision de rejet de son recours gracieux.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-251
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122752-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'estimer en justice " MARMOYET Simone - Requête n°16MA00586 "

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA00586 près la CAA de Marseille le 16 février 2016 par Madame Simone MARMOYET contre le jugement n°1303573 du Tribunal Administratif de Montpellier du 17 décembre 2015 rejetant sa demande d'annulation de la délibération en date du 29 mars 2013 par laquelle le conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a approuvé le plan local d'urbanisme.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-252
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122759-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la résiliation marché de maîtrise d'œuvre avec
étude préliminaire pour la requalification de l'avenue Georges
Clemenceau et des espaces publics attenants à Saint-Jean-de-Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la fin de la convention conclue avec la commune de Saint Jean de Vedas pour l'exercice transitoire de nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celles de prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords-cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS, dans le domaine « Voirie et espace public »,
- CONSIDÉRANT le marché de maîtrise d'œuvre relatif à la requalification de l'avenue Georges Clemenceau et des espaces publics attenants à Saint-Jean-de-Védas conclu avec le groupement représenté par la société «d'une ville à l'autre» sise 2 avenue de Lombez 31300 Toulouse,
- CONSIDERANT que le groupement susvisé a commis des erreurs importantes lors de la réalisation de la tranche ferme de l'opération mentionnée ci-dessus notamment concernant :
 - l'évaluation de la quantité des travaux de terrassement
 - les études de structures de chaussée en inadéquation avec le trafic existant
- CONSIDERANT que ces fautes ont entraîné un préjudice financier de 187 000, 19€ HT pour la commune de Saint Jean de Vedas à laquelle se substitue Montpellier Méditerranée Métropole

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché conclu avec le groupement représenté par la société « d'une ville à l'autre », est résilié en application des articles 29 et 32 du CCAG PI

ARTICLE 2 : Cette résiliation prendra effet à compter de la notification de la lettre de résiliation établie en application de la présente décision.

ARTICLE 3: Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président est autorisé à signer le courrier de résiliation visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-18 du 26/01/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-255
Reçue en Préfecture le	30/03/16
Affichée le	30/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160330-lmc1122781-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'estimer en justice "DBS Fermetures - TGI"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'assignation déposée par la société DBS Fermetures, reçue à la Métropole le 18 mars 2016, tendant :

- à la résiliation du bail commercial entre parties aux torts exclusifs du bailleur, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole,
- à obtenir réparation des dommages subis toutes causes de préjudices confondus.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-256
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405-lmc1122797-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de priorité
- Parcelle KW n°143 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que l'Etat a le projet de céder l'emprise foncière cadastrée KW n°143 située 123 Bis Avenue de Lodève à Montpellier correspondant à l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve et que la ville de Montpellier a un projet d'intérêt communal sur cette emprise il y a lieu de déléguer le droit de priorité à la commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par exercice du droit de priorité conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le droit de priorité est délégué à la commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : parcelle cadastrée KW n°143, située 123 Bis Avenue de Lodève à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-259
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122804-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la réforme et au recyclage pour cause de vétusté d'un photocopieur de marque Toshiba e-studio 2820C - Décision portant abrogation de la D2016-207

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens mobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un photocopieur du fait de sa vétusté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision abroge la décision n°D2016-207 du 15 mars 2016.

ARTICLE 2 : Le photocopieur vétuste de marque Toshiba e-studio 2820C n° CWF 020328 est cédé pour recyclage à la société Canon Fac Similé Grand Sud, sise Le Millénaire 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier.

ARTICLE 3 : La cession pour réforme et recyclage a lieu à titre gratuit en raison de la vétusté de l'appareil.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la cession visée à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-260
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1122847-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision modificative de la décision n°2015-664 - marché n°3952MG15 d'assistance technique pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics de 2006 et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords- cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, contentieux et affaires juridiques, protocole »,

CONSIDÉRANT la nécessité de tenir compte d'une erreur matérielle, et d'après le rapport d'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision n°2015-664, qui attribuait le marché à l'entreprise n°1 LM INGENIERIE.

ARTICLE 2 : Le marché multi attributaires, à bons de commande n°3952MG15 d'assistance technique pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec trois entreprises. Les commandes seront attribuées selon un système dit "en cascade".
L'entreprise n°1 retenue est LM INGENIERIE, sise à Clapiers.
L'entreprise n°2 retenue est TECHNOMAN INGENIERIE, sise à Lyon.
L'entreprise n°3 retenue est BIS CONSULTING, sise à Courbevoie.

ARTICLE 3 : Ce marché concerne une mission d'assistance technique relative à la sûreté des équipements, notamment ;

- management de la sûreté / luttas contre la malveillance et la prévention des menaces,
- sûreté passive,
- sûreté électronique,
- réseaux de communications,
- rédaction des pièces techniques et financières de marchés de prestations de services relatives à la sûreté et l'assistance à la définition des critères de sélection des candidatures et offres.

ARTICLE 4 : La première période prendra fin au 09 décembre 2016. Ce marché est renouvelable 3 fois, par périodes successives d'un an, pour une durée maximum de 4 ans.

ARTICLE 5 : Le montant maximum du marché s'élève à 45 000 € HT/an. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 6 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-261
Reçue en Préfecture le	14/04/16
Affichée le	14/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160414- lmc1122879-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/04/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux et
Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°47542 de droit d'accès multi-utilisateurs
à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006 et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de gérer les contrats d'emprunts, les tableaux d'amortissement, les échéanciers, de produire les états de la dette réglementaire, et d'analyser les différentes opportunités de gestion de dette au regard de la structure de la dette de la collectivité et de ses caractéristiques propres,
- **CONSIDERANT** que la société FINANCE ACTIVE propose la plateforme de droit d'accès multi-utilisateurs INSITO pour la gestion active de la dette et dispose d'une expérience importante en matière d'assistance financière auprès des collectivités locales et de leurs groupements,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier ces prestations à la société FINANCE ACTIVE au regard des brevets qu'elle détient concernant cette application,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°47542 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE, 46 rue Notre-Dame des Victoires, 75002 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités suivantes :

- Suivi de la dette :
 - Intégration des caractéristiques propres aux différents emprunts souscrits par le client, suivi, analyse, valorisation, extinction, tableaux de bord
 - Mise à jour automatique des échéanciers

- Rapprochement des conditions contractuelles des emprunts et des conditions de marché
- Classement par budgets, visualisation graphique
- Génération des états annexes règlementaires
- Analyse mensuelle
- Connexion Marchés et Index, système de veille et d'alerte :
 - Suivi des évolutions de taux sur les marchés financiers
 - Système de veille et d'alerte, visualisation graphique
 - Rapports et détection d'opportunités de réduction des frais financiers
- Module Simulations et Expertises :
 - Intégration et valorisation d'emprunts simulés
 - Algorithmes de calculs et d'évaluation des conditions bancaires
 - Outils de calculs d'échéanciers et d'anticipation des taux
- Presse financière :
 - Communication d'informations relatives à l'évolution des marchés financiers
 - Actualité financière quotidienne et synthèse hebdomadaire
- Bibliothèque financière :
 - Lexique financier
 - Principaux textes règlementaires
 - Modèles de cahiers des charges pour les consultations bancaires
 - Modèles de lettres à destination des établissements financiers
 - Fiches techniques et fiches produits
- Observatoire :
 - Observatoire des offres
 - Analyse de la dette des collectivités locales et comparaison
 - Invitations aux clubs et rencontres financières
- Accès sécurisé via Internet à l'ensemble du contenu de la plate-forme visé ci-dessus
- Accompagnement permanent d'un consultant dédié.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 9 mois.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat s'élève à huit mille un euros et trente-sept centimes TTC (8 001,37 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-263
Reçue en Préfecture le	25/04/16
Affichée le	25/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160425- lmc1122909-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°47541 de droit d'accès INSITO
PRIVILEGE de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article 27 du décret 2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'analyser les opportunités de gestion de dette au regard de la structure de la dette de la collectivité et de ses caractéristiques propres,
- **CONSIDERANT** que la société FINANCE ACTIVE propose la plateforme de droit d'accès multi-utilisateurs INSITO PRIVILEGE pour la gestion active de la dette et dispose d'une expérience importante en matière d'assistance financière auprès des collectivités locales et de leurs groupements,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier ces prestations à la société FINANCE ACTIVE au regard des brevets qu'elle détient concernant cette application,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°47541 de droit d'accès INSITO PRIVILEGE complémentaire au contrat n°47542 de droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme INSITO de FINANCE ACTIVE via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE, 46 rue Notre-Dame des Victoires, 75002 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne la Direction des Finances et permet d'accéder à une assistance personnalisée avec des rapports écrits lors de chaque analyse.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 7 mois.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille neuf cent dix-sept euros et cinq centimes TTC (1 917,05 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-264
Reçue en Préfecture le	25/04/16
Affichée le	25/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160425- lmc1122916-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Impasse du Buffet
d'Eau - Domaine Bonnier de la Mosson - Squat"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande instance de Montpellier suite à l'occupation illicite de la voirie métropolitaine impasse du buffet d'Eau sise à Montpellier, par un groupe d'individus.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-265
Reçue en Préfecture le	30/03/16
Affichée le	30/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160330-lmcl122983-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché N°4241AT15 relatif aux travaux de réaménagement du Chemin des Saliniers à Saussan

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006 et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,

CONSIDÉRANT qu'une consultation portant sur les travaux de réaménagement du Chemin des Saliniers à Saussan a été lancée le 30/12/2015, selon une procédure adaptée ouverte,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4241AT16 de travaux de réaménagement du Chemin des Saliniers à Saussan est passé avec l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE S.N.C. sise RD 613 – Lieu-dit le Devès – CS 2000 – 34433 Saint Jean de Vedas.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de l'émission de l'ordre de service. Sa durée est de 3 mois.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 26 993,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-266
Reçue en Préfecture le	19/04/16
Affichée le	19/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160419- lmc1122996-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/04/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Association la Vie du voyage" - Requête TA 1601285-5"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1601285-5 près le TA de Montpellier le 10 mars 2016 par l'Association "La Vie du Voyage" contre la décision en date du 18 février 2016 par laquelle la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole", à la suite de la demande de la requérante du 6 janvier 2016, a refusé de mettre à disposition des gens du voyage l'ensemble des aires prescrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage de l'Hérault du 12 décembre 2011.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-267
Reçue en Préfecture le	30/03/16
Affichée le	30/03/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160330-lmc1122999-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds
d'une canalisation d'eaux usées - Parcelle AW n°118 Commune de Vendargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur REVEL Bernard, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section AW n°118,
- **CONSIDERANT** que l'instauration de cette servitude est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée Schéma directeur d'assainissement de la Métropole ,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur REVEL Bernard, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section AW n°118, d'une contenance totale de 9 805m² et d'une emprise de servitude de 315m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de mille deux cent soixante euros (1 260 €), frais d'actes en sus à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-269
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418-lmc1123072-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du contrat de prestations de services Parkfolio "bancaire" "communication" n° 4508AT16 pour l'horodateur de la Plage du Prévost à Villeneuve-lès-Maguelone

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,

CONSIDÉRANT le transfert à Montpellier Méditerranée Métropole de l'horodateur situé sur la Plage du Prévost sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,

CONSIDÉRANT le caractère exclusif de la prestation de service exécutée par la société PARKEON, sur les opérations de télécollectes des données des horodateurs, de traitement et de délivrance des informations, sur l'horodateur situé sur la plage du Prévost.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prestations de services Parkfolio « bancaire » « communication » pour l'horodateur situé sur la plage du Prévost à Villeneuve-lès-Maguelone, n°4508AT16 est passé avec la Société PARKEON sise 100 avenue de Suffren, 75015 Paris.

ARTICLE 2 : Le contrat prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est de 1 an. Il est reconductible tacitement pour des périodes successives d'un an, sans toutefois pouvoir dépasser 3 années de reconduction.

ARTICLE 4 : Le montant annuel estimatif du contrat s'élève à 14 000 HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-270
Reçue en Préfecture le	25/04/16
Affichée le	25/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160425-lmc1123139-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SCI LES HAMEAUX DEL REY - Requête TA n°1601441-1"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1601441-1, le 18 mars 2016, par la SCI LES HAMEAUX DEL REY contre la décision implicite de rejet en date du 13 mars 2016 refusant de convoquer le Conseil de Métropole aux fins d'abroger le plan local d'urbanisme de la commune de Le Crès en tant qu'elle classe en zone "N1" la parcelle cadastrée section "BS n°486" et de procéder au classement de cette parcelle en zone "UC1".

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-272
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411- lmcl123186-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain
- Parcelle AX n°23 - Commune de Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 21 janvier 2008,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 18 février 2008 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Saint Jean de Védas,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 12 février 2016, envoyée par Maître ANDRIEU Jean-Philippe, Notaire à Montpellier (34000), mandataire de Monsieur Christian DEVISE, reçue en Mairie de Saint Jean de Védas le 16 février 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 15 mars 2016, concernant la parcelle cadastrée AX n° 23, d'une superficie totale de 5 941 m², située sur la Commune de Saint-Jean de Védas, au lieudit Lous Coutaux, au prix de 594 000 euros en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 31 mars 2016,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence d'aménagement de l'espace métropolitain,
- **CONSIDERANT**, que cette parcelle est nécessaire pour constituer des réserves foncières destinées, à terme, à mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ainsi que la réalisation d'équipements collectifs compatibles avec les objectifs du SCoT de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée AX n° 23, d'une superficie totale de 5 941 m², située sur la commune de Saint Jean de Védas, au lieudit Lous Coutaux auprès de Monsieur Christian DEVISE domicilié 1 Rue des Pattes 34990 Juvignac.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 130 700 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-273
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411-lmc1123192-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en
ZAD - Parcelle AX n°71 - Commune de Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU l'arrêté Préfectoral n°2006-01-2044 en date du 30 août 2006, instaurant une Zone d'Aménagement Différé sur la Commune de Saint Jean de Védas,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 12 février 2016, envoyée par Maître ANDRIEU Jean-Philippe, Notaire à Montpellier (34000), mandataire de l'Indivision DEVISE, reçue en Mairie de Saint Jean de Védas le 16 février 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 15 mars 2016, concernant la parcelle cadastrée AX n°71, d'une superficie totale de 7 295 m², située sur la Commune de Saint Jean de Védas, au lieudit Lous Coutaux, au prix de 729 000 euros en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 31 mars 2016,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire pour constituer des réserves foncières destinées, à terme, à mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ainsi que la réalisation d'équipements collectifs compatibles avec les objectifs du SCoT de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée AX n° 71, d'une superficie totale de 7 295 m², située sur la Commune de Saint Jean de Védas, au lieudit Lous Coutaux auprès de l'Indivision DEVISE :

- Madame Monique DEVISE domiciliée 11 Ter Rue André Michel 34000 MONTPELLIER,
- Monsieur Gérard DEVISE domicilié 183 Chemin de la Grave 34150 SAINT JEAN DE FOS,
- Monsieur Christian DEVISE domicilié 1 Rue des Pattes 34990 JUVIGNAC.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 160 490 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-274
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411-lmc1123199-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
TOHERO dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe ment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société TOHERO, représentée par Messieurs Nicolas BOUTHORS, Anthony HERSOG et Olivier CHABERT est une SARL dont l'activité est la création et l'exploitation d'applications informatiques, notamment web.
Elle est candidate à la location du lot B07 de 60.93 m² pour une période de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TOHERO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-275
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411- lmc1123213-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°2016/20295 de service de
télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la signature d'une convention de dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de la Région conformément à la délibération n°7399 du Conseil de du 22 décembre 2006,
- VU le dispositif de télétransmission des actes FAST sélectionné à l'article 2.1 de cette convention,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'adhérer au contrat de service de télétransmission des actes de ce dispositif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°2016/20295 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société DOCAPOST FAST, 120 – 122 rue Réaumur, 75002 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne la transmission par voie électronique des marchés notifiés à la Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat s'élève à cinq cent quarante euros TTC (540,00 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-282
Reçue en Préfecture le	25/04/16
Affichée le	25/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160425- lmc1124110-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'installation d'équipements d'émission de radiotéléphonie par la société SFR au stade de la Mosson

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole»,
- **VU** la délibération n°6982 du 25 avril 2006 fixant les modalités d'installation d'équipements de radiotéléphonie par les opérateurs de téléphonie et la tarification des redevances afférentes,
- **VU** la délibération n°13509 du 16 décembre 2015 modifiant les modalités de renouvellement des conventions et actualisant les tarifs des redevances afférentes,
- **CONSIDERANT** que la société SFR recherche un nouvel emplacement dans l'enceinte du stade de la Mosson pour y installer ces équipements de radiotéléphonie,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un espace qui correspond à ce besoin dans l'enceinte du stade de la Mosson,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SFR. Une mise au point est également jointe à la convention afin de préciser la lecture et l'application de certains articles de la convention-type.

ARTICLE 2 : La Métropole met à la disposition de la société SFR un emplacement au niveau 2 sous les gradins d'une surface de 6 m² et autorise l'implantation de 2 antennes panneaux.

ARTICLE 3 : La présente convention est conclue pour une durée initiale de six ans. Elle est renouvelable de manière expresse par courrier du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et de plein droit, par période de trois ans.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance est fixé à 9 940 € (valeur indice INSEE coût de la construction : 1627 - 3ème trimestre 2014) et sera actualisé chaque année.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention et la mise au point visées à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-285
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418-lmc1124141-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la transformation de la régie de recettes de
l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas en régie de recettes et d'avances**

--VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,

- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,

- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

-VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

- VU la délibération n°2001-4532 modifiée, du Conseil du 21 décembre 2001 portant création d'une régie de recettes auprès de l'Ecolothèque, située 1, rue Théophraste Renaudot à Saint Jean de Védas,

- VU l'avis conforme du 4 avril 2016, du comptable assignataire,

- **CONSIDERANT**, que les remboursements d'inscriptions par la régie sont plus simples que les remboursements actuels par mandats administratifs, la transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances s'impose.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délibération n°2001-4532 modifiée, du 21 décembre 2001 a instauré une régie de recette auprès de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas, située 1 rue Théophraste Renaudot.

ARTICLE 2 : La régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas est transformée en régie de recettes et d'avances.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- facturation de restauration, hébergement, encadrement de classes, de groupes extra scolaires et locations de salles,
- vente de produits de la ferme,
- interventions menées par les animateurs de l'Ecolothèque,
- participation de la caisse d'allocations familiales et des comités d'entreprises.

ARTICLE 4 : Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par chèques vacances,
- par chèques emploi service universel (CESU),
- par internet,
- par virement sur le compte de dépôt de fonds du régisseur.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance.

ARTICLE 5 : La date limite d'encaissement par le régisseur est fixée à trois mois.

ARTICLE 6 : La régie prend en charge les dépenses suivantes :

- Remboursements d'inscriptions (sur justificatif médical, ou par respect des délais d'annulation prévus au règlement, ou pour circonstances exceptionnelles indépendantes de la volonté des familles ou du service appréciées par la Direction de l'Accueil de Loisirs et le régisseur).

ARTICLE 7 : Les dépenses sont payées selon les modes de paiement suivants :

- en numéraire,
- en chèques bancaires.

ARTICLE 8 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 9 : L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 10 : Un fonds de caisse d'un montant de SOIXANTE DIX EUROS (70,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 11 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à TREIZE MILLE EUROS (13 000,00 €).

ARTICLE 12 : Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est fixé à SEPT CENT EUROS (700,00 €)

ARTICLE 13 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant autorisé, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 14 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 15 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 17 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 18 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-286
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1124162-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision de constitution de partie civile

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°15161000098 devant le Tribunal pour enfants de Montpellier pour une affaire de vol en réunion en date du 19 décembre 2014.

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 44 € TTC (quarante-quatre euros).

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-287
Reçue en Préfecture le	11/04/16
Affichée le	11/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160411- lmc1124171-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public pour le maintien d'équipements d'émission de radiotéléphonie sur une parcelle, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, lieu-dit Rastouble

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13174 du 22 juillet 2015 relative à l'implantation de pylônes pour accueillir des antennes relais de téléphonie mobile sur des terrains propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13509 du 16 décembre 2015 modifiant les modalités de renouvellement des conventions et actualisant les tarifs des redevances afférentes,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que la société SFR souhaite maintenir ses équipements sur une parcelle située lieu-dit Rastouble et cadastrée RA numéro 31,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'établir une nouvelle convention entre la société SFR et Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SFR. Une mise au point est également jointe à la convention afin de préciser la lecture et l'application de certains articles de la convention-type.

ARTICLE 2 : La Métropole met à disposition de la société SFR un emplacement de 12 m² sur une parcelle située lieu-dit Rastouble et cadastrée RA numéro 31. Elle autorise le maintien d'un pylône d'une hauteur de 8 mètres équipé de trois antennes panneaux et d'un faisceau hertzien.

ARTICLE 3 : La présente convention est conclue pour une durée initiale de dix ans et est renouvelable quatre fois, de manière expresse par courrier du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et de plein droit, par période de cinq ans.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de la redevance est fixé à 18 040 € (valeur indice INSEE du coût de la construction : 1627 – 3^{ème} trimestre 2014) et sera actualisé chaque année.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention et la mise au point visées à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-288
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418-lmc1124189-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "KLHETHI Alain - ARFA PARC
MONTCALM - Requête n°16MA01245 CAA Marseille"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire suite au dépôt de la requête n°16MA01245, le 1er avril 2016, par l'Association des Riverains de la rue de Fontcouverte et des rues Adjacentes et pour la préservation du Parc Montcalm (ARFA), Monsieur Alain KLETHI, Monsieur Roland LABOYE, Monsieur Arnaud LAJARRIGE et Monsieur Georges MICHALOUD contre le jugement n°1305092-5 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 2 février 2016 rejetant leur requête tendant à l'annulation de l'arrête du préfet de l'Hérault n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création du tronçon Lavérune - Clapiers de la ligne n°5 du tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Clapiers, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-293
Reçue en Préfecture le	25/04/16
Affichée le	25/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160425- lmc1124324-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
KYOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels : la société KYOMED, représentée par Monsieur Daniel LAUNE a pour activité la recherche de solutions de santé en matière de diagnostic et de télémedecine. Actuellement locataire du lot C.G.2.4 représentant 170.44 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 9 ans. KYOMED emploie actuellement 10 personnes et projette d'atteindre 15 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société KYOMED représentée par Monsieur Daniel LAUNE, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-294
Reçue en Préfecture le	18/04/16
Affichée le	18/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160418- lmc1124380-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de transfert - Cession de fonds de commerce de l'entreprise Cegelec Languedoc à l'entreprise Travesset pour tous les marchés conclus avec Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4^{ème} paragraphe,
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Rabii YOUSSEUS, dans le domaine « voirie et espace public »,
- VU les marchés conclus avec l'entreprise Cegelec Languedoc sise 34430 Saint Jean de Védas, immatriculée sous le n° RCS 537 908 261,
- VU la cession, avec effet au 01/01/2016, du fonds de commerce de la Société Cegelec Languedoc à la société Travesset immatriculée sous le n° RCS 950 015 446,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant de transfert doit être passé en vue du transfert à la société Travesset sise 242 avenue du Progrès, zone artisanale, 34820 Teyran, des prestations exercées jusqu'alors par Cegelec Hérault Réseaux sise 34430 Saint Jean de Védas, immatriculée sous le n°RCS 537 908 261.

ARTICLE 2 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction et signature dans le domaine « voirie et espace public ».

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-301
Reçue en Préfecture le	
Affichée le	29/04/16
Notifiée le	
Identifiant	

Fait à Montpellier, le 29/04/2016

M. R. YOUSSEUS

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°13552 du 16 décembre 2015 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone du 19 avril 2016 approuvant la signature de la convention de mise à disposition de service ascendante avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole est mise en œuvre conformément aux dispositions du II. de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice de missions détaillées en annexe de la convention pour:

- l'entretien et le nettoyage de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- l'entretien, la maintenance et la gestion des moyens d'accès à la plage (passerelle mobile et petit train),
- gestion saisonnière du parking du père Prévost,

ARTICLE 3 : Cette convention est prévue pour une période saisonnière d'avril à Octobre.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales et de la convention objet de la présente décision.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-305
Reçue en Préfecture le	20/04/16
Affichée le	20/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160420-lmc1124581-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Référé Préventif - PAE St Lazare"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier en référé préventif afin de faire constater l'état des propriétés, jouxtant le chantier des travaux de réhabilitation et la construction du réseau d'adduction d'eau potable et d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) St Lazare, à savoir :

- La parcelle CH n°0164 sise à Montpellier, propriété de Monsieur et Madame Jean-Christophe GAUCHE-IZARD,
- La parcelle CH n°0163 sise à Montpellier, propriété de Monsieur BENAVENT,
- La parcelle CH n°0162 sise à Montpellier, propriété de Madame BISBAL,
- La parcelle CH n°0043 sise à Montpellier, propriété de Monsieur et Madame Médéric ARNAUD
- La parcelle CH n°0027 sise à Montpellier, propriété de Madame Fabienne HERNANDEZ
- La parcelle CH n°0023 sise à Montpellier, propriété de Monsieur Arnaud MEERSSEMAN
- La parcelle CH n°0024 sise à Montpellier, propriété de Monsieur Richard ROURE
- Les parcelles CH n°0051 et CH n°0052 sises à Montpellier, copropriétés représentées par le syndic « Foncia Domitia »

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés »,

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-315
Reçue en Préfecture le	25/04/16
Affichée le	25/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160425- lmc1125008-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

Arrêté n°2016-117 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement OPTIPAIN dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	445
Arrêté n°2016-129 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	451
Arrêté n°2016-130 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	457
Arrêté n°2016-141 : ARRETE DE PERIL ORDINAIRE Commune de Montpellier bâtiment sis 11 rue du Pont de Lattes (parcelle 381) Logement central 5ème étage	462
Arrêté n°2016-146 : Arrêté relatif a une Mainlevée de péril imminent - Bâtiment sis 11, rue du Pont de lattes à Montpellier 34000	465
Arrêté n°2016-153 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Pérols "Changement de véhicule" Autorisation N°1	467
Arrêté n°2016-155 : Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	469
Arrêté n°2016-156 : Désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché n°4107DC15 de maîtrise d'oeuvre relative aux travaux d'accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole	471
Arrêté n°2016-157 : Délégation de signature relative aux DT, DICT et arrêtés d'alignement pour la DAT	473
Arrêté n°2016-161 : Délégation de fonction et de signature à M. Rabii YOUSSEF	475
Arrêté n°2016-162 : Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET	477
Arrêté n°2016-163 : Exclusion temporaire de la Cyber Base de Montpellier Méditerranée Métropole	479
Arrêté n°2016-164 : Délégation de signature à l'effet de parapher les feuillets des registres	481
Arrêté n°2016-171 : Délégation de signature relative à la situation administrative individuelle des agents et des non renouvellements de contrats	483
Arrêté n°2016-178 : Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat	485
Arrêté n°2016-180 : Délégation de signature relative aux bons de commande du pôle Ressources et Moyens	487
Arrêté n°2016-181 : Délégation de signature relative aux ordres de service du pôle Ressources et Moyens	489
Arrêté n°2016-182 : Délégation de signature relative aux ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole	491
Arrêté n°2016-183 : Délégation de signature relative à la situation administrative individuelle des agents et des non renouvellements de contrats	493

Arrêté n°2016-184 : Délégation de signature à M. Max LEVITA relative aux pièces comptables	495
Arrêté n°2016-185 : Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est supérieur à 90 000 € HT relevant du Pôle Ressources et Moyens	497
Arrêté n°2016-186 : Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € HT pour la Direction des ressources informatiques	499
Arrêté n°2016-187 : Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € HT pour la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	501
Arrêté n°2016-188 : Délégation de signature relative aux procédures marchés relevant de la Direction des Ressources Humaines d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T	503
Arrêté n°2016-189 : Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € H.T. pour la Direction de des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	505
Arrêté n°2016-190 : Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € HT pour la Direction des Finances	507
Arrêté n°2016-191 : Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 90 000 € HT relevant du Pôle Ressources et Moyens	509
Arrêté n°2016-203 : Concession d'aménagement Charles Martel - Villeneuve-lès-Maguelonne - Commission d'examen des candidatures et des propositions - Présidence déléguée	511
Arrêté n°2016-204 : Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de services faits pour le Département Développement Economique Emploi et Insertion	513
Arrêté n°2016-205 : Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de services faits pour le Département Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	515
Arrêté n°2016-206 : Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service fait pour le Département Culture et Sports et du Service Téléalarme	517
Arrêté n°2016-209 : Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	520
Arrêté n°2016-210 : Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Département Administration Générale et Finances	522
Arrêté n°2016-211 : Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service fait pour le Département Développement Territorial	524
Arrêté n°2016-212 : Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Administration Générale et Finances dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €	526
Arrêté n°2016-213 : Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros émanant du Département Culture et Sports	528
Arrêté n°2016-214 : Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 € émanant de la Direction des Ressources Informatiques ainsi que de la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion	530
Arrêté n°2016-215 : Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €	532

Arrêté n°2016-216 : Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Développement Economique, Emploi et Insertion dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €	534
Arrêté n°2016-217 : Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Développement Territorial dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros	536
Arrêté n°2016-218 : Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Administration Générale et Finances	538
Arrêté n°2016-219 : Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Culture et Sport et au Service Téléalarme	540
Arrêté n°2016-220 : Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	542
Arrêté n°2016-221 : Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Développement Economique Emploi et Insertion	544
Arrêté n°2016-222 : Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Développement Territorial	546
Arrêté n°2016-223 : Délégation de signature relative aux ordres de services du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	548
Arrêté n°2016-224 : Délégation de signature relative aux formalités de publicité concernant les contrats publics et aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Administration Générale et Finances	550
Arrêté n°2016-225 : Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Développement Economique Emploi et Insertion	552
Arrêté n°2016-226 : Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Culture et Sport et du Service Téléalarme	554
Arrêté n°2016-227 : Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Développement Territorial	556
Arrêté n°2016-228 : Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Développement Territorial	558
Arrêté n°2016-229 : Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	560
Arrêté n°2016-230 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DAJCP	562
Arrêté n°2016-231 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DMGB	564
Arrêté n°2016-232 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction des Finances	566
Arrêté n°2016-233 : Délégation de signature relative aux ordres de services du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	568
Arrêté n°2016-234 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de l'Ecolothèque	570
Arrêté n°2016-235 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction des Sports	572

Arrêté n°2016-236 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DFAO	574
Arrêté n°2016-237 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DUH	576
Arrêté n°2016-238 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant du Pilotage et du Contrôle de Gestion	578
Arrêté n°2016-239 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DRI	580
Arrêté n°2016-240 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DRH	582
Arrêté n°2016-241 : Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction de l'Economie et de l'Emploi	584
Arrêté n°2016-242 : Délégation de signature relative aux ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole	586
Arrêté n°2016-243 : Délégation de signature relative aux non renouvellements de contrats	588
Arrêté n°2016-245 : Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET	590
Arrêté n°2016-246 : Délégation de signature relative aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT	592
Arrêté n°2016-247 : Délégation de signature relative aux pièces comptables	594
Arrêté n°2016-248 : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques	596



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement OPTIPAIN dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu la demande de l'établissement OPTIPAIN ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement OPTIPAIN,

- dont le siège social est situé à 1100 Avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques 34680,
- représenté par Monsieur Sylvain TERUEL, en qualité de Gérant,

L'Etablissement est situé 1100 Avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques 34680, et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : AZ 40, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Boulangerie industrielle, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1100 Avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication de pâtes à pain,
- Façonnage et cuisson.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 404 014 797
- N° SIRET : 404 014 797 000 33
- Code NAF : 1071 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

L'Etablissement OPTIPAIN héberge dans ses locaux l'Entreprise ROYAL FRANCHISING dont l'activité est un laboratoire de recherche pour des pâtes à pizza.

Les références de l'Entreprise sont :

- N° RCS : 323 839 258
- N° SIRET : 323 839 258 00288
- Code NAF : 7740 Z

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement OPTIPAIN doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement OPTIPAIN, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement OPTIPAIN désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement OPTIPAIN devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement OPTIPAIN et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement OPTIPAIN s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement OPTIPAIN, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement OPTIPAIN de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement OPTIPAIN sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-117
Transmis en Préfecture le	0 4 MAI 2016
Affiché le	0 4 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC 1114752

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

0 2 MAI 2016

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** la demande de l'établissement SMN NICOLLIN MEDITRI;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Considérant que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI,

dont le siège social est situé à 4775 Rue de la Jeune Parque à Montpellier 34070,

- représenté par Monsieur NICOLLIN Louis, en qualité de Président Directeur Général,

- situé Rue Émile Julien à Montpellier 34075,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OI 58, 65, 69, 195 et 202, ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées domestiques, issues des activités de : Centre de tri de déchets d'emballages, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue Emile Julien à Montpellier 34075.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Stockage de déchets
- Tri des déchets,
- Conditionnements des déchets triés.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 326 180 544 00073
- Code NAF ou APE : 3811 Z

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1, Supérieur ou égal à 1000 m ³	Autorisation
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : Supérieure ou égale à 10 t/j	Autorisation

Ce classement n'implique aucune norme de rejets au réseau d'assainissement collectif. Seules les eaux usées domestiques sont autorisées dans ce réseau.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI, dont le déversement des eaux usées domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4).

En effet la qualité des rejets de l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement SMN NICOLLIN MEDITRI sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :
informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-129
Transmis en Préfecture le	04 MAI 2016
Affiché le	04 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC_U 22681

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

02 MAI 2016

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu la demande de l'établissement NORAUTO LR AUTO 34 reçue le 13/11/2015 ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Considérant que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34,

- dont le siège social est situé à Rue du Fort BP 225 à Lesquin Cedex 59812,

- représenté par Laurent.BRUGIRARD, en qualité de Gérant,

L'Etablissement est situé au 17 Rue de la Poulaillière 34920 LE CRES,

et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BL 333 et 336, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : Entretien et réparation de véhicules automobiles légers, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 17 Rue de la Poulaillière 34920 LE CRES.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réalisation de prestation et d'entretien de véhicules
- Distribution de produits pour l'équivalent automobile

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 811 510 486 00012
- Code NAF ou APE : 4520 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,

- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-130
Transmis en Préfecture le	04 MAI 2016
Affiché le	
Notifié le	04 MAI 2016
Identifiant	INC M22746

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

02 MAI 2016

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE

**Commune de Montpellier bâtiment sis 11 rue du Pont de Lattes (parcelle 381)
Logement central 5ème étage**

- Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;
- Vu l'article R.556-1 du Code de justice administrative,
- Vu l'article L2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur les pouvoirs de police administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- Vu la lettre d'information adressée à Madame LLANO-MANA lui signalant les désordres sur l'appartement centrale au 5^{ème} étage du bâtiment sis 11 rue du Pont de Lattes (parcelle HI. 356), susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique;
- Vu les éléments techniques apparaissant dans le rapport en date du 24 octobre 2015 constatant les désordres dans l'immeuble sus nommé, affectant le plafond de la pièce principale ;
- **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de péril afin que la sécurité publique soit sauvegardée ;

ARTICLE 1

Madame LLANO-MANA, propriétaire de l'appartement central au 5^{ème} étage de l'immeuble, demeurant au 32 allée des Albères à Saint-Jean (31240), ou ses ayants droit, est mise en demeure d'effectuer les travaux de réparation suivants :

- vérification de la solidité et état du plafond de la pièce principale ;

dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, l'appartement central du 5^{ème} étage sera interdit temporairement à l'habitation pendant la durée des travaux.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 doit avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants en application des articles L. 521-1 et L. 521-3-2 du Code de la construction et de l'habitation, dans le mois suivant la notification du présent arrêté.

A défaut, pour le propriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais du propriétaire.

ARTICLE 3

Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 511-6 ainsi que par les articles L. 521-4 et L. 111-6-1 du Code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4

Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir réalisé les travaux prescrits au même article et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

Le propriétaire mentionné à l'article 1, ou ses ayants droit, tient à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire mentionné à l'article 1. Il sera également notifié aux occupants de l'appartement central au 5^{ème} étage

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 6

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département.

ARTICLE 7

Le présent arrêté est transmis au Président du Conseil Départemental de l'Hérault, à la Caisse d'allocation familiale, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du département, à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, au Centre Communal d'Action Sociale, au procureur de la République ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

ARTICLE 8

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur Le Président de la Métropole
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2016-141
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC M23206-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif a une Mainlevée de péril imminent - Bâtiment sis 11, rue du Pont de lattes à Montpellier 34000

- **Vu** le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles, L 511-1 à L 511-6, les articles L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- **Vu** l'article R.556-1 du Code de justice administrative,
- **Vu** l'article L2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- **Vu** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **Vu** l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur les pouvoirs de police administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- **Vu** l'arrêté de péril imminent n° A2015-221 en date du 9 novembre 2015 ;
- **Vu** le rapport de Madame Tersinet, ingénieur chargé des périls, du 5 février 2016 constatant la réalisation des travaux indispensables ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur la base du rapport de visite de Madame Tersinet, ingénieur chargé des périls, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° A2015-221 pris le 9 novembre 2015, pour l'immeuble sis 11, rue du Pont de Lattes (parcelle HL 356) dont le syndic de l'immeuble est FLASH IMMOBILIER.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au syndicat des copropriétaires et aux copropriétaires.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des services de la Métropole et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Métropole.
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2016-146
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC 1124168-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 AVR. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Pérols "Changement de véhicule" Autorisation N°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté n°2014-343 du 19 septembre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 13 octobre 2014, n°2014-373 ;
- **CONSIDERANT** que la **SARL L'Albatros Ambulance**, titulaire d'une autorisation de taxi à Pérois a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La SARL L'Albatros Ambulance, domiciliée à l'Espace Commercial Fréjorgues – 285 rue Hélène Boucher à Mauguio (34 130), est autorisée à stationner avec le véhicule Volkswagen type Touran immatriculé EB-866-FC, sur le territoire de la commune de Pérois dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 19 septembre 2014, n°2014-343 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Pérois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-153
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC1124829-AI

Fait à Montpellier, le 27 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- Vu la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu l'arrêté n° A2015-249 du 22 décembre 2015 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-249 du 22 décembre 2015 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Comité Technique

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
-----------------------------------	----------------------------

Titulaires	Titulaires
M. Pierre BONNAL, Président M. Bernard TRAVIER, Titulaire Mme Rosy BUONO, Titulaire Mme Eliane LLORET, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire M. Domitien DETRIE, Titulaire	M. Mohamed CHEBLI, Titulaire - UNSA Mme Florence POUROT- REDON, Titulaire - UNSA M. Antony FERNANDEZ, Titulaire - UNSA M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire - FO Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire - FO M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire - SUD
Suppléants	Suppléants
M. Gérard CASTRE, Suppléant M. Christophe COUR, Suppléant M. Joël RAYMOND, Suppléant Mme Régine ILLAIRE, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant	M. Ichem MOGHEL, Suppléant - UNSA Mme Carole GILBERT, Suppléante - UNSA Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Suppléante - UNSA Mme Sabine BERGUA, Suppléante - FO M. Gil BUSCAYLET, Suppléant - FO M. François FOURES, Suppléant - SUD

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-155
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC M 24575 PI

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché n°4107DC15 de maîtrise d'oeuvre relative aux travaux d'accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Métropole,
- VU la délibération n°12720 du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente de la Métropole,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13385 du 12 novembre 2015 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure portant sur les travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Régine ILLAIRE est désignée en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 2 : En cette qualité, Madame Régine ILLAIRE est autorisée à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-156
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC 1124770-AC

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux DT, DICT et arrêtés d'alignement pour la DAT

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-67 du 15 février 2016 relatif aux déclarations de projet de travaux et aux déclarations d'intention de commencement des travaux,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-67 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les déclarations de projet de travaux, les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux, relevant de la Métropole de Montpellier, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-157
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC M24529_A1

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction et de signature à M. Rabii YOUSSEUS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2016-122 du 21 mars 2016 attribué à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2016-122 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Rabii YOUSSEUS est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Rabii YOUSSEUS est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des candidatures concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil européen applicable aux procédures de fournitures courantes et services pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rabii YOUSSEF, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rabii YOUSSEF et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-161
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC M24980AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 AVR. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-123 du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice MOURET,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-123 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Fabrice Mouret, Directeur adjoint de la Commande Publique, à l'effet de signer les demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures, à l'exception des procédures de commande publique susvisées inférieures aux seuils des procédures formalisées qui émanent du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET).

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice Mouret, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Anne-Marie BLATIÈRE, chef du service procédure.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice Mouret et de Madame Anne-Marie BLATIÈRE, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes

conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Fabrice MOURET, de Madame Anne-Marie BLATIERE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-162
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC 1124982-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion temporaire de la Cyber Base de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°5229 du 27 juin 2003 approuvant le règlement intérieur de la cyber base de Montpellier Agglomération à destination des usagers,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** que M. Raymond KAMIKA ASSUMANI a, le 23 mars 2016 perturbé le fonctionnement du service par une attitude désinvolte (volume sonore élevé de ses écouteurs entraînant des plaintes des autres usagers) et des propos agressifs envers les autres usagers et le personnel de la Métropole les accusant de discrimination raciale
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par les agents de Montpellier Méditerranée Métropole,

A R R E T E

ARTICLE 1 : M. Raymond KAMIKA-ASSUMANI, est exclu de la cyber base de Montpellier Méditerranée Métropole, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de six mois à compter de son affichage sur site au vu de son comportement conformément à l'article 3 du règlement intérieur susvisé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-163
Transmis en Préfecture le	3 MAI 2016
Affiché le	3 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	INC 1125021-AR

Fait à Montpellier, le 27 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature à l'effet de parapher les feuillets des registres

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la circulaire ministérielle du 14 décembre 2010 relative à la tenue des registres des communes et de certains de leurs groupements
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-39 du 16 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Philippe RENAUD,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-39 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, à l'effet de parapher les feuillets des registres à l'exception du « registre des arrêtés Ressources Humaines » pour lequel délégation est attribuée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-164
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 1125090-AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative à la situation administrative individuelle des agents et des non renouvellements de contrats

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-197 du 02 octobre 2015 portant délégation de signature à Christel CELIE,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole puisse justifier, sans délai, de la situation individuelle de ses agents auprès des Collectivités et organismes extérieurs,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-197 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL à l'effet de signer tout courrier relatif aux non renouvellements de contrats.

ARTICLE 3 : Délégation est également accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL à l'effet de signer tout document permettant d'attester de la situation professionnelle et administrative des agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations définies aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Cet arrêté est en vigueur à compter du 16 mai au 31 mai 2016 inclus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-171
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1125629-AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10
- **VU** le Code de la construction et de l'habitation et notamment son article R 321-10,
- **VU** la délibération du Conseil n°13711 du 14 avril 2016 relative à la mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État et de l'ANAH, d'attribution des aides à la pierre,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Noël SÉGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger au sein de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat en lieu et place du Président. Dans ce cadre, Monsieur Noël SÉGURA est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, la délégation définie à l'article 1^{er} est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

arrêté.

Arrêté n°	A2016-178
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1126011-AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux bons de commande du pôle Ressources et Moyens

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-200 du 02 octobre 2016 portant délégation de signature pour les bons de commande du pôle Ressources et Moyens dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-200 du 02 octobre 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer les bons de commandes émanant du pôle Ressources et Moyens dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Madame Laurence BONNET pour les bons de commandes d'un même montant émanant respectivement de la Direction des Finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des ressources informatiques, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, délégation de signature est consentie à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les bons de commandes d'un même montant émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des ressources humaines. En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, la délégation de signature revient aux personnes présentes parmi elles.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Madame Laurence BONNET chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, Monsieur Philippe RENAUD, ainsi que de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Madame Laurence BONNET chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-180
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126030-AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de service du pôle Ressources et Moyens

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-201 du 02 octobre 2015 portant délégation de signature pour les ordres de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° n°A2015-201 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Madame Laurence BONNET pour les ordres de services relatifs aux marchés émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des Ressources informatiques, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD délégation de signature est consentie à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les ordres de services émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des ressources humaines.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Madame Laurence BONNET chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

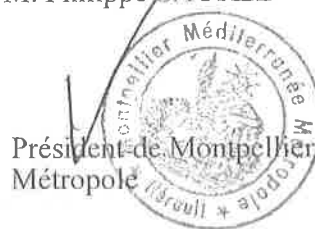
ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Madame Laurence BONNET chacun dans son domaine de compétence ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la

délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-181
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Dnc1126030.AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-198 du 16 novembre 2015 portant délégation de signature concernant les ordres de mission,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole puisse produire sans délai les ordres de mission de ses agents,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-198 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception de ceux visés à l'article 4.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article précédent est accordée à Monsieur Yves NURIT. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Philippe RENAUD et de Monsieur Yves NURIT, la délégation qui leur est consentie sera exercée par Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de mission concernant les agents du contrôle de gestion, de la Direction de la Communication, du protocole et des maison de proximité ainsi que les ordres de mission à l'étranger et les ordres de mission nécessitant sa signature au regard des spécificités du déplacement des agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Yves NURIT. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 4 est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-182
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc126034-AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative à la situation administrative individuelle des agents et des non renouvellements de contrats

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-197 du 16 novembre 2016 portant délégation de signature pour les non renouvellements de contrats,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole puisse justifier, sans délai, de la situation individuelle de ses agents auprès des Collectivités et organismes extérieurs,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-197 susvisé est abrogé,

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer tout courrier relatif aux non renouvellements de contrats. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation qui lui est consentie, sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3 : Délégation est également accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL à l'effet de signer tout document permettant d'attester de la situation professionnelle et administrative des agents de Montpellier Méditerranée Métropole. En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation qui lui est consentie, sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Philippe RENAUD.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Philippe RENAUD, Monsieur Etienne ROSSIGNOL et de Monsieur Yves NURIT, les délégations définies aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-183
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc M26036 AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature à M. Max LEVITA relative aux pièces comptables

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2016-159 du 19 avril 2016 relatif aux pièces comptables,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-159 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LÉVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA les délégations prévues à l'article 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Monsieur Christian FINA, Monsieur Yves NURIT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, Monsieur Philippe RENAUD reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA, de Monsieur Yves NURIT et de Monsieur Philippe RENAUD, Monsieur Franck OLIVIÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-184
Transmis en Préfecture le	1 7 MAI 2016
Affiché le	1 7 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126038 AR

Fait à Montpellier, le **1 7 MAI 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est supérieur à 90 000 € HT relevant du Pôle Ressources et Moyens

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-64 du 16 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Christel CÉLIÉ,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-64 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Philippe RENAUD et de Madame Laurence BONNET la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint des Marchés Publics.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-185
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126041AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € HT pour la Direction des ressources informatiques

- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-49 du 16 avril 2016 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Informatiques,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-137 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Pierre BRICE sur l'emploi de Directeur des Ressources informatiques,
- **VU** la note de service n°09-286 du 25 mai 2009 portant affectation de Monsieur Philippe GIPPET sur l'emploi de Directeur adjoint des Ressources informatiques,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-49 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs à l'Informatique, d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Philippe GIPPET Directeur adjoint des Ressources informatiques.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-186
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Ine 1126046 AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € HT pour la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-51 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-226 du 18 mai 2005 portant affectation de Madame Isabelle LE VANNIER sur l'emploi de Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-51 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines «Copropriétés ; Energies Nouvelles ; Bâtiments et Moyens Internes hors Ressources Informatiques » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice Adjointe des Moyens Généraux et des Bâtiments.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-187
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126048 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

17 MAI 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés relevant de la Direction des Ressources Humaines d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n° A 2015-206 du 27 octobre 2015 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Humaines,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-206 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de leurs services respectifs au sein de leur Direction, relatifs au domaine « Ressources Humaines » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, la délégation de signature revient aux personnes présentes parmi elles.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions pour l'ensemble de la Direction des Ressources Humaines à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-188
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Jmc 1126050 AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € H.T. pour la Direction de des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-53 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-53 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances et Archives » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice

Adjointe des Affaires Juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint des Marchés Publics, chacun dans son domaine de compétence.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-189
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Dnc M26052-AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAVIREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € HT pour la Direction des Finances

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-49 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Finances,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-404 du 20 septembre 2005 portant affectation de Madame Nathalie GANDREAU sur l'emploi de Directrice des Finances,
- **VU** la note de service n°2009-07-371 du 1^{er} juillet 2009 portant affectation de Monsieur Franck OLIVIE sur l'emploi de Directeur Adjoint de la Direction des Finances

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-49 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Finances » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Franck OLIVIE, Directeur Adjoint de la Direction des Finances.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GANDREAU et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GANDREAU, de Monsieur Philippe RENAUD, et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-190
Transmis en Préfecture le	17 MAI 2016
Affiché le	17 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1126055AR

Fait à Montpellier, le 17 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 90 000 € HT relevant du Pôle Ressources et Moyens

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-64 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les marchés relevant du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-64 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité concernant les contrats publics.

ARTICLE 3 : Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines « Ressources Humaines ; Contentieux ; Affaires Juridiques ; Assurances et Archives ; Energies Nouvelles ; Bâtiments ; Moyens internes ; Finances ; Copropriétés ; Innovation ; Ressources Informatiques », d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer tout document relatif :

- 3.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;
- 3.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs ;
- pour les procédures adaptées.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-191
Transmis en Préfecture le	19 MAI 2016
Affiché le	19 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1126058-AR

Fait à Montpellier, le 19 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Concession d'aménagement Charles Martel - Villeneuve-lès-Maguelonne - Commission d'examen des candidatures et des propositions - Présidence déléguée

- **VU** le Code de l'urbanisme notamment ses articles R300-4 à R300-9
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté 2015-23 donnant délégation de fonction à madame Chantal Marion dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** la délibération n°12983 du 28 mai 2015 relative à l'élection des membres de la Commission d'examen des candidatures et des propositions pour l'attribution de la Concession d'Aménagement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelonne,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de cette Commission peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Chantal Marion est désignée en qualité de représentante du Président à la présidence de la Commission d'examen des candidatures et des propositions relatives à la concession d'aménagement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelonne constituée conformément à la délibération n°12983 susvisée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal Marion est autorisée à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission. Dans ce cadre, Madame Chantal Marion est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-203
Transmis en Préfecture le	27 MAI 2016
Affiché le	27 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126542AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de services faits pour le Département Développement Economique Emploi et Insertion

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian Fina sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-516 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Philippe BOULET sur l'emploi de Directeur du Département Développement Economique, Emploi et Insertion,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction du Développement économique et de l'emploi. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Département Développement Economique, Emploi et Insertion. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, délégation de signature est donnée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO pour les attestations de services faits d'un même montant émanant de la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-204
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126610 AR

Fait à Montpellier, le **3 1 MAI 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de services faits pour le Département Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2015-141 du 4 août 2015 portant délégation de signature pour les attestations de services faits de la Direction du Contrôle de Gestion,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-141 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Ressources informatiques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe GIPPET.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Caroline KNAPP.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Ressources informatiques et de la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation de signature visée à l'article 4 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BRICE pour la Direction des Ressources informatiques et à Monsieur Benoît ZENOU pour la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT et de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation visée à l'article 4 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoît ZENOU, et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 4 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 8 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-205
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Dmc1126612-AR

Fait à Montpellier, le 31 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service fait pour le Département Culture et Sports et du Service Téléalarme

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU l'arrêté A2015-163 du 27 août 2015 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-163 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Laure FELIX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Patrick POUGET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de

Monsieur Patrick **POUGET**, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Hélène **BERTHOUL**.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe **MERCIER** à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe **MERCIER**, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc **DANIEL**.

ARTICLE 6 : Délégation est accordée à Monsieur Vincent **LARBEY** à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent **LARBEY**, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc **DANIEL**.

ARTICLE 7 : Délégation est accordée à Madame Diane **DUSSEAUX** à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane **DUSSEAUX**, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle **GRASSET**.

ARTICLE 8 : Délégation est accordée à Monsieur Gérard **LASSUS** à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard **LASSUS**, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc **DANIEL**.

ARTICLE 9 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Louis **SAUTREAU** à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 8 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis **SAUTREAU**, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien **FOURNEL**.

ARTICLE 10 : Délégation est accordée à Monsieur Thierry **GUITTET** à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry **GUITTET**, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu **FONTENEAU**.

ARTICLE 11 : Délégation est accordée à Monsieur Marc **DANIEL** à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports et du Service Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc **DANIEL**, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis **SAUTREAU** pour la Direction de la Culture, à Monsieur Thierry **GUITTET** pour la Direction des sports et à Monsieur Gérard **LASSUS** pour le Service Téléalarme.

ARTICLE 12 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc **DANIEL**, de Monsieur Jean-Louis **SAUTREAU** ou de Monsieur Thierry **GUITTET** ou de Monsieur Gérard **LASSUS** chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 10 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves **NURIT**, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 13 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc **DANIEL**, de Monsieur Jean-Louis **SAUTREAU** ou de Monsieur Thierry **GUITTET** ou de Monsieur Gérard **LASSUS** chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves **NURIT**, la délégation visée à l'article 10 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude **HEMAIN** Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-206
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Incl 126619-AR

Fait à Montpellier, le 31 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des ressources humaines.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL ou de Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les ordres de services émanant de leurs services respectifs, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Domitien DETRIE, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Domitien DETRIE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie ci-dessus est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T. émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des ressources humaines.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, ou de Madame Cécile MATTERA, ou de Monsieur Laurent CHALVIDAN, chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 3 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, ou de Madame Cécile MATTERA, ou de Monsieur Laurent CHALVIDAN, chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 3 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-209
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	ImcM26623-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Département Administration Générale et Finances

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-202 du 02 octobre 2016 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGLI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-202 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction des Finances. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Franck OLIVIE.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction des moyens généraux et des bâtiments. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Mary-Laure DUPUIS.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laurence BONNET et Monsieur Fabrice MOURET.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Juliette BEREGI à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Département Administration Générale et Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Philippe RENAUD pour les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, et de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Département Administration Générale et Finances à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Département Administration Générale et Finances à Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services

ARTICLE 8 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-210
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1126626-AR

Fait à Montpellier, le 31 MAI 2016
M. Philippe SAGREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service fait pour le Département Développement Territorial

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2016-70 du 15 février 2016 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-70 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabien BLASCO.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T relatives aux marchés émanant du Département Développement Territorial. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, délégation de signature est donnée à Monsieur Bruno LE ROY, Monsieur Eric GOMEZ, pour les attestations de services faits relatives aux

marchés émanant respectivement de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat et de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Messieurs Yves NURIT, Bruno LE ROY et de Monsieur Eric GOMEZ, chacun dans son domaine de compétence, délégation, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T émanant du Département Développement Territorial, est donnée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Messieurs Yves NURIT, Bruno LE ROY et de Monsieur Eric GOMEZ, chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, délégation, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T émanant du Département Développement Territorial, est donnée à Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-211
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1126630-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Administration Générale et Finances dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-200 du 02 octobre 2015 portant délégation de signature pour les bons de commande du pôle Ressources et Moyens dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-200 du 02 octobre 2015 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI à l'effet de signer les bons de commandes émanant du Département Administration Générale et Finances dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Philippe RENAUD pour les bons de commandes d'un même montant émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, et de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services,

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général adjoint des Services,

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-212
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 1126634-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

31 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros émanant du Département Culture et Sports

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-157 du 14 août 2015 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Culture Sports Solidarité à Monsieur Marc DANIEL,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services
- **VU** la note de service n°2016-04-514 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-157 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros émanant du Département Culture et Sports et du service Téléalarme.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Gérard LASSUS, pour les bons de commande d'un même montant émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports et du Service Téléalarme.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU ou Monsieur Thierry GUITTET ou Monsieur Gérard LASSUS, chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU ou Monsieur Thierry GUITTET ou Monsieur Gérard LASSUS, chacun dans son domaine de compétence, et Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article

2 est donnée dans les mêmes conditions à Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-213
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1126637AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 € émanant de la Direction des Ressources Informatiques ainsi que de la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion.

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-142 du 04 août 2015 portant délégation de signature pour les bons de commande de la Direction du Contrôle de Gestion dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- **VU** la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-142 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT à l'effet de signer les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 € émanant de la Direction des Ressources Informatiques ainsi que de la Direction Pilotage et du Contrôle de Gestion du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation de signature visée à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BRICE pour la Direction des Ressources Informatiques et à Monsieur Benoît ZENOU pour la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services,

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Benoît ZENOU, et Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-214
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Dmcl126639-AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation, à l'effet de signer les bons de commandes émanant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €, est accordée à Monsieur Domitien DETRIE, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie ci-dessus est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les bons de commandes émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des ressources humaines.

ARTICLE 3 : La délégation définie à l'article 1 est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les bons de commandes émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des ressources humaines. En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, la délégation de signature revient aux personnes présentes parmi elles.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, ou de Madame Cécile MATTERA, ou de Monsieur Laurent CHALVIDAN, chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, ou de Madame Cécile MATTERA, ou de Monsieur Laurent CHALVIDAN, chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général adjoint des Services

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-215
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126641-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

31 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Développement Economique, Emploi et Insertion dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2015-108 du 23 juin 2015 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian Fina sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-516 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Philippe BOULET sur l'emploi de Directeur du Département Développement Economique, Emploi et Insertion,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET à l'effet de signer les bons de commandes émanant du Département Développement Economique, Emploi et Insertion dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, délégation de signature est donnée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO pour les bons de commandes d'un même montant émanant de la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-216
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 126643-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature pour les bons de commandes émanant du Département Développement Territorial dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2015-108 du 23 juin 2015 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-108 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les bons de commandes émanant de son Département dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT délégation de signature est donnée à Monsieur Eric GOMEZ, et Monsieur Bruno LE ROY pour les bons de commande d'un même montant émanant respectivement de la Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel et de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT et Monsieur Eric GOMEZ, ou Monsieur Bruno LE ROY chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, de Monsieur Eric GOMEZ ou Monsieur Bruno LE ROY chacun dans son domaine de compétence, et

de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-217
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc1126645 AR

Fait à Montpellier, le 31 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Administration Générale et Finances

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président
- **VU** l'arrêté n°A2016-181 du 17 mai 2016 portant délégation de signature pour les ordres de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-181 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Philippe RENAUD pour les ordres de services relatifs aux marchés émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, et de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER, ou de Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-218
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Ine M26650-AR

Fait à Montpellier, le 31 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Culture et Sport et au Service Téléalarme

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-159 du 14 août 2015 portant délégation de signature à Monsieur Marc DANIEL relatif aux ordres de services,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-159 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les ordres de services émanant du Département Culture et Sport et du Service Téléalarme.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Monsieur Thierry GUITTET, et Monsieur Gérard LASSUS pour les ordres de services émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports et du service Téléalarme.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, ou Monsieur Thierry GUITTET, ou Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, ou Monsieur Thierry GUITTET, ou Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-219
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1126654-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL 31 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-143 du 04 août 2015 portant délégation de signature pour les bons de commande de la Direction du Contrôle de Gestion dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2015-143 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT à l'effet de signer les ordres de services émanant de la Direction des Ressources Informatiques ainsi que de la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BRICE pour la Direction des Ressources Informatiques et à Monsieur Benoit ZENOU pour la Direction Pilotage et du Contrôle de Gestion

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT et de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoit ZENOU, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves Nurit, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoit ZENOU, et de Monsieur Yves Nurit, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-220
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1126657 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Développement Economique Emploi et Insertion

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian Fina sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-516 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Philippe BOULET sur l'emploi de Directeur du Département Développement Economique Emploi et Insertion,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET à l'effet de signer les ordres de services émanant du Département Développement Economique, Emploi et Insertion.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, délégation de signature est donnée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO pour les ordres de services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Yves NURIT, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions, à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-221
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 1126659-AR

Fait à Montpellier le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services du Département Développement Territorial

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-106 du 23 juin 2015 portant délégation de signature pour les ordres de services du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc daniel sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU l'affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Département Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-106 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les ordres de services émanant du Département Développement Territorial.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT délégation de signature est donnée à Monsieur Eric GOMEZ et à Monsieur Bruno LE ROY pour les ordres de services respectivement de la Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel et de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, et de Monsieur Eric GOMEZ ou Monsieur Bruno LE ROY chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, Monsieur Eric GOMEZ ou Monsieur Bruno LE ROY chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée à Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-222
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1126661-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

31 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux ordres de services du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation, à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, est accordée à Monsieur Domitien DETRIE, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie ci-dessus est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN concernant les ordres de services émanant de leurs services respectifs au sein de la Direction des Ressources Humaines.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, ou de Madame Cécile MATTERA, ou de Monsieur Laurent CHALVIDAN, chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur YVES NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, ou de Madame Cécile MATTERA, ou de Monsieur Laurent CHALVIDAN, chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur JEAN-CLAUDE HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-223
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1126663-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux formalités de publicité concernant les contrats publics et aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Administration Générale et Finances

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2016-191 du 19 mai 2016 portant délégation de signature pour les marchés relevant du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-191 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité concernant les contrats publics.

ARTICLE 3 : Pour les marchés, relevant de son Département, relatifs aux domaines « Contentieux ; Affaires Juridiques ; Assurances et Archives ; Energies Nouvelles ; Bâtiments ; Moyens internes ; Finances ; Copropriétés ; Innovation », d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT, délégation est accordée à Juliette BEREGI à l'effet de signer tout document relatif :

3.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;

3.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et

application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur aux seuils des procédures formalisées.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-224
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1126667 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Développement Economique Emploi et Insertion

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,- VU la note de service n°2016-04-516 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Philippe BOULET sur l'emploi de Directeur du Département Développement Economique Emploi et Insertion,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés, relevant de son Département, relatifs aux domaines du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET à l'effet de signer tout document relatif :

- 1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;
- 1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs aux seuils des procédures formalisées.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, la délégation de signature visée à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-225
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Ince/126670-Ar

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Culture et Sport et du Service Téléalarme

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2015-40 du 02 mars 2015 portant délégation de signature à Monsieur Marc DANIEL,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-40 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés, relevant de son Département, relatifs aux domaines de la Culture et du Sport et au Service Téléalarme, d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif :

2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;

2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur aux seuils des procédures formalisées.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL ET de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services

ARTICLE 5 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-226
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc/126672 An

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL 3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines des Ressources Humaines et des Relations Sociales d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT délégation est accordée à Monsieur Domitien DETRIE à l'effet de signer tout document relatif :

- 1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;
- 1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur aux seuils des procédures formalisées.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, et Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-227
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1126675-AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Développement Territorial

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-66 du 16 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Yves NURIT,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Département Développement Territorial,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-66 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés, relevant de son Département, relatifs aux domaines du foncier et de l'aménagement opérationnel ainsi que de l'urbanisme et de l'habitat d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT délégation est accordée à Yves NURIT à l'effet de signer tout document relatif :

2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;

2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur aux seuils des procédures formalisées.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-228
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1126677-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux demandes de compléments pour les marchés relevant du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés, relevant de son Département, relatifs aux domaines des ressources informatiques et du pilotage et du Contrôle de Gestion d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT à l'effet de signer tout document relatif :

1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;

1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur aux seuils des procédures formalisées.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation de signature visée à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 4 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-229
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126679 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

31 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DAJCP

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-189 du 17 mai 2016 portant délégation de signature pour la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-189 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances et Archives » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint de la Commande Publique, chacun dans son domaine de compétence.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGI, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Juliette BEREGI, la

délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-230
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmcd1126681-AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DMGB

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n° A2016-187 du 17 mai 2016 portant délégation de signature pour la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- **VU** la note de service n°05-226 du 18 mai 2005 portant affectation de Madame Isabelle LE VANNIER sur l'emploi de Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-187 du 17 mai 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines «Copropriétés ; Energies Nouvelles ; Bâtiments et Moyens Internes hors Ressources Informatiques » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice Adjointe des Moyens Généraux et des Bâtiments.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGI, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Madame Juliette BEREGI, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-231
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 112668u-AR

Fait à Montpellier, le 31 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction des Finances

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2016-190 du 17 mai 2016 portant délégation de signature pour la Direction des Finances,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-404 du 20 septembre 2005 portant affectation de Madame Nathalie GANDREAU sur l'emploi de Directrice des Finances,
- VU la note de service n°2009-07-371 du 1^{er} juillet 2009 portant affectation de Monsieur Franck OLIVIE sur l'emploi de Directeur Adjoint de la Direction des Finances,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-190 du 17 mai 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Finances » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.
Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Franck OLIVIE, Directeur Adjoint de la Direction des Finances.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GANDREAU et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGL, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GANDREAU, de Madame Juliette BEREGL, et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-232
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc/126687-Ar

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction de la Culture

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-39 du 02 mars 2015 portant délégation de signature pour la Direction de la Culture,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-39 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de la Direction de la Culture, relatifs aux domaines « Culture, Enseignements Artistiques, Fêtes Populaires, Site archéologique Lattara Musée Henri PRADES » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-233
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 1126689-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de l'Ecolothèque

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-54 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour l'écolothèque,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-135 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Vincent LARBEY sur l'emploi de Directeur de l'Ecolothèque,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-54 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relatifs au domaine « Ecolothèque », d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY, Directeur de l'Ecolothèque, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour tous les marchés relevant de sa Direction, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent LARBEY et de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent LARBEY et de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-234
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc/116691-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction des Sports

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-57 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour la Direction des Sports,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,- **VU** la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- **VU** la note de service n° 07-064 du 15 février 2007 portant affectation de Monsieur Thierry GUITTET sur l'emploi de Directeur des Sports,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-57 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Sports » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la négociation des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Mathieu FONTENEAU.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL, Directeur du Département Culture et Sport.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur général des Service de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-235
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1126691 - AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DFAO

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-244 du 9 décembre 2015 portant délégation de signature pour la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** l'affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Département Développement Territorial,
- **VU** la note de service n° 2012-03-63 d'avril 2012 portant affectation de Monsieur Eric GOMEZ sur l'emploi de Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-244 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Politique Foncière et Aménagement Opérationnel » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ, Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel (DFAO), à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.
Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabien BLASCO, Directeur adjoint de la DFAO.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric GOMEZ et de Fabien BLASCO, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Département Développement Territorial.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric GOMEZ de Fabien BLASCO et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-236
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1126695-AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DUH

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-61 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** l'affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Département Développement Territorial,
- **VU** la note de service n°2012-09 -334 du 4 octobre 2012 portant affectation de Monsieur Bruno Le Roy sur l'emploi de Directeur de l'Urbanisme et de l'Habitat

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-61 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines « Politique de la Ville, Logement, Habitat ; Urbanisme » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Caroline FRIOL, Directrice Adjointe de l'Urbanisme et de l'Habitat.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, et de Madame Caroline FRIOL la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Département Développement Territorial.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-237
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1126697AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant du Pilotage et du Contrôle de Gestion

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2015-144 du 4 août 2015 portant délégation de signature relative aux procédures marchés de la Direction du Contrôle de Gestion,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2015-06-664 du 3 juillet 2015 portant affectation de Monsieur Benoît ZENOU sur l'emploi de Directeur du pilotage et de la performance,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-144 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines du Contrôle de Gestion et du Pilotage d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à Madame Caroline KNAPP Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitante de Monsieur Benoît ZENOU et de Madame Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ZENOU, de Madame Caroline KNAPP et de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur adjoint Général des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-238
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 1126699-A12

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DRI

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,

- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,

- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU l'arrêté n°A2014- 49 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Informatiques,

- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

- VU la note de service n°05-137 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Pierre BRICE sur l'emploi de Directeur des Ressources informatiques,

- VU la note de service n°09-286 du 25 mai 2009 portant affectation de Monsieur Philippe GIPPET sur l'emploi de Directeur adjoint des Ressources informatiques,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-49 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs à l'Informatique, d'un montant inférieur à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Philippe GIPPET Directeur adjoint des Ressources informatiques.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-239
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1126907-A2

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DRH

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A 2016-188 du 17 mai 2016 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Humaines,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-188 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de leurs services respectifs au sein de leur Direction, relatifs au domaine « Ressources Humaines » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, ou de Madame Cécile MATTERA ou de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Domitien DETRIE, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Madame Cécile MATTERA, Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-240
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Inch1126709-AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction de l'Economie et de l'Emploi

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n° A2016-71 du 15 février 2016 portant délégation de signature pour la Direction du Développement économique et de l'emploi,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-516 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Philippe BOULET sur l'emploi de Directeur du Département Développement économique Emploi et Insertion,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-71 du 15 février 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Relations Internationales; Insertion ; Artisanat, Commerce ; Tourisme ; MMT développement économique et emploi » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO, Directeur de Projets, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe BOULET, Directeur du Département Développement économique Emploi et Insertion.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général adjoint des Services

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-241
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 1126711 AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2016-182 du 17 mai 2016 portant délégation de signature concernant les ordres de mission,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole puisse produire sans délai les ordres de mission de ses agents,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-182 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Domitien DETRIE, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception de ceux visés à l'article 5.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie à l'article 2 est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE, et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation définie à l'article 2 est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de mission concernant les agents, de la Direction de la Communication, du protocole, du service relations presse et du service guichet unique de proximité ainsi que les ordres de mission à l'étranger et les ordres de mission nécessitant sa signature au regard des spécificités du déplacement des agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie à l'article 2 est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 8: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-242
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	InCMR6713-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux non renouvellements de contrats

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les arrêtés n°A2016-171 et 183 du 17 mai 2016 portant délégation de signature concernant la Direction des Ressources Humaines,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole puisse justifier, sans délai, de la situation individuelle de ses agents auprès des Collectivités et organismes extérieurs,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les arrêtés n° A2016-171 et 183 susvisés sont abrogés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Domitien DETRIE à l'effet de signer tout courrier relatif aux non renouvellements de contrats.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie à l'article 2 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation définie à l'article 2 est accordée dans les mêmes conditions Monsieur Yves NURIT, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL à l'effet de signer tout document permettant d'attester de la situation professionnelle et administrative des agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation définie à l'article 5 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation définie à l'article 5 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Laurent CHALVIDAN.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE de Monsieur Etienne ROSSIGNOL et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation définie à l'article 5 est accordée dans les mêmes conditions à Madame Cécile MATTERA.

ARTICLE 9 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-243
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1126715-AR

Fait à Montpellier le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-162 du 27 avril 2016 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice MOURET,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREHI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-162 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Fabrice Mouret, Directeur adjoint de la Commande Publique, à l'effet de signer les demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures, à l'exception des procédures de commande publique susvisées inférieures aux seuils des procédures formalisées qui émanent du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET).

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice Mouret, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Anne-Marie BLATIÈRE, chef du service procédure.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice Mouret et de Madame Anne-Marie BLATIÈRE, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice MOURET, de Madame Anne-Marie BLATIERE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGI, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-245
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1126726 AL

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

3 1 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-37 du 16 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Christel CÉLIÉ,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-37 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Juliette BEREGI et de Monsieur Philippe RENAUD la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Juliette BEREGI, de Monsieur Philippe RENAUD et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-246
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 1126729-Ar

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

31 MAI 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux pièces comptables

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2016-184 du 17 mai 2016 relatif aux pièces comptables,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-184 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LÉVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA les délégations prévues à l'article 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Monsieur Christian FINA, Madame Juliette BEREGI reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA et de Madame Juliette BEREGI, Monsieur Franck OLIVIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-247
Transmis en Préfecture le	3 1 MAI 2016
Affiché le	3 1 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1126735AR

Fait à Montpellier, le 3 1 MAI 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R. 123-1 à R. 123-27 ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de Saint Georges d'Orques en date du 05 novembre 2014 prescrivant la procédure de modification n°5 du PLU ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de Saint Georges d'Orques en date du 13 avril 2016 émettant un avis favorable au projet de modification n°5 du PLU ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 20 avril 2016 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°5 du PLU de Saint Georges d'Orques ;
- VU la notification du projet de modification n°5 du PLU de Saint Georges d'Orques aux personnes publiques associées en date du 02 mai 2016 ;
- VU la décision n°E16000062/34 en date du 03 mai 2016 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Dany HEBRARD en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- VU l'arrêté n° A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Georges d'Orques, pour une durée de 31 jours consécutifs, du lundi 20 juin 2016 au mercredi 20 juillet 2016 inclus, en vue notamment :

- d'accompagner qualitativement le renouvellement urbain lié entre autres à la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) et des surfaces minimales induites par la loi ALUR,
- d'instituer une servitude de mixité sociale,
- de proposer des règles de forme et de densité urbaines adaptées aux caractéristiques géographiques et fonctionnelles des différents quartiers de la commune,

- de protéger le patrimoine bâti du centre du village sur la base d'une analyse urbaine et patrimoniale poussée offrant une protection plus fine et adaptée aux caractéristiques patrimoniales des bâtiments,
- de préserver la valeur paysagère du village (boisements remarquables de certains parcs et espaces privatifs qui structurent les quartiers ou en constituent des caractéristiques paysagères singulières).

ARTICLE 2 : Par décision n°E16000062/34 en date du 03 mai 2016, Monsieur Dany HEBRARD, Officier supérieur de l'aviation légère dans l'armée de terre, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Saint Georges d'Orques et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- au service urbanisme de la mairie de Saint Georges d'Orques aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30 (sauf le vendredi 16h30),
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 18h30.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Georges d'Orques* », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2. Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

ARTICLE 4 : Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Saint Georges d'Orques les :

- Lundi 20 juin 2016 de 8 h à 12 h,
- Lundi 27 juin 2016 de 14 h à 18 h,
- Vendredi 08 juillet 2016 de 14 h à 17 h 30,
- Mercredi 20 juillet de 14 h à 18 h.

ARTICLE 5 : Une réunion publique d'information et d'échange sur le projet de modification n°5 du PLU sera organisée le mercredi 29 juin 2016 à la Salle Thomas Jefferson à Saint Georges d'Orques. L'horaire sera précisé par voie de presse.

ARTICLE 6 : Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'urbanisme et de la nature des évolutions projetées, le projet de modification n°5 du PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale. Le dossier d'enquête comporte cependant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête.

ARTICLE 7 : La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra également recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification n°5 du PLU auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
Direction de l'urbanisme et de l'Habitat
50 place Zeus CS 39556
34961 MONTPELLIER CEDEX 2 / 04.67.13.60.00

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier communiquera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Montpellier Méditerranée Métropole, les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'au service urbanisme de la mairie de Saint-Georges d'Orques aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 9 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Saint Georges d'Orques, sur les secteurs géographiques suivants :

- Mairie de Saint Georges d'Orques,
- Carrefour de Montpellier (intersection entre la rue de Clairdouy et l'avenue de Montpellier),
- Carrefour du Commandant Demarne (intersection entre l'avenue des Jardins et l'avenue d'Occitanie),
- Carrefour de la rue du Réservoir (intersection entre la rue du Réservoir et la RD5E5),
- Maison de la Culture François Rabelais (ancienne Mairie),
- Maison des Associations (rue des Pilettes),
- Cave coopérative (avenue de Montpellier),
- Place Saint Georges (avenue de Montpellier),
- Maison de quartier de « La Gaillarde »,
- Gendarmerie (avenue d'Occitanie),
- Services Techniques (rue des Cades).

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la ville de Saint Georges d'Orques (à l'adresse : <http://www.ville-st-georges-dorques.fr>).

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Saint Georges d'Orques, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 11 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique auprès des responsables du projet dès la parution de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 12 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°5 du PLU de Saint Georges d'Orques sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 13 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Saint Georges d'Orques, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-248
Transmis en Préfecture le	31 MAI 2016
Affiché le	31 MAI 2016
Notifié le	
Identifiant	Lnc112674SAR

Fait à Montpellier, le 30 MAI 2016
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Certificat d’affichage - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 02 mars 2016 entre Montpellier Méditerranée métropole, la société civile TABELLIONS 3 et la société d’Aménagement de l’Agglomération de Montpellier (SAAM)	601
---	-----



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie qu’ :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 2 mars 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société civile TABELLIONS 3 et la Société d’Aménagement de l’Agglomération de Montpellier (SAAM) dont l’objet est la prise en charge d’une partie des équipements publics de compétence métropolitaine rendus nécessaires par l’opération de construction d’un ensemble immobilier de bureaux sur un terrain situé avenue de Figuières sis sur la commune de Lattes, a été affichée du 30 mars 2016 au 30 avril 2016 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le 10 MAI 2016

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole

